

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXXVI

1937

N° 4053-4077

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 4053. — Albanie, Allemagne, Arabie Saoudienne, République Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle) :	
Arrangement concernant les recouvrements, et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934	9
N° 4054. — Albanie, Allemagne, Arabie Saoudienne, République Argentine, Autriche, etc. (Union postale universelle) :	
Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, et règlement d'exécution. Signés au Caire, le 20 mars 1934	55
N° 4055. — Norvège et Uruguay :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Montevideo, le 4 avril 1936, et échange de notes y relatif de la même date	115
N° 4056. — Etats-Unis du Brésil et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Rio de Janeiro, le 27 juillet 1936	125
N° 4057. — Etats-Unis d'Amérique et Etats-Unis du Brésil :	
Accord relatif à une mission militaire des Etats-Unis d'Amérique au Brésil. Signé à Rio de Janeiro, le 12 novembre 1936	133
N° 4058. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Uruguay :	
Accord concernant le commerce et les paiements, avec protocole et accord complémentaire, signés à Londres, le 26 juin 1935, et notes y relatives de la même date	153
N° 4059. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Egypte :	
Echange de notes comportant un accord en vue de faciliter les relations commerciales entre l'Egypte et la Palestine. Ramleh et Le Caire, le 18 août 1936	177

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXXVI

1937

Nos. 4053-4077

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4053. — Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentine Republic, Austria, etc. (Universal Postal Union) :	
Agreement concerning the Collection of Bills, Drafts, etc., and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934	9
No. 4054. — Albania, Germany, Saudi Arabia, Argentine Republic, Austria, etc. (Universal Postal Union) :	
Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals, and Detailed Regulations. Signed at Cairo, March 20th, 1934	55
No. 4055. — Norway and Uruguay :	
Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Montevideo, April 4th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	115
No. 4056. — United States of Brazil and Norway :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Rio de Janeiro, July 27th, 1936	125
No. 4057. — United States of America and United States of Brazil :	
Agreement concerning a Military Mission of the United States of America to Brazil. Signed at Rio de Janeiro, November 12th, 1936	133
No. 4058. — Great Britain and Northern Ireland and Uruguay :	
Agreement regarding Trade and Payments, with Protocol and Supplementary Agreement, signed at London, June 26th, 1935, and Notes relating thereto of the same Date	153
No. 4059. — Great Britain and Northern Ireland and Egypt :	
Exchange of Notes constituting an Agreement to facilitate Commercial Relations between Egypt and Palestine. Ramleh and Cairo, August 18th, 1936	177

	Pages
N° 4060. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Grèce :	
Accord relatif à l'exemption réciproque de la double imposition en ce qui concerne certains bénéfices ou gains réalisés par l'intermédiaire d'une agence. Signé à Athènes, le 17 septembre 1936	185
N° 4061. — Estonie et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif au régime des importations de viande estonienne en Suède. Stockholm, le 8 février 1937	193
N° 4062. — Allemagne, Belgique, Brésil, Chili, Danemark, etc :	
Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat, signée à Bruxelles, le 10 avril 1926, et protocole additionnel, signé à Bruxelles, le 24 mai 1934	199
N° 4063. — Bulgarie et Yougoslavie :	
Traité d'amitié. Signé à Belgrade, le 24 janvier 1937	221
N° 4064. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Irak :	
Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Bagdad, le 25 juillet 1935, et échanges de notes relatifs à <i>a)</i> l'application à l'Ecosse de la convention susmentionnée, Bagdad, les 3 février et 4 mars 1937, et <i>b)</i> l'application à la Rhodésie du Sud de la convention susmentionnée, Bagdad, les 11 mai et 8 juin 1937	229
N° 4065. — France et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial. Paris, le 17 février 1937 ...	267
N° 4066. — Chine et Lettonie :	
Traité d'amitié. Signé à Londres, le 25 juin 1936	275
N° 4067. — Estonie et Lettonie :	
Accord modifiant l'Accord de clearing du 10 avril 1935, avec protocole, signés à Riga, le 10 février 1937, et échange de notes y relatif de la même date	287
N° 4068. — Estonie et Lettonie :	
Protocole, signé à Riga, le 10 février 1937, complétant le Protocole du 7 décembre 1935, additionnel au Protocole signé à Riga le 14 novembre 1932, complétant l'Accord additionnel au Traité économique provisoire entre les deux pays	295
N° 4069. — Iran et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Traité d'établissement, de commerce et de navigation, avec protocole final et annexe, signés à Téhéran, le 27 août 1935, et échange de notes y relatif de la même date ...	299
N° 4070. — Iran et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Convention relative à la lutte contre les sauterelles dans les régions limitrophes des deux pays. Signée à Téhéran, le 27 août 1935	335

	Page
No. 4060. — Great Britain and Northern Ireland and Greece :	
Agreement for the Reciprocal Exemption from Income Tax on Certain Profits or Gains arising through an Agency. Signed at Athens, September 17th, 1936.	185
No. 4061. — Estonia and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Regime applicable to the Importation of Estonian Meat into Sweden. Stockholm, February 8th, 1937 ...	193
No. 4062. — Germany, Belgium, Brazil, Chile, Denmark, etc. :	
International Convention for the Unification of Certain Rules relating to the Immunity of State-owned Vessels, signed at Brussels, April 10th, 1926, and Additional Protocol, signed at Brussels, May 24th, 1934	199
No. 4063. — Bulgaria and Yugoslavia :	
Treaty of Friendship. Signed at Belgrade, January 24th, 1937	221
No. 4064. — Great Britain and Northern Ireland and Iraq :	
Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at Bagdad, July 25th, 1935, and Exchanges of Notes regarding (a) the Extension to Scotland of the above-mentioned Convention, Bagdad, February 3rd and March 4th, 1937, and (b) the Extension to Southern Rhodesia of the above-mentioned Convention, Bagdad, May 11th and June 8th, 1937	229
No. 4065. — France and Sweden :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Arrangement. Paris, February 17th, 1937	267
No. 4066. — China and Latvia :	
Treaty of Amity. Signed at London, June 25th, 1936	275
No. 4067. — Estonia and Latvia :	
Agreement modifying the Clearing Agreement of April 10th, 1935, with Protocol, signed at Riga, February 10th, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	287
No. 4068. — Estonia and Latvia :	
Protocol, signed at Riga, February 10th, 1937, completing the Protocol of December 7th, 1935, additional to the Protocol signed at Riga on November 14th, 1932, supplementing the Additional Agreement to the Provisional Economic Treaty between the Two Countries	295
No. 4069. — Iran and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Establishment, Commerce and Navigation, with Final Protocol and Annex, signed at Teheran, August 27th, 1935, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	299
No. 4070. — Iran and Union of Soviet Socialist Republics :	
Convention regarding the Campaign against Locusts in the Districts bordering on the Frontier between the Two Countries. Signed at Teheran, August 27th, 1935... ..	335

	Pages
N° 4071. — Iran et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Convention concernant la lutte contre les maladies et les parasites des plantes. Signée à Téhéran, le 27 août 1935	343
N° 4072. — Iran et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Convention sanitaire vétérinaire, avec annexes. Signée à Téhéran, le 27 août 1935	349
N° 4073. — France et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Arrangement relatif à la transmission des actes judiciaires et notariés et à l'exécution des commissions rogatoires en matière civile et commerciale. Signé à Paris, le 11 août 1936	365
N° 4074. — Etats-Unis du Brésil et Pologne :	
Echange de notes comportant un accord administratif concernant l'échange de la correspondance diplomatique dans des valises spéciales. Rio de Janeiro, le 15 octobre 1932	373
N° 4075. — Etats-Unis du Brésil et Uruguay :	
Traité de commerce et de navigation. Signé à Rio de Janeiro, le 25 août 1933	381
N° 4076. — Etats-Unis d'Amérique et France :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la répression des fraudes douanières. Paris, les 10 et 12 décembre 1936	403
N° 4077. — Etats-Unis d'Amérique et îles de Bahama :	
Arrangement relatif à l'échange des colis postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et les îles de Bahama, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Nassau, le 29 octobre 1936, et à Washington, le 21 décembre 1936	411

	Page
No. 4071. — Iran and Union of Soviet Socialist Republics :	
Convention concerning the Campaign against Plant Diseases and Parasites. Signed at Teheran, August 27th, 1935	343
No. 4072. — Iran and Union of Soviet Socialist Republics :	
Veterinary Sanitary Convention, with Annexes. Signed at Teheran, August 27th, 1935 ...	349
No. 4073. — France and Union of Soviet Socialist Republics :	
Agreement concerning the Transmission of Legal and Notarial Documents and the Execution of Rogatory Commissions in Civil and Commercial Matters. Signed at Paris, August 11th, 1936	365
No. 4074. — United States of Brazil and Poland :	
Exchange of Notes constituting an Administrative Agreement regarding the Exchange of Diplomatic Correspondence in Special Bags. Rio de Janeiro, October 15th, 1932	373
No. 4075. — United States of Brazil and Uruguay :	
Treaty of Commerce and Navigation. Signed at Rio de Janeiro, August 25th, 1933 ...	381
No. 4076. — United States of America and France :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Suppression of Customs Frauds. Paris, December 10th and 12th, 1936	403
No. 4077. — United States of America and the Bahamas :	
Agreement concerning the Exchange of Parcel Post between the United States of America and the Bahamas, and Regulations of Execution annexed thereto. Signed at Nassau, October 29th, 1936, and at Washington, December 21st, 1936	411

N° 4053.

**ALBANIE, ALLEMAGNE,
ARABIE SAOUDIENNE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
AUTRICHE, etc.**

(Union postale universelle.)

**Arrangement concernant les recou-
virements, et règlement d'exécution.
Signés au Caire, le 20 mars 1934.**

**ALBANIA, GERMANY,
SAUDI ARABIA,
ARGENTINE REPUBLIC,
AUSTRIA, etc.**

(Universal Postal Union.)

**Agreement concerning the Collec-
tion of Bills, Drafts, etc., and
Detailed Regulations. Signed at
Cairo, March 20th, 1934.**

RECouvreMENTS — ARRANGEMENT

UNION POSTALE UNIVERSELLE

N° 4053. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECouvreMENTS.
SIGNÉ AU CAIRE, LE 20 MARS 1934.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Egypte et des Pays-Bas.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 février 1937.*

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE.

Art.

1. Conditions de l'échange des valeurs à recouvrer.

CHAPITRE II.

OBJET DU SERVICE.

2. Valeurs admises à l'encaissement.
3. Protêts. Poursuites.

CHAPITRE III.

DÉPÔT DES VALEURS A RECOURER.

4. Énoncé du montant des valeurs.
5. Dépôt des valeurs. Taxe de l'envoi.
6. Nombre et montant maximum des valeurs.
7. Interdictions.

CHAPITRE IV.

ENCAISSEMENT DES VALEURS.

8. Non-acceptation de paiements partiels.
9. Droit d'encaissement ou de présentation.
10. Liquidation du montant encaissé.
11. Renvoi des valeurs non recouvrées.

CHAPITRE V.

RETRAIT ET RECTIFICATIONS. RÉEXPÉDITION
ET RENVOI. RÉCLAMATIONS.

Art.

12. Retrait des recouvrements. Rectification du bordereau.
13. Réexpédition. Valeurs mal dirigées.
14. Renvoi des valeurs irrécouvrables.
15. Réclamations.

CHAPITRE VI.

RESPONSABILITÉ.

16. Application des dispositions spéciales de la convention.
17. Responsabilité en cas de perte des valeurs.
18. Cas de retard.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS DIVERSES.

19. Attribution des taxes.
20. Bureaux participant au service.
21. Application des dispositions d'ordre général de la convention.
22. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

DISPOSITIONS FINALES.

23. Mise à exécution et durée de l'arrangement.

PAYMENT ON DELIVERY — AGREEMENT

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

No. 4053. — AGREEMENT CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1937.

*French official text communicated by the Egyptian and the Netherlands Ministers for Foreign Affairs.
The registration of this Agreement took place February 5th, 1937.*

TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER I.

PRELIMINARY CLAUSE.

Art.

1. Conditions governing the Exchange of Bills, etc., to be collected.

CHAPTER II.

PURPOSE OF THE SERVICE.

2. Documents accepted for Collection.
3. Protest. Legal Proceedings.

CHAPTER III.

POSTING OF BILLS, ETC., TO BE COLLECTED.

4. Declaration of the Amount to be collected.
5. Posting of Bills, etc. Transmission Fee.
6. Number and Maximum Amount of the Bills, etc., to be collected.
7. Prohibitions.

CHAPTER IV.

COLLECTION OF BILLS, ETC.

8. Partial Payment not allowed.
9. Cashing or Presentation Fee.
10. Payment of the Amount collected.
11. Return of Bills, etc., not collected.

CHAPTER V.

WITHDRAWAL AND CORRECTIONS. REDIRECTION AND RETURNS. CLAIMS.

Art.

12. Withdrawal of Bills. Correction of the Schedule.
13. Redirection. Missending.
14. Return of Bills, etc., which cannot be collected.
15. Claims.

CHAPTER VI.

RESPONSIBILITY.

16. Application of Special Provisions of the Convention.
17. Responsibility in the Event of the Loss of Bills.
18. Delay.

CHAPTER VII.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

19. Allocation of Fees.
20. Offices taking Part in the Service.
21. Application of the General Provisions of the Convention.
22. Approval of Proposals made in the Intervals between Meetings.

FINAL PROVISIONS.

23. Entry into Force and Duration of the Agreement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

RECouvreMENTS — ARRANGEMENT

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement ¹ concernant les recouvrements conclu entre l'ALBANIE, l'ALLEMAGNE, LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LE CHILI, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTÉ, L'ESPAGNE, l'ensemble des COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTONIE, L'ETHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ISLANDE, L'ITALIE, l'ensemble des COLONIES ITALIENNES, LA LETTONIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole), LE MAROC (Zone espagnole), LA NORVÈGE, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, CURAÇAO ET SURINAM, LES INDES NÉERLANDAISES, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE ORIENTALE, DE L'ASIE ET DE L'OCÉANIE, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE SIAM, LA SUÈDE, LA CONFÉDÉRATION SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN, LES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA, L'YÉMEN et LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention ² postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

¹ Ratifications déposées au Caire :

ARABIE SAOUDIENNE	21 octobre 1934.	ESPAGNE (y compris l'ensemble des colonies espagnoles ainsi que le Maroc (Zone espagnole))	24 avril 1935.
PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe, les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao)	23 octobre 1934.	HONGRIE	1 ^{er} mai 1935.
SUISSE	20 novembre 1934.	TCHÉCOSLOVAQUIE	5 mai 1935.
NORVÈGE	3 décembre 1934.	FINLANDE	4 juillet 1935.
SUÈDE	3 décembre 1934.	POLOGNE	17 septembre 1935.
DANEMARK	18 décembre 1934.	ETHIOPIE	22 septembre 1935.
ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN	26 décembre 1934.	ROUMANIE	5 novembre 1935.
ÉGYPTÉ	30 décembre 1934.	ESTONIE	4 juillet 1936.
ALLEMAGNE	16 février 1935.	YOUGOSLAVIE	26 juin 1937.
BELGIQUE	18 février 1935.	FRANCE	} 9 août 1937.
ISLANDE	27 février 1935.	ALGÉRIE	
AUTRICHE	5 mars 1935.	MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole)	
CHILI	26 mars 1935.	TUNISIE	
ITALIE (y compris la Tripolitaine, la Cyrénaïque, l'Erythrée et la Somalie)	6 avril 1935.		

Adhésions :

Notifiées au Gouvernement égyptien conformément à l'article XIV du Protocole final de la Convention postale universelle :

LUXEMBOURG	18 août 1934.	HAÏTI	19 décembre 1934.
YÉMEN	20 août 1934.		

² Vol. CLXXIV, page 171, de ce recueil.

PAYMENT ON DELIVERY — AGREEMENT

UNIVERSAL POSTAL UNION.

Agreement¹ concerning the Collection of Bills, Drafts, etc., by Post concluded between ALBANIA, GERMANY, THE KINGDOM OF SAUDI ARABIA, THE ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, CHILE, REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, FREE CITY OF DANZIG, DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, SPAIN, the Whole of the SPANISH COLONIES, ESTONIA, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, GREECE, REPUBLIC OF HONDURAS, HUNGARY, ICELAND, ITALY, the Whole of the ITALIAN COLONIES, LATVIA, LUXEMBURG, MOROCCO (except the Spanish Zone), MOROCCO (Spanish Zone), NORWAY, PARAGUAY, NETHERLANDS, CURAÇAO AND SURINAM, NETHERLANDS INDIES, POLAND, PORTUGAL, THE PORTUGUESE COLONIES IN WEST AFRICA, THE PORTUGUESE COLONIES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, ROUMANIA, REPUBLIC OF SAN MARINO, TERRITORY OF THE SAAR, SIAM, SWEDEN, SWISS CONFEDERATION, CZECHOSLOVAKIA, TUNIS, TURKEY, THE STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, UNITED STATES OF VENEZUELA, YEMEN and THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Having regard to Article 3 of the Universal Postal Convention¹, concluded at Cairo on March 20th, 1934, the undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the countries enumerated above have, by common agreement and subject to ratification, concluded the following Agreement :

¹ Ratifications deposited at Cairo :

SAUDI ARABIA	October 21st, 1934.	SPAIN (including the whole of the Spanish Colonies and Morocco (Spanish Zone))	April 24th, 1935.
THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)	October 23rd, 1934.	HUNGARY	May 1st, 1935.
SWITZERLAND	November 20th, 1934.	CZECHOSLOVAKIA	May 5th, 1935.
NORWAY	December 3rd, 1934.	FINLAND	July 4th, 1935.
SWEDEN	December 3rd, 1934.	POLAND	September 17th, 1935.
DENMARK	December 18th, 1934.	ETHIOPIA	September 22nd, 1935.
STATE OF THE CITY OF THE VATICAN	December 26th, 1934.	ROUMANIA	November 5th, 1935.
EGYPT	December 30th, 1934.	ESTONIA	July 4th, 1936.
GERMANY	February 16th, 1935.	YUGOSLAVIA	June 26th, 1937.
BELGIUM	February 18th, 1935.	FRANCE	} August 9th, 1937.
ICELAND	February 27th, 1935.	ALGERIA	
AUSTRIA	March 5th, 1935.	MOROCCO (except the Spanish Zone)	
CHILE	March 26th, 1935.	TUNIS	
ITALY (including Tripolitania, Cyrenaica, Eritrea and Somaliland)	April 6th, 1935.		

Accessions :

Notified to the Egyptian Government in accordance with Article XIV of the Final Protocol of the Universal Postal Convention :

LUXEMBURG	August 18th, 1934.	HAITI	December 19th, 1934.
YEMEN	August 20th, 1934.		

² Vol. CLXXIV, page 171, of this Series.

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE.

Article premier.

CONDITIONS DE L'ÉCHANGE DES VALEURS À RECOURER.

L'échange des valeurs à recouvrer, entre ceux des pays contractants dont les administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent arrangement.

CHAPITRE II

OBJET DU SERVICE.

Article 2.

VALEURS ADMISES À L'ENCAISSEMENT.

Sont admis à l'encaissement les quittances, factures, billets à ordre, traites, coupons d'intérêt et de dividende, titres amortis, et généralement toutes valeurs commerciales ou autres, payables sans frais.

Les administrations qui ne peuvent se charger de l'encaissement de coupons d'intérêt ou de dividende et de titres amortis le notifient aux autres administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

Article 3.

PROTÊTS. POURSUITES.

Les administrations peuvent se charger de faire protester les effets de commerce et de faire exercer des poursuites judiciaires au sujet de créances. Elles arrêtent, d'un commun accord, les dispositions nécessaires à cet effet.

CHAPITRE III

DÉPÔT DES VALEURS A RECOURER.

Article 4.

ÉNONCÉ DU MONTANT DES VALEURS.

Sauf arrangement contraire, le montant des valeurs à recouvrer est exprimé dans la monnaie du pays chargé du recouvrement.

Article 5.

DÉPÔT DES VALEURS. TAXE DE L'ENVOI.

Le dépôt des valeurs à recouvrer est fait sous forme d'envoi recommandé affranchi, adressé directement par le déposant au bureau de poste chargé d'encaisser les fonds.

La taxe de l'envoi ne doit pas dépasser celle d'une lettre recommandée du même poids.

PAYMENT ON DELIVERY — AGREEMENT

CHAPTER I.

PRELIMINARY CLAUSE.

Article 1.

CONDITIONS GOVERNING THE EXCHANGE OF BILLS, ETC., TO BE COLLECTED.

The exchange of bills, etc., to be collected between those contracting countries whose Administrations agree to establish this service shall be governed by the provisions of the present Agreement.

CHAPTER II.

PURPOSE OF THE SERVICE.

Article 2.

DOCUMENTS ACCEPTED FOR COLLECTION.

The following documents shall be accepted for collection : receipts, invoices, promissory notes, bills, interest and dividend coupons, securities due for redemption and in general every kind of commercial or other document payable free of cost.

Any Administration which is unable to undertake the cashing of interest or dividend coupons or of securities due for redemption shall notify the fact to the other Administrations through the International Bureau.

Article 3.

PROTESTS. LEGAL PROCEEDINGS.

Administrations may undertake to protest bills and to institute legal proceedings in respect of debts. They shall draw up by agreement the necessary regulations for that purpose.

CHAPTER III.

POSTING OF BILLS, ETC., TO BE COLLECTED.

Article 4.

DECLARATION OF THE AMOUNT TO BE COLLECTED.

In the absence of other arrangements, the amount of the accounts to be collected by post shall be expressed in the currency of the country which undertakes collection.

Article 5.

POSTING OF BILLS, ETC. TRANSMISSION FEE.

Bills, etc., to be collected shall be posted in prepaid registered covers addressed directly by the sender to the post office which is to collect the amount.

The transmission fee for the packet must not exceed that charged in respect of a registered letter of the same weight.

RECouvreMENTS — ARRANGEMENT

Article 6.

NOMBRE ET MONTANT MAXIMUM DES VALEURS.

1. Le même envoi peut contenir plusieurs valeurs recouvrables par le bureau destinataire sur des débiteurs différents, au profit d'une même personne.

Toutefois, ces valeurs ne peuvent être assignées sur plus de cinq débiteurs différents, ni être encaissables à différents jours d'échéance.

2. Le montant total à encaisser ne doit pas excéder par envoi le maximum admis par le pays de destination pour l'émission des mandats de poste, à moins que les administrations n'adoptent, d'un commun accord, un maximum plus élevé.

Article 7.

INTERDICTIONS.

Il est interdit :

- a) De porter sur les valeurs des notes ne concernant pas l'objet du titre ;
- b) De joindre à ces valeurs des lettres ou des notes pouvant tenir lieu de correspondance entre le créancier et le débiteur ;
- c) De consigner sur le bordereau d'expédition des annotations autres que celles que comporte sa contexture.

CHAPITRE IV

ENCAISSEMENT DES VALEURS.

Article 8.

NON-ACCEPTATION DE PAYEMENTS PARTIELS.

Chaque valeur doit être payée intégralement et en une seule fois, sinon elle est considérée comme refusée.

Article 9.

DROIT D'ENCAISSEMENT OU DE PRÉSENTATION.

Toute valeur présentée à l'encaissement, recouvrée ou non, est passible d'un droit de 25 centimes, dit d'encaissement ou de présentation suivant le cas, qui est, éventuellement, prélevé sur le montant encaissé.

Ne sont pas soumises à ce droit, les valeurs qui, par suite d'une irrégularité quelconque ou d'un vice d'adresse, sont renvoyées à l'expéditeur sans avoir été mises en recouvrement.

Article 10.

LIQUIDATION DU MONTANT ENCAISSÉ.

1. Les sommes encaissées se rapportant à un même envoi, déduction faite des frais prévus au § 2, sont liquidées au moyen d'un mandat de poste au profit du déposant. Lorsque le règlement de l'administration d'origine le permet, le déposant a la faculté de demander que le mandat mentionne, aux lieu et place de son adresse, le titulaire et le numéro d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine ainsi que le bureau qui tient ce compte.

PAYMENT ON DELIVERY — AGREEMENT

Article 6.

NUMBER AND MAXIMUM AMOUNT OF BILLS, ETC., TO BE COLLECTED.

1. The same postal packet may contain more than one bill payable to the same person to be collected by the post office of destination from different debtors.

The same packet, however, must not contain bills to be collected from more than five different debtors nor bills falling due on different dates.

2. The total amount to be collected must not exceed per packet the maximum allowed for money orders issued in the country of destination, unless the Administrations agree to adopt a higher maximum.

Article 7.

PROHIBITIONS.

It is forbidden :

- (a) To make any notes on bills, etc., not relating to the subject of the bill or security ;
- (b) To attach to such bills, etc., letters or notes which might take the place of correspondence between the creditor and the debtor ;
- (c) To make any entries on the schedule of amounts to be collected other than those required by the wording of the form.

CHAPTER IV.

COLLECTION OF BILLS, ETC.

Article 8.

PARTIAL PAYMENT NOT ALLOWED.

Each bill, etc., must be paid in full and at one time ; otherwise it is considered to be refused.

Article 9.

CASHING OR PRESENTATION FEE.

Any bill presented for payment, whether paid or not, shall be subject to a charge of 25 centimes, known as the cashing or presentation fee, as the case may be, which is deducted from the amount if collected.

Bills returned to the sender without having been collected owing to irregularities of any kind or to an imperfect address shall not be liable to this fee.

Article 10.

PAYMENT OF THE AMOUNT COLLECTED.

1. The amounts collected in respect of any one packet shall be transmitted by means of a money order payable to the sender, after deduction of the expenses referred to in § 2. If this is permissible under the regulations of the Administration of origin, the sender may demand that the money order shall specify, in place of his own address, the holder and the number of a postal cheque account kept in the country of origin, and the office which keeps the said account.

RECouvreMENTS — ARRANGEMENT

Si les administrations intéressées admettent ces procédés, la liquidation peut également se faire soit au moyen d'un versement en compte courant postal dans le pays de destination, soit au moyen d'un virement à un tel compte tenu dans le pays d'origine de l'envoi.

2. Les frais à déduire se composent :

a) Du droit d'encaissement et, éventuellement, du droit de présentation afférent aux valeurs impayées ;

b) S'il y a lieu, des droits fiscaux appliqués aux valeurs ;

c) De la taxe ordinaire des mandats de poste, ou, en cas de versement en compte courant postal dans le pays de destination, de la taxe des versements applicable dans le service intérieur ou, en cas de virement à un compte du pays d'origine, de la taxe des virements. Ces taxes sont calculées sur le total de la somme encaissée, déduction faite des rétributions et droits indiqués sous a) et b).

3. Les mandats de recouvrement sont admis jusqu'au montant maximum adopté par les administrations en vertu de l'article 6, § 2.

Article II.

RENOI DES VALEURS NON RECOUVRÉES.

Les valeurs qui n'ont pu être recouvrées dans les délais fixés par le règlement, et qui ne doivent pas être remises à un tiers désigné, sont renvoyées en franchise de port au bureau de dépôt.

Lorsqu'il n'y a pas de valeurs recouvrées ou que les sommes encaissées sont insuffisantes pour permettre la déduction intégrale des droits de présentation, ceux-ci sont réclamés à l'expéditeur de l'envoi.

L'administration chargée du recouvrement des valeurs n'est tenue à aucune mesure conservatoire, ni à aucun acte établissant le non-payement de ces titres.

CHAPITRE V

RETRAIT ET RECTIFICATIONS. RÉEXPÉDITION ET RENVOI. RÉCLAMATIONS.

Article 12.

RETRAIT DES RECOUVREMENTS. RECTIFICATION DU BORDEREAU.

Aussi longtemps que le bureau destinataire d'un envoi contenant des valeurs à recouvrer ne s'est pas dessaisi de celles-ci, le déposant peut, aux conditions déterminées pour les correspondances par l'article 51 de la convention, retirer l'envoi ou une ou plusieurs des valeurs y contenues, ou faire rectifier, en cas d'erreur, les indications du bordereau d'expédition.

Lorsqu'il s'agit de la rectification du bordereau demandée par voie télégraphique, la taxe du télégramme est augmentée de la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple.

Article 13.

RÉEXPÉDITION. VALEURS MAL DIRIGÉES.

1. En cas de changement de résidence d'un ou de plusieurs des destinataires, dans l'intérieur du pays de destination, les valeurs à recouvrer sont réexpédiées. Il en est de même des valeurs à l'adresse de personnes habitant un endroit de la localité desservi par un autre bureau.

PAYMENT ON DELIVERY — AGREEMENT

If the Administrations concerned admit these methods, the transmission of the amount due may also be effected by paying it into a postal cheque account in the country of destination, or by a transfer to such an account kept in the country of origin of the bills.

2. The expenses to be deducted consist :

(a) Of the cashing fee, and presentation charge, if any, in respect of unpaid bills ;

(b) Of the fiscal dues, if any, applicable to the bills ;

(c) Of the ordinary money order commission or, where payment is made to a postal cheque account in the country of destination, of the charges for such payments applicable in the inland service, or, in case of transfers to an account in the country of origin, of the amount of the transfer fees. These charges are calculated on the basis of the total amount collected, less the payments and charges mentioned in paragraphs (a) and (b).

3. Collection money orders relating to the collection of bills, etc., may not exceed the maximum adopted by the Administrations under the terms of Article 6, § 2.

Article II.

RETURN OF BILLS, ETC., NOT COLLECTED.

Bills which it has not been possible to collect within the time-limits laid down in the Detailed Regulations and which have not to be handed over to a third party named in advance shall be returned post free to the office of posting.

When no bills have been collected or when the amount collected is insufficient to enable the presentation charge, etc., to be deducted in full, the fees in question shall be collected from the sender.

The Administration which undertakes collection shall not be bound to take any measures to safeguard the claim, or to issue any certificate to the effect that the bills, etc., have not been paid.

CHAPTER V.

WITHDRAWAL AND CORRECTIONS. REDIRECTION AND RETURN. CLAIMS.

Article 12.

WITHDRAWAL OF BILLS. CORRECTION OF THE SCHEDULE.

As long as the office of destination of a packet containing bills for collection has not relinquished possession thereof, the sender may, subject to the conditions concerning correspondence laid down in Article 51 of the Convention, withdraw the packet or one or more of the bills contained therein or correct, in case of error, the entries on the schedule.

When the correction of the schedule is requested by telegraph, the fee for an ordinary registered letter shall be added to the cost of the telegram.

Article 13.

REDIRECTION. MISSENDING.

1. In the event of one or more of the addressees having removed to an address within the country of destination, the bills for collection shall be redirected. The same shall apply to bills intended for persons who live in a place in the district which is served by another office.

RECouvreMENTS — ARRANGEMENT

2. Si un envoi est totalement composé de valeurs non encaissables par le bureau qui les reçoit, il est renvoyé au bureau d'origine, à moins que les débiteurs ne soient tous desservis par un autre bureau du pays de destination, auquel cas il est dirigé sur ce bureau.

Lorsqu'une partie des valeurs insérées dans un envoi ne sont pas encaissables par le bureau destinataire, celles-ci sont renvoyées à l'expéditeur et il est procédé à la mise en recouvrement des autres valeurs.

3. Il n'est perçu aucun supplément de taxe du chef de ces réexpéditions.

Article 14.

RENOI DES VALEURS IRRÉCOUVRABLES.

Les valeurs qui n'ont pu être recouvrées pour un motif quelconque sont renvoyées au déposant dans la forme prévue par le règlement.

Article 15.

RÉCLAMATIONS.

Les prescriptions de l'article 53 de la convention sont applicables aux réclamations concernant les envois de valeurs à recouvrer.

CHAPITRE VI

RESPONSABILITÉ

Article 16.

APPLICATION DES DISPOSITIONS SPÉCIALES DE LA CONVENTION.

Les dispositions des articles 56, 57, 59 à 62 et 66 à 72 de la convention sont applicables au service des recouvrements. En outre, les dispositions prévues à l'article 72 de la convention concernant les mandats de remboursement qui n'ont pas été payés au bénéficiaire s'appliquent, par analogie, aux ordres de virement émis en conformité de l'article 10, § 1, qui ne peuvent être portés au crédit du compte courant postal tenu dans le pays d'origine de l'envoi et indiqué par l'expéditeur.

Article 17.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE DES VALEURS.

En cas de perte des valeurs après l'ouverture du pli qui les contient, soit au bureau chargé de l'encaissement, soit au bureau chargé de la restitution au déposant, l'administration responsable est tenue de rembourser à l'expéditeur le montant effectif du dommage causé, sans que ce montant puisse excéder celui de l'indemnité prévue pour la perte d'un envoi recommandé.

Article 18.

CAS DE RETARD.

Les administrations ne sont tenues à aucune responsabilité du chef de retards :

- a) Dans la transmission ou dans la présentation des valeurs à recouvrer ;
- b) Dans l'établissement du protêt ou dans l'exercice des poursuites judiciaires dont elles se seraient chargées par application des dispositions de l'article 3.

PAYMENT ON DELIVERY — AGREEMENT

2. If a packet is composed entirely of bills which cannot be collected by the office receiving them, it shall be returned to the office of origin, unless all the debtors are resident in the area of another office in the country of destination, in which event it shall be transmitted to such office.

If some of the bills contained in a packet cannot be collected by the office of destination, the bills in question shall be returned to the sender and steps shall be taken to collect the other bills.

3. No additional charge shall be made for the redirection referred to above.

Article 14.

RETURN OF BILLS, ETC., WHICH CANNOT BE COLLECTED.

Bills which for any reason it has been impossible to collect shall be returned to the sender in the manner prescribed in the Detailed Regulations.

Article 15.

CLAIMS.

The provisions of Article 53 of the Convention shall apply to claims concerning packets of bills for collection.

CHAPTER VI.

RESPONSIBILITY.

Article 16.

APPLICATION OF SPECIAL PROVISIONS OF THE CONVENTION.

The provisions of Articles 56, 57, 59-62 and 66-72 of the Convention shall apply to the service of collection. Furthermore, the provisions of Article 72 of the Convention concerning trade charge money orders which have not been paid to the beneficiary are applicable, by analogy, to transfer orders issued in accordance with Article 10, § 1, which cannot be credited to the postal cheque account kept in the country of origin of the bills and indicated by the sender.

Article 17.

RESPONSIBILITY IN THE EVENT OF THE LOSS OF BILLS.

If bills, etc., are lost after the opening of the packet containing them, either in the office responsible for the collection of the amounts or in the office responsible for returning them to the sender, the Administration concerned shall only be bound to refund to the sender the actual amount of the loss entailed and such amount cannot exceed the amount of the compensation prescribed for the loss of registered packets.

Article 18.

DELAY.

The Administrations shall not be in any way responsible for delay in :

- (a) The transmission or presentation of bills for collection ;
- (b) Protesting bills or instituting legal proceedings under the provisions of Article 3.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 19.

ATTRIBUTION DES TAXES.

La taxe d'un envoi contenant des valeurs à recouvrer, ainsi que les droits d'encaissement et de présentation, ne donnent lieu à aucun décompte entre les administrations intéressées.

Article 20.

BUREAUX PARTICIPANT AU SERVICE.

Les administrations doivent admettre au service des recouvrements tous les bureaux chargés du service des mandats de poste internationaux.

Article 21.

APPLICATION DES DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL DE LA CONVENTION.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la convention sont applicables au présent arrangement, à l'exception, toutefois, des prescriptions faisant l'objet de l'article 7.

Article 22.

APPROBATION DES PROPOSITIONS FAITES DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (articles 19 et 20 de la convention) doivent réunir :

- a) L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 19, 22 et 23 du présent arrangement et 101 à 104, 106, 107, 109, 111 à 114 et 118 de son règlement ;
- b) Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent arrangement autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa précédent et des articles 108, 110 et 115 de son règlement ;
- c) La majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles du présent règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent arrangement et de son règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 11 de la convention.

DISPOSITIONS FINALES

Article 23.

MISE À EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1935 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

PAYMENT ON DELIVERY — AGREEMENT

CHAPTER VII.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 19.

ALLOCATION OF FEES.

The transmission fee for a packet containing bills for collection, together with the cashing and presentation fees, shall not form the subject of any account between the Administrations concerned.

Article 20.

OFFICES TAKING PART IN THE SERVICE.

The Administrations must include in the collection service all offices at which international money order business is transacted.

Article 21.

APPLICATION OF THE GENERAL PROVISIONS OF THE CONVENTION.

The general provisions contained in Chapters I and II of the Convention shall apply to the present Agreement, with the exception, however, of the provisions of Article 7.

Article 22.

APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVALS BETWEEN MEETINGS.

In order to become binding, proposals made in the intervals between meetings (Articles 19 and 20 of the Convention) must obtain :

(a) Unanimity of votes, if they involve the addition of new provisions or any modification of the provisions of Articles 1 to 19, 22 and 23 of the present Agreement or of Articles 101-104, 106, 107, 109, 111-114 and 118 of the Detailed Regulations ;

(b) Two-thirds of the votes, if they involve the modification of the provisions of the present Agreement other than those mentioned in the previous paragraph or Articles 108, 110 and 115 of the Detailed Regulations ;

(c) A simple majority, if they involve the modification of the other Articles of the Detailed Regulations or of the interpretation of the provisions of the present Agreement and of the Detailed Regulations, apart from cases of disagreement submitted to arbitration, as provided in Article 11 of the Convention.

FINAL PROVISIONS.

Article 23.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1935, and shall remain in operation for an indefinite period.

RECOUVREMENTS — ARRANGEMENT

En foi de quoi, les plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour la Ville libre de Dantzig :

R. STARZYŃSKI.

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Éthiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSEYRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

Pour la République du Honduras :

D^r TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Charles DE FORSTER.

PAYMENT ON DELIVERY — AGREEMENT

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy, which shall remain in the archives of the Government of Egypt and a copy of which shall be delivered to each Party.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For the Free City of Danzig :

R. STARZYŃSKI.

For the Dominican Republic :

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For Greece :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

For the Republic of Honduras :

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Charles DE FORSTER.

RECouvreMENTS — ARRANGEMENT

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour la Lettonie :

Ls ROULET.

*Pour le Luxembourg :**Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

Pour le Paraguay :

R. R. Tula.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.

v. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam :

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

*Pour le Territoire de la Sarre :**Pour le Siam :**Pour la Suède :*

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

*Pour l'Etat de la Cité du Vatican :*M^{sr} Giuseppe MAZZOLI.*Pour les Etats-Unis du Venezuela :*

Luis Alejandro AGUILAR.

*Pour l'Yémen :**Pour le Royaume de Yougoslavie :*

K. ZLATANOVITCH.

PAYMENT ON DELIVERY — AGREEMENT

For Iceland :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For Italy :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Latvia :

Ls ROULET.

*For Luxemburg :**For Morocco (except the Spanish Zone) :*

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Norway :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.

v. GOOR.

For Curaçao and Surinam :

HOOGWOONING.

For the Netherlands Indies :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

K. ZLATANOVITCH.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECOUVREMENTS.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.

DÉPÔT ET ENCAISSEMENT DES VALEURS.

Art.

- 101. Conditions d'admission des valeurs.
- 102. Bordereau et enveloppe d'envoi. Bulletin de versement.
- 103. Annotations et communications interdites.
- 104. Dépôt au guichet.
- 105. Vérification par le bureau de destination.
- 106. Présentation. Délai de paiement.
- 107. Indication du non-recouvrement.
- 108. Expéditeur inconnu.

CHAPITRE II.

LIQUIDATION DES ENVOIS.

- 109. Transmission des mandats de liquidation et des valeurs impayées.
- 110. Règlement de compte.
- 111. Mandats de recouvrement non encaissés par le bénéficiaire.
- 112. Versement ou virement à un compte courant postal.

CHAPITRE III.

RETRAIT ET RECTIFICATIONS. RÉEXPÉDITION. RÉCLAMATIONS.

Art.

- 113. Retrait. Rectification du bordereau.
- 114. Réexpédition.
- 115. Réclamations.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

- 116. Communications à adresser au Bureau international.
- 117. Formules à l'usage du public.

DISPOSITIONS FINALES.

- 118. Mise à exécution et durée du règlement.

ANNEXES

Formules RP 1 à RP 3.

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION
OF THE AGREEMENT CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS,
DRAFTS, ETC.

TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER I.

POSTING AND CASHING OF BILLS, ETC.

- Art.
101. Conditions of Acceptance of Bills, etc.
102. Schedule and Covering Envelope. Notice of Payment.
103. Notes and Communications not permitted.
104. Handing over the Counter.
105. Check at the Office of Destination.
106. Presentation. Time-Limit for Payment.
107. Notification of Non-Collection.
108. Sender unknown.

CHAPTER II.

PAYMENT OF AMOUNTS COLLECTED.

109. Transmission of Money Orders in Payment of Amounts collected and of Unpaid Bills, etc.
110. Statement of Account.
111. Collection Money Orders not cashed by the Payee.
112. Payments or Transfers into Postal Cheque Accounts.

CHAPTER III.

WITHDRAWAL AND CORRECTIONS. REDIRECTION.
CLAIMS.

- Art.
113. Withdrawal. Correction of the Schedule.
114. Redirection.
115. Claims.

CHAPTER IV.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

116. Communications to be addressed to the International Bureau.
117. Forms for Use by the Public.

FINAL PROVISIONS.

118. Entry into Force and Duration of the Detailed Regulations.

ANNEXES.

Forms RP 1 to RP 3.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES RECouvreMENTS

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'arrangement concernant les recouvrements :

CHAPITRE PREMIER

DÉPÔT ET ENCAISSEMENT DES VALEURS.

Article 101.

CONDITIONS D'ADMISSION DES VALEURS.

Pour être admises au recouvrement, les valeurs doivent :

- a)* Porter l'énonciation de la somme à recouvrer, en toutes lettres (caractères latins) et, sauf autre arrangement, en monnaie du pays de destination. Pour les coupons d'intérêt et de dividende, l'indication du montant en chiffres suffit ;
- b)* Indiquer le nom et l'adresse du débiteur ;
- c)* Porter, s'il y a lieu, la signature pour acquit du déposant ; pour les quittances simples, cette signature peut, si la législation du pays d'origine ne s'y oppose pas, être donnée au moyen d'une griffe ou être remplacée par l'indication imprimée du nom du créancier ;
- d)* Avoir été soumises au droit de timbre dans le pays d'origine, si elles sont sujettes à ce droit.

Article 102.

BORDEREAU ET ENVELOPPE D'ENVOI. BULLETIN DE VERSEMENT.

1. Les valeurs à recouvrer composant un même envoi sont inscrites sur un bordereau conforme au modèle RP 1 ci-annexé.

Les coupons d'intérêt ou de dividende se rapportant à des titres d'une même catégorie et à recouvrer à la même adresse doivent être relevés au préalable sur un bulletin spécial ; ils sont considérés dès lors comme ne formant qu'une seule valeur.

2. Les valeurs accompagnées, le cas échéant, de leurs pièces justificatives (factures, connaissements, comptes de retour, actes de protêt, etc., à remettre seulement en cas de paiement) sont insérées avec le bordereau d'envoi dans une enveloppe conforme au modèle RP 2 ci-annexé. Cette enveloppe doit porter, outre le nom et l'adresse exacte de l'expéditeur, l'indication du bureau de destination.

Les annexes doivent être attachées à la valeur à laquelle elles se rapportent.

3. Tout envoi dont le montant encaissé doit être versé en compte courant postal dans le pays de destination est accompagné, sauf arrangement contraire, d'un bulletin de versement conforme à la formule prescrite dans le service intérieur de ce pays. Le bulletin doit indiquer le titulaire du compte à créditer et contenir toutes les autres indications que comporte le texte de la formule, à l'exception du montant à créditer qui sera inscrit par l'administration de destination après

PAYMENT ON DELIVERY — DETAILED REGULATIONS

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION
OF THE AGREEMENT CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC.

The undersigned, having regard to Article 4 of the Universal Postal Convention, concluded at Cairo on March 20th, 1934, have, in the name of their respective Administrations, drawn up by mutual consent the following measures for ensuring the execution of the Agreement concerning the collection of bills, drafts, etc.:

CHAPTER I.

POSTING AND CASHING OF BILLS, ETC.

Article 101.

CONDITIONS OF ACCEPTANCE OF BILLS, ETC., FOR COLLECTION.

In order to be accepted for collection, bills must:

(a) Show the amount to be collected, written in full (in Latin characters) and, unless other arrangements are made, in the currency of the country of destination. In the case of interest or dividend coupons, the amount to be paid need only be indicated in figures;

(b) State the name and address of the debtor;

(c) Bear, if necessary, a receipt signed by the sender; for ordinary receipts the signature may, if this is permissible under the legislation of the country of origin, be made by stamp, or the name of the creditor may be printed instead;

(d) Have paid the stamp duty in the country of origin, if it is liable to that duty.

Article 102.

SCHEDULE AND COVERING ENVELOPE. § NOTICE OF PAYMENT.

1. All the bills for collection contained in the same packet shall be entered on a schedule corresponding exactly to model RP 1 attached hereto.

Interest or dividend coupons relating to securities of the same issue and to be paid at the same address must be entered beforehand on a special list; they shall then be regarded as forming a single account.

2. The bills, accompanied if necessary by evidence in support (invoices, bills of lading, bankers' tickets, protest deeds, etc., to be handed over only in the event of payment) shall be placed with the covering schedule in an envelope in conformity with model RP 2 annexed hereto. This envelope must bear, in addition to the name and full address of the sender, the name of the office of destination.

The enclosures must be attached to the bill to which they relate.

3. Any bills, the amount of which after collection is to be paid into a postal cheque account in the country of destination, shall in the absence of other arrangements be accompanied by a notice of payment made out in the form prescribed in the internal service of that country. The notice must specify the account-holder to be credited and contain any other particulars required by the text of the form, with the exception of the amount to be credited, which shall be inserted

RECouvreMENTS — RÈGLEMENT

encaissement du montant du recouvrement. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y mentionne son nom et son adresse, ainsi que les autres indications qu'il juge nécessaires.

Le bulletin de versement est inséré dans l'enveloppe dont il est question au § 2.

Article 103.

ANNOTATIONS ET COMMUNICATIONS INTERDITES.

Il n'est pas tenu compte des annotations ou notes interdites portées sur le bordereau. Les notes séparées ou les lettres sont traitées comme des correspondances non affranchies en provenance du pays d'origine du recouvrement et remises aux destinataires contre perception de la taxe exigible ; en cas de refus, elles sont considérées comme objets tombés en rebut et renvoyées au bureau d'origine.

Lorsque des annotations interdites sont portées sur les valeurs elles-mêmes, celles-ci sont mises en recouvrement et livrées contre paiement de leur montant et de la taxe d'une correspondance non affranchie provenant du pays d'origine. En cas de refus de paiement de cette taxe, les valeurs peuvent être remises, mais la taxe exigible est prélevée sur le montant à faire parvenir à l'expéditeur. Une note explicative est annexée au bordereau RP 1 (2^e partie).

Article 104.

DÉPÔT AU GUICHET.

L'envoi contenant les valeurs à recouvrer est fermé par l'expéditeur et déposé au guichet.

Si l'envoi a été trouvé à la boîte, dûment affranchi, il est traité comme s'il avait été déposé au guichet. En cas de non-affranchissement ou d'affranchissement insuffisant, il n'y est pas donné cours.

Article 105.

VÉRIFICATION PAR LE BUREAU DE DESTINATION.

Le bureau de destination vérifie le nombre et le montant des valeurs jointes au bordereau et consigne sur celui-ci le résultat de la vérification.

Lorsque des valeurs annoncées par le bordereau manquent dans l'envoi, ce bureau en informe immédiatement le bureau expéditeur, lequel avise le déposant. Pour le surplus, il est procédé au recouvrement des valeurs régulières.

Article 106.

PRÉSENTATION. DÉLAI DE PAYEMENT.

1. Les valeurs sont présentées aux débiteurs le plus tôt possible et, s'il y a lieu, le jour de l'échéance.

2. Les titres non soldés à présentation, et dont le paiement n'a pas été formellement refusé par les débiteurs en personne, sont laissés à la disposition des intéressés pendant un délai de sept jours, à compter du lendemain du jour de la présentation. Ce délai peut être porté à un mois au maximum par les administrations auxquelles leur législation en fait une obligation. Les débiteurs sont prévenus qu'ils peuvent venir se libérer au bureau pendant ces délais. Le déposant peut toutefois demander, par une annotation sur le bordereau, qu'après une présentation infructueuse, les titres lui soient renvoyés immédiatement ou soient remis à des personnes nommément désignées à cet effet.

PAYMENT ON DELIVERY — DETAILED REGULATIONS

by the Administration of destination after the amount of the bills has been collected. If a coupon is attached to the notice of payment, the sender shall insert his name and address thereon and any other particulars he may consider necessary.

The notice of payment shall be placed in the envelope referred to in § 2.

Article 103.

NOTES AND COMMUNICATIONS NOT PERMITTED.

Prohibited notes or communications made on the schedule shall be ignored. Any separate notes or letters shall be treated as unpaid correspondence coming from the country of origin of the bill and shall be delivered to the addressees on payment of the charge due ; if they are refused, they shall be regarded as " dead letters " and returned to the office of origin.

When prohibited notes are made on the bills themselves, the latter shall be sent for collection and delivered on payment of their amount and of the charge for unpaid correspondence coming from the country of origin. Should payment of this charge be refused, the bills may be delivered, but the charge due shall be deducted from the amount payable to the sender. An explanatory note shall be attached to the schedule RP 1 (Part 2).

Article 104.

HANDING OVER THE COUNTER.

A packet containing bills for collection shall be closed by the sender and handed over the counter.

If a packet is found in a letter-box fully prepaid, it shall be treated as though it had been handed over the counter. Any packet unpaid or insufficiently paid shall not be forwarded.

Article 105.

CHECK AT THE OFFICE OF DESTINATION.

The office of destination shall check the number and the amount of the documents attached to the schedule and shall note on the schedule the result of the check.

When documents entered on the schedule are not found in the packet, the office shall immediately notify the office of despatch, which shall advise the sender. The collection of the bills which are in order shall, however, be proceeded with.

Article 106.

PRESENTATION. TIME-LIMITS FOR PAYMENT.

1. Bills shall be presented to the debtors as soon as possible and, when necessary, on the day on which they fall due.

2. Bills, etc., which are not paid in full when presented and payment of which is not formally refused by the debtors in person shall be kept at the disposal of the persons concerned for a period of seven days reckoned from the day following the day of presentation. This period may be extended up to a period not exceeding one month by Administrations whose legislation so requires. The debtors shall be notified that they may come and discharge their obligations at the office during this period. The sender may, however, make a note on the schedule requesting that if the bills have once been presented and not paid they shall be returned to him immediately or delivered to persons nominated for the purpose.

RECouvreMENTS — RÈGLEMENT

Article 107.

INDICATION DU NON-RECouvreMENT.

La cause du non-recouvrement est consignée dans la forme prescrite par l'article 147, § 1, du règlement de la convention, et sans autre constatation, soit sur une fiche jointe aux titres, soit sur la seconde partie du bordereau de recouvrement.

Article 108.

EXPÉDITEUR INCONNU.

Lorsque le nom et l'adresse de l'expéditeur ne figurent ni sur l'enveloppe, ni sur le bordereau, ni sur les valeurs elles-mêmes, le bureau de destination, s'il n'a pu recueillir auprès du débiteur, au moment du recouvrement, les renseignements nécessaires pour permettre la liquidation par mandat, prévient du fait le bureau d'origine et opère la liquidation dans les conditions prévues à l'article 109 ci-après ; ce dernier bureau est indiqué, sur le mandat, comme bénéficiaire du titre.

CHAPITRE II

LIQUIDATION DES ENVOIS.

Article 109.

TRANSMISSION DES MANDATS DE LIQUIDATION ET DES VALEURS IMPAYÉES.

1. Les mandats émis en liquidation des valeurs encaissées, ainsi que les valeurs impayées, sont transmis au bureau de dépôt, accompagnés de la seconde partie du bordereau de recouvrement sur laquelle le règlement de compte a été établi conformément aux dispositions de l'article 110 ci-après. La transmission a lieu sous enveloppe conforme au modèle RP 3 ci-annexé, et le pli est soumis à la recommandation d'office, sauf s'il ne contient pas de valeur impayée. Dans ce cas, il y a lieu de biffer sur l'enveloppe les mots superflus.

Les mandats de liquidation doivent porter en tête la mention « Recouvrement ».

2. Lorsque des taxes sont à percevoir sur le déposant, du chef de la présentation de valeurs impayées, l'enveloppe est frappée de l'empreinte du timbre T et le montant total des taxes est indiqué en chiffres apparents sur le recto de l'enveloppe.

3. Dans les relations qui comportent, pour le service des mandats, l'intervention de bureaux d'échange, les envois prévus au § 1 se font également par l'intermédiaire de ces bureaux.

Article 110.

RÈGLEMENT DE COMPTE.

Le bureau encaisseur établit le règlement de compte sur la seconde partie du bordereau RP 1, en ayant soin de mentionner les indications que le déposant aurait omises et de biffer celles qui seraient inutiles.

Les bordereaux de liquidation manquants ou irréguliers sont réclamés ou renvoyés directement de bureau à bureau.

PAYMENT ON DELIVERY — DETAILED REGULATIONS

Article 107.

NOTIFICATION OF NON-COLLECTION.

The cause of non-collection shall be stated in the manner prescribed in Article 147, § 1, of the Detailed Regulations of the Convention, without further details, either on a slip attached to the bills or on the second part of the collection schedule.

Article 108.

SENDER UNKNOWN.

When the name and address of the sender are not given on the envelope or on the schedule or on the bills themselves, the office of destination, if it is unable to obtain from the debtor at the time of collection the necessary information to enable the amounts to be transmitted by money order, shall notify the office of origin accordingly and effect payment in the manner laid down in Article 109 of the present Regulations; the latter office shall be mentioned in the money order as the payee.

CHAPTER II.

PAYMENT OF AMOUNTS COLLECTED.

Article 109.

TRANSMISSION OF MONEY ORDERS IN PAYMENT OF AMOUNTS COLLECTED AND OF UNPAID BILLS, ETC.

1. Money orders issued in payment of amounts which have been collected, and bills, etc., unpaid, shall be transmitted to the office of posting accompanied by the second part of the collection schedule, on which a statement of account has been entered in accordance with the provisions of Article 110 of the present Regulations. Transmission shall be effected in an envelope in conformity with model RP 3 attached hereto, and the packet shall be officially registered, unless it contains no unpaid bills, in which case the redundant words on the envelope should be struck out.

Money orders in payment of such amounts should bear at the top the word "*Recouvrement*" (Collection).

2. When a charge is due to be collected from the sender in respect of the presentation of unpaid bills, the envelope shall be marked with the T stamp and the total amount of the charges shall be clearly shown in figures on the front of the envelope.

3. Where the money order service is conducted through offices of exchange, the packets referred to in § 1 shall be similarly sent through those offices.

Article 110.

STATEMENT OF ACCOUNT.

The office of collection makes out the statement of account on the second part of the schedule RP 1, being careful to complete any entries which may have been omitted by the sender and to strike out any which are not required.

If a schedule containing a statement of account is missing or incorrect, it shall be applied for or returned directly from office to office.

RECouvreMENTS — RÈGLEMENT

Article III.

MANDATS DE RECouvreMENT NON ENCAISSÉS PAR LE BÉNÉFICIAIRE.

Les dispositions de l'article 139 du règlement de la convention qui ont trait aux mandats de remboursement sont applicables aux mandats de recouvrement.

Article II2.

VERSEMENT OU VIREMENT A UN COMPTE COURANT POSTAL.

En cas de versement ou de virement du produit des encaissements à un compte courant postal, l'avis de crédit ou de virement destiné au titulaire du compte doit porter le mot « Recouvrement ».

Lorsque l'organisation intérieure des bureaux encaisseurs ne permet pas de virer le montant des recouvrements au profit d'un compte courant postal étranger, la liquidation est effectuée de la manière ordinaire par mandat de poste, sauf que ce titre doit mentionner, au lieu de l'adresse complète du déposant, le nom du bénéficiaire suivi de la mention « Compte courant postal N° tenu par le bureau d..... ». Le mandat est transmis à découvert directement au bureau de chèques intéressé.

Après accomplissement des opérations visées ci-dessus, la seconde partie du bordereau RP I, accompagnée, s'il y a lieu, des valeurs restées impayées, est renvoyée au bureau d'origine de la façon prévue à l'article 109.

CHAPITRE III

RETRAIT ET RECTIFICATIONS. RÉEXPÉDITION. RÉCLAMATIONS.

Article II3.

RETRAIT. RECTIFICATION DU BORDEREAU.

Les dispositions des articles 148 et 149 du règlement de la convention sont applicables aux retraits de valeurs à recouvrer ou aux rectifications du bordereau d'envoi. Toutefois, chaque demande de rectification d'un bordereau doit être accompagnée d'un duplicata de celui-ci.

S'il s'agit d'une rectification du bordereau demandée par voie télégraphique, cette demande doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale portant en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur « Confirmation de la demande télégraphique du ».

Dans ce cas, le bureau destinataire se borne à retenir l'envoi à la réception du télégramme, et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

Toutefois, l'administration destinataire peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de rectification de bordereau sans attendre cette confirmation.

Article II4.

RÉEXPÉDITION.

Si la réexpédition des valeurs à recouvrer comprend tous les titres formant un même envoi, le bureau en mesure de les encaisser procède comme si les valeurs lui avaient été primitivement adressées. Le bordereau d'envoi est revêtu de la mention « Réexpédié par le bureau d..... ».

Si une partie seulement des valeurs comprises dans un envoi sont réexpédiées, le bureau chargé de les mettre en recouvrement doit envoyer sans frais la somme encaissée ou les valeurs impayées au bureau auquel le bordereau a été adressé ; ce dernier bureau reste seul chargé de la liquidation des comptes avec l'expéditeur.

PAYMENT ON DELIVERY — DETAILED REGULATIONS

Article III.

COLLECTION MONEY ORDERS NOT CASHED BY THE PAYEE.

The provisions of Article 139 of the Detailed Regulations of the Convention relating to trade charge money orders shall apply to collection money orders.

Article II2.

PAYMENTS OR TRANSFERS TO POSTAL CHEQUE ACCOUNTS.

If the amounts collected are paid into or transferred to a postal cheque account, the credit or transfer advice sent to the account-holder must be marked "*Recouvrement*" (Collection).

If the internal organisation of the offices of collection does not allow of the transfer of the amounts collected to a foreign postal cheque account, payment is effected by a money order in the ordinary way, except that the money order must bear, in place of the full address of the sender, the name of the payee followed by the words "*Compte courant postal N^o..... tenu par le bureau d.....*" (Postal cheque account No..... kept by the office of). The money order is forwarded "*à découvert*" directly to the postal cheque office concerned.

When the foregoing operations have been carried out, the second part of the schedule RP 1, accompanied if necessary by the unpaid bills, is returned to the office of posting in the manner indicated in Article 109 of the present Regulations.

CHAPTER III.

WITHDRAWAL AND COLLECTIONS. REDIRECTION. CLAIMS.

Article II3.

WITHDRAWAL. CORRECTION OF THE SCHEDULE.

The provisions of Articles 148 and 149 of the Detailed Regulations of the Convention shall apply to withdrawals of bills for collection or to corrections of the accompanying schedule. Each request for the correction of a schedule must, however, be accompanied by a duplicate of the schedule.

Should the correction of the schedule be requested by telegraph, such request must be confirmed, by the first post, by a postal request headed with the following words underlined in coloured pencil : "*Confirmation de la demande télégraphique du*" (Confirmation of telegraphic request of the).

In this case, the office of destination shall merely keep back the packet upon receipt of the telegram and shall await postal confirmation before carrying out the request.

Nevertheless, the office of destination may on its own responsibility give effect to a telegraphic request for correction of the schedule without awaiting this confirmation.

Article II4.

REDIRECTION.

If the redirection applies to all the bills for collection included in the same packet, the office which is in a position to cash them shall proceed as if they had been addressed to it in the first instance. The accompanying schedule shall be marked : "*Réexpédié par le bureau d.....*" (Redirected by the office of).

If some only of the bills contained in the packet are redirected, the office responsible for collecting them must send the amount collected, or the unpaid bills, free of charge to the office to which the schedule was addressed. The latter office shall alone undertake the settlement of accounts with the sender.

RECouvreMENTS — RÈGLEMENT

Article 115.

RÉCLAMATIONS.

Les administrations se conforment, en ce qui concerne les réclamations, aux dispositions des articles 151 et 152 du règlement de la convention. Un duplicata du bordereau qui accompagnait les valeurs doit être fourni par l'expéditeur pour être transmis, avec la réclamation, au bureau de destination.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 116.

COMMUNICATIONS A ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL.

1. Les administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'arrangement à exécution, communiquer aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, un extrait des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au service des recouvrements, notamment en ce qui concerne l'encaissement des coupons d'intérêt ou de dividende et des titres amortis.

2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

Article 117.

FORMULES A L'USAGE DU PUBLIC.

En vue de l'application des dispositions de l'article 31, § 2, de la convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules :

RP 1 (Bordereau),

RP 2 (Valeurs à recouvrer. — Enveloppe).

DISPOSITIONS FINALES

Article 118.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant les recouvrements.

Il aura la même durée que cet arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

PAYMENT ON DELIVERY — DETAILED REGULATIONS

Article 115.

CLAIMS.

The Administrations shall comply, as regards claims, with the provisions of Articles 151 and 152 of the Detailed Regulations of the Convention. A duplicate of the schedule which accompanies the bills must be supplied by the sender to be forwarded, together with the claim, to the office of destination.

CHAPTER IV.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 116.

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU.

1. At least three months before putting the Agreement into force, the Administrations must communicate to the other Administrations, through the International Bureau, a copy of the provisions of their laws or internal regulations applicable to the collection service, especially as regards the cashing of interest or dividend coupons and of securities due for redemption.

2. Any subsequent modifications must be notified without delay.

Article 117.

FORMS FOR THE USE OF THE PUBLIC.

With a view to the application of the provisions of Article 31, § 2, of the Convention, the following forms shall be considered as forms for the use of the public:

RP 1 (Schedule).

RP 2 (Bills for Collection. — Envelope).

FINAL PROVISIONS.

Article 118.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into force on the date on which the Agreement concerning the collection of bills, drafts, etc., comes into operation.

They shall have the same duration as the Agreement, unless they are renewed by common consent by the Parties concerned.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

RECouvreMENTS — RÈGLEMENT

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

*Pour la Ville libre de Dantzig :**Pour la République Dominicaine :*

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Éthiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

Pour la République du Honduras :

Dr TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Charles DE FORSTER.

Pour l'Islande :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour la Lettonie :

Ls ROULET.

*Pour le Luxembourg :**Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

PAYMENT ON DELIVERY — DETAILED REGULATIONS

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.
E. MONS.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

*For the Free City of Danzig :**For the Dominican Republic :*

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.
E. MAGGIAR.
S. A. GHALWASH.

For Spain :

Alonso CARO.
A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For Greece :

V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.

For the Republic of Honduras :

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Charles DE FORSTER.

For Iceland :

C. MONDRUP.
Arne KROG.

For Italy :

Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Latvia :

Ls ROULET.

*For Luxemburg :**For Morocco (except the Spanish Zone) :*

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Norway :

Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

RECouvreMENTS — RÈGLEMENT

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.

v. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam :

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

*Pour le Territoire de la Sarre :**Pour le Siam :**Pour la Suède :*

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

*Pour l'Etat de la Cité du Vatican :*M^{re} Giuseppe MAZZOLI.*Pour les Etats-Unis du Venezuela :*

Luis Alejandro AGUILAR.

*Pour l'Yémen :**Pour le Royaume de Yougoslavie :*

K. ZLATANOVITCH.

PAYMENT ON DELIVERY — DETAILED REGULATIONS

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.

V. GOOR.

For Curaçao and Surinam :

HOOGWOONING.

For the Netherlands Indies :

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

*For the Territory of the Saar :**For Siam :**For Sweden :*

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

*For Yemen :**For the Kingdom of Yugoslavia :*

K. ZLATANOVITCH.

ANNEXES

Formules RP 1 à RP 3.

ANNEXES

Forms RP 1 to RP 3.

RECouvreMENTS — FORMULES

R P 1

(Règl., art. 102, § 1)

1^{re} PARTIE

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

BORDEREAU 1)

des valeurs à recouvrer déposées au bureau de poste d.....
 par M..... à rue N°
 (Indiquer ici l'adresse très exacte)

Numéro d'ordre	Nom et adresse du débiteur	Montant des valeurs ²⁾	Date d'échéance	Observations	Résultat de la vérification du bureau de destination
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
	Total . . .				

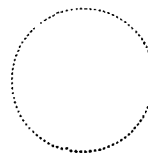
Mode de liquidation choisi ³⁾ :

1° Par mandat de poste à l'adresse indiquée ci-dessus ;

2° Par mandat de poste ⁴⁾3° Par bulletin de versement ⁵⁾ } au crédit du compte courant postal
 (joindre ce bulletin) } N°..... de M..... tenu4° Par virement ⁶⁾ } par le bureau des chèques d.....

....., le 19.....

Le déposant :

Timbre du bureau
destinataire

Signature :

¹⁾ Sur chaque bordereau ne peuvent être inscrites des valeurs recouvrables sur plus de cinq débiteurs différents.

²⁾ Le montant des valeurs doit, sauf arrangement contraire entre les pays intéressés, être exprimé en monnaie du pays de destination.

³⁾ Biffer les indications inutiles.

⁴⁾ Cas du mandat à transmettre à un bureau des chèques dans le pays d'origine.

⁵⁾ Cas du versement à un compte courant postal tenu dans le pays de destination.

⁶⁾ Cas du virement à un compte courant postal tenu dans le pays d'origine.

Nota. — Les valeurs ne peuvent être encaissables à différents jours d'échéance.

(Dimensions : 105 × 148 ou 148 × 210 mm.)

PAYMENT ON DELIVERY — FORMS

R P 1

(D.R., Art. 102, § 1)

PART I.

POSTAL ADMINISTRATION

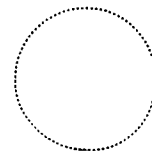
of.....

SCHEDULE ¹

of bills, etc., for collection, posted at the post office of.....

by M at (Street and number)
(Full and correct address to be given here)

No.	Name and address of debtor	Amount of bills ²	Date at which they fall due	Remarks	Result of the check of the office of destination
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
Total . . .					

Stamp of office
of destination

Signature :

Method of payment chosen ³ :

1. By money order to the address given above.
2. By money order ⁴
3. By a notice of payment ⁵ } To the credit of the postal cheque account
(the notice to be attached) } No. of M.
kept by the postal cheque office at
4. By transfer ⁶ }

....., the 19.....

Signature of sender :

¹ Bills to be collected from more than five different debtors must not be entered on any one schedule.

² The amount of the bills must, in the absence of arrangements to the contrary between the countries concerned, be expressed in the currency of the country of destination.

³ Strike out the words which do not apply.

⁴ To be used when a money order has to be transmitted to a postal cheque office in the country of *origin*.

⁵ To be used when the amount has to be paid into a postal cheque account kept in the country of *destination*.

⁶ To be used when a transfer has to be made to a postal cheque account kept in the country of *origin*.

Note. — Bills falling due on different dates cannot be collected.

(Dimensions : 105 × 148 or 148 × 210 mm.)

R P 1
(Règl., art. 102, § 1)

d.....

Timbre du bureau chargé
du recouvrement

à renvoyer au déposant M.....?)

demeurant à rue N°..... ?)
(Indiquer ici l'adresse très exacte)

Les valeurs ci-dessous décrites ont été expédiées le ?)

Numéro d'ordre	Nom du débiteur ?)	Montant des valeurs non recouvrées		Montant des valeurs recouvrées	
1	2	3		4	
1					
2					
3					
4					
5					
		Montant des valeurs recouvrées			
A déduire	A. {	Rétribution d'encaissement			
		Droit de timbre			
		Droit dû pour les valeurs impayées.....			
	B.	Taxe des mandats ou des bulletins de versement ou de virement.....			
Avoir du déposant	{	représenté par le mandat N° ci-joint.			
		porté par <u>versement</u> ⁸⁾ au crédit du compte courant postal N°			
		tenu par le bureau des chèques d.....			

7) A remplir par le déposant.
8) Biffer l'indication inutile.
9) En indiquer le nombre.

Nº 4053

PAYMENT ON DELIVERY — FORMS

R P 1
(D.R., Art. 102, § 1)

PART 2

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

SCHEDULE

Stamp of office responsible
for collection

to be transmitted to the sender M.....⁷

of (Street and number) ⁷
(Full and correct address to be given here)

The bills, etc., described below were despatched on ⁷

No.	Names of debtors ⁷	Amount of unpaid bills		Amount of paid bills	
1	2	3		4	
1					
2					
3					
4					
5					
		Amount of paid bills			
Less	A. {	Cashing fee.....			
		Stamp			
		Fee payable in respect of unpaid bills			
	B.	Fee for money order, notice of payment or of transfer			
Amount due to sender {	as per money order No. attached hereto.				
	as per sum <u>credited</u> ⁸ to postal cheque account No. kept				
	by the postal cheque office of.....				

The ⁹ bills which have not been collected are attached to the present schedule.

⁷ To be filled in by the sender.

⁸ Strike out the words which do not apply.

⁹ State number.

(Dimensions : 105 × 148 or 148 × 210 mm.)

RECOUVREMENTS — FORMULES

R P 2

(Règl., art. 102, § 2)

Expéditeur :

M.....

.....

RECOMMANDÉ

VALEURS A RECOUVRER

Bureau de poste d.....

.....
(Pays de destination)

(Dimensions : 125 × 176 mm.)

PAYMENT ON DELIVERY — FORMS

R P 2

(D.R., Art. 102, § 2)

Sender :

M.....

.....

REGISTERED

BILLS, ETC., FOR COLLECTION

Post Office of

.....
(Country of destination)

(Dimensions : 125 × 176 mm.)

RECouvreMENTS — FORMULES

R P 3

(Règl., art. 109, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

RECOMMANDÉ ¹⁾

¹⁾
VALEURS NON RECOUVRÉES

Bureau de poste d.....

Service des postes

.....
(Pays de destination)¹⁾ Biffer, s'il y a lieu.

(Dimensions : 125 × 176 mm.)

Certifié conforme à l'original :

Le Chef du Protocole
au Ministère des Affaires étrangères,
M. Amin Fouad.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

PAYMENT ON DELIVERY — FORMS

R P 3

(D.R., Art. 109, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION

of.....
_____REGISTERED¹

1

BILLS, ETC., NOT COLLECTED

Post Office of

Postal Service.

.....
(Country of destination)¹ Strike out if not required.

(Dimensions : 125 × 176 mm.)

N° 4054.

ALBANIE, ALLEMAGNE,
ARABIE SAOUDIENNE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
AUTRICHE, etc.

(Union postale universelle.)

Arrangement concernant les abon-
nements aux journaux et écrits péri-
odiques, et règlement d'exécution.
Signés au Caire, le 20 mars 1934.

ALBANIA, GERMANY,
SAUDI ARABIA,
ARGENTINE REPUBLIC,
AUSTRIA, etc.

(Universal Postal Union.)

Agreement concerning Subscriptions
to Newspapers and Periodicals,
and Detailed Regulations. Signed
at Cairo, March 20th, 1934.

UNION POSTALE UNIVERSELLE

N° 4054. — ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX
JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES. SIGNÉ AU CAIRE, LE
20 MARS 1934.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Égypte et des Pays-Bas.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 février 1937.*

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE.

Art.

1. Conditions de l'établissement du service des abonnements.

CHAPITRE II.

CONDITIONS D'ABONNEMENT. TAXES.

2. Souscriptions.
3. Prix de livraison.
4. Prix d'abonnement.
5. Changements de prix.
6. Imprimés encartés.
7. Périodes d'abonnement. Abonnements demandés tardivement.
8. Continuation des abonnements en cas de cessation du service.
9. Abonnements recueillis directement par les éditeurs.

CHAPITRE III.

CHANGEMENTS D'ADRESSE. RÉCLAMATIONS.
RESPONSABILITÉ.

Art.

10. Changements d'adresse.
11. Réclamations.
12. Responsabilité.

CHAPITRE IV.

COMPTABILITÉ.

13. Attribution des taxes.
14. Comptes.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS DIVERSES.

15. Application des dispositions d'ordre général de la convention.
16. Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

DISPOSITIONS FINALES.

17. Mise à exécution et durée de l'arrangement.

SUBSCRIPTIONS — AGREEMENT

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

No. 4054. — AGREEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS. SIGNED AT CAIRO, MARCH 20TH, 1934.

*French official text communicated by the Egyptian and the Netherlands Ministers for Foreign Affairs.
The registration of this Agreement took place February 5th, 1937.*

TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER I.

PRELIMINARY PROVISION.

Art.

1. Conditions governing the Establishment of the Subscription Service.

CHAPTER II.

SUBSCRIPTION CONDITIONS. CHARGES.

2. Subscriptions.
3. Delivery Charge.
4. Subscription Charge.
5. Changes in Rates.
6. Printed Matter enclosed in Newspapers.
7. Periods of Subscription. Subscriptions taken out after the Fixed Date.
8. Continuation of Subscriptions in the Event of Cessation of Service.
9. Subscriptions obtained direct by Publishers.

CHAPTER III.

CHANGES OF ADDRESS. COMPLAINTS. RESPONSIBILITY.

Art.

10. Changes of Address.
11. Complaints.
12. Responsibility.

CHAPTER IV.

ACCOUNTING.

13. Allocation of Fees.
14. Accounts.

CHAPTER V.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

15. Application of the General Provisions of the Convention.
16. Approval of Proposals made in the Intervals between Meetings.

FINAL PROVISIONS.

17. Entry into Force and Duration of the Agreement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ABONNEMENTS — ARRANGEMENT

UNION POSTALE UNIVERSELLE

Arrangement ¹ concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques conclu entre L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE, LA BELGIQUE, LA BOLIVIE, LA BULGARIE, LE CHILI, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'ÉGYPTÉ, L'ESPAGNE, l'ensemble des COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTONIE, L'ETHIOPIE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, LA HONGRIE, L'ITALIE, l'ensemble des COLONIES ITALIENNES, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole), LE MAROC (Zone espagnole), LA NORVÈGE, LE PARAGUAY, LES PAYS-BAS, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE ORIENTALE, DE L'ASIE ET DE L'Océanie, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE SIAM, LA SUÈDE, LA CONFÉDÉRATION SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE, LA TURQUIE, LA RÉPUBLIQUE O. DE L'URUGUAY, L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN, LES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA, L'YÉMEN et LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention ² postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

¹ Ratifications déposées au Caire :

ARABIE SAOUDIENNE	21 octobre 1934.	ESPAGNE (y compris l'ensemble des colonies espagnoles ainsi que le Maroc (Zone espagnole))	24 avril 1935.
PAYS-BAS (pour le Royaume en Europe)	23 octobre 1934.	HONGRIE	1 ^{er} mai 1935.
SUISSE	20 novembre 1934.	TCHÉCOSLOVAQUIE	5 mai 1935.
NORVÈGE	3 décembre 1934.	FINLANDE	4 juillet 1935.
SUÈDE	3 décembre 1934.	POLOGNE	17 septembre 1935.
DANEMARK	18 décembre 1934.	ETHIOPIE	22 septembre 1935.
ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN	26 décembre 1934.	ROUMANIE	5 novembre 1935.
EGYPTE	30 décembre 1934.	COLOMBIE	21 mai 1936.
ALLEMAGNE	16 février 1935.	ESTONIE	4 juillet 1936.
BELGIQUE	18 février 1935.	YOUGOSLAVIE	26 juin 1937.
AUTRICHE	5 mars 1935.	FRANCE	9 août 1937.
CHILI	26 mars 1935.	ALGÉRIE	
ITALIE (y compris la Tripolitaine, la Cyrénaïque, l'Erythrée et la Somalie)	6 avril 1935.	MAROC (à l'exclusion de la Zone espagnole)	
		TUNISIE	

Adhésions :

Notifiées au Gouvernement égyptien conformément à l'article XIV du Protocole final de la Convention postale universelle :

LUXEMBOURG	18 août 1934.	HAÏTI	19 décembre 1934.
YÉMEN	20 août 1934.		

Adhésion :

Notifiée au Gouvernement de la Confédération suisse conformément à l'article 2 de la Convention postale universelle :

LIBÉRIA	10 juin 1936.

² Vol. CLXXIV, page 171, de ce recueil.

SUBSCRIPTIONS — AGREEMENT

UNIVERSAL POSTAL UNION.

Agreement ¹ concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals concluded between ALBANIA, GERMANY, KINGDOM OF SAUDI ARABIA, ARGENTINE REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, BOLIVIA, BULGARIA, CHILE, REPUBLIC OF COLOMBIA, REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, FREE CITY OF DANZIG, DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, SPAIN, the Whole of the SPANISH COLONIES, ESTONIA, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, GREECE, REPUBLIC OF HONDURAS, HUNGARY, ITALY, the Whole of the ITALIAN COLONIES, LATVIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MOROCCO (except the Spanish Zone), MOROCCO (Spanish Zone), NORWAY, PARAGUAY, NETHERLANDS, POLAND, PORTUGAL, PORTUGUESE COLONIES IN WEST AFRICA, PORTUGUESE COLONIES IN EAST AFRICA, ASIA AND OCEANIA, ROUMANIA, REPUBLIC OF SAN MARINO, TERRITORY OF THE SAAR, SIAM, SWEDEN, SWISS CONFEDERATION, CZECHOSLOVAKIA, TUNIS, TURKEY, EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, STATE OF THE CITY OF THE VATICAN, UNITED STATES OF VENEZUELA, YEMEN and THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Having regard to Article 3 of the Universal Postal Convention ², concluded at Cairo on March 20th, 1934, the undersigned Plenipotentiaries of the Governments of the countries enumerated above have, by mutual arrangement and subject to ratification, drawn up the following Agreement :

¹ Ratifications deposited at Cairo :

SAUDI ARABIA	October 21st, 1934.	SPAIN (including the whole of the Spanish Colonies and Morocco (Spanish Zone))	April 24th, 1935.
THE NETHERLANDS (for the Kingdom in Europe)	October 23rd, 1934.	HUNGARY	May 1st, 1935.
SWITZERLAND	November 20th, 1934.	CZECHOSLOVAKIA	May 5th, 1935.
NORWAY	December 3rd, 1934.	FINLAND	July 4th, 1935.
SWEDEN	December 3rd, 1934.	POLAND	September 17th, 1935.
DENMARK	December 18th, 1934.	ETHIOPIA	September 22nd, 1935.
STATE OF THE CITY OF THE VATICAN	December 26th, 1934.	ROUMANIA	November 5th, 1935.
EGYPT	December 30th, 1934.	COLOMBIA	May 21st, 1936.
GERMANY	February 16th, 1935.	ESTONIA	July 4th, 1936.
BELGIUM	February 18th, 1935.	YUGOSLAVIA	June 26th, 1937.
AUSTRIA	March 5th, 1935.	FRANCE	} August 9th, 1937.
CHILE	March 26th, 1935.	ALGERIA	
ITALY (including Tripolitania, Cyrenaica, Eritrea and Somaliland)	April 6th, 1935.	MOROCCO (except the Spanish Zone)	
		TUNIS	

Accessions :

Notified to the Egyptian Government in accordance with Article XIV of the Final Protocol of the Universal Postal Convention :

LUXEMBURG	August 18th, 1934.	HAITI	December 19th, 1934.
YEMEN	August 20th, 1934.		

Accession :

Notified to the Government of the Swiss Confederation in accordance with Article 2 of the Universal Postal Convention :

LIBERIA	June 10th, 1936.

² Vol. CLXXIV, page 171, of this Series.

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITION PRÉLIMINAIRE.

Article premier.

CONDITIONS DE L'ÉTABLISSEMENT DU SERVICE DES ABONNEMENTS.

Le service postal des abonnements aux journaux, entre ceux des pays contractants dont les administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent arrangement.

Les écrits périodiques sont assimilés aux journaux au point de vue de l'abonnement.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ABONNEMENT. TAXES.

Article 2.

SOUSCRIPTIONS.

Les bureaux de poste de chaque pays reçoivent les souscriptions du public aux journaux publiés dans les divers pays contractants et dont les éditeurs ont accepté l'intervention de la poste dans le service international des abonnements.

Ils acceptent également les souscriptions à des journaux de tous autres pays que certaines administrations seraient en mesure de fournir.

Par application des dispositions de l'article 46 de la convention, chaque pays a le droit de ne pas admettre les abonnements aux journaux qui seraient exclus, sur son territoire, du transport ou de la distribution.

Article 3.

PRIX DE LIVRAISON.

Chaque administration fixe les prix auxquels elle fournit aux autres administrations ses journaux nationaux et, s'il y a lieu, les journaux de toute autre origine.

Ces prix ne peuvent être supérieurs à ceux qui sont imposés aux abonnés à l'intérieur, sauf addition, le cas échéant, des frais de transit que l'administration d'origine doit payer aux administrations intermédiaires conformément aux dispositions de la convention. Pour la fixation du prix de livraison, les frais de transit sont calculés d'avance à forfait, en prenant pour base le degré de périodicité combiné avec le poids moyen des journaux.

Article 4.

PRIX D'ABONNEMENT.

1. L'administration de destination convertit le prix de livraison en monnaie de son pays. Si les administrations ont adhéré à l'arrangement concernant les mandats, elles opèrent la conversion d'après le taux applicable aux mandats de poste, à moins qu'elles ne conviennent d'un taux moyen de conversion.

SUBSCRIPTIONS — AGREEMENT

CHAPTER I.

PRELIMINARY PROVISION.

Article 1.

CONDITIONS GOVERNING THE ESTABLISHMENT OF THE SUBSCRIPTION SERVICE.

The service of subscriptions to newspapers through the post between those of the contracting countries whose Postal Administrations undertake to establish this service shall be governed by the terms of the present Agreement.

Periodicals shall be assimilated to newspapers for purposes of subscriptions.

CHAPTER II.

SUBSCRIPTION CONDITIONS. CHARGES.

Article 2.

SUBSCRIPTIONS.

The post offices of each country shall accept from the public subscriptions to newspapers published in the various contracting countries if the publishers have agreed to accept the intervention of the post office in the international subscription service.

They shall also accept subscriptions to newspapers of all other countries in the event of certain Administrations being in a position to supply them.

By virtue of the provisions of Article 46 of the Convention, each country shall have the right to refuse to accept subscriptions to newspapers the transport or distribution of which is prohibited in its territory.

Article 3.

DELIVERY CHARGE.

Each Administration shall fix the rates at which it shall supply to other Administrations newspapers issued in its own country, and, if need be, newspapers of any other origin.

These rates may not be higher than those charged to subscribers in the internal service, except that, if necessary, the transit charges which the Administration of origin has to pay to the intermediate Administrations under the terms of the Convention may be added. In fixing the delivery charge, the transit charges shall be calculated in advance at a fixed rate, based on the frequency with which the newspapers appear, combined with their average weight.

Article 4.

SUBSCRIPTION CHARGE.

1. The Administration of destination shall convert the delivery charge into the currency of its own country. If the Administrations are Parties to the Money Orders Agreement, the conversion shall be made at the rate applicable to postal money orders, unless an average conversion rate is agreed on.

ABONNEMENTS — ARRANGEMENT

2. L'administration de destination fixe le prix à payer par l'abonné, en ajoutant au prix de livraison telle taxe, droit de commission ou de remise à domicile qu'elle juge utile d'adopter, mais sans que ces redevances puissent dépasser celles qui sont perçues pour ses abonnements à l'intérieur. Elle y ajoute, en outre, le droit de timbre qui serait exigible en vertu de la législation de son pays.

3. Le prix d'abonnement est exigible au moment de la souscription et pour toute la période d'abonnement.

Article 5.

CHANGEMENTS DE PRIX.

Les changements de prix doivent être notifiés à l'administration centrale du pays destinataire ou à un bureau spécialement désigné, au plus tard un mois avant le commencement de la période à laquelle ils se rapportent. Ils sont applicables aux abonnements qui sont souscrits pour cette période, mais n'ont pas d'effet sur les abonnements en cours au moment de la notification des nouveaux prix.

Article 6.

IMPRIMÉS ENCARTÉS.

Les prix courants, prospectus, réclames, etc., encartés dans un journal, mais qui ne font pas partie intégrante de celui-ci, sont soumis à la taxe des imprimés; cette taxe peut, au gré de l'administration d'origine, être comptabilisée ou représentée, soit sur la bande ou l'enveloppe, soit sur l'imprimé lui-même, au moyen de l'un des procédés d'affranchissement prévus par la convention.

Article 7.

PÉRIODES D'ABONNEMENT. ABONNEMENTS DEMANDÉS TARDIVEMENT.

1. Les abonnements ne peuvent être demandés que pour les périodes d'un an, d'un semestre ou d'un trimestre.

Des exceptions à cette règle sont admises à l'égard des publications intermittentes ou temporaires auxquelles on peut s'abonner pour la durée qu'elles comportent sans être tenu par les périodes ci-dessus.

2. Les administrations peuvent s'entendre pour admettre, après le commencement des périodes d'abonnement normales, des abonnements pour les trimestres restants, s'il s'agit de périodes d'un an ou d'un semestre, et pour les mois restants, s'il s'agit d'une période d'un trimestre.

Dans ce dernier cas, les administrations peuvent s'entendre pour admettre aussi des abonnements pour l'un ou l'autre des mois du trimestre.

3. Les abonnés qui n'ont pas fait leur demande en temps utile n'ont aucun droit aux numéros parus depuis le commencement.

Article 8.

CONTINUATION DES ABONNEMENTS EN CAS DE CESSATION DU SERVICE.

Lorsqu'un pays cesse sa participation à l'arrangement, les abonnements courants doivent être servis dans les conditions prévues, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été demandés.

SUBSCRIPTIONS — AGREEMENT

2. The Administration of destination shall fix the charge to be paid by the subscriber by adding to the delivery charge such fee, commission or portorage charge as it shall think fit to adopt, subject to the condition that these dues shall not exceed those charged on subscriptions in its internal service. The stamp duty payable by virtue of the internal legislation of the country shall also be added.

3. The subscription charge shall be payable at the time of subscription in respect of the whole subscription period.

Article 5.

CHANGES IN RATES.

Changes in rates must be notified to the central Administration of the country of destination or to an office specially appointed for the purpose one month, at latest, before the beginning of the period to which they apply. They shall be applicable to subscriptions taken out for that period, but shall not affect subscriptions still current at the time when the new rates are notified.

Article 6.

PRINTED MATTER ENCLOSED IN NEWSPAPERS.

Current price lists, prospectuses, advertisements, etc., enclosed in a newspaper, but not forming an integral part thereof, shall be charged at the printed-matter rate. This charge may, at the discretion of the Administration of origin, be debited to an account, or prepaid, either on the wrapper, the envelope or the printed matter itself, by means of one of the franking methods laid down in the Convention.

Article 7.

PERIODS OF SUBSCRIPTION. SUBSCRIPTIONS TAKEN OUT AFTER THE FIXED DATE.

1. Subscriptions may be taken out only for periods of one year, six months or a quarter.

Exceptions to this rule shall be allowed in respect of intermittent or temporary publications for which subscriptions may be taken out for the duration of their issue, irrespective of the above periods.

2. The Administrations may agree to accept, after the normal subscription periods have begun, subscriptions for the remaining quarters, in the case of periods of one year or six months, and for the remaining months, in the case of a quarterly period.

In the latter case, the Administrations may also agree to accept subscriptions for any month of the quarter.

3. Subscribers who do not send in their applications at the right time shall not be entitled to the numbers which have appeared since the beginning of the subscription period.

Article 8.

CONTINUATION OF SUBSCRIPTIONS IN THE EVENT OF CESSATION OF SERVICE.

If a country ceases to adhere to the Agreement, current subscriptions must be continued under the conditions laid down until the expiry of the period for which they were taken out.

ABONNEMENTS — ARRANGEMENT

Article 9.

ABONNEMENTS RECUEILLIS DIRECTEMENT PAR LES ÉDITEURS.

Les administrations peuvent, d'un commun accord, autoriser les éditeurs à recueillir, de leur côté, des abonnements et à communiquer les adresses des abonnés directement au bureau de poste du lieu de publication. Ce procédé n'est admis que si l'abonné y consent.

Dans ce cas, il incombe à l'éditeur d'encaisser le prix d'abonnement et d'acquitter à l'administration du lieu de publication, qui se charge de leur répartition, les redevances dues aux administrations intéressées.

CHAPITRE III

CHANGEMENTS D'ADRESSE. RÉCLAMATIONS. RESPONSABILITÉ.

Article 10.

CHANGEMENTS D'ADRESSE.

Les abonnés peuvent, en cas de changement de résidence, et pour une durée ne dépassant pas le terme de l'abonnement, obtenir que le journal soit expédié directement à leur nouvelle adresse, soit à l'intérieur du pays de destination primitive, soit dans un autre pays contractant, y compris celui de publication, soit dans un pays non contractant.

L'administration de la distribution primitive perçoit de ce chef sur l'abonné, par mois ou fraction de mois, comptés de quantième à quantième à partir du premier jour du changement d'adresse, un droit spécial fixé à 20 centimes pour les journaux paraissant une fois par semaine ou à des intervalles plus longs et à 40 centimes pour les journaux paraissant plus d'une fois par semaine.

Les administrations ont la faculté de percevoir un droit unique pour toute la durée de l'abonnement, à la condition que ce droit ne dépasse pas 50 centimes dans le premier cas prévu à l'alinéa précédent et 1 franc dans le second cas.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux journaux dont l'abonnement souscrit pour le pays de publication est transféré dans un autre pays.

Toutefois, en pareil cas, l'administration du pays de publication a la faculté de fixer à son gré les taxes à percevoir du chef de ces transferts.

Article 11.

RÉCLAMATIONS.

Les administrations sont tenues de donner suite, sans frais pour les abonnés, à toute réclamation fondée concernant des retards ou des irrégularités quelconques dans le service des abonnements.

Article 12.

RESPONSABILITÉ.

Les administrations n'assument aucune responsabilité quant aux charges et obligations qui incombent aux éditeurs. Elles ne sont tenues à aucun remboursement en cas de cessation ou d'interruption de la publication d'un journal en cours d'abonnement.

SUBSCRIPTIONS — AGREEMENT

Article 9.

SUBSCRIPTIONS OBTAINED DIRECT BY PUBLISHERS.

The Administrations may, by common agreement, authorise publishers to obtain subscriptions on their own account and to communicate the addresses of the subscribers direct to the post office at the place of publication. This procedure shall be permitted only with the subscriber's consent.

In these cases, the publisher shall be responsible for collecting the subscription charge and for paying the fees due to the Administrations concerned to the Administration at the place of publication, which shall undertake to distribute them.

CHAPTER III.

CHANGES OF ADDRESS. COMPLAINTS. RESPONSIBILITY.

Article 10.

CHANGES OF ADDRESS.

Subscribers who remove to another place of residence may, for a period not exceeding the period of subscription, have a newspaper sent direct to their new address, either in the country of original destination or in another contracting country, including that of publication, or in a non-contracting country.

The Administration of original distribution shall, on this account, collect from the subscriber for each month or part thereof, reckoned from any date to the corresponding day of the next calendar month, as from the first day of removal, a special charge amounting to 20 centimes per month for newspapers appearing once a week or at longer intervals, and to 40 centimes per month for newspapers appearing more than once a week.

Administrations are entitled to collect a single charge for the whole period of the subscription, on condition that this charge does not exceed 50 centimes in the first case provided for in the preceding paragraph, or one franc in the second case.

The above provisions shall also apply to newspapers the subscription to which, having been taken out for the country of publication, is transferred to another country.

Nevertheless, in such cases, the Administration of the country of publication is entitled to fix the charges payable in respect of such transfers at its own discretion.

Article 11.

COMPLAINTS.

The Administrations shall undertake to follow up without charge to the subscribers any well-founded complaint of delay or irregularity of any sort in the subscription service.

Article 12.

RESPONSIBILITY.

The Administrations shall not accept any responsibility in respect of liabilities or obligations proper to the publishers. They shall not be obliged to make any repayment where a newspaper ceases to appear or is suspended during the period of subscription.

CHAPITRE IV

COMPTABILITÉ.

Article 13.

ATTRIBUTION DES TAXES.

Sauf l'exception prévue à l'article 9, chaque administration garde en entier les taxes et droits qu'elle a perçus en sus du prix de livraison.

Article 14.

COMPTES.

1. Les comptes des abonnements fournis et demandés sont dressés trimestriellement et soldés par l'administration débitrice en monnaie légale du pays créancier et dans le délai fixé par le règlement. Sauf autre arrangement, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, de la manière indiquée à l'article 30 de l'arrangement concernant les mandats de poste.

2. Le paiement du solde a lieu, sauf entente contraire, par mandat de poste. Les mandats émis à cette fin ne sont soumis à aucun droit et ils peuvent excéder le maximum déterminé par ledit arrangement.

3. Les soldes en retard portent intérêt à raison de 5 % l'an, au profit de l'administration créancière.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 15.

APPLICATION DES DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL DE LA CONVENTION.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux titres I et II de la convention sont applicables au présent arrangement, à l'exception, toutefois, des prescriptions faisant l'objet de l'article 7.

Article 16.

APPROBATION DES PROPOSITIONS FAITES DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (articles 19 et 20 de la convention) doivent réunir :

a) L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 8, 11 à 14, 16 et 17 du présent arrangement ainsi que 101 à 105 et 115 de son règlement ;

b) Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 106, 108, 109, 112 et 113 du règlement ;

c) La majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles du présent arrangement et de son règlement ainsi que de l'interprétation des dispositions du présent arrangement et de son règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 11 de la convention.

SUBSCRIPTIONS — AGREEMENT

CHAPTER IV.

ACCOUNTING.

Article 13.

ALLOCATION OF FEES.

Subject to the exception mentioned in Article 9, each Administration shall retain the full amount of the fees and charges levied by it over and above the delivery charge.

Article 14.

ACCOUNTS.

1. Accounts in respect of subscription copies supplied or received shall be prepared quarterly and settled by the debtor Administration in the legal currency of the creditor country, within the time-limit fixed in the Detailed Regulations. Unless other arrangements are made, the smaller credit shall be converted into the currency of the larger credit in conformity with Article 30 of the Agreement concerning postal money orders.

2. Unless different arrangements are made, the balance shall be paid by postal money order. Money orders issued for this purpose shall not be subject to any commission, and may exceed the maximum laid down in the aforesaid Agreement.

3. Overdue accounts shall bear interest at 5% per annum, payable to the creditor Administration.

CHAPTER V.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 15.

APPLICATION OF THE GENERAL PROVISIONS OF THE CONVENTION.

The general provisions contained in Chapters I and II of the Convention shall be applicable to the present Agreement, with the exception of the provisions contained in Article 7.

[Article 16.]

APPROVAL OF PROPOSALS MADE IN THE INTERVALS BETWEEN MEETINGS.

In order to become binding, proposals made in the intervals between meetings (Articles 19 and 20 of the Convention) must obtain :

(a) Unanimity of votes, if they involve the addition of new provisions or any modification of the provisions of Articles 1-8, 11-14, 16 and 17 of the present Agreement, or 101-105 and 115 of its Detailed Regulations ;

(b) Two-thirds of the votes, if they involve a modification of the provisions of Articles 106, 108, 109, 112 and 113 of the Detailed Regulations ;

(c) A simple majority, if they involve the modification of the other Articles of the present Agreement and its Detailed Regulations, or affect the interpretation of the provisions of the present Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of disagreement to be submitted to arbitration as provided in Article 11 of the Convention.

DISPOSITIONS FINALES

Article 17.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1935 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la Bulgarie :

Iv. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour la Ville libre de Dantzig :

R. STARZYŃSKI.

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

SUBSCRIPTIONS — AGREEMENT

FINAL PROVISIONS.

Article 17.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1935, and shall remain in operation for an indefinite period.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the above-named countries have signed the present Agreement in a single copy, which shall remain in the archives of the Government of Egypt and a copy of which shall be delivered to each Party.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Bulgaria :

IV. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For the Republic of Colombia :

E. ZALDÚA P.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

For the Free City of Danzig :

R. STARZYŃSKI.

For the Dominican Republic :

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. CHALWASH.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

ABONNEMENTS — ARRANGEMENT

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Ethiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

Pour la République du Honduras :

D^r TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Charles DE FORSTER.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour la Lettonie :

Ls ROULET.

Pour la Lithuanie :

Pour le Luxembourg :

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.

V. GOOR.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

SUBSCRIPTIONS — AGREEMENT

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

For Algeria :

E. HUGUENIN.

For Greece :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

For the Republic of Honduras :

Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :

Charles DE FORSTER.

For Italy :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :

CRETY Donato.

For Latvia :

Ls ROULET.

For Lithuania :

For Luxemburg :

For Morocco (except the Spanish Zone) :

H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :

A. RAMOS.

For Norway :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

For Paraguay :

R. R. TULA.

For the Netherlands :

DUYNSTEE.

V. GOOR.

For Poland :

R. STARZYŃSKI.

For Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :

Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa,
Asia and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :

CRETY Donato.

ABONNEMENTS — ARRANGEMENT

Pour le Territoire de la Sarre :

Pour le Siam :

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

Pour la République O. de l'Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{sr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Yémen :

Pour le Royaume de Yougoslavie :

Kosta ZLATANOVITCH.

SUBSCRIPTIONS — AGREEMENT

For the Territory of the Saar :

For Siam :

For Sweden :

Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :

Ls ROULET.

For Czechoslovakia :

Václav KUČERA.
Josef RADA.

For Tunis :

H. DUTEIL.

For Turkey :

Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

For the Eastern Republic of Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

For the State of the City of the Vatican :

Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

For Yemen :

For the Kingdom of Yugoslavia :

Kosta ZLATANOVITCH.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT
CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX
ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art.

- 101. Bureaux d'échange.
- 102. Liste des journaux. Journaux interdits.
- 103. Tarif général des journaux.
- 104. Périodes d'abonnement.

CHAPITRE II.

EXÉCUTION DES DEMANDES D'ABONNEMENT.

- 105. Liste des demandes d'abonnement.
- 106. Expédition des journaux.
- 107. Abonnements aux journaux ne figurant pas à la liste.
- 108. Irrégularités.
- 109. Publication interrompue ou supprimée.
- 110. Abonnements recueillis directement par les éditeurs.
- 111. Changements d'adresse.

CHAPITRE III.

COMPTABILITÉ.

Art.

- 112. Comptes trimestriels.
- 113. Liquidation. Acomptes.

CHAPITRE IV.

COMMUNICATIONS.

- 114. Communications à adresser au Bureau international.

DISPOSITIONS FINALES

- 115. Mise à exécution et durée du règlement.

ANNEXES

Formules AP 1 à AP 10.

SUBSCRIPTIONS — DETAILED REGULATIONS

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION
OF THE AGREEMENT CONCERNING SUBSCRIPTIONS
TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS.

TABLE OF CONTENTS.

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

- Art.
101. Offices of Exchange.
102. Lists of Newspapers. Prohibited Newspapers.
103. General Newspaper Tariff.
104. Periods of Subscriptions.

CHAPTER II.

ARRANGEMENTS FOR DEALING WITH APPLICATIONS
FOR SUBSCRIPTIONS.

105. Lists of Applications for Subscriptions.
106. Despatch of Newspapers.
107. Subscriptions to Newspapers not appearing
on the List.
108. Irregularities.
109. Interruption or Cessation of Publication.
110. Subscriptions obtained direct by Publishers.
111. Changes of Address.

CHAPTER III.

ACCOUNTING.

- Art.
112. Quarterly Accounts.
113. Settlement. Payments on Account.

CHAPTER IV.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

114. Communications to be addressed to the
International Bureau.

FINAL PROVISIONS

115. Entry into Force and Duration of the
Regulations.

ANNEXES.

Forms AP 1 to AP 10.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 101.

BUREAUX D'ÉCHANGE.

Le service des abonnements s'effectue par l'entremise de bureaux d'échange que chaque administration doit désigner et notifier aux autres administrations.

Ces bureaux correspondent directement entre eux pour tout ce qui concerne le service des abonnements.

Article 102.

LISTE DES JOURNAUX. JOURNAUX INTERDITS.

1. Les administrations se communiquent réciproquement une liste des journaux dont l'abonnement peut être servi par leur intermédiaire. Cette liste doit être établie sur une formule conforme au modèle AP 1 ci-annexé.

Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

2. Les administrations se font connaître, en outre, les journaux frappés d'interdiction.

Article 103.

TARIF GÉNÉRAL DES JOURNAUX.

Chaque administration dresse, au moyen des listes fournies en exécution de l'article 102, un tarif général indiquant, par pays, les journaux, les conditions de l'abonnement et les prix à payer par l'abonné. Ces prix, établis conformément à l'article 4 de l'arrangement, sont énoncés dans la monnaie légale du pays qui publie le tarif.

Article 104.

PÉRIODES D'ABONNEMENT.

1. Les abonnements prennent cours :

Pour un an, au 1^{er} janvier ;

Pour six mois, au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet ;

Pour trois mois, au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre.

2. Lorsque, conformément à l'article 7, § 2, de l'arrangement, les administrations conviennent d'admettre des abonnements pour le reste d'une période normale ou pour l'un ou l'autre mois

SUBSCRIPTIONS — DETAILED REGULATIONS

DETAILED REGULATIONS FOR THE EXECUTION OF THE AGREEMENT
CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS.

The undersigned, having regard to Article 4 of the Universal Postal Convention, concluded at Cairo on March 20th, 1934, have, in the name of their respective Administrations, drawn up by mutual consent the following measures for ensuring the execution of the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals :

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS.

Article 101.

OFFICES OF EXCHANGE.

The subscription service shall be carried out through the offices of exchange appointed by each Administration and notified by it to the other Administrations.

These offices shall correspond directly with each other in all matters relating to the subscription service.

Article 102.

LIST OF NEWSPAPERS. PROHIBITED NEWSPAPERS.

1. Postal Administrations shall communicate to each other a list of newspapers for which subscriptions may be received through them. This list must be made out on a form in conformity with model AP 1 annexed hereto.

Any corrections which have subsequently to be made in the list must be notified immediately.

2. Administrations shall also inform each other of the names of prohibited newspapers.

Article 103.

GENERAL NEWSPAPER TARIFF.

Each Administration shall prepare, on the basis of the lists provided in accordance with Article 102, a general tariff showing for each country the newspapers, the conditions of subscription and the rate to be paid by the subscriber. These charges, which shall be calculated in accordance with Article 4 of the Agreement, shall be given in the legal currency of the country which publishes the tariff.

Article 104.

PERIODS OF SUBSCRIPTIONS.

1. Subscriptions shall come into force :

For one year on January 1st ;

For six months on January 1st and July 1st ;

For three months on January 1st, April 1st, July 1st and October 1st.

2. When, in accordance with Article 7, § 2, of the Agreement, the Administrations agree to accept subscriptions for the remainder of a normal period or for any month of the quarter, the

ABONNEMENTS — RÈGLEMENT

du trimestre, les listes des journaux doivent indiquer, en dehors du prix de livraison pour la période entière, les prix fixés pour un trimestre ou un mois selon le cas.

3. Les administrations intéressées prêtent leur concours aux abonnés qui, n'ayant pas fait leur demande en temps utile, expriment le désir d'obtenir, si possible, les numéros déjà parus.

CHAPITRE II

EXÉCUTION DES DEMANDES D'ABONNEMENT.

Article 105.

LISTES DES DEMANDES D'ABONNEMENT.

1. Vers la fin de chaque trimestre, les bureaux d'échange récapitulent, sur une liste conforme au modèle AP 2 ci-annexé, les demandes d'abonnement qu'ils ont reçues de l'intérieur. Cette liste doit parvenir au bureau d'échange correspondant en temps utile pour permettre que les abonnements soient servis à la date à laquelle ils prennent cours.

Les demandes qui parviennent après l'envoi de la liste générale font l'objet de listes spéciales. Il en est de même des demandes qui sont faites en dehors des périodes ordinaires de renouvellement.

2. Ces listes sont revêtues de numéros d'ordre dont la série se renouvelle chaque trimestre. Chaque liste est terminée par une récapitulation des demandes antérieures, de manière à présenter, par journal, le total général des abonnements à fournir à la demande d'un même bureau d'échange.

Article 106.

EXPÉDITION DES JOURNAUX.

1. Les journaux sont expédiés en paquets adressés, soit directement aux bureaux de destination, soit en bloc à des bureaux intermédiaires, selon que les administrations en conviennent. Les paquets doivent porter l'indication « Abonnements-poste ».

2. Par exception, les journaux doivent être placés sous des bandes à l'adresse des abonnés quand les bureaux d'échange du pays destinataire le demandent. Le cas échéant, ces bureaux communiquent les noms et adresses des abonnés aux bureaux d'échange du pays d'origine.

Les bandes doivent porter également la mention « Abonnements-poste ».

Les frais occasionnés par la mise sous bande des journaux peuvent être portés au compte de l'administration destinataire par l'administration expéditrice.

Article 107.

ABONNEMENTS AUX JOURNAUX NE FIGURANT PAS A LA LISTE.

Lorsqu'il est demandé un abonnement à un journal ne figurant pas à la liste, le bureau d'échange en cause s'adresse au bureau d'échange correspondant, en vue d'obtenir les renseignements nécessaires. Il peut néanmoins être donné suite immédiatement à la demande d'abonnement sous réserve du règlement de compte ultérieur avec l'intéressé, lequel est tenu de déposer des arrhes, au besoin.

SUBSCRIPTIONS — DETAILED REGULATIONS

lists of newspapers must indicate, not only the delivery charge for the entire period, but also the charges fixed per quarter or per month, as the case may be.

3. The Administrations concerned shall do their best to supply numbers which have already appeared to subscribers who have not applied in time, but who express the desire to obtain them if possible.

CHAPTER II.

ARRANGEMENTS FOR DEALING WITH APPLICATIONS FOR SUBSCRIPTIONS.

Article 105.

LISTS OF APPLICATIONS FOR SUBSCRIPTIONS.

1. Towards the end of each quarter, the offices of exchange shall summarise, on a list in conformity with model AP 2 attached hereto, the applications for subscriptions which they have received from subscribers in their respective countries. This list must reach the corresponding office of exchange in time for that office to be able to arrange for the subscriptions to begin on the date required.

Applications received after the despatch of the general list shall be included in special lists. The same shall apply to applications made outside the ordinary times for renewal.

2. These lists shall receive serial numbers, the series of which shall be renewed each quarter. At the end of each list a summary of previous applications shall be given so as to show, for each newspaper, the complete total of subscription copies to be supplied at the request of the same office of exchange.

Article 106.

DESPATCH OF NEWSPAPERS.

1. Newspapers shall be despatched in packets addressed either directly to the office of destination or *en bloc* to intermediate offices as may be agreed between the Administrations concerned. The packets must bear the words " Abonnements-poste ".

2. In exceptional cases, newspapers shall be enclosed in wrappers addressed to the subscribers when the exchange offices of the country of destination so require. The exchange offices of the country of destination shall, when necessary, supply the names and addresses of the subscribers to the offices of exchange in the country of origin.

The wrappers must also bear the words " Abonnements-poste ".

The cost occasioned by despatching the newspapers in wrappers may be charged to the office of the place of destination by the office of despatch.

Article 107.

SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS NOT APPEARING ON THE LIST.

If an application is received to subscribe to a newspaper which does not appear on the list, the office of exchange concerned shall refer it to the corresponding office of exchange in order to obtain the necessary particulars. The application, however, may be accepted at once, subject to an ultimate adjustment with the subscriber, who may, if necessary, be required to pay a deposit.

ABONNEMENTS — RÈGLEMENT

Article 108.

IRRÉGULARITÉS.

Les retards, interruptions, fausses directions ou irrégularités quelconques qui se produisent dans le service des abonnements sont signalés immédiatement, soit au bureau d'échange, ou, s'il y a lieu, au bureau d'origine, soit aux administrations centrales qui l'ont demandé.

En cas de constatation, à l'arrivée, de différences dans le nombre des journaux à livrer, le bureau de distribution ou le bureau d'échange notifie ces différences par un avis conforme au modèle AP 3 ci-annexé, en y joignant, autant que possible, la bande utilisée pour la transmission. Lorsqu'un abonné réclame des numéros isolés d'un journal comme ne lui étant pas parvenus, le fait est signalé au moyen d'un avis conforme au modèle AP 4 ci-annexé.

Il doit être donné suite sans retard aux réclamations.

Article 109.

PUBLICATION INTERROMPUE OU SUPPRIMÉE.

Lorsque la publication d'un journal est interrompue ou supprimée par l'éditeur, les administrations prêtent leurs bons offices à l'effet d'obtenir, autant que possible, le remboursement, aux abonnés, du prix du journal pour la période pendant laquelle l'abonnement n'a pas été servi.

Article 110.

ABONNEMENTS RECUEILLIS DIRECTEMENT PAR LES ÉDITEURS.

1. Les éditeurs qui ont recueilli directement des abonnements dressent, en double expédition, pour chaque bureau de débit, des feuilles de livraison du modèle AP 5 ci-annexé, mentionnant d'une manière claire et précise et dans l'ordre alphabétique le nom, la profession et l'adresse des abonnés. Ils reportent sur un relevé récapitulatif du modèle AP 6 ci-annexé, dressé en double expédition, par pays de destination et dans l'ordre alphabétique des bureaux de débit, toutes les feuilles de livraison se rapportant au même journal et à la même période d'abonnement. Ces relevés, accompagnés des feuilles de livraison qui s'y rapportent, sont transmis par l'intermédiaire du bureau de poste du lieu de publication au bureau d'échange du pays d'origine des journaux. Ce bureau garde le duplicata du relevé AP 6 et transmet sans retard au bureau d'échange correspondant l'original de ce relevé accompagné des feuilles de livraison.

Les duplicata des feuilles de livraison, désignés comme tels par une mention correspondante en tête de la formule, sont envoyés directement, sans retard, aux bureaux de débit par le bureau d'échange du pays d'origine.

2. Les éditeurs peuvent, dans des cas fondés, dénoncer, avant l'expiration de la période de livraison, les abonnements recueillis directement par eux. Ils doivent alors remettre en double expédition, au bureau de poste du lieu de publication, un avis de dénonciation établi sur une carte conforme au modèle AP 7 ci-annexé. Ce bureau ou le bureau d'échange du pays de publication complète la carte et en transmet une expédition, en franchise de port, au bureau d'échange de l'administration destinataire. La seconde expédition revêtue, en tête, de la mention « Duplicata » est envoyée directement au bureau de distribution. Lorsque ce dernier bureau constate que la demande de dénonciation concerne un abonnement dont il n'a pas été avisé, qui a déjà été dénoncé ou dont il a déjà notifié la non-exécution, il renvoie la formule AP 7 au bureau de publication pour renseignements complémentaires.

Lorsqu'un abonnement recueilli par l'éditeur ne peut pas être exécuté pour une cause quelconque, le bureau de distribution en donne connaissance au bureau du lieu de publication au moyen d'un avis conforme au modèle AP 8 ci-annexé.

SUBSCRIPTIONS — DETAILED REGULATIONS

Article 108.

IRREGULARITIES.

Delays, suspensions, misdirections or irregularities of any kind occurring in the subscription service shall be notified at once either to the office of exchange or if necessary to the office of origin or to the central Administrations, when these wish to be notified.

Should any differences in the number of newspapers to be delivered be noted on arrival, the office of distribution or the office of exchange shall notify these differences by a notice in accordance with the annexed model AP 3, and whenever possible shall attach the wrapper used for transmission. When a subscriber claims single numbers of a newspaper which have not reached him, the case shall be reported by a notice in accordance with the annexed model AP 4.

Complaints must be enquired into without delay.

Article 109.

INTERRUPTION OR CESSATION OF PUBLICATION.

If the publisher of a newspaper suspends or ceases publication, the Administrations concerned shall do their best to obtain, as far as possible, repayment to subscribers of the cost of the newspaper for the period for which the subscription copies were not delivered.

Article 110.

SUBSCRIPTIONS OBTAINED DIRECT BY PUBLISHERS.

1. Publishers who have obtained subscriptions direct shall draw up, in duplicate, in respect of each office of distribution, delivery sheets in accordance with model AP 5 attached hereto, indicating clearly and precisely and in alphabetical order the names, occupations and addresses of the subscribers. They shall note on a recapitulatory return, drawn up in duplicate, similar to model AP 6 attached hereto, by countries of destination and in the alphabetical order of the offices of distribution, all the delivery sheets relating to the same newspaper and to the same subscription period. These returns, accompanied by the delivery sheets relating thereto, shall be transmitted through the post office at the place of publication to the office of exchange in the country of origin of the newspapers. This office shall retain the duplicate of the return AP 6 and shall transmit without delay to the corresponding office of exchange the original of this return accompanied by the delivery sheets.

The duplicates of the delivery sheets, referred to as such at the top of the form, shall be sent direct without delay to the offices of distribution by the office of exchange in the country of origin.

2. Publishers, if they have valid reasons for so doing, may, before the expiry of the normal period, cancel subscriptions obtained direct by them. In such cases, they must send to the post office at the place of publication a request, in duplicate, for cancellation, drawn up on a card in accordance with the annexed model AP 7. The latter office, or the office of exchange in the country of origin, shall complete the form and send one copy of it free of charge to the exchange office of the Administration of destination. The second copy, which must be headed "duplicate", shall be sent direct to the office at the place of distribution. If the latter office notes that the request for cancellation relates to a subscription of which it has not been advised, or which has already been cancelled, or which it has already reported as not being executed, it returns the form AP 7 to the office at the place of publication for additional information.

When a subscription obtained by the publisher cannot for any reason be executed, the office of distribution shall inform the office at the place of publication of this fact by means of a notice in accordance with the model AP 8 annexed hereto.

ABONNEMENTS — RÈGLEMENT

En cas de dénonciation ou de non-exécution d'abonnements recueillis directement par les éditeurs, les redevances résultant de ces abonnements restent dues aux administrations intéressées pour toute la période d'abonnement en cause.

3. L'administration du pays de publication peut prescrire à ses bureaux que les formules AP 7 présentées par les éditeurs soient transmises par l'intermédiaire du bureau d'échange de son pays. De même, l'administration du pays de destination a la faculté d'exiger que les formules AP 7 adressées à ses bureaux soient envoyées par l'intermédiaire du bureau d'échange de ce dernier pays. La même réglementation peut être appliquée et demandée pour les formules AP 8.

Article III.

CHANGEMENTS D'ADRESSE.

1. Lorsque l'abonné, par suite d'un changement de résidence, désire que son journal soit dirigé sur un nouveau pays, signataire ou non de l'arrangement, il doit toujours adresser sa demande au bureau de la distribution primitive qui perçoit de ce chef le droit prévu à l'article 10 de l'arrangement.

Ce bureau en informe directement le bureau du lieu de publication et celui de la nouvelle destination, respectivement au moyen des parties A et B d'une formule conforme au modèle AP 9 ci-annexé. Lorsque le journal doit être dirigé sur un pays non participant au service des abonnements, le bureau de la distribution primitive ne transmet que la partie A au bureau du lieu de publication.

2. L'expédition directe au nouveau pays destinataire d'un journal est effectuée par les soins du bureau du lieu de publication à l'adresse personnelle du destinataire sous la mention « Abonnements-poste ». Le bureau de la distribution primitive réexpédie de la même manière les numéros qui lui parviennent encore après l'expédition de la formule AP 9.

Dans les relations entre les pays signataires de l'arrangement qui se sont entendus à cet égard, les journaux qui doivent être dirigés sur une nouvelle destination peuvent, au lieu d'être mis sous bande, être insérés dans les paquets d'abonnements adressés aux bureaux de la distribution nouvelle.

3. A l'expiration du délai de changement d'adresse prévu par l'abonné, le bureau du lieu de publication reprend la fourniture du journal au lieu de la distribution primitive.

CHAPITRE III

COMPTABILITÉ.

Article II2.

COMPTES TRIMESTRIELS.

1. Dès que les commandes trimestrielles peuvent être considérées comme closes, et, au plus tard le 20 du second mois du trimestre, sauf autre arrangement, chaque bureau d'échange dresse, pour le bureau correspondant, un compte particulier conforme au modèle AP 10 ci-annexé qui est accompagné, si ce bureau le désire, des listes de demandes comme pièces justificatives. Il inscrit sur ce compte, dans l'ordre alphabétique et par période d'abonnement, en commençant par la durée la moins longue, tous les journaux fournis depuis la formation du compte précédent. En cas de besoin, un compte supplémentaire peut être établi dans le courant du troisième mois du trimestre.

SUBSCRIPTIONS — DETAILED REGULATIONS

In case of cancellation or non-execution of subscriptions obtained direct by the publishers, the payments arising out of these subscriptions shall remain due to the Administrations concerned for the entire subscription period in question.

3. The Administration of the country of publication may instruct its offices that forms AP 7 sent in by publishers should be transmitted through the office of exchange of that country. In the same way, the Administration of the country of destination shall be entitled to demand that forms AP 7 addressed to its offices be sent through the office of exchange of the latter country. The same rules may be applied and required in respect of forms AP 8.

Article III.

CHANGE OF ADDRESS.

1. If a subscriber, owing to a change of residence, desires his newspaper to be redirected to another country, whether signatory to the Agreement or not, he must, in all cases, apply to the original office of distribution, which will then levy the charge provided for in Article 10 of the Agreement.

The last-named office will inform the office at the place of publication, and also the office at the new place of destination, by means of parts A and B, respectively, of a form in accordance with model AP 9 annexed hereto. If the newspaper has to be sent to a country which does not take part in the subscription service, the original office of distribution only sends part A to the office at the place of publication.

2. The despatch of a newspaper direct to the new country of destination is effected by the office of the place of publication to the personal address of the receiver, with the indication "Abonnement-poste". The office of original distribution must similarly redirect numbers which reach it after form AP 9 has been sent.

In relations between countries signatories of the Agreement which have made an arrangement with each other on the subject, newspapers that are to be sent to a new address may, instead of being enclosed in wrappers, be inserted in the packets of the newspaper subscription service addressed to the new office of distribution.

3. On the expiry of the period of change of address notified by the subscriber, the office of the place of publication resumes the supply of the newspaper to the place of original distribution.

CHAPTER III.

ACCOUNTING.

Article II2.

QUARTERLY ACCOUNTS.

1. In the absence of other arrangements, as soon as applications for quarterly subscriptions can be considered closed, and at the latest on the twentieth day of the second month of the quarter, each office of exchange shall prepare for the corresponding office a detailed account, in accordance with model AP 10 annexed hereto, accompanied, if the latter office so desires, by lists of applications to serve as vouchers. It shall enter on this account in alphabetical order and according to the subscription period, beginning with the shortest period, all the newspapers supplied since the preparation of the last account. If necessary, a supplementary account may be prepared during the third month of the quarter.

ABONNEMENTS — RÈGLEMENT

Les abonnements demandés après la formation du compte particulier et, le cas échéant, du compte supplémentaire sont portés au compte du trimestre suivant.

2. Les sommes dues pour la fourniture, aux abonnés, de numéros isolés de journaux sont, à moins d'entente contraire, comprises pour la liquidation dans les comptes trimestriels. Il en est de même des redevances résultant des abonnements recueillis directement par les éditeurs.

Article II3.

LIQUIDATION. ACOMPTES.

1. Les comptes dressés de part et d'autre sont débattus et liquidés avant l'expiration du premier mois suivant le trimestre auquel ils se rapportent. Ce délai est prolongé de quatre mois pour les pays éloignés.

Les différences sont réglées dans le compte trimestriel suivant.

2. Au besoin, il peut être réclamé des acomptes mensuels.

CHAPITRE IV

COMMUNICATIONS.

Article II4.

COMMUNICATIONS A ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL.

1. Les administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'arrangement à exécution, communiquer aux autres administrations, par l'intermédiaire du Bureau international :

a) La liste des pays avec lesquels elles entretiennent un service d'abonnements aux journaux sur la base de l'arrangement ;

b) La liste des pays n'exécutant pas l'arrangement, mais dont les journaux peuvent être livrés par leur intermédiaire ;

c) Le montant des taxes qu'elles ajoutent au prix de livraison et du droit de réexpédition qu'elles perçoivent ;

d) L'indication qu'elles admettent des abonnements recueillis directement par les éditeurs ;

e) Leurs bureaux d'échange et les pays pour lesquels ceux-ci interviennent ;

f) Un extrait des dispositions de leurs lois ou règlements intérieurs applicables au service des abonnements.

2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

DISPOSITIONS FINALES

Article II5.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

SUBSCRIPTIONS — DETAILED REGULATIONS

Applications to become a subscriber made after the preparation of the detailed account or of the supplementary account, if any, shall be carried to the account for the following quarter.

2. Any payments due for the supply to the subscribers of single copies of newspapers shall, unless other arrangements are made, be included for accounting purposes in the quarterly accounts. This provision shall also apply to charges in connection with subscriptions obtained direct by publishers.

Article 113.

SETTLEMENT. PAYMENTS ON ACCOUNT.

1. The accounts prepared by each Party shall be checked and settled before the end of the first month following the quarter to which they relate. This period shall be extended by four months for distant countries.

Any errors shall be rectified in the next quarterly account.

2. If necessary, monthly payments on account may be required.

CHAPTER IV.

COMMUNICATIONS.

Article 114.

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU.

1. Administrations must, at least three months before putting the Agreement into force, furnish the other Administrations through the International Bureau with :

(a) A list of countries with which they maintain a newspaper subscription service on the basis of the Agreement ;

(b) A list of countries not carrying out the Agreement but whose newspapers may be delivered through their intermediary ;

(c) The amount of charges which they add to the delivery charge and of the redirection fee which they collect ;

(d) A statement that they accept subscriptions obtained direct by the publishers ;

(e) Their offices of exchange and the countries for which they act ;

(f) An extract from the provisions of their internal laws or regulations which apply to the subscription service.

2. Any subsequent modification must be notified at once.

FINAL PROVISIONS.

Article 115.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall be binding as from the date on which the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals comes into force.

ABONNEMENTS — RÈGLEMENT

Il aura la même durée que cet arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie :

Pan. NASSE.

Pour l'Allemagne :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

D^r W. SEEBASS.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

Fawzan EL-SABEK.

Pour la République Argentine :

R. R. TULA.

Pour l'Autriche :

D^r Rudolf KUHN.

Pour la Belgique :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

Pour la Bolivie :

Ernesto CÁCERES.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto CÁCERES.

Pour la Bulgarie :

Iv. KATZAROFF.

Pour le Chili :

R. SUAREZ BARROS.

Pour la République de Colombie :

E. ZALDÚA P.

Pour la République de Cuba :

Alfredo ASSIR.

Pour le Danemark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

Pour la Ville libre de Dantzig :

Pour la République Dominicaine :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Égypte :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

Pour l'Espagne :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

Pour l'ensemble des Colonies espagnoles :

Demetrio PEREDA.

Pour l'Estonie :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Éthiopie :

ALAMOU Tch.

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

Pour l'Algérie :

E. HUGUENIN.

Pour la Grèce :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

SUBSCRIPTIONS — DETAILED REGULATIONS

They shall have the same duration as the Agreement, unless they are renewed by mutual consent by the Parties concerned.

Done at Cairo, the 20th day of March, 1934.

For Albania :

Pan. NASSE.

For Germany :

K. ORTH.

K. ZIEGLER.

Dr. W. SEEBASS.

For the Kingdom of Saudi Arabia :

Fawzan EL-SABEK.

For Argentine Republic :

R. R. TULA.

For Austria :

Dr. Rudolf KUHN.

For Belgium :

O. SCHOCKAERT.

E. MONS.

For Bolivia :

Ernesto CÁCERES.

For Edmundo de la Fuente :

Ernesto CÁCERES.

For Bulgaria :

Iv. KATZAROFF.

For Chile :

R. SUAREZ BARROS.

For the Republic of Colombia :

E. ZALDÚA P.

For the Republic of Cuba :

Alfredo ASSIR.

For Denmark :

C. MONDRUP.

Arne KROG.

*For the Free City of Danzig :**For the Dominican Republic :*

Luis Alejandro AGUILAR.

For Egypt :

M. CHARARA.

E. MAGGIAR.

S. A. GHALWASH.

For Spain :

Alonso CARO.

A. RAMOS.

For the whole of the Spanish Colonies :

Demetrio PEREDA.

For Estonia :

G. E. F. ALBRECHT.

For Ethiopia :

ALAMOU Tch.

For Finland :

G. E. F. ALBRECHT.

For France :

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

For Algeria :

A. HUGUENIN.

For Greece :

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

ABONNEMENTS — RÈGLEMENT

Pour la République du Honduras :

D^r TUCCIMEI.

Pour la Hongrie :

Charles DE FORSTER.

Pour l'Italie :

Pietro TOSTI.

GALDI Michele.

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

CRETY Donato.

Pour la Lettonie :

Ls ROULET.

Pour la Lithuanie :

Pour le Luxembourg :

Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole) :

A. RAMOS.

Pour la Norvège :

Klaus HELSING.

Oskar HOMME.

Pour le Paraguay :

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas :

DUYNSTEE.

v. GOOR.

Pour la Pologne :

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal :

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale :

Ernesto Julio NAVARRO.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie :

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

Pour la Roumanie :

Ilariu MANEANU.

C. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin :

CRETY Donato.

Pour le Territoire de la Sarre :

Pour le Siam :

Pour la Suède :

Anders ÖRNE.

Gunnar LAGER.

Arvid BILDT.

Pour la Confédération suisse :

Ls ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie :

Václav KUČERA.

Josef RADA.

Pour la Tunisie :

H. DUTEIL.

Pour la Turquie :

Yusuf ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

Pour la République O. de l'Uruguay :

Arturo C. MASANÉS.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

M^{gr} Giuseppe MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis du Venezuela :

Luis Alejandro AGUILAR.

Pour l'Yémen :

Pour le Royaume de Yougoslavie :

Kosta ZLATANOVITCH.

SUBSCRIPTIONS — DETAILED REGULATIONS

For the Republic of Honduras :
Dr. TUCCIMEI.

For Hungary :
Charles DE FORSTER.

For Italy :
Pietro TOSTI.
GALDI Michele.

For the whole of the Italian Colonies :
CRETY Donato.

For Latvia :
Ls ROULET.

For Lithuania :

For Luxemburg :

For Morocco (except the Spanish Zone) :
H. DUTEIL.

For Morocco (Spanish Zone) :
A. RAMOS.

For Norway :
Klaus HELSING.
Oskar HOMME.

For Paraguay :
R. R. TULA.

For the Netherlands :
DUYNSTEE.
v. GOOR.

For Poland :
R. STARZYŃSKI.

For Portugal :
A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

For the Portuguese Colonies in West Africa :
Ernesto Julio NAVARRO.

*For the Portuguese Colonies in East Africa, Asia
and Oceania :*

Mario CORRÊA BARATA DA CRUZ.

For Roumania :
Ilariu MANEANU.
C. STEFANESCU.

For the Republic of San Marino :
CRETY Donato.

For the Territory of the Saar :

For Siam :

For Sweden :
Anders ÖRNE.
Gunnar LAGER.
Arvid BILDT.

For the Swiss Confederation :
Ls ROULET.

For Czechoslovakia :
Václav KUČERA.
Josef RADA.

For Tunis :
Yusuf ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

For the Eastern Republic of Uruguay :
Arturo C. MASANÉS.

For the State of the City of the Vatican :
Mgr. Giuseppe MAZZOLI.

For the United States of Venezuela :
Luis Alejandro AGUILAR.

For Yemen :

For the Kingdom of Yugoslavia :
Kosta ZLATANOVITCH.

ANNEXES

Formules A P 1 à A P 10.

ANNEXES

Forms A P 1 to A P 10.

d.....

LISTE DES JOURNAUX

[illegible]

Nº 4054

(Règl., art. 105, § 1)

d.....

Nº d'ordre

DES DEMANDES D'ABONNEMENT AUX JOURNAUX.....

Nº 4054

SUBSCRIPTIONS — FORMS

A P 2
(D.R., Art. 105, § 1)

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

OFFICE of
Serial No.

LIST
OF APPLICATIONS FOR SUBSCRIPTIONS TO THE FOLLOWING NEWSPAPERS

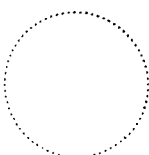
Title of newspaper	Place of publication	How often appearing	Date from which the subscription runs	Duration (in months)	Office of destination (or of entry)	Number of sub- scriptions asked for	Number of previous applications brought forward	Total per office	Number of subscriptions to a particular newspaper previously supplied and applied for by a particular office of exchange brought forward	General total	Delivery charge ¹		Remarks
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
											Fr.	c.	
....., the 19.....													
Signature :													

¹ To be filled up only in the event of alteration in the charge.

(Dimensions : 210 × 297 or 297 × 420 mm.)

ABONNEMENTS — FORMULES

A P 3 (Recto)
(Règl., art. 108, 2^e al.)

Remarques du bureau du lieu de publication :	RÉCLAMATION (Service des abonnements aux journaux)
	Timbre du bureau d'échange ou de distribution 
	Au bureau de poste d..... d..... Service des postes

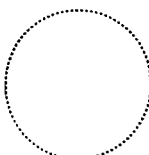
(Dimensions : 105 × 148 mm.)

A P 3 (Verso)

ADMINISTRATION DES POSTES d.....	
Le bureau d..... aurait dû recevoir du N° du journal du 19..... publié à exemplaires Il a reçu réellement » soit en <u>moins *)</u> <u>trop *)</u> exemplaires.	
Veuillez lui faire parvenir le plus tôt possible le... numéro..., à titre gratuit à l'appui de la présente carte *). Il vous renvoie le... numéro... ci-joint... *). *) Biffer les indications inutiles.	
(Eventuellement) Nom et adresse de l'abonné : 	, le 19..... Le bureau d'échange ou de distribution :

SUBSCRIPTIONS — FORMS

A P 3 (Front)
(D.R., Art. 108, 2nd para.)

Remarks of the office at the place of publication :	COMPLAINT (Newspaper Subscription Service)
	Stamp of the office of exchange or of distribution 
	To the Post Office
	of..... of..... Postal Service

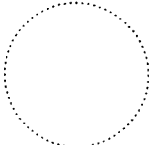
(Dimensions : 105 × 148 mm.)

A P 3 (Back)

POSTAL ADMINISTRATION	
of.....	
The office of should have received	
of No. of the newspaper	
of 19..... published at	
..... copies	
It actually received "	
i.e. copies $\frac{\text{more}^*}{\text{less}^*}$	
Kindly send the number(s) to it free of charge as soon as possible on the basis of this card *.	
The number(s) are returned to you herewith *.	
* Strike out the words which do not apply.	
(If necessary) Subscriber's name and address :	, the 19..... Office of exchange or of distribution :

ABONNEMENTS — FORMULES

A P 4 (Recto)
(Règl., art. 108, 2^e al.)

Remarques du bureau du lieu de publication :	RÉCLAMATION D'UN JOURNAL
	Timbre du bureau d'échange ou de distribution 
	Au bureau de poste d.....
	Service des postes

(Dimensions : 105 × 148 mm.)

A P 4 (Verso)

ADMINISTRATION DES POSTES	
d.....	
Un abonné du bureau d au journal paraissant à déclare n'avoir pas reçu le N° du 19.....	
Veuillez faire parvenir le plus tôt possible <u>au bureau précité *)</u> le numéro à titre gratuit, à l'appui de la présente carte. à l'abonné *)	
*) Biffer l'indication inutile. , le 19.....	
(Eventuellement) Nom et adresse de l'abonné : 	Le bureau d'échange ou de distribution :

SUBSCRIPTIONS — FORMS

A P 4 (Front)
(D.R., Art. 108, 2nd para.)

Remarks of the office at the place of publication :	COMPLAINT IN REGARD TO A NEWSPAPER
	Stamp of the office of exchange or of distribution To the Post Office of..... Postal Service

(Dimensions : 105 × 148 mm.)

A P 4 (Back)

POSTAL ADMINISTRATION
of.....

A subscriber of the office of to the newspaper
..... published at
states that he has not received No. of 19.....

Kindly send this number as soon as possible, free of charge, to the above-mentioned office *
subscriber *

on the basis of this card.

* Strike out the words which do not apply.

....., the 19.....

(If necessary)

Subscriber's name and address :
.....

Office of exchange or of distribution :
.....

ABONNEMENTS — FORMULES

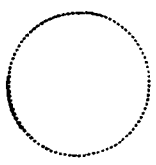
A P 5
(Règl., art. 110, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES
d.....

BUREAU d.....

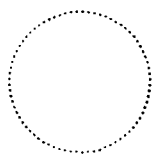
FEUILLE DE LIVRAISON
DES ABONNEMENTS RECUEILLIS DIRECTEMENT

Timbre du bureau du
lieu de publication



par l'éditeur du journal
paraissant à
pour le bureau de débit d.....
..... (Pays de destination)

Timbre du bureau
d'échange
du pays de publication



Périodicité : paraissant fois par semaine, mois, année ¹⁾.

Poids moyen en grammes de chaque numéro : grammes.

Seront fournis pendant le I^{er}, II^e, III^e, IV^e ¹⁾ trimestre 19..... les abonnements suivants :
1..... mois d..... ¹⁾

N° d'ordre	Nom de l'abonné ²⁾	Profession	Adresse, rue et numéro	Nombre d'exemplaires	Observations
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
etc.					

¹⁾ Biffer les indications inutiles.
²⁾ Inscrire les abonnés dans l'ordre alphabétique.

(Dimensions : 148 × 210 ou 210 × 297 mm.)

SUBSCRIPTIONS — FORMS

A P 5

(D.R., Art. 110, § 1)

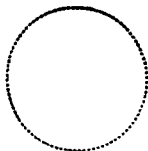
POSTAL ADMINISTRATION

of

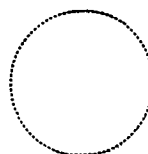
OFFICE of

DELIVERY SHEET

OF SUBSCRIPTIONS OBTAINED DIRECT

Stamp of the office at the
place of publication

by the publisher of the newspaper
 published at
 for the office of distribution of
 (country of destination)

Stamp of the office of
exchange of the country
of publicationPublished times per week, month, year ¹

Average weight in grammes of each number grammes.

The following copies will be supplied during the Ist, IInd, IIInd, IVth ¹ quarter of 19.....
..... month(s) of ¹

Serial No.	Name of subscriber ²	Occupation	Address, street and number	Number of copies	Remarks
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3 etc.					

¹ Strike out the words which do not apply.² The names of the subscribers should be given in alphabetical order.

(Dimensions : 148 × 210 or 210 × 297 mm.)

ABONNEMENTS — FORMULES

A P 6

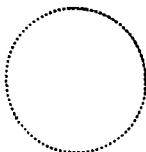
(Règl., art. 110, § 1)

ADMINISTRATION DES POSTES

d.....

BUREAU d.....

RELEVÉ RÉCAPITULATIF
DES ABONNEMENTS RECUEILLIS DIRECTEMENT

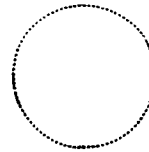
Timbre du bureau du
lieu de publication

par l'éditeur du journal.....

paraissant à.....

Périodicité : paraissant fois par semaine, mois, année ¹⁾.

Poids moyen en grammes de chaque numéro : grammes.

Timbre du bureau d'échange
du pays de publicationSeront fournis ²⁾ abonnements-poste aux bureaux de débit suivants

pendant le 1^{er}, II^e, III^e, IV^e ¹⁾ trimestre
1..... mois d ¹⁾ 19.....

N° d'ordre	Bureau de débit ³⁾	Nombre d'exemplaires	Observations (Indication des taxes à bonifier, etc.)
1	2	3	4
I			
2			
3			
etc.			

¹⁾ Biffer les indications inutiles.²⁾ Indiquer le nombre.³⁾ Indiquer les bureaux dans l'ordre alphabétique.

(Dimensions : 148 × 210 ou 210 × 297 mm.)

SUBSCRIPTIONS — FORMS

A P 6

(D.R., Art. 110, § 1)

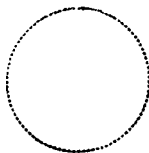
POSTAL ADMINISTRATION

of.....

OFFICE of.....

RECAPITULATORY RETURN

OF SUBSCRIPTIONS OBTAINED DIRECT

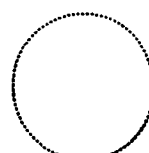
Stamp of the office at the
place of publication

by the publisher of the newspaper

published at

Published times per week, month, year ¹

Average weight in grammes of each number : grammes.

Stamp of the office of
exchange of the country
of publication.....² postal subscription copies will be supplied to the following offices ofdistribution during the Ist, IIInd, IIIrd, IVth ¹ quarter of ¹
..... month(s) of ¹ 19.....

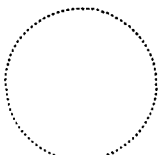
Serial No.	Office of distribution ²	Number of copies	Remarks (Charges payable, etc.)
1	2	3	4
1			
2			
3			
etc.			

¹ Strike out the words which do not apply.² State the number.³ The names of the offices should be given in alphabetical order.

(Dimensions : 148 × 210 or 210 × 297 mm.)

ABONNEMENTS — FORMULES

A P 7 (Recto)
(Règl., art. 110, § 2)

DÉNONCIATION D'ABONNEMENTS RECUEILLIS PAR L'ÉDITEUR	
Remarques du bureau du lieu de publication : Il ne sera plus fourni à l'avenir que exemplaires pour abonnements recueillis par l'éditeur exemplaires pour abonnements souscrits à la poste Total	Timbre du bureau d'échange ou du lieu de publication  Au bureau de poste d (Bureau d'échange du pays de distribution) d (Bureau de distribution) Service des postes

(Dimensions : 105 × 148 mm.)

A P 7 (Verso)

ADMINISTRATION DES POSTES d.....					
Les abonnements ci-après recueillis directement par l'éditeur du journal					
pour le trimestre — le — les — mois d 19..... *)					
ne seront plus livrés à partir du					
N° d'ordre	Nom de l'abonné	Profession	Adresse, rue et numéro	Nombre d'exemplaires	Observations
1	2	3	4	5	6
Le bureau du lieu de publication :					
*) Biffer les indications inutiles.					

SUBSCRIPTIONS — FORMS

A P 7 (Front)
(D.R., Art. 110, § 2)

CANCELLATION OF SUBSCRIPTIONS OBTAINED
DIRECT BY THE PUBLISHER

Remarks of the office at the place
of publication :

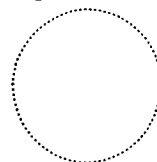
In future only will be supplied :

..... copies in respect of sub-
scriptions obtained by the
publisher

..... subscribed copies

..... Total

Stamp of the office
of exchange or of
the place of
publication



To the

Post Office

of

(Office of exchange in country of distribution)

of

(Office of distribution)

Postal Service

(Dimensions: 105 × 148 mm.)

A P 7 (Back)

POSTAL ADMINISTRATION of

The following subscriptions obtained direct by the publisher of the newspaper

for the quarter..... month(s) of 19.....*

will not be delivered as from

Serial No.	Name of subscriber	Occupation	Address, street and number	Number of copies	Remarks
1	2	3	4	5	6

Office of the place of publication :

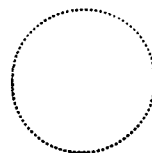
* Strike out the words which do not apply.

ABONNEMENTS — FORMULES

A P 8 (Recto)
(Règl., art. 110, § 2)

AVIS DE NON-LIVRAISON D'UN JOURNAL

Timbre du bureau
d'échange ou de
distribution



Au
bureau de poste

d.....
(Bureau d'échange du pays de publication)

d.....
(Bureau du lieu de publication)

Service des postes

(Dimensions : 105 × 148 mm.)

A P 8 (Verso)

ADMINISTRATION DES POSTES d

L'abonnement recueilli par l'éditeur du journal
publié à

pour le trimestre — le — les — mois d..... 19.....¹⁾
au nom de M.....

(Nom)

(Adresse)

ne peut recevoir suite, parce que l'abonné
a changé de résidence — a refusé le journal — est introuvable — est décédé¹⁾.

Veillez arrêter la livraison immédiatement et en informer l'éditeur.

Ne devront plus désormais être adressés ici que

{ exemplaires pour abonnements
recueillis par l'éditeur
..... exemplaires pour abonnements
souscrits à la poste

Total exemplaires.

Le bureau d'échange ou de distribution :

.....

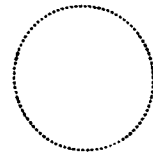
¹⁾ Biffer les indications inutiles.

SUBSCRIPTIONS — FORMS

A P 8 (Front)
(D.R., Art. 110, § 2)

ADVICE OF NON-DELIVERY OF A NEWSPAPER

Stamp of the
office of exchange
or of distribution



To the
Post Office

of
(Office of exchange of the country of publication)

of
(Office of the place of publication)

Postal Service

(Dimensions : 105 × 148 mm.)

A P 8 (Back)

POSTAL ADMINISTRATION of

The subscription obtained by the publisher of the newspaper
published at

for the quarter month(s) of 19.....¹
for M.....

(Name)

(Address)

cannot be executed because the subscriber
has changed his address — has refused acceptance — cannot be found — is deceased¹.

Kindly stop delivery immediately and inform the publisher.

In future only the following should be sent here { copies in respect of subscriptions
obtained by the publisher
..... subscribed copies

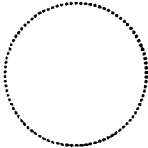
Total copies.

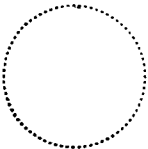
Office of exchange or of distribution :

¹ Strike out the words which do not apply.

ABONNEMENTS — FORMULES

A P 9 (Recto)
(Règl., art. III, § 1)

Observations du bureau du lieu de publication :	Partie A. CHANGEMENT D'ADRESSE D'UN JOURNAL Timbre du bureau de la distribution primitive  Au bureau de poste d _____ Service des postes

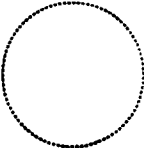
Partie B. CHANGEMENT D'ADRESSE D'UN JOURNAL Timbre du bureau de la distribution primitive  Au bureau de poste d (.....) Service des postes

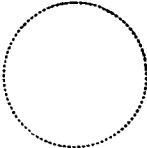
(Dimensions : 148 × 210 mm.)

N° 4054

SUBSCRIPTIONS — FORMS

A P 9 (Front)
(D.R., Art. III, 1st para.)

Remarks of the office at the place of publication :	Part A.
	CHANGE OF ADDRESS OF A NEWSPAPER
	Stamp of the office of original distribution
	
	To the Post Office
	of
	Postal Service

Part B.
CHANGE OF ADDRESS OF A NEWSPAPER
Stamp of the office of original distribution

To the Post Office
of
(.....)
Postal Service.

(Dimensions : 148 × 210 mm.)

ABONNEMENTS — FORMULES

A P 9 (Verso)

ADMINISTRATION DES POSTES

Partie A.

d.....

Veuillez expédier à partir du 19..... jusqu'au 19.....
exemplaire..... du journal
 publié à
 (Abonnement finissant le 19.....)
 pour M.....

(Nom de l'abonné)

à
(Lieu et pays de destination).....
(Rue et numéro)

Désignation exacte du bureau de la
 distribution primitive :

....., le 19.....

ADMINISTRATION DES POSTES

Partie B.

d.....

Nous informons ce jour le bureau d
 (Bureau de publication)
 que l'éditeur du journal
 devra vous faire parvenir,
 du 19..... au 19....., ...exemplaire..... dudit journal,
 (Abonnement finissant le 19.....)
 pour M.....

(Nom de l'abonné)

.....
(Lieu de la nouvelle destination).....
(Rue et numéro)

Désignation exacte du bureau de la
 distribution primitive :

....., le 19.....

SUBSCRIPTIONS — FORMS

A P 9 (Back)

POSTAL ADMINISTRATION

Part A.

of.....

Kindly despatch as from 19..... until 19.....
 copy(ies) of the newspaper
 published at
 (Subscription terminating on {19.....})
 for M
 (Name of the subscriber)

at
(Place and country of destination)

.....
(Street and number)

Exact name of the office of original
distribution :

....., the..... 19.....

POSTAL ADMINISTRATION

Part B.

of.....

We hereby inform the office at
(Office of publication)
 that the publisher of the newspaper
 should supply you
 as from..... 19..... until 19....., with..... copy (copies) of the said newspaper.
 (Subscription terminating on 19.....)
 for M
(Name of the subscriber)

(New place of destination)

(Street and number)

Exact name of the office of original distribution :

....., the..... 19.....

A P 10
(Règl., art. 112, § 1)

BUREAU d.....

DES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX
demandés au bureau d'échange d par le bureau d'échange
d..... pendant le trimestre 19.....

[illegible]

Le présent compte s'élevant à
et le compte du bureau correspondant étant de
il revient à l'Administration d.....
....., le 19.....

Signature :

(Dimensions : 210 × 297 ou 297 × 420 mm.)

Certifié conforme à l'original :

*Le Chef du Protocole
au Ministère des Affaires étrangères,
M. Amin Fouad.*

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*
A. M. Snouck Hurgronje.

N° 4055.

NORVÈGE ET URUGUAY

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Montevideo, le 4 avril 1936, et échange de notes y relatif de la même date.

NORWAY AND URUGUAY

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Montevideo, April 4th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

N^o 4055. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LE ROYAUME DE NORVÈGE ET LA RÉPUBLIQUE
ORIENTALE DE L'URUGUAY. SIGNÉE A MONTEVIDEO, LE
4 AVRIL 1936.

*Textes officiels français et espagnol communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la
Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 février 1937.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
ORIENTALE DE L'URUGUAY, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent
la Norvège et l'Uruguay et voulant affermir et étendre les relations commerciales et maritimes
entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention de commerce et navigation et ont nommé
à cet effet leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Monsieur Rolf ANDVORD, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à
Montevideo ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

Monsieur José ESPALTER, docteur en droit, son ministre des Relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due
forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes consentent à s'accorder réciproquement le traitement
inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane
et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour la classification et l'inter-
prétation des tarifs et pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement
pourraient être soumises.

Article 2.

En conséquence les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'une des Parties contractantes
ne seront d'aucune manière assujettis, dans la matière susvisée, à leur importation dans l'autre

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 12 janvier 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4055. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN THE KINGDOM OF NORWAY AND THE ORIENTAL
REPUBLIC OF URUGUAY. SIGNED AT MONTEVIDEO,
APRIL 4TH, 1936.

French and Spanish official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 8th, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY, being equally desirous of strengthening the bonds of friendship which unite Norway and Uruguay and of consolidating and extending commercial and maritime relations between the two countries, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Monsieur Rolf ANDVORD, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Montevideo ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

Monsieur José ESPALTER, Doctor of Laws, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The High Contracting Parties agree to grant to each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and all accessory duties and the method of levying such duties and in respect of the classification and interpretation of tariffs and any regulations, formalities and charges to which Customs clearing operations may be subject.

Article 2.

In consequence, natural or manufactured products originating in the territory of one of the Contracting Parties shall be in no way subjected in respect of the matters aforesaid, when imported

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Oslo, January 12th, 1937.

pays, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature ou similaires d'un pays tiers quelconque.

Article 3.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront pas assujettis, dans la matière susvisée, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Article 4.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de même nature ou similaires originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 5.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés dans les articles précédents, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des états limitrophes pour faciliter le trafic frontière n'excédant en général pas les 15 kilomètres des deux côtés de la frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Article 6.

Sont exceptées, également, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par une des Parties contractantes à des Etats limitrophes pour les produits naturels ou fabriqués de ces pays.

Il est convenu que cette exception, pour ce qui concerne la Norvège, est applicable au Danemark, à la Finlande et à la Suède, et en ce qui concerne l'Uruguay, à l'Argentine, la Bolivie, le Brésil et le Paraguay.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera à la navigation de l'autre, sous tous les rapports, un traitement aussi favorable que celui accordé à la navigation de la nation la plus favorisée.

Article 8.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Oslo le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

into the other country, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more onerous, than those to which products of the same character or similar products of any third country are or may hereafter be subject.

Article 3.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of one of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall not be subjected in respect of the matters aforesaid to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more onerous, than those to which products of the same character consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

Article 4.

All advantages, special facilities, privileges, and immunities which have been or may hereafter be accorded by one of the two Contracting Parties in respect of the matters aforesaid to natural or manufactured products originating in any other country shall immediately and without any compensation be accorded to products of the same nature or similar products originating in the territory of the other Contracting Party or consigned to the territory of the said Party.

Article 5.

An exception to the undertakings set forth in the preceding Articles shall, however, be made in the case of special facilities which are at present accorded or which may hereafter be accorded to contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic within a zone which, as a general rule, shall not exceed 15 kilometres on both sides of the frontier and also in the case of special facilities resulting from a Customs union which has already been concluded or which may in the future be concluded by one of the Contracting Parties.

Article 6.

An exception shall also be made in the case of special facilities which are at present accorded or which may hereafter be accorded by one of the Contracting Parties to contiguous States in respect of the natural or manufactured products of such States.

It is agreed that this exception shall apply, so far as Norway is concerned, to Denmark, Finland and Sweden and, so far as Uruguay is concerned, to the Argentine, Bolivia, Brazil and Paraguay.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties shall accord to the shipping of the other treatment in all respects as favourable as that accorded to shipping of the most-favoured nation.

Article 8.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Oslo as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications.

Article 9.

La convention est conclue pour la durée d'un an à compter du jour de l'entrée en vigueur.

Cependant, si elle n'est pas dénoncée trois mois avant l'expiration de ce délai, elle sera considérée comme prolongée pour une période indéterminée. Dans ce cas elle pourra être dénoncée à tout moment moyennant préavis de trois mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention en deux exemplaires, en langue française, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Montevideo, le quatre avril mil neuf cent trente-six.

(s) Rolf ANDVORD.

(s) José ESPALTER.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention entre le Royaume de Norvège et la République orientale de l'Uruguay, les plénipotentiaires sont convenus de la disposition suivante qui fera partie intégrante de la convention elle-même :

Il est entendu que, pour tout ce qui concerne le fournissement de devises, le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée sera réciproquement accordé par le Royaume de Norvège et la République orientale de l'Uruguay, exception faite pour le traitement de faveur que l'Uruguay a concédé ou concédera à l'avenir en la matière aux Etats de l'Amérique du Sud.

En foi de quoi, les plénipotentiaires dûment autorisés des pays respectifs ont signé le présent protocole, à Montevideo, le quatre avril mil neuf cent trente-six.

(s) Rolf ANDVORD.

(s) José ESPALTER.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MONTVIDEO, le 4 avril 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion de la signature du Traité de commerce et de navigation d'aujourd'hui entre la Norvège et la République orientale de l'Uruguay, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien me confirmer que l'Uruguay appliquera aux conserves de poissons de l'espèce « *clupea sprattus* » et « *clupea harengus* » (« brisling » ou « sild ») venant de la Norvège le traitement douanier et les autres facilités d'importation, accordés aux conserves de sardines de n'importe quel tiers pays.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler les assurances de ma plus haute considération.

(s) Rolf ANDVORD.

Son Excellence

Monsieur le Docteur José Espalter,
Ministre des Affaires étrangères.

Article 9.

The Convention shall be concluded for the period of one year as from the day on which it comes into force.

It shall, however, if not denounced three months before the expiry of that period, be regarded as extended for an indefinite period. In that case, it may be denounced at any time provided three months' notice be given.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention, in two copies in French, and have thereto affixed their seals.

Done at Montevideo, this fourth day of April, one thousand nine hundred and thirty-six.

(Signed) Rolf ANDVORD.

(Signed) José ESPALTER.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding to sign the present Convention between the Kingdom of Norway and the Oriental Republic of Uruguay, the Plenipotentiaries have agreed on the following provision, which shall constitute an integral part of the Convention itself :

It is understood that in all matters connected with the supply of currency unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment shall be granted to each other by the Kingdom of Norway and the Oriental Republic of Uruguay, an exception being made in respect of such specially favourable treatment as Uruguay has accorded or may accord in the future to South American States in regard to this matter.

In faith whereof the duly authorised Plenipotentiaries of both countries have signed the present Protocol, at Montevideo, this fourth day of April, one thousand nine hundred and thirty-six.

(Signed) Rolf ANDVORD.

(Signed) José ESPALTER.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MONTVIDEO, *April 4th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

In connection with the signature of the Treaty of Commerce and Navigation of to-day's date between Norway and the Oriental Republic of Uruguay, I have the honour to request Your Excellency to confirm the fact that Uruguay will apply in respect of preserved fish of the species *clupea sprattus* and *clupea harengus* ("brisling" or "sild"), coming from Norway, the Customs treatment and other import facilities granted in respect of preserved sardines coming from any third country.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Rolf ANDVORD.

His Excellency
Dr. José Espalter,
Minister for Foreign Affairs.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MONTEVIDEO, 4 de abril de 1936.

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el honor de acusar recibo de la nota de fecha de hoy, por la que Vuestra Excelencia tiene a bien solicitar que, en ocasión de la firma de la Convención de Comercio y Navegación entre nuestros dos países, le confirme que el Uruguay aplicará a las conservas de pescado de la especie « clupea Sprattus » y « clupea Harengus » (brisling o sild), procedentes de Noruega, el tratamiento aduanero y las otras facilidades de importación, acordados a las conservas de sardinas de cualquier otro país.

En respuesta, cúpleme significar a Vuestra Excelencia que, mientras se halle en vigor la Convención que hemos suscrito con esta misma fecha, el Uruguay dará a las especies indicadas el tratamiento y las facilidades en cuestión.

Reitero al Señor Ministro las seguridades de mi alta consideración.

(s) José ESPALTER.

A Su Excelencia el señor
Rolf Anvord, Enviado Extraordinario
y Ministro Plenipotenciario de Noruega.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 30 janvier 1937.

Le Directeur
des Affaires de la Société des Nations,
R. B. Skylstad.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MONTEVIDEO, le 4 avril 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu, à l'occasion de la signature de la Convention de commerce et de navigation entre nos deux pays, me demander de vous confirmer que l'Uruguay appliquera aux conserves de poissons de l'espèce *clupea sprattus* et *clupea harengus* (« brisling » ou « sild ») venant de la Norvège, le traitement douanier et les autres facilités d'importation accordés aux conserves de sardines de n'importe quel autre pays.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, pendant toute la durée de la convention que nous avons signée aujourd'hui, l'Uruguay donnera aux espèces indiquées le traitement et les facilités en question.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) José ESPALTER.

Son Excellence,
Monsieur Rolf Anvord,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Norvège.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MONTEVIDEO, *April 4th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note of to-day's date, in which you request me, in connection with the signature of the Convention of Commerce and Navigation between our two countries, to confirm the fact that Uruguay will apply in respect of preserved fish of the species *clupea sprattus* and *clupea harengus* ("brisling" or "sild"), coming from Norway, the Customs treatment and other import facilities granted in respect of preserved sardines coming from any other country.

In reply, I have the honour to inform Your Excellency that, as long as the Convention which we have signed to-day remains in force, Uruguay will grant the treatment and facilities in question in respect of the above-mentioned species.

I have the honour to be, etc.

(Signed) José ESPALTER.

His Excellency
Monsieur Rolf Andvord,
Norwegian Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary.

N° 4056.

**ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL
ET NORVÈGE**

Echange de notes comportant un
accord commercial provisoire. Rio
de Janeiro, le 27 juillet 1936.

**UNITED STATES OF BRAZIL
AND NORWAY**

Exchange of Notes constituting a
Provisional Commercial Agree-
ment. Rio de Janeiro, July 27th,
1936.

Nº 4056. — TROCA DE NOTAS, ENTRE OS GOVERNOS BRASILEIRO E NORUEGUEZ, ESTABELECENDO UM ACORDO PROVISÓRIO DE COMERCIO. RIO DE JANEIRO, 27 DE JULHO DE 1936.

Nº 4056. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. RIO DE JANEIRO, LE 27 JUILLET 1936.

Portuguese and French official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place February 8th, 1937.

Textes officiels portugais et français communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 février 1937.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.

I.

MINISTÈRE
DES RELATIONS EXTÉRIEURES.

RIO DE JANEIRO, em 27 de Julho de 1936.

RIO DE JANEIRO, le 27 juillet 1936.

SENHOR MINISTRO,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Tenho a honra de comunicar a Vossa Excellencia que o Governo brasileiro, tendo reconhecido, como o Governo norueguez, o interesse reciproco de continuarem durante mais algum tempo as actuaes negociações para um accordo commercial definitivo entre o Brasil e a Noruega, e não desejando provocar, depois do dia 31 do mez corrente, nenhuma solução de continuidade nas relações commerciaes entre os dois paizes, concorda em que estas, até a assignatura do futuro accordo acima mencionado, sejam mantidas no regimen actual e reguladas por um accordo provisorio dentro das bases seguintes :

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement brésilien ayant, comme le Gouvernement norvégien, reconnu l'intérêt réciproque de nos deux pays à continuer pendant quelque temps encore les négociations actuelles en vue d'un accord commercial définitif entre le Brésil et la Norvège, et désireux de ne provoquer, après le 31 du mois courant, aucune solution de continuité dans les relations commerciales entre nos deux pays, accepte que celles-ci, jusqu'à la signature du futur accord susmentionné, soient maintenues sous le régime actuel et réglées par un accord provisoire sur les bases suivantes :

Art. 1º — O Governo brasileiro e o Governo norueguez continuam a conceder

Article premier. — Le Gouvernement brésilien et le Gouvernement norvégien

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

um ao outro o tratamento aduaneiro incondicional e illimitado da nação mais favorecida, exceptuandose os favores concedidos aos Estados limitrophes ou em virtude de União aduaneira, e as concessões especiaes concedidas ou que possam ser concedidas pela Noruega á Dinamarca ou á Suecia ou a esses dois paizes.

Art. 2º — Os dois paizes contractantes concordam em não alterar o tratamento reciproco da nação mais favorecida que se concedem actualmente no que diz respeito á sua marinha mercante e ao pagamento reciproco dos creditos commerciaes presentes e futuros.

Art. 3º — O Governo norueguez declara que a importação no seu territorio de productos brasileiros não está submettida a nenhuma restricção, seja quantitativa, seja de pagamento, com excepção do café, que foi contingentado para facilitar a importação da quota adicional do café brasileiro destinado á liquidação dos creditos commerciaes noruegueses atrasados no Brasil, medida essa que o Governo norueguez poderá revogar logo que termine a liquidação dos referidos congelados. Durante a duração do presente accordo, o regimen de regulamentação das importações de café na Noruega não será em nenhum caso posto em pratica com o fim de reduzir as importações normaes de café brasileiro, fixadas no paragrapho 3 da troca de notas de 28 de Setembro de 1935. O Governo brasileiro declara, por sua vez, que a importação no seu territorio de productos noruegueses, não está submettida a nenhuma restricção, seja quantitativa, seja de pagamento.

Art. 4º — O Governo brasileiro continuará a applicar ás conservas de peixe do typo « *clupea sprattus* » e « *clupea harengus* » (« *brisling* » ou « *sild* ») o tratamento aduaneiro e as demais facilidades de importação no Brasil concedidas ás conservas de sardinha procedentes de qualquer outro paiz.

Art. 5º — O presente accordo provisório vigorará até a conclusão do accordo commercial definitivo actualmente em negociações entre os dois paizes, mas poderá

continuent à s'accorder l'un à l'autre le traitement douanier inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, exception faite des faveurs accordées aux Etat limitrophes ou en vertu d'une union douanière et des concessions spéciales accordées ou qui pourraient être accordées par la Norvège au Danemark ou à la Suède ou à ces deux pays.

Article 2. — Les deux pays contractants conviennent de ne pas modifier le traitement réciproque de la nation la plus favorisée qu'ils s'accordent actuellement pour ce qui concerne leur marine marchande et le paiement réciproque des créances commerciales présentes et futures.

Article 3. — Le Gouvernement norvégien déclare que l'importation dans son territoire de produits brésiliens n'est assujettie à aucune restriction, soit quantitative, soit de paiement, à l'exception du café, qui a été soumis à un régime de contingentement pour faciliter l'importation de la quote-part additionnelle de café brésilien destiné à la liquidation des créances commerciales norvégiennes en souffrance au Brésil, mesure que le Gouvernement norvégien pourra abroger dès que la liquidation desdites créances gelées sera terminée. Tant que le présent accord sera en vigueur, le régime de réglementation des importations de café en Norvège ne sera en aucun cas appliqué de manière à réduire les importations normales de café brésilien telles qu'elles ont été fixées au paragraphe 3 de l'échange de notes du 28 septembre 1935. Le Gouvernement brésilien déclare, de son côté, que l'importation dans son territoire de produits norvégiens n'est assujettie à aucune restriction, soit quantitative, soit de paiement.

Article 4. — Le Gouvernement brésilien continuera à appliquer aux conserves de poissons de l'espèce *clupea sprattus* et *clupea harengus* (« *brisling* » ou « *sild* ») le traitement douanier et les autres facilités d'importation au Brésil accordées aux conserves de sardines en provenance de n'importe quel autre pays.

Article 5. — Le présent accord provisoire restera en vigueur jusqu'à la conclusion de l'accord commercial définitif actuellement en cours de négociation entre les deux

ser denunciado por qualquer das duas Altas Partes Contractantes, mediante aviso prévio de quinze dias.

pays, mais il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes moyennant préavis de quinze jours.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

Je saisis cette occasion, etc.

(s) José Carlos DE MACEDO SOARES.

(Signé) José Carlos DE MACEDO SOARES.

A Sua Excellencia
o Senhor Carl Ferdinand Sandberg,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plenipotenciario
de Sua Majestade o Rei da Noruega.

Son Excellence
Monsieur Carl Ferdinand Sandberg,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Norvège.

II.

LÉGATION DE NORVÈGE.

RIO DE JANEIRO, le 27 juillet 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement norvégien, ayant, comme le Gouvernement brésilien, reconnu l'intérêt réciproque de nos deux pays à continuer pendant quelque temps encore les négociations commerciales actuelles en vue d'un accord commercial définitif entre la Norvège et les Etats-Unis du Brésil, et désireux de ne provoquer, après le 31 du mois courant, aucune rupture dans la continuité des relations commerciales entre nos deux pays, approuve que celles-ci, en attendant la signature du futur accord susmentionné, soient maintenues sous le régime actuel et réglées par un accord provisoire sur les bases suivantes :

Article premier. — Le Gouvernement norvégien et le Gouvernement brésilien s'accordent réciproquement le traitement douanier de la nation la plus favorisée, inconditionnel et illimité, à l'exception des faveurs accordées aux Etats limitrophes ou à un pays tiers en vertu d'une union douanière et des concessions spéciales accordées ou qui pourraient être accordées par la Norvège au Danemark ou à la Suède ou à ces deux pays.

Article 2. — Les deux pays contractants sont d'accord pour ne pas modifier le traitement réciproque de la nation la plus favorisée qu'ils s'accordent actuellement pour ce qui concerne leurs navires de commerce respectifs et le paiement réciproque des créances commerciales présentes et futures.

Article 3. — Le Gouvernement norvégien déclare que l'importation des produits brésiliens en Norvège n'est assujettie à aucune restriction, soit quantitative, soit de paiement, exception faite, toutefois, pour les importations de café, lesquelles, jusqu'à nouvel ordre, resteront soumises au régime de contingentement institué pour faciliter l'importation de la quote-part additionnelle de café brésilien en vue de la liquidation de créances norvégiennes congelées au Brésil, étant bien entendu que le Gouvernement norvégien pourra décider d'abroger ledit régime de contingentement lorsque cette liquidation sera terminée. En tout cas, tant que le présent accord sera maintenu en vigueur, le régime de contingentement des importations de café en Norvège ne sera pas pratiqué dans le but de réduire les importations normales de café du Brésil, telles que celles-ci ont été fixées au paragraphe 3 de l'échange de notes du 28 septembre 1935.

Le Gouvernement brésilien déclare de son côté que l'importation des produits norvégiens au Brésil n'est assujettie à aucune restriction, soit quantitative, soit de paiement.

Article 4. — Le Gouvernement brésilien continuera à appliquer aux conserves de poissons de l'espèce « *clupea sprattus* » et « *clupea harengus* » (« brisling » ou « sild ») le traitement douanier et les autres facilités d'importation au Brésil accordées aux conserves de sardines de n'importe quel tiers pays.

Article 5. — Le présent accord provisoire restera en vigueur jusqu'à la conclusion de l'accord commercial définitif actuellement en cours de négociation entre les deux pays, mais il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des deux Parties contractantes moyennant préavis de quinze jours.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(s) C. F. SANDBERG.

Son Excellence

Monsieur le Dr José Carlos de Macedo Soares,
Ministre des Relations extérieures,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 30 janvier 1937.

Le Directeur
des Affaires de la Société des Nations,
R. B. Skylstad.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4056. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, JULY 27TH, 1936.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

RIO DE JANEIRO, *July 27th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Brazilian Government, having, like the Norwegian Government, recognised that it is to the mutual interest of our countries to continue for some time longer the present negotiations for a definitive commercial agreement between Brazil and Norway, and being anxious to avoid, after the 31st instant, any interruption of commercial relations between the two countries, agrees that, pending the signature of the future agreement mentioned above, these relations shall be maintained in their present form and regulated by a provisional Agreement on the following bases :

Article 1. — The Brazilian Government and the Norwegian Government shall continue to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in Customs matters, with the exception of the favours granted to neighbouring States or under a Customs union and the special concessions which have been or may hereafter be accorded by Norway to Denmark or Sweden or to both those countries.

Article 2. — The two contracting countries undertake not to modify the reciprocal most-favoured-nation treatment which they grant each other at present in respect of their mercantile marine and the reciprocal payment of commercial claims both present and future.

Article 3. — The Norwegian Government declares that the importation of Brazilian products into its territory shall not be subject to any restriction as regards either quantity or payment. An exception shall, however, be made in the case of coffee to which the quota system has been applied with a view to facilitating the importation of the additional quantity of Brazilian coffee allocated to the liquidation of Norwegian commercial claims locked up in Brazil. This measure may be abrogated by the Norwegian Government as soon as the liquidation of the said frozen claims has been completed. So long as the present Agreement is in force, the system of regulating the importation of coffee into Norway shall in no case be applied for the purpose of reducing the normal imports of Brazilian coffee laid down in paragraph 3 of the notes exchanged on September 28th, 1935. For its part, the Brazilian Government states that the importation of Norwegian products into its territory shall not be subject to any restriction as regards either quantity or payment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4. — The Brazilian Government shall continue to apply to preserved fish of the *clupea sprattus* and *clupea harengus* ("brisling" or "sild") type the Customs treatment and other facilities for their importation into Brazil granted to preserved sardines coming from any other country.

Article 5. — The present provisional Agreement shall remain in force pending the conclusion of the definitive commercial agreement now under negotiation between the two countries, but may be denounced by either of the High Contracting Parties on giving fifteen days' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) José Carlos DE MACEDO SOARES.

His Excellency

Monsieur Carl Ferdinand Sandberg,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Norway.

II.

NORWEGIAN LEGATION.

RIO DE JANEIRO, *July 27th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Norwegian Government, having, like the Brazilian Government, recognised that it is to the mutual interest of our two countries to continue for some time longer the present commercial negotiations with a view to a definitive commercial agreement between Norway and the United States of Brazil, and being anxious to avoid, after the 31st instant, any interruption of commercial relations between our two countries, agrees that, pending the signature of the future agreement mentioned above, these relations shall be maintained in their present form and regulated by a provisional Agreement on the following bases :

Article 1. — The Norwegian Government and the Brazilian Government shall grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in Customs matters, with the exception of the favours granted to neighbouring States or to a third country under a Customs union and the special concessions which have been or may hereafter be accorded by Norway to Denmark or Sweden or to both those countries.

Article 2. — The two contracting countries undertake not to modify the reciprocal most-favoured-nation treatment which they grant each other at present in respect of their mercantile marine and the reciprocal payment of commercial claims both present and future.

Article 3. — The Norwegian Government declares that the importation of Brazilian products into Norway shall not be subject to any restriction as regards either quantity or payment. An exception shall, however, be made in the case of coffee imports to which, until further notice, the quota system shall continue to be applied with a view to facilitating the importation of the additional quantity of Brazilian coffee allocated to the liquidation of Norwegian commercial claims locked up in Brazil. It is understood that the Norwegian Government may decide to abrogate this quota system as soon as this liquidation is completed. In any case, so long as the present Agreement is in force, the system of rationing the importation of coffee into Norway shall not be applied for the purpose of reducing the normal imports of Brazilian coffee laid down in paragraph 3 of the notes exchanged on September 28th, 1935.

For its part, the Brazilian Government states that the importation of Norwegian products into Brazil shall not be subject to any restriction as regards either quantity or payment.

Article 4. — The Brazilian Government shall continue to apply to preserved fish of the *clupea sprattus* and *clupea harengus* ("brisling" or "sild") type the Customs treatment and other facilities for their importation into Brazil granted to preserved sardines coming from any third country.

Article 5. — The present provisional Agreement shall remain in force pending the conclusion of the definitive commercial agreement now under negotiation between the two countries, but may be denounced by either of the Contracting Parties on giving fifteen days' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. F. SANDBERG.

His Excellency

Doctor José Carlos de Macedo Soares,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

N° 4057.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL**

**Accord relatif à une mission militaire
des États-Unis d'Amérique au
Brésil. Signé à Rio de Janeiro, le
12 novembre 1936.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND
UNITED STATES OF BRAZIL**

**Agreement concerning a Military
Mission of the United States of
America to Brazil. Signed at Rio
de Janeiro, November 12th, 1936.**

No. 4057. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE UNITED STATES OF BRAZIL CONCERNING A MILITARY MISSION OF THE UNITED STATES OF AMERICA TO BRAZIL. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, NOVEMBER 12TH, 1936.

English and Portuguese official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place February 10th, 1937.

In conformity with the request made on November 9th, 1935, by the Brazilian Ambassador at Washington to the Secretary of State of the United States of America, and the notes² of November 9th, December 16th and December 19th, 1935, the President of the United States of America, by virtue of the authority conferred by the Act of Congress, approved May 19th, 1926, entitled "an Act to authorize the President to detail officers and enlisted men of the United States Army, Navy, and Marine Corps to assist the Governments of the Latin American Republics in military and naval matters", as amended by an Act of May 14th, 1935, to include the Commonwealth of the Philippine Islands, has authorized the continuance of the detail of officers constituting an American Military Mission to Brazil, upon the following agreed conditions :

TITLE I.

PURPOSE AND DURATION.

Article 1.

The purpose of the Mission is to co-operate with the General Staff, Office of the Chief of Coast Defence and officers of the Brazilian Army in the development and functioning of the Coast Artillery Instruction Center, to superintend the courses and assist in the instruction. The Mission will also have charge of the courses and assist in the instruction of the subjects of Permanent Fortification and Chemical Warfare at the Technical School.

Article 2.

This Mission shall continue for two years from the date of the signing of this Agreement by the accredited representatives of the Governments of the United States of America and the United States of Brazil.

¹ Came into force November 12th, 1936.

² Vol. CLXIV, page 426, of this Series.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4057. — ACCORDO ¹ ENTRE OS GOVERNOS DOS ESTADOS UNIDOS DA AMERICA E DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL SOBRE A MISSÃO MILITAR NO BRASIL. ASSIGNADO NO RIO DE JANEIRO, EM 12 DE NOVEMBRO DE 1936.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 février 1937.

De conformidade com o pedido feito a 9 de Novembro de 1935, pelo Embaixador do Brasil em Washington ao Secretario de Estado dos Estados Unidos da America e com as notas² de 9 de Novembro, 16 de Dezembro e 19 de Dezembro de 1935, o Presidente dos Estados Unidos da America, em virtude da autoridade que lhe é conferida pela lei do Congresso, approvada em 19 de Maio de 1926 e intitulada « lei que autoriza o Presidente a designar officiaes e homens alistados do Exercito, da Marinha e dos Batalhões Navaes dos Estados Unidos para assistirem os Governos das Republicas da America Latina em assumptos militares e navaes », e alterada pela lei de 14 de Maio de 1935 para incluir o « Commonwealth » das Ilhas Philippinas, autorizou a continuação da designação de officiaes que constituem uma Missão militar no Brasil, nas seguintes condições contractuaes :

TITULO 1.

FIM E DURAÇÃO.

Artigo 1.

O fim da Missão é cooperar com o Estado Maior do Exercito, com a Inspectoria de Defesa de Costa e com Officiaes do Exercito brasileiro, no desenvolvimento e funcionamento do Centro de Instrucção de Artilharia de Costa, superintendar os cursos e auxiliar a instrucção. A Missão terá tambem a seu cargo os cursos de Fortificação Permanente e Guerra Chimica na Escola Technica do Exercito, onde auxiliará a respectiva instrucção.

Artigo 2.

Esta Missão durará dois annos a partir da data da assignatura deste accôrdo pelos representantes autorizados dos Governos dos Estados Unidos da America e dos Estados Unidos do Brasil.

¹ Entré en vigueur le 12 novembre 1936.

² Vol. CLXIV, page 426, de ce recueil.

Article 3.

If the Government of Brazil should desire that the service of the Mission should be extended, in whole or in part, beyond the period stipulated, a proposal to that effect must be made six months before the expiration of this Agreement.

Article 4.

If it should be necessary, in the interest of either one of the two Governments, that the present contract or its extension be terminated before the time specified, the Government so desiring must give notice to the other three months in advance.

Article 5.

It is herein stipulated and agreed that while the Mission shall be in operation under this Agreement, or under an extension thereof, the Government of [f] Brazil will not engage the services of any Mission or personnel of any other foreign Government for the duties and purposes contemplated by this Agreement.

TITLE II.

COMPOSITION AND PERSONNEL.

Article 6.

The Mission will be composed of four officers of the Regular Army of the United States of America as follows : one Colonel or Lieutenant Colonel of Coast Artillery ; one Major or Captain of Coast Artillery ; one Lieutenant Colonel or Major of Engineers ; and one Major or Captain of the Chemical Warfare Service. The senior Coast Artillery Officer will be Chief of the Mission, who will assure normally the direct relations of the Mission with the Minister of War and the Chief of Staff of the Army.

Article 7.

Any additions to the personnel of the Mission that may be considered advisable or necessary shall be considered as an addendum to this Agreement.

TITLE III.

DUTIES, RANK AND PRECEDENCE.

Article 8.

The members of the Mission shall be responsible solely to the Brazilian Ministry of War through the Chief of the Mission and shall act as tactical and technical advisers to the Chief of the General Staff and Chief of Coast Defense for the questions of organization and instruction in all matters pertaining to Coast Defense, Permanent Fortification, and Chemical Warfare.

Article 9.

It shall be the duty of the members of the Mission, under the direction of the Chief of the Mission, to advise technically the Commandant of the Coast Artillery Center of Instruction and the

Artigo 3.

Se o Governo do Brasil desejar que o serviço da Missão se prolongue, no todo ou em parte, além do periodo estipulado, uma proposta para esse fim deverá ser feita seis mezes antes do termo deste contracto.

Artigo 4.

Se fôr necessario, no interesse de qualquer dos dois Governos, que o presente contracto, ou seu prolongamento, termine antes do tempo especificado, o Governo que o desejar deverá notificá-lo ao outro tres mezes antes.

Artigo 5.

E' aqui estipulado e accordado que, emquanto a Missão funcionar sob este accôrdo, ou seu prolongamento, o Governo de Brasil não contractará os serviços de qualquer Missão ou pessoal de qualquer outro Governo estrangeiro para as funcções e fins tratados neste accôrdo.

TITULO II.

COMPOSIÇÃO E PESSOAL.

Artigo 6.

A Missão compor-se-á de quatro officiaes do Exercito dos Estados Unidos da America, a saber : um Coronel ou Tenente-Coronel de Artilharia de Costa ; um Major ou Capitão de Artilharia de Costa ; um Tenente-Coronel ou Major de Engenharia ; e um Major ou Capitão do Serviço de Guerra Chimica. O official mais antigo de Artilharia de Costa será o Chefe da Missão, o qual assegurará normalmente as relações directas da Missão com o Ministro da Guerra e o Chefe do Estado Maior do Exercito.

Artigo 7.

Qualquer augmento do pessoal da Missão, que se julgar conveniente, ou necessario, será considerado como additamento a este accôrdo.

TITULO III.

DEVERES, GRADUAÇÃO E PRECEDENCIA.

Artigo 8.

Os membros da Missão ficarão unicamente subordinados ao Ministerio da Guerra do Brasil, por intermedio do Chefe da Missão, e exercerão junto ao Chefe do Estado Maior do Exercito e Inspector da Defesa de Costa o papel de conselheiros tacticos e technicos para as questões de organização e instrucção nos assumptos relativos á Defesa de Costa, Fortificações Permanentes e Guerra Chimica.

Artigo 9.

E' dever dos membros da Missão, sob a direcção do Chefe da mesma, aconselhar technicamente o Commandante do Centro de Instrucção de Artilharia de Costa e o da Escola Technica do Exercito

Commandant of the Technical School and co-operate with them in all matters pertaining to Coast Defense, Permanent Fortification, and Chemical Warfare, as well as prescribing the courses in these subjects and assisting in the instruction.

Article 10.

In case of war between Brazil and any other nation, the Mission shall terminate. In case of civil war no member of the Mission shall take part in the operations in any respect.

Article 11.

The members of the Mission shall each receive one extra grade or rank above the rank they hold in the Army of the United States of America, while serving on the Mission. Their precedence with respect to Brazilian Officers and Officers of other foreign missions shall be in accordance with their extra grade or rank and seniority therein. The members of the Mission will receive no extra compensation for the above-mentioned extra grade or rank and will wear only uniforms of the Army of the United States of America.

TITLE IV.

PAY AND ALLOWANCES.

Article 12.

The members of the Mission shall receive from the Brazilian Government, for their services, the following annual compensation in Brazilian paper money, payable monthly in 12 equal installments :

Colonel	72:000\$000	(Seventy-two contos)
Lieutenant Colonel	66:000\$000	(Sixty-six contos)
Major	60:000\$000	(Sixty contos)
Captain	54:000\$000	(Fifty-four contos)

Article 13.

Each member of the Mission shall have the right to receive his Brazilian pay beginning on the date of his leaving New York, and continuing, upon completion of his service in the Mission, up to the date of his arrival in New York, proceeding each way by usual sea route. Any member of the Mission who may return to the United States before completing two years' service, or who returns for one of the causes foreseen in Article 26, will only receive full pay up to the date of his leaving Rio de Janeiro, except in the cases of ill-health or termination of the contract of the Mission in which cases payment will be made up to arrival in New York.

Article 14.

It is further stipulated that this compensation shall not be subject to any Brazilian tax [tax] now in force or which may hereafter be imposed.

Article 15.

The expenses of transportation by land and sea of the members of the Mission, their families, household effect[s] and baggage, including automobiles, shall be paid in advance by the

e com elles cooperar em todos os assumptos referentes á Defesa de Costa, Fortificações Permanentes e Guerra Chimica, bem como prescrever os cursos nos ditos assumptos e auxiliar a instrucção.

Artigo 10.

Em caso de guerra entre o Brasil e qualquer outra Nação, será extincta a Missão. Em caso de guerra civil, nenhum membro da Missão tomará parte nas operações, de modo algum.

Artigo 11.

Os membros da Missão receberão cada um uma graduação ou posto immediatamente acima da que têm no Exercito americano, enquanto servirem na Missão. Sua precedencia em relação aos officiaes brasileiros e officiaes de outras missões estrangeiras será regulada de accôrdo com a graduação acima referida e a antiguidade. Não receberão nenhuma remuneração extraordinaria pela dita graduação e só usarão uniformes do Exercito dos Estados Unidos da America.

TITULO IV.

REMUNERAÇÃO E VANTAGENS.

Artigo 12.

Os membros da Missão receberão do Governo Brasileiro, por seus serviços, a seguinte remuneração annual, em moeda papel brasileira, pagavel, mensalmente, em 12 prestações iguaes :

Coronel	.72:000\$000	(Setenta e dois contos)
Tenente-Coronel	66:000\$000	(Sessenta e seis contos)
Major	60:000\$000	(Sessenta contos)
Capitão	54:000\$000	(Cincoenta e quatro contos)

Artigo 13.

Todos os membros da Missão terão direito a receber os seus vencimentos brasileiros desde a data de sua partida de Nova York até a de chegada á mesma cidade, de regresso, depois de terminado o seu serviço na Missão, sendo utilizada nas viagens a rota maritima usual. Qualquer membro da Missão que regressar aos Estados Unidos antes de completar dois annos de serviço ou aquelle que partir por uma das causas previstas no artigo 26, só receberá, entretanto, os seus vencimentos integraes até a data da partida do Rio de Janeiro ; exceptuam-se os casos de doenças ou de terminação do contracto da Missão, em que o pagamento será feito até a chegada a Nova York.

Artigo 14.

Fica além disto estipulado que essa remuneração não está sujeita a imposto algum brasileiro em vigor, ou que possa ser criado posteriormente.

Artigo 15.

As despesas de transporte por terra e mar, dos membros da Missão, suas familias, moveis e utensilios de casa e bagagens, inclusive automoveis, serão pagas adiantadamente pelo representante

representative of the Brazilian Government, the officers and their families being furnished with first-class accommodations, families being construed as wives and dependent children throughout the contract. There shall be provided in advance the following allowance to cover expenses of locating and housing each member of the Mission :

Colonel	6:000\$000
Lieutenant Colonel	5:500\$000
Major	5:000\$000
Captain	4:500\$000

The household effects and baggage including automobiles of the personnel of the Mission and their families shall be exempt from Customs duties and imposts of any kind in Brazil.

Article 16.

The members of the Mission who remain in Brazil two or more years, or until the termination of the Mission, shall have the right, when they return to the United States of America, to the advance payment of transportation expenses of themselves and their families and all effects, as specified in Article 15, and insurance of effects, from Rio de Janeiro to New York ; these expenses to include packing effects and transporting them on board ship in Rio de Janeiro.

Article 17.

During the stay of the Mission, the Government of Brazil shall grant, on request of the Chief of the Mission, free entry for articles of personal and family use ; families being construed as wives and dependent children.

Article 18.

Each member of the Mission with more than two complete years of service in Brazil shall have the right to a leave of three months on full pay, and also the right of leaving Brazil. In case he leaves Brazil, he shall have the right to travel time in addition to his leave and he shall receive his full pay in Brazilian money at the rate specified in Article 12, during both his leave and time of travel. The Chief of the Mission shall arrange, after consultation with the Chief of the General Staff, that such leaves inconvenience as little as possible the interests of the Brazilian Army.

Article 19.

Members of the Mission who may become ill, shall be cared for by the Brazilian Government, in such hospital as the Chief of the Mission may, after consultation with the Brazilian authorities, consider suitable.

Article 20.

In case of travel performed on official business outside of the Federal District and Nictheroy, by any member of the Mission, such member shall receive while engaged therein, besides his regular compensation, *per diem* allowances and transportation which shall be the same as those allowed to the officers of the Brazilian Army of the same rank and in like circumstances.

Article 21.

The officers of the Mission shall be accorded the same rights and privileges which are enjoyed by diplomatic representatives accredited to Brazil and of corresponding rank, except as regards the rights of importation mentioned above.

do Governo Brasileiro, fornecendo-se aos officiaes e suas familias passagens de 1ª classe, entendendo-se neste contracto por familia a Senhora e filhos a cargo dos mesmos officiaes. Será concedida tambem adiantadamente a seguinte ajuda de custo, para as despesas de installação de cada membro da Missão :

Coronel	6:000\$000
Tenente-Coronel	5:500\$000
Major	5:000\$000
Capitão	4:500\$000

Os moveis, objectos de casa, bagagem e automoveis, do pessoal da Missão e suas familias, estarão isentos de direitos aduaneiros e impostos, de qualquer natureza, do Brasil.

Artigo 16.

Os membros da Missão que permanecerem no Brasil dois ou mais annos, ou até a terminação da mesma, terão direito, quando regressarem aos Estados Unidos da America, ao pagamento adiantado das despesas de transporte constantes do art. 15, para si, suas respectivas familias e bagagens, inclusive automoveis, seguro das mesmas bagagens do Rio de Janeiro até Nova York, inclusive embalagem e transporte para bordo, no Rio de Janeiro.

Artigo 17.

Durante a permanencia da Missão, o Governo do Brasil concederá, mediante pedido de seu Chefe, entrada livre para os artigos de uso pessoal e das familias ; considerando-se como familias as Senhoras e os filhos a cargo dos officiaes.

Artigo 18.

Cada membro da Missão, com mais de dois annos completos de serviços no Brasil, fará jús a uma licença de tres mezes, com todos os vencimentos e com o direito de ausentar-se do Brasil, não incluindo na licença, neste caso, o tempo de viagem. Durante essa ausencia, comprehendida a viagem, cada membro da Missão receberá integralmente os seus vencimentos em moeda brasileira, como se acha especificado no artigo 12. O Chefe da Missão providenciará, ouvido o Chefe do Estado Maior do Exercito, para que essas licenças prejudiquem o menos possivel os interesses do Exercito brasileiro.

Artigo 19.

Os membros da Missão que adoecem serão internados pelo Governo Brasileiro no hospital que o Chefe da Missão julgar conveniente, depois de ouvidas as autoridades brasileiras.

Artigo 20.

No caso de viagens feitas a serviço, fóra do Districto Federal e Nictheroy, por qualquer membro da Missão, receberá elle, além dos vencimentos que lhe competem, as mesmas diárias e genero de transporte concedidos aos officiaes do Exercito brasileiro, de identica graduação, em condições semelhantes.

Artigo 21.

Serão concedidos aos officiaes da Missão os mesmos direitos e privilegios de que gozam os representantes diplomaticos de igual categoria acreditados no Brasil, excepto no que diz respeito aos direitos de importação, já mencionados.

Article 22.

A suitable automobile with chauffeur shall be permanently assigned to the Chief of the Mission for the use of the Mission on official service. When this automobile is unavailable because of repair, overhaul or other reason a suitable substitute will be provided.

Article 23.

A private office and necessary equipment shall be provided the members of the Mission for their work.

Article 24.

Every member of the Mission shall have a Brazilian officer detailed as an assistant.

Article 25.

If cancellation of this contract be effected on the request of the United States of America, all expenses of the return of the Mission and the families and all effects thereof to their country shall be borne by that Government. In case, however, the cancellation should be effected on the initiative of the Brazilian Government, or as a result of war between Brazil and a foreign Power, the Brazilian Government shall bear all the costs of the return to the United States of America of the Mission and the families and all effects thereof, in accordance with the provision of Articles 13 and 16, and in addition thereto, the Brazilian Government shall pay to each officer an amount equivalent to three months' compensation from the date of his arrival in New York proceeding by usually traveled sea route.

TITLE V.

RECALL AND REPLACEMENT OF MEMBERS OF THE MISSION.

Article 26.

The United States of America may, if the public interest so requires, recall, at any time, any one or all of the members of the Mission, substituting for them other officers acceptable to the Brazilian Government, all the expenses connected therewith being incumbent on the Government of the United States of America. If, on the request of the Brazilian Government, any member of the Mission is recalled for due and just cause other than that of the termination of his services on the Mission or his illness, all the expenses connected with the return shall be incumbent on the United States of America.

Article 27.

Any member of the Mission may be relieved on his own request, by the Government of the United States of America, after two years of service in Brazil, being replaced in each case by an officer of corresponding rank and arm, as specified in Article 6, who is acceptable to the Brazilian Government.

Article 28.

No member of the Mission relieved on his own request before he gives two years' service shall be entitled to travel expenses and transportation of effects at the expense of the Brazilian Government except in case of illness.

Artigo 22.

Um automovel de classe, com « chauffeur », será permanentemente posto á disposição do Chefe da Missão, para o transporte dos officiaes da mesma em serviço. Quando esse automovel não estiver disponível, por necessitar reparos, exames ou outra qualquer razão, será substituído por outro, nas mesmas condições.

Artigo 23.

Os membros da Missão disporão, para os seus trabalhos, de um Gabinete e o necessário material de expediente.

Artigo 24.

Junto a cada membro da Missão haverá um official brasileiro, destacado como assistente.

Artigo 25.

Se este contracto fôr rescindido a pedido dos Estados Unidos da America, todas as despesas com a volta dos membros da Missão, suas familias e todas as suas bagagens, definidas no art. 15, a seu paiz, serão feitas por esse Governo. Se se verificar, porém, essa rescisão por iniciativa do Governo Brasileiro ou em consequencia de uma guerra entre o Brasil e uma Nação estrangeira, o Governo Brasileiro fará face a todas as despesas para o regresso aos Estados Unidos da America dos membros da Missão, de suas respectivas familias e bagagens, de accôrdo com as estipulações dos artigos 13 e 16, devendo, outrossim, o Governo Brasileiro pagar a cada official uma quantia equivalente a tres mezes de vencimentos a partir da data de sua chegada a Nova York, em viagem normal por via maritima.

TITULO V.

RETIRADA E SUBSTITUIÇÃO DOS MEMBROS DA MISSÃO.

Artigo 26.

Os Estados Unidos da America poderão, se o interesse publico o exigir, retirar, em qualquer tempo, qualquer um dos membros da Missão ou todos elles, substituindo-os por outros officiaes do agrado do Governo Brasileiro, devendo todas as despesas d'ahi resultantes correr por conta do Governo dos Estados Unidos da America. Se, a pedido do Governo Brasileiro, algum membro da Missão fôr retirado e regressar por qualquer outra causa justa, que não a da terminação de seus serviços na Missão ou de doença, todas as despesas, com esse regresso, correrão por conta dos Estados Unidos da America.

Artigo 27.

Qualquer membro da Missão poderá ser exonerado, a seu pedido, pelo Governo dos Estados Unidos da America, depois de dois annos de serviço no Brasil, sendo substituído em cada caso por um official de graduação e arma correspondentes, como preceitua o artigo 6, e que seja acceito pelo Governo Brasileiro.

Artigo 28.

Nenhum membro da Missão, exonerado a seu pedido, antes de completar dois annos de serviço, terá as despesas de viagem de regresso, e de transporte de objectos e bagagem, pagas á custa do Governo Brasileiro, excepto em caso de doença.

Article 29.

If any member of the Mission should be obliged by illness to discontinue service with the Mission, the Brazilian Government shall bear the expenses of return of himself, family and all effects thereof, to the United States as above stipulated for members with more than two years of service.

Article 30.

If a member of the Mission or one of his family should die in Brazil, the Brazilian Government shall have the body transported to such city in the United States as the family of the deceased may designate. In case the deceased should be a member of the Mission, the Brazilian Government shall pay the expenses of the travel of the family and the transportation of all their effects to New York.

Article 31.

In case of substitution for a member of the Mission, all the clauses of this Agreement, except in cases of express provisions to the contrary, shall apply to the substitute, including those specified in Articles 13 and 15.

TITLE VI.

SUPERSESSION OF ORIGINAL CONTRACT AND AUTHENTICATION OF NEW AGREEMENT.

Article 32.

From the date of signing of this new Agreement, embodied herein, by the accredited representatives of the Governments of the United States of America and of the United States of Brazil, it will be in full effect and supersede entirely and in all particulars the original contract¹, signed at Washington May 10th, 1934, by the Secretary of State of the United States of America, and the Brazilian Ambassador to the United States of America, and all supplementary agreements² thereto.

Article 33.

In faith whereof, the undersigned, being duly authorized, sign the present contract in two texts, each one in the English and Portuguese languages, at Rio de Janeiro, the twelfth day of November of 1936.

(Seal) R. M. SCOTTEN.

(Seal) José Carlos DE MACEDO SOARES.

(Seal) Gen. João GOMES RIBEIRO FILHO.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
*Chief Clerk and Administrative
Assistant.*

¹ Vol. CL, page 445, of this Series.

² Vol. CL, page 454 ; and Vol. CLXIV, pages 422 and 426, of this Series.

Artigo 29.

Se algum membro da Missão for obrigado por doença a interromper o serviço, o Governo Brasileiro pagará as despesas de regresso do mesmo, de sua família e respectiva bagagem, aos Estados Unidos, na forma estipulada para os officiaes que tenham completado os dois annos de serviço.

Artigo 30.

Se algum membro da Missão, ou pessoa de sua família, fallecer no Brasil, o Governo Brasileiro fará transportar o corpo para a cidade dos Estados Unidos que a família do morto indicar. Se o morto fôr um dos contractados, o Governo Brasileiro pagará as despesas de viagem da família e transporte de bagagens até Nova York.

Artigo 31.

No caso de substituição de um membro da Missão, todas as clausulas deste accôrdo, excepto no caso de disposição expressa em contrario, se applicarão ao substituido, inclusive as especificadas nos artigos 13 e 15.

TITULO VI

INVOCÇÃO DO CONTRACTO ORIGINAL E AUTHENTICAÇÃO DO NOVO ACCORDO.

Artigo 32.

A partir da data da assignatura deste novo accôrdo aqui especificado, pelos representantes autorizados dos Estados Unidos da America e dos Estados Unidos do Brasil, elle entrará em pleno vigor e substituirá inteiramente e em todas as suas particularidades o contracto¹ original, assignado a 10 de Maio de 1934 em Washington pelo Secretario de Estado dos Estados Unidos da America e o Embaixador do Brasil nos Estados Unidos da America, e todos os accôrdos supplementares² ao mesmo.

Artigo 33.

Em testemunho do que, os abaixo assignados, devidamente autorizados, assignam o presente contracto em dois textos, cada um nos idiomas inglez e portuguez, no Rio de Janeiro, no dia doze de Novembro de mil novecentos e trinta e seis.

(Seal) R. M. SCOTTEN.

(Seal) José Carlos DE MACEDO SOARES.

(Seal) Gen. João GOMES RIBEIRO FILHO.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,

*Chief Clerk and Administrative
Assistant.*

¹ Vol. CL, page 445, de ce recueil.

² Vol. CL, page 454 ; et vol. CLXIV, pages 422 et 426, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4057. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL RELATIF A UNE MISSION MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU BRÉSIL. SIGNÉ A RIO DE JANEIRO, LE 12 NOVEMBRE 1936.

Conformément à la demande adressée le 9 novembre 1935 par l'ambassadeur du Brésil à Washington au secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, ainsi qu'aux notes des 9 novembre, 16 décembre et 19 décembre 1935, le président des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'Acte du Congrès approuvé le 19 mai 1926 et intitulé « loi autorisant le président à détacher des officiers et hommes de troupe de l'armée, de la marine et de l'infanterie de marine des Etats-Unis pour aider les gouvernements des Républiques de l'Amérique latine dans les questions militaires et navales », et amendé par la loi du 14 mai 1935 étendant l'application dudit acte au Commonwealth des îles Philippines, a accordé l'autorisation de continuer à détacher des officiers pour constituer une mission militaire américaine au Brésil, aux conditions convenues ci-après :

TITRE I

OBJET ET DURÉE.

Article premier.

L'objet de la mission est de coopérer avec l'Etat-major général de l'armée, l'Inspection des défenses côtières et les officiers de l'armée brésilienne au développement et au fonctionnement du Centre d'instruction d'artillerie de côte, pour diriger les cours et collaborer à l'instruction. La mission sera également chargée des cours de fortification permanente et de guerre chimique à l'Ecole technique, où elle collaborera à l'instruction donnée en ces matières.

Article 2.

Cette mission aura une durée de deux années à compter de la date de la signature du présent accord par les représentants accrédités des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis du Brésil.

Article 3.

Si le Gouvernement brésilien désire que les services de la mission soient prolongés, en totalité ou en partie, au delà de la période stipulée, une proposition dans ce sens devra être formulée six mois avant l'expiration du présent accord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

S'il devenait nécessaire, dans l'intérêt de l'un ou de l'autre des deux gouvernements, de mettre fin au présent contrat ou à sa prolongation avant la date spécifiée, le gouvernement qui le désirera devra en avertir l'autre trois mois à l'avance.

Article 5.

Il est stipulé et convenu par le présent accord que, tant que la mission restera en fonction en vertu du présent accord ou d'une prolongation de cet accord, le Gouvernement brésilien ne recourra aux services d'aucune mission ou d'aucun personnel d'un autre gouvernement étranger pour les fonctions et les fins prévues au présent accord.

TITRE II

COMPOSITION ET PERSONNEL.

Article 6.

La mission se composera de quatre officiers de l'armée régulière des Etats-Unis d'Amérique, à savoir : un colonel ou lieutenant-colonel d'artillerie de côte ; un commandant ou capitaine d'artillerie de côte ; un lieutenant-colonel ou commandant du génie ; un commandant ou capitaine du service de la guerre chimique. L'officier d'artillerie de côte le plus ancien en grade sera chef de la mission et assurera normalement les relations directes de la mission avec le ministre de la Guerre et le chef de l'Etat-major de l'armée.

Article 7.

Toute addition au personnel de la mission qui pourra être jugée opportune ou nécessaire sera considérée comme un additif au présent accord.

TITRE III

FONCTIONS, RANG ET PRÉSÉANCE.

Article 8.

Les membres de la mission relèveront exclusivement du Ministère de la Guerre brésilien, par l'intermédiaire du chef de mission. Ils feront fonction de conseillers tactiques et techniques du chef de l'Etat-major général et de l'inspecteur des défenses côtières pour les questions d'organisation et d'instruction dans toutes les matières concernant la défense des côtes, les fortifications permanentes et la guerre chimique.

Article 9.

Les membres de la mission, sous la direction du chef de mission, auront pour fonction de conseiller techniquement le commandant du Centre d'instruction d'artillerie de côte ainsi que le commandant de l'Ecole technique, de coopérer avec eux pour toutes les questions concernant la défense des côtes, les fortifications permanentes et la guerre chimique, d'organiser les cours sur ces matières et de collaborer à l'instruction.

Article 10.

En cas de guerre entre le Brésil et un autre pays, la mission prendra fin. En cas de guerre civile, aucun membre de la mission ne prendra part aux opérations à un titre quelconque.

Article 11.

Les membres de la mission seront, pendant qu'ils feront partie de celle-ci, promus d'un rang au-dessus du grade qu'ils occupent dans l'armée des Etats-Unis d'Amérique. Leur préséance vis-à-vis des officiers brésiliens et des officiers d'autres missions étrangères sera réglée d'après leur nouveau grade et d'après leur ancienneté dans ce grade. Les membres de la mission ne recevront pas d'indemnité spéciale du fait de cette promotion au grade supérieur, et ils porteront uniquement les uniformes de l'armée des Etats-Unis d'Amérique.

TITRE IV

SOLDE ET INDEMNITÉS.

Article 12.

Les membres de la mission recevront du Gouvernement brésilien, en rémunération de leurs services, la solde annuelle suivante, en monnaie de papier brésilienne, payable en douze versements mensuels égaux :

Colonel	72:000\$000 (soixante-douze contos)
Lieutenant-colonel	66:000\$000 (soixante-six contos)
Commandant	60:000\$000 (soixante contos)
Capitaine	54:000\$000 (cinquante-quatre contos)

Article 13.

Chaque membre de la mission aura droit à sa solde brésilienne à compter de la date de son départ de New-York et, après expiration de ses services à la mission, jusqu'à la date de son arrivée à New-York, la voie maritime habituelle étant empruntée dans les deux sens. Tout membre de la mission qui rentrerait aux Etats-Unis avant d'avoir accompli deux ans de service, ou qui partirait pour une des raisons prévues à l'article 26, ne recevra sa solde entière que jusqu'à la date de son départ de Rio de Janeiro, sauf en cas de mauvaise santé ou d'expiration du contrat de la mission, auquel cas la solde sera payée jusqu'à l'arrivée à New-York.

Article 14.

Il est de plus stipulé que cette solde ne sera assujettie à aucun impôt brésilien présent ou futur.

Article 15.

Les frais de transport par terre et par mer des membres de la mission, de leurs familles, de leurs objets mobiliers et bagages, y compris les automobiles, seront payés à l'avance par le représentant du Gouvernement brésilien. Les officiers et leurs familles voyageront en première classe. Par famille, on entend dans tout le contrat l'épouse et les enfants à la charge des intéressés. Chaque membre de la mission recevra à l'avance les indemnités d'installation et de logement suivantes :

Colonel	6:000\$000
Lieutenant-colonel	5:500\$000
Commandant	5:000\$000
Capitaine	4:500\$000

Les objets mobiliers et les bagages, y compris les automobiles, des membres de la mission et de leurs familles seront exonérés des droits de douane et impôts de toute nature au Brésil.

Article 16.

Les membres de la mission qui resteront au Brésil pendant deux années ou plus, ou jusqu'à la fin de la mission, auront droit, lors de leur retour aux Etats-Unis d'Amérique, au paiement anticipé des frais de transport pour eux-mêmes, pour leurs familles et pour tous leurs objets mobiliers spécifiés à l'article 15, ainsi que des frais d'assurance desdits objets, de Rio de Janeiro à New-York. Dans ces dépenses seront compris l'emballage des objets et leur embarquement à Rio de Janeiro.

Article 17.

Pendant le séjour de la mission, le Gouvernement brésilien accordera, sur la demande du chef de mission, l'entrée en franchise pour les articles destinés à l'usage personnel ou à l'usage des familles des membres de la mission. Par famille, on entend l'épouse et les enfants à la charge des intéressés.

Article 18.

Chaque membre de la mission ayant accompli plus de deux années entières de service au Brésil aura droit à un congé de trois mois à solde entière, avec la faculté de quitter le Brésil. Dans ce dernier cas, le temps nécessaire à son voyage ne sera pas compris dans la durée du congé. Il recevra sa solde entière en monnaie brésilienne selon le barème indiqué à l'article 12, tant pendant son congé que pendant le délai de route. Le chef de mission prendra les dispositions nécessaires, après consultation avec le chef de l'Etat-major général, pour que ces congés causent le moins d'inconvénients possible à l'armée brésilienne.

Article 19.

Les membres de la mission qui viendraient à tomber malades seront traités par les soins du Gouvernement brésilien dans tel hôpital que le chef de mission, après consultation avec les autorités brésiliennes, jugera approprié.

Article 20.

Si un membre de la mission se rend en voyage officiel hors du district fédéral et de Nictheroy, il recevra pendant la durée de son voyage, et en plus de sa solde ordinaire, les mêmes indemnités journalières et facilités de transport que celles dont bénéficient en pareil cas les officiers de même grade de l'armée brésilienne.

Article 21.

Les officiers de la mission jouiront des mêmes droits et privilèges que les représentants diplomatiques de même catégorie accrédités au Brésil, sauf en ce qui concerne les droits d'importation mentionnés ci-dessus.

Article 22.

Une automobile convenable, avec chauffeur, sera mise en permanence à la disposition du chef de mission pour être utilisée par la mission en service officiel. Lorsque cette automobile sera indisponible pour cause de réparation, de revision ou pour toute autre raison, elle devra être remplacée par un autre véhicule remplissant les mêmes conditions.

Article 23.

Les membres de la mission disposeront, pour leurs travaux, d'un bureau particulier et du matériel nécessaire.

Article 24.

Chaque membre de la mission aura comme assistant un officier brésilien.

Article 25.

Si le présent contrat vient à être résilié à la demande des Etats-Unis d'Amérique, tous les frais de retour des membres de la mission, de leurs familles et de leurs objets mobiliers dans leur pays seront à la charge de ce gouvernement. Toutefois, si la résiliation a lieu sur l'initiative du Gouvernement brésilien, ou par suite d'une guerre entre le Brésil et une Puissance étrangère, le Gouvernement brésilien supportera tous les frais du retour aux Etats-Unis d'Amérique des membres de la mission, de leurs familles et de tous leurs objets mobiliers, conformément aux dispositions des articles 13 et 16. De plus, le Gouvernement brésilien versera à chaque officier une somme équivalant à trois mois de solde à partir de la date de son arrivée à New-York par la voie maritime habituelle.

TITRE V

RAPPEL ET REMPLACEMENT DES MEMBRES DE LA MISSION.

Article 26.

Si l'intérêt public l'exige, les Etats-Unis d'Amérique pourront, à tout moment, rappeler un membre ou tous les membres de la mission et les remplacer par d'autres officiers agréés par le Gouvernement brésilien, tous les frais occasionnés par ce remplacement incombant au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Si, à la demande du Gouvernement brésilien, un membre de la mission est rappelé pour de bonnes et justes raisons autres que la fin de ses services à la mission ou la maladie, tous les frais occasionnés par son retour incomberont aux Etats-Unis d'Amérique.

Article 27.

Tout membre de la mission pourra, sur demande, être relevé de ses fonctions par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique après deux années de service au Brésil. Il sera remplacé dans chaque cas par un officier du même rang et de la même arme, comme il est stipulé à l'article 6, agréé par le Gouvernement brésilien.

Article 28.

Aucun membre de la mission relevé sur sa demande avant d'avoir accompli deux années de service n'aura droit, sauf en cas de maladie, au remboursement de ses frais de voyage et de transport de ses objets mobiliers par le Gouvernement brésilien.

Article 29.

Si un membre de la mission est obligé, pour cause de maladie, d'interrompre son service à la mission, le Gouvernement brésilien prendra à sa charge les frais de retour aux Etats-Unis de l'intéressé ainsi que ceux de sa famille et de tous ses objets mobiliers, comme il est stipulé ci-dessus pour les membres ayant accompli plus de deux années de service.

Article 30.

Si un membre de la mission ou une personne de sa famille vient à décéder au Brésil, le Gouvernement brésilien fera transporter le corps en telle ville des Etats-Unis que pourra désigner la

famille du défunt. Si le défunt est un membre de la mission, le Gouvernement brésilien paiera les frais de voyage de la famille et le transport de tous ses objets mobiliers à New-York.

Article 31.

Au cas où un membre de la mission viendrait à être remplacé, toutes les clauses du présent accord, sauf en cas d'expresse stipulation contraire, s'appliqueront au remplaçant, y compris celles des articles 13 et 15.

TITRE VI

ABROGATION DU CONTRAT PRIMITIF ET SIGNATURE DU NOUVEL ACCORD.

Article 32.

A compter de la date de la signature, par les représentants accrédités des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis du Brésil, du nouvel accord constitué par le présent contrat, ledit accord prendra pleinement effet et remplacera entièrement et dans toutes ses dispositions le contrat primitif signé à Washington le 10 mai 1934 par le secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique et l'ambassadeur du Brésil aux Etats-Unis d'Amérique, ainsi que tous les accords complémentaires dudit.

Article 33.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent contrat en deux expéditions, rédigées chacune en anglais et en portugais, à Rio de Janeiro, le douze novembre 1936.

(Sceau) R. M. SCOTTEN.

(Sceau) José Carlos DE MACEDO SOARES.

(Sceau) Général João GOMES RIBEIRO FILHO.

N° 4058.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET URUGUAY**

Accord concernant le commerce et
les paiements, avec protocole et
accord complémentaire, signés à
Londres, le 26 juin 1935, et
notes y relatives de la même date.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND URUGUAY**

Agreement regarding Trade and
Payments, with Protocol and Sup-
plementary Agreement, signed at
London, June 26th, 1935, and
Notes relating thereto of the same
Date.

No. 4058. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT
IN THE UNITED KINGDOM AND THE URUGUAYAN GOVERNMENT
REGARDING TRADE AND PAYMENTS. SIGNED AT LONDON,
JUNE 26TH, 1935.

*English and Spanish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place February 11th, 1937.*

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
and THE GOVERNMENT OF URUGUAY, desiring further to facilitate trade and commerce between
the United Kingdom and Uruguay, have agreed as follows :

PART I.

GENERAL TRADE PROVISIONS.

Article 1.

Goods produced or manufactured in the United Kingdom and imported into Uruguay, and goods produced or manufactured in Uruguay and imported into the United Kingdom, shall enjoy unconditionally treatment at least as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other country. In particular, they shall not be subject on importation or subsequently to other or higher Customs duties or charges, to other or more onerous Customs formalities or licensing requirements than those to which similar goods produced or manufactured in any other country are subject.

Goods produced or manufactured in Uruguay and exported therefrom to the United Kingdom, and goods produced or manufactured in the United Kingdom and exported therefrom to Uruguay, shall not be subjected in the country of export to other or higher duties or charges than those paid upon the like goods exported to any other country.

Article 2.

The provisions of the preceding Article shall not be invoked in relation to any treatment, preference or privilege, which may at any time be in force exclusively between territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

¹ The exchange of ratifications took place at Montevideo, February 3rd, 1936.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4058. — CONVENIO ¹ DE COMERCIO Y PAGOS ENTRE EL GOBIERNO DEL REINO UNIDO Y EL GOBIERNO DEL URUGUAY. FIRMADO EN LONDRES, EL 26 DE JUNIO DE 1935.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 février 1937.

EL GOBIERNO DEL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY, deseando facilitar aún más el intercambio comercial entre el Reino Unido y el Uruguay, han convenido en lo siguiente :

PARTE I.

DISPOSICIONES GENERALES SOBRE INTERCAMBIO.

Artículo 1.

Las mercancías producidas o manufacturadas en el Reino Unido e importadas en el Uruguay y las mercancías producidas o manufacturadas en el Uruguay e importadas en el Reino Unido gozarán incondicionalmente de un tratamiento por lo menos tan favorable como el acordado a las mercancías producidas o manufacturadas en cualquier otro país. Especialmente no estarán sujetas, al importarse o posteriormente, a otros o más altos derechos de aduana o gravámenes, a otras o más onerosas formalidades aduaneras o exigencias en materia de permisos que aquellas a las cuales están sujetas las mercancías similares producidas o manufacturadas en cualquier otro país.

Las mercancías producidas o manufacturadas en el Uruguay y de aquí exportadas al Reino Unido, y las mercancías producidas o manufacturadas en el Reino Unido y de aquí exportadas al Uruguay no estarán sujetas en el país de exportación a otros o más altos derechos o gravámenes que los que se aplican sobre iguales mercancías exportadas a cualquier otro país.

Artículo 2.

Las disposiciones del artículo precedente no serán invocadas con relación a cualquier tratamiento, preferencia o privilegio que pueda en cualquier momento regir exclusivamente entre territorios bajo la soberanía de Su Majestad el Rey de la Gran Bretaña, Irlanda y los Dominios Británicos allende los Mares, Emperador de la India, o bajo la soberanía, protección o mandato de Su Majestad.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Montevideo, le 3 février 1936.

PART II.

EXCHANGE PROVISIONS.

Article 3.

(i) The Uruguayan Government shall, within one month of the date of the coming into force of this Agreement, offer to persons in the United Kingdom, who have claims in respect of "deferred exchange" as defined in the Uruguayan Law of the 9th November, 1934, including amounts due by Uruguayan Government Departments and Autonomous State Bodies, the opportunity of accepting settlement on the basis laid down in that law, namely, by payment of 30 per cent. of each claim in cash in foreign exchange and by the delivery of 3½ per cent. Five-Year Gold Bonds in respect of the balance. The cash payment and the nominal amount of the bonds shall together be equal to the amount of the debt in the currency in which the debt is due.

(ii) The issue of these bonds shall not be dependent on the redemption of the Gold Bonds already issued.

(iii) In the case of pesos owned by the British public utility companies operating in Uruguay, the exchange rate for the conversion of the pesos constituting the "deferred exchange" referred to in paragraph (i) of this Article (except such as are required for remittance in respect of dividends) shall, unless otherwise agreed in any case with the company concerned, be the official rate of exchange subject to a surcharge of 5 per cent. In the case of such pesos required for remittance in respect of dividends, the exchange rate shall be the official rate of exchange in force at the dates on which the pesos were deposited subject to the following surcharges :

	Per cent.
For pesos deposited up to the 30th June, 1933	40
For pesos deposited from the 1st July, 1933, to the 28th February, 1934	45
For pesos deposited from the 1st March, 1934, to the 15th April, 1934	65
For pesos deposited from the 16th April to the 30th September, 1934	85

(iv) In the case of all other pesos the rates of surcharge shall be not greater than those laid down on the 23rd February, 1935, by the Amortisation Bureau in collaboration with the Banco de la República Oriental del Uruguay.

Article 4.

Exchange in respect of requirements of the United Kingdom, arising after the dates specified in the law of the 9th November, 1934, and prior to the date of the coming into force of this Agreement, shall be allocated in accordance with the provisions of that law and shall not form any charge on the exchange allocated to United Kingdom requirements under Article 7 of this Agreement.

Article 5.

The Banco de la República Oriental del Uruguay shall complete the redemption of the Gold Bonds of the First and Second Series which are held by persons in the United Kingdom with the least possible delay, and, to facilitate this operation, shall allow the bonds to be tendered for in London as well as in Montevideo. United Kingdom holders of such bonds shall receive in all respects not less favourable treatment than that accorded to holders in other countries.

PARTE II.

DISPOSICIONES EN MATERIA DE CAMBIO.

Artículo 3.

(i) Dentro de un mes a contar de la fecha de entrada en vigencia de este Convenio el Gobierno del Uruguay ofrecerá a las personas en el Reino Unido que tienen título con respecto al « cambio diferido » que define la Ley uruguaya de 9 de noviembre de 1934, con inclusión de los montos debidos por los órganos del Gobierno uruguayo y Entes autónomos del Estado, la oportunidad de aceptar liquidación sobre las bases establecidas en dicha ley, es decir, por medio del pago de un 30 por ciento de cada demanda al contado en moneda extranjera y entrega de Bonos Oro de 3½ por ciento a cinco años con respecto al saldo. Lo que se pague al contado y el monto nominal de los bonos serán en conjunto iguales al monto de la deuda en la moneda en que ella se debe.

(ii) La emisión de estos bonos no dependerá del rescate de los Bonos Oro ya emitidos.

(iii) En el caso de sumas en pesos pertenecientes a compañías británicas de servicios públicos que operan en el Uruguay, el tipo de cambio para la conversión de los pesos que constituyen el « cambio diferido » mencionado en el párrafo (i) de este artículo (excepto para las conversiones que sean solicitadas para remesas en concepto de dividendos) será el tipo oficial de cambio sujeto a un recargo de 5 por ciento, salvo que de otra manera fuera convenido en cualquier caso con la compañía interesada. En el caso de tales sumas en pesos para remesas por concepto de dividendos, el tipo de cambio será el tipo oficial de cambio vigente en la fecha en que los pesos fueron depositados sujeto a los siguientes recargos :

	Por ciento
Para pesos depositados hasta el 30 de junio, 1933	40
Para pesos depositados desde el 1º de julio, 1933, hasta el 28 de febrero, 1934	45
Para pesos depositados desde el 1º de marzo, 1934, hasta el 15 de abril, 1934	65
Para pesos depositados desde el 16 de abril, 1934, hasta el 30 de setiembre, 1934	85

(iv) En el caso de cualesquiera otras sumas en pesos, las tasas de recargo no serán mayores que las establecidas el 23 de febrero de 1935 por la Caja autónoma de Amortización en colaboración con el Banco de la República Oriental del Uruguay.

Artículo 4.

El cambio para satisfacer las necesidades del Reino Unido originadas después de las fechas especificadas en la ley de 9 de noviembre de 1934 y antes de la fecha de entrada en vigencia de este Convenio, será asignado conforme a las disposiciones de esa ley y no constituirá gravamen alguno sobre el cambio asignado para las necesidades del Reino Unido por el artículo 7 de este Convenio.

Artículo 5.

El Banco de la República Oriental del Uruguay efectuará, con la menor demora posible, el rescate de los Bonos Oro de la Primera y Segunda Series detentados por personas en el Reino Unido y, para facilitar esta operación, permitirá que los bonos sean licitados tanto en Londres como en Montevideo. Los tenedores de esos bonos en el Reino Unido recibirán en todo concepto un tratamiento no menos favorable que el que se acuerde a los tenedores en otros países.

Article 6.

The amount required for the redemption of the Gold Bonds, referred to in the preceding Article, for the service of any of such bonds not redeemed, and for the payment of the 30 per cent. cash payments referred to in Article 3 (i) shall be met from the resources of the Banco de la República and shall not form any charge on the exchange allocated to United Kingdom requirements under Article 7 of this Agreement.

Article 7.

With a view to making available for United Kingdom requirements arising after the coming into force of this Agreement, at least 95 per cent. of the value of Uruguayan exports to the United Kingdom as indicated by Uruguayan statistics which are compiled on a f.o.b. basis, the Uruguayan Government will ensure that there is allocated each month for the requirements of the United Kingdom a quota of exchange equivalent to at least 76 per cent. of the value of the United Kingdom imports of Uruguayan products from Uruguay during the last month but one, as recorded for the purpose of the United Kingdom trade statistics which are compiled on a c.i.f. basis. In respect of each complete period of twelve months, however, the above-mentioned percentage of the value of the imports recorded for the purpose of United Kingdom statistics shall be not less than 80 per cent.

Requirements which are not met in any month shall form a first charge on the quota of subsequent months.

Article 8.

The Uruguayan Government will issue import licences in respect of imports from the United Kingdom up to the value for which exchange is to be made available in accordance with the provisions of this Agreement, and further will use their best endeavours to secure that additional import licences and exchange permits in respect of imports from the United Kingdom will be granted.

Article 9.

If during any month, the quota of exchange allocated under Article 7 of this Agreement is insufficient to meet the payments due for United Kingdom imports into Uruguay to any substantial extent, and consequently the Uruguayan Government restrict temporarily the issue of import licences, the Uruguayan Government will use their best endeavours to ensure that no restriction will be imposed on the issue of import licences and exchange permits for United Kingdom coal, coke and solid fuel manufactured from coal, and that as regards other classes of goods, any such restriction shall be so applied as not to vary, as between different classes of goods the produce or manufacture of the United Kingdom or of goods re-exported from the United Kingdom (as the case may be), the proportions in which such classes of goods were imported in the year 1934.

In any case the Uruguayan Government would consult the Government of the United Kingdom before imposing any such restriction.

Article 10.

The Uruguayan Government shall take such steps, in consultation with the Government of the United Kingdom, as may be necessary, whether by the requirement of certificates issued by a United Kingdom Chamber of Commerce or otherwise, to ensure that exchange is made available in accordance with Article 7 of the present Agreement, only for (a) goods which are the produce or manufacture of the United Kingdom, and (b) goods which are re-exported from the United Kingdom; provided, however, that in any calendar year the proportion of (b) to (a) shall not be greater than in the calendar year 1934. As regards piece-goods of cotton and/or artificial silk,

Artículo 6.

Las sumas necesarias para el rescate de los Bonos Oro referidos en el artículo precedente, para el servicio de cualesquiera de los susodichos bonos no rescatados y para el pago del 30 por ciento al contado referido en el artículo 3 (i), serán atendidas con recursos del Banco de la República y no constituirán gravamen alguno sobre el cambio asignado para necesidades del Reino Unido por el artículo 7 de este Convenio.

Artículo 7.

Con el objeto de poner a disposición de las necesidades del Reino Unido que se originen después de la entrada en vigencia de este Convenio, por lo menos el 95 por ciento del valor de las exportaciones uruguayas al Reino Unido registrado por la estadística uruguaya compilada sobre la base f.o.b. (franco abordó), el Gobierno del Uruguay proveerá para que mensualmente se asigne para las necesidades del Reino Unido una cuota de cambio equivalente, por lo menos, al 76 por ciento del valor de las importaciones en el Reino Unido de productos uruguayos de procedencia del Uruguay durante el penúltimo mes, según los registros de la estadística comercial del Reino Unido compilados sobre la base c.i.f. (costo, seguro y flete). Sin embargo, con respecto a cada período completo de 12 meses, el antes referido porcentaje del valor de las importaciones registradas por la estadística comercial del Reino Unido no será menor del 80 por ciento.

Las necesidades que no sean atendidas en cualquier mes constituirán primera imputación sobre la cuota de los meses subsiguientes.

Artículo 8.

El Gobierno uruguayo otorgará, para importaciones procedentes del Reino Unido, licencias de importación por el valor del cambio disponible según las disposiciones de este Convenio, y además interpondrá sus buenos oficios a efecto de que se otorguen, para importaciones del Reino Unido, licencias de importación y permisos de cambio adicionales.

Artículo 9.

Si la cuota de cambio asignada conforme al artículo 7 de este Convenio fuera en cualquier mes insuficiente para atender en proporción considerable los pagos debidos por importaciones del Reino Unido en el Uruguay y, en consecuencia, el Gobierno del Uruguay restringiera temporariamente el otorgamiento de licencias de importación, el Gobierno del Uruguay pondrá su mayor empeño para que no se impongan restricciones al otorgamiento de licencias de importación y de permisos de cambio para el carbón del Reino Unido, el coque y los combustibles sólidos derivados del carbón, y para, que, en lo que respecta a otras clases de mercancías, tales restricciones se apliquen de manera que, entre las diferentes clases de mercancías que sean producto o manufactura del Reino Unido o de mercancías reexportadas del Reino Unido (según sea el caso), no se alteren las proporciones en que se importaron esas clases de mercancías en el año 1934.

En todo caso el Gobierno del Uruguay consultaría con el Gobierno del Reino Unido antes de imponer alguna de esas restricciones.

Artículo 10.

El Gobierno del Uruguay adoptará, en consulta con el Gobierno del Reino Unido, las medidas que pudiesen ser necesarias, ya sea exigiendo certificados emitidos por una Cámara de Comercio del Reino Unido o en otra forma, para asegurar que el cambio disponible de acuerdo con el artículo 7 del presente Convenio se asigne solamente para (a) mercancías que son productos o manufacturas del Reino Unido y (b) mercancías que son reexportadas del Reino Unido; a condición, sin embargo, de que en ningún año calendario la proporción de (b) a (a) sea mayor que en el año calendario de 1934. Con respecto a los tejidos de algodón, algodón y seda artificial, o de seda artificial, el

the Uruguayan Government will arrange that only goods which have been spun, woven and processed in the United Kingdom shall be deemed to be goods, the produce or manufacture of the United Kingdom, for the purposes of this Article.

Article 11.

The Uruguayan Government, so long as they retain exchange obtained at the official rate for payment of their own obligations in the United Kingdom, undertake to allocate at the official rate to the British-owned public utility companies as large a proportion as possible of the sterling exchange falling due to them under this Agreement.

Article 12.

(1) The service of so much of the existing Uruguayan Public Debt as is payable in London and held outside Uruguay at the coming into force of the Agreement, and also to such extent as may be necessary the service of the 3½ per cent. Five-Year Bonds to be issued in accordance with Article 3 (i), shall be met from the Exchange quota of the United Kingdom under Article 7.

(2) The order of priority in which the other United Kingdom requirements for exchange shall be met will be as determined from time to time in supplementary agreements between the Uruguayan Government and the Government of the United Kingdom.

Article 13.

As regards rates of exchange and formalities connected with the allocation of exchange, the requirements of the United Kingdom shall receive treatment not less favourable than that accorded to the requirements of any other country.

Article 14.

In Part II of this Agreement the expression :

(i) " Persons in the United Kingdom " means individuals ordinarily resident or corporations registered or ordinarily carrying on business in the United Kingdom ;

(ii) " Persons in Uruguay " means individuals or corporations (including State organisations and institutions) ordinarily resident or ordinarily carrying on business in Uruguay ;

(iii) " The requirements of the United Kingdom " means amounts required for remittance from Uruguay to persons in the United Kingdom.

PART III.

FORMAL PROVISIONS.

Article 15.

The present Agreement shall be ratified. The ratifications shall be exchanged as soon as possible in London. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications. It shall remain in force for one year from the date of its entry into force and thereafter it shall remain in force until the expiration of three months after the date on which either contracting Government shall have given to the other notice of termination through the diplomatic channel.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Gobierno del Uruguay proveerá que, a los fines de este artículo, solamente se consideren productos o manufacturas del Reino Unido las mercancías que hayan sido hiladas, tejidas y terminadas en el Reino Unido.

Artículo 11.

Mientras el Gobierno del Uruguay retenga cambio obtenido al tipo oficial para el pago de sus propias obligaciones en el Reino Unido, liquidará al tipo oficial de cambio la mayor proporción posible del cambio en Libras que se asigne conforme a este Convenio a las compañías de servicios públicos de propiedad británica.

Artículo 12.

(1) El servicio pagadero en Londres de la existente Deuda Pública uruguaya detentada fuera del Uruguay a la fecha de entrada en vigencia de este Convenio, y también, y en la medida en que fuere necesario, el servicio de los Bonos de 3½ por ciento a Cinco Años a ser emitidos de acuerdo con el artículo 3 (i), serán atendidos con la cuota de cambio que corresponde al Reino Unido según el artículo 7.

(2) El orden de prioridad en que serán atendidas las demás necesidades de cambio del Reino Unido será el que se determine periódicamente en convenios suplementarios entre el Gobierno del Uruguay y el Gobierno del Reino Unido.

Artículo 13.

Con respecto a los tipos de cambio y a las formalidades vinculadas a la asignación de cambio, las necesidades del Reino Unido recibirán un tratamiento no menos favorable que el que se acuerde a las necesidades de cualquier otro país.

Artículo 14.

En la Parte II de este Convenio, la expresión :

(i) « personas en el Reino Unido » significa individuos que de ordinario residen o corporaciones registradas o que de ordinario funcionan en el Reino Unido ;

(ii) « personas en el Uruguay » significa individuos o corporaciones (inclusive organizaciones e instituciones del Estado) que de ordinario residen o que de ordinario funcionan en el Uruguay ;

(iii) « las necesidades del Reino Unido » significa montos necesarios para remisiones del Uruguay a personas en el Reino Unido.

PARTE III.

DISPOSICIONES FORMALES.

Artículo 15.

El presente Convenio será ratificado. Las ratificaciones serán canjeadas en Londres a la brevedad posible. Entrará en vigencia en la fecha del canje de las ratificaciones. Permanecerá en vigor durante un año desde la fecha de su entrada en vigencia y desde entonces continuará rigiendo hasta la expiración de tres meses después de la fecha en que uno de los Gobiernos contratantes haya dado al otro, por vía diplomática, aviso de su terminación.

En testimonio de lo cual, los infrascritos, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, han firmado el presente Convenio y estampado en él sus sellos.

Done in duplicate at London, this 26th day of June, 1935, in English and Spanish, both texts being equally authentic.

(L. S.) Samuel HOARE.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

(L. S.) Pedro COSIO.

(L. S.) A. A. DODERO.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Agreement of this day's date relating to trade and commerce between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Uruguay, the undersigned, being duly authorised by their respective Governments, declare :

(1) That the contracting Governments will, as soon as circumstances permit, enter into further negotiations regarding the Customs treatment on importation into Uruguay of goods produced or manufactured in the United Kingdom, and the Customs treatment on importation into the United Kingdom of goods produced or manufactured in Uruguay. Pending the conclusion of these negotiations, each Government undertakes, before taking action in regard to the treatment of goods produced or manufactured in the territory of the other, which have been the subject of discussion in the negotiations which led to the conclusion of the above-mentioned Agreement, to consider any representations that the other may wish to make.

(2) That the Uruguayan Government, fully appreciating the benefits rendered by the collaboration of British capital in public utility and other undertakings, whether State, municipal, or private, carrying on business in Uruguay, and following their traditional policy of friendship, hereby make known their intention to accord to those undertakings as far as lies within their constitutional sphere of action, such benevolent treatment as may conduce to the further economic development of the country, and to the due and legitimate protection of the interests concerned in their operation.

(3) That, in furtherance of their desire to ensure satisfactory treatment for British shipping in Uruguayan ports, the Uruguayan Government will, pending the conclusion of a Treaty or Agreement containing specific provisions dealing with the position of British shipping in Uruguayan ports, treat such shipping with the utmost possible benevolence and will continue to accord to it treatment at least as favourable as that which it has hitherto enjoyed.

(4)—(i) During the currency of the present Agreement no duties or charges of any kind other than those imposed by the Uruguayan Law No. 5453 of the 8th July, 1916, shall be levied on coal, coke and solid fuel manufactured from coal, produced or manufactured in the United Kingdom and imported into the Oriental Republic of Uruguay, whether for inland consumption or as bunkers from whatever place arriving, neither shall such duties or charges, or the proportion thereof required to be paid in gold, be increased. Once the appropriate taxes have been paid, no other requirements will be made in respect of such coal, coke and solid fuel manufactured from coal, handled in any Uruguayan port, and the keeping of coal, coke and solid fuel manufactured from coal, in lighters for bunkering ships as well as the carrying out of this bunkering at any time will be permitted.

(ii) It being the hope of the contracting Governments that the existing share of the Uruguayan market for coal, coke and solid fuel manufactured from coal, shall continue to be enjoyed by the United Kingdom, they will enter into consultation, if the case requires, with a view to the maintenance of that situation.

(iii) The Uruguayan Government will cause to be prepared official monthly statistics in respect of the period commencing the 1st July, 1935, of the total imports into Uruguay of coal, coke and solid fuel manufactured from coal, and of the imports into Uruguay

Dado en duplicado, en Londres, á los veintiséis días de junio de 1935, en inglés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

(L. S.) Samuel HOARE.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

(L. S.) Pedro COSIO.

(L. S.) A. A. DODERO.

PROTOCOLO.

En el acto de firmar el Convenio de esta fecha relativo al intercambio comercial entre el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte y el Uruguay, los infrascritos, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, declaran :

(1) Que, tan pronto como las circunstancias lo permitan, los Gobiernos contratantes iniciarán nuevas negociaciones relativas al tratamiento aduanero de las mercancías producidas o manufacturadas en el Reino Unido al importarse en el Uruguay y al tratamiento de las mercancías producidas o manufacturadas en el Uruguay al importarse en el Reino Unido. Mientras no se terminen estas negociaciones, ambos Gobiernos se comprometen a considerar cualesquiera representaciones que desearan hacerse antes de adoptar medidas con respecto al tratamiento de las mercancías que han sido objeto de discusión en las negociaciones que condujeron al ajuste del antes mencionado Convenio.

(2) Que el Gobierno uruguayo, valorando los beneficios de la colaboración del capital británico en las empresas de servicios públicos y otras, sean estas nacionales, municipales o privadas, que funcionan en el Uruguay, y consecuente en ello con su tradicional política de amistad, se propone dispensar a tales empresas, dentro de la órbita de su acción constitucional, un tratamiento benévolo que tienda a asegurar el mayor desarrollo económico del país y la debida y legítima protección de los intereses ligados a tales empresas.

(3) Que el Gobierno del Uruguay, reafirmado su deseo de asegurar un tratamiento satisfactorio a la navegación británica en puertos uruguayos y pendiente la conclusión de un Tratado o Convenio que contenga disposiciones específicas relativas a la situación de la navegación británica en puertos uruguayos, tratará a esa navegación con la mayor benevolencia posible y continuará dispensándole un tratamiento por lo menos tan favorable como el que ha gozado hasta ahora.

(4)—(i) Durante la vigencia del presente Convenio no se impondrán derechos o gravámenes de clase alguna, excepto los impuestos por la Ley uruguaya No. 5453 de 8 de julio de 1916, sobre el carbón, coke y combustibles sólidos derivados del carbón producido o manufacturado en el Reino Unido e importado en la República Oriental del Uruguay de cualquier procedencia para el consumo interno o para el aprovisionamiento de buques, ni tampoco serán aumentados esos derechos o gravámenes ni la proporción de los mismos pagadera en oro. Pagadas las correspondientes tasas, no se impondrán otras exigencias con respecto a ese carbón, coke y combustibles sólidos derivados del carbón descargados en cualquier puerto uruguayo, y será permitido el depósito en lanchas del carbón, coke y combustibles sólidos derivados del carbón, para el aprovisionamiento de buques como asimismo el aprovisionamiento de buques a toda hora.

(ii) Siendo el anhelo de los Gobiernos contratantes que el Reino Unido continúe gozando de la proporción que actualmente tiene en el mercado uruguayo respecto del carbón, coke y combustibles sólidos derivados del carbón, cuando el caso lo requiera procederán a consultarse con el propósito de mantener esa situación.

(iii) El Gobierno del Uruguay dispondrá la preparación mensual de estadísticas oficiales relativas a la importación total en el Uruguay desde el 1º de julio de 1935, de carbón, coke y combustibles sólidos derivados del carbón de origen del Reino Unido.

of coal, coke and solid fuel manufactured from coal of United Kingdom origin. These statistics will be transmitted, within three months of the end of the month to which they relate, to the Mines Department of the Government of the United Kingdom.

(5) The provisions of the present Protocol shall form an integral part of the Agreement of this day's date relating to trade and commerce between the United Kingdom and Uruguay.

Done in duplicate at London, this 26th day of June, 1935, in English and Spanish, both texts being equally authentic.

Samuel HOARE.
Walter RUNCIMAN.
Pedro COSIO.
A. A. DODERO.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of Uruguay pursuant to Article 12 (2) of the Agreement signed this day agree that, until the conclusion of a further agreement, the requirements of the United Kingdom arising after the date of the coming into force of the said Agreement shall be met from the Exchange Quota of the United Kingdom in accordance with Article 7 of the Agreement in the following order of priority :

(a) The service of so much of the existing Public Debt of Uruguay as is payable in London and held outside Uruguay at date of the coming into force of the Agreement (*i.e.*, the amounts at present being paid and any additional amounts which may be paid in future) ; and also, so far as necessary, the service of the 3½ per cent. Five-Year Bonds referred to in Article 3 (i) of the Agreement, it being understood that such Bonds will not be issued in sterling except to persons in the United Kingdom.

(b) Payment of interest on debentures and of rent charges of companies incorporated or ordinarily carrying on business in the United Kingdom and operating in Uruguay, and of United Kingdom income tax and any arrears thereof due by such companies and by " persons in Uruguay ", and expenses of the head offices in the United Kingdom of such companies so far as attributable to their operations in Uruguay.

(c) Payments of pensions, &c., earned in Uruguay and payable to persons in the United Kingdom.

(d) Payments due to persons in the United Kingdom in respect of the sale of goods imported into Uruguay from the United Kingdom, and in respect of freight charges, insurance premiums, commissions, &c.

(e) Amortisation of debentures due for repayment by companies incorporated or ordinarily carrying on business in the United Kingdom and operating in Uruguay.

(f) Payment of dividends on preferred and ordinary stock of companies incorporated or ordinarily carrying on business in the United Kingdom and operating in Uruguay, and of profits payable to persons in the United Kingdom from Uruguay.

(g) Private remittances by persons in Uruguay to persons in the United Kingdom.

In witness whereof the undersigned have signed the present Supplementary Agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, this 26th day of June, 1935, in English and Spanish, both texts being equally authentic.

(L. S.) Samuel HOARE.
(L. S.) Walter RUNCIMAN.
(L. S.) Pedro COSIO.
(L. S.) A. A. DODERO.

Estas estadísticas serán transmitidas al Departamento de Minas del Gobierno del Reino Unido dentro de los tres meses a contar del fin del mes a que se refieran.

(5) Las disposiciones del presente Protocolo formarán parte integrante del Convenio de esta fecha relativo al intercambio comercial entre el Reino Unido y el Uruguay.

Dado en Londres, á los veintiséis días de junio de 1935, en duplicado, en inglés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Samuel HOARE.
Walter RUNCIMAN.
Pedro COSIO.
A. A. DODERO.

CONVENIO SUPLEMENTARIO.

El Gobierno del Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte y el Gobierno del Uruguay, de conformidad con el artículo 12 (2) del Convenio suscrito en este día, acuerdan que hasta el ajuste de un nuevo convenio las necesidades del Reino Unido, originadas después de la fecha de entrada en vigencia del Convenio aludido, serán atendidas con la Cuota de Cambio del Reino Unido según el artículo 7 del Convenio, en el siguiente orden de prioridad :

(a) El servicio pagadero en Londres de la existente Deuda Pública del Uruguay detentada fuera del Uruguay a la fecha de entrada en vigencia del Convenio (es decir, los montos que actualmente se abonan y cualesquiera montos adicionales que pudieran pagarse en lo futuro) ; y también, y en cuanto fuere necesario, el servicio de los Bonos de 3½ por ciento a Cinco Años referidos en el artículo 3 (i) del Convenio, entendiéndose que tales bonos solamente se emitirán en esterlinas a personas en el Reino Unido.

(b) Pago de intereses de « debentures » (obligaciones de compañías) y « rent charges » (rentas que son parte del precio de una forma particular de compra-venta de predios) de compañías incorporadas o que de ordinario funcionan en el Reino Unido y operan en el Uruguay ; del impuesto a la renta del Reino Unido y de los atrasos debidos por esas compañías y por « personas en el Uruguay », y de los gastos de las oficinas centrales de esas compañías en el Reino Unido, en cuanto fueren imputables a sus operaciones en el Uruguay.

(c) Pago de pensiones, &c., devengadas en el Uruguay y pagaderas a personas en el Reino Unido.

(d) Pagos debidos a personas en el Reino Unido en concepto de la venta de mercaderías importadas en el Uruguay de procedencia del Reino Unido, y en concepto de fletes, primas de seguros, comisiones, &c.

(e) Amortización de « debentures » vencidos de compañías incorporadas o que de ordinario funcionan en el Reino Unido y operan en el Uruguay.

(f) Pago de dividendos sobre acciones preferidas y ordinarias de compañías incorporadas o que de ordinario funcionan en el Reino Unido y operan en el Uruguay, y de los beneficios obtenidos en el Uruguay y pagaderos a personas en el Reino Unido.

(g) Remisiones privadas de personas en el Uruguay a personas en el Reino Unido.

En testimonio de lo cual, los infrascritos han firmado el presente Convenio suplementario y estampado en él sus sellos.

Dado en duplicado, en Londres, á los veintiséis días de junio de 1935, en inglés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

(L. S.) Samuel HOARE.
(L. S.) Walter RUNCIMAN.
(L. S.) Pedro COSIO.
(L. S.) A. A. DODERO.

NOTES.

No. 1.

SEÑOR DR. DON PEDRO COSIO TO SIR SAMUEL HOARE.

LEGACIÓN DEL URUGUAY.

LONDRES, *June 26th*, 1935.

SIR,

Here, below, I have the honour to communicate to your Excellency a list of the goods in regard to which it is understood that the Government of the United Kingdom have agreed to consider any representations that the Government of Uruguay may wish to make under Article 1 of the Protocol annexed to the Trade and Exchange Agreement which we are signing on this date on behalf of our respective Governments :

- Meat (beef, veal, mutton and lamb) and offals ;
- Meat : tinned, canned, &c., and extracts and essences ;
- Animal by-products, as fats, greases, oils, hides, skins, wool, bones, horns, dried blood, horse hair, casings, &c. ;
- Leather ;
- Furs (including furs of marine animals) and feathers ;
- Animal fertilizers ;
- Tinned and canned fish ;
- Flax and linseed (including cakes, &c.) ;
- Cereals, as wheat, flour, maize, sharps, middlings, bran, pollard, &c. ;
- Poultry and game (including tinned, canned and extracts) ;
- Eggs (in shell or otherwise) ;
- Dairy produce, as creams, butter, cheese, casine, &c. ;
- Citrus fruits, grapes, peaches, pears (including tinned).

I have, &c.

Pedro COSIO.

No. 2.

SIR SAMUEL HOARE TO SEÑOR DR. DON PEDRO COSIO.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, *June 26th*, 1935.

SIR,

I have the honour to inform you that the goods produced or manufactured in the United Kingdom, which have been the subject of discussion in the negotiations leading to the conclusion of the Agreement signed this day, and which are referred to in paragraph (1) of the Protocol to the said Agreement, are those included in the Schedules and Memoranda containing proposals in regard to the Uruguayan tariff, which were communicated to the Uruguayan Delegation, and discussed at the meetings held on the 10th, 11th, 13th, 16th, 17th, 18th, 20th, 23rd and 25th July, 1934, 19th and 21st February, and 15th March, 1935.

I have, &c.

Samuel HOARE.

No. 3.

SEÑOR DR. DON PEDRO COSIO TO SIR SAMUEL HOARE.

LEGACIÓN DEL URUGUAY.

LONDRES, *June 26th*, 1935.

SIR,

In order to define " the existing share of the Uruguayan market for coal, coke and solid fuel manufactured from coal " enjoyed by the United Kingdom, I have the honour to inform your Excellency that coal, coke and solid fuel manufactured from coal of United Kingdom origin were imported into Uruguay in 1932 to the extent of 97.2 per cent. of the total aggregate imports of these commodities.

I have, &c.

Pedro Cosio.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4058. — ACCORD CONCERNANT LE COMMERCE ET LES PAIEMENTS
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE
ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT URUGUAYEN. SIGNÉ
A LONDRES, LE 26 JUIN 1935.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et
LE GOUVERNEMENT URUGUAYEN, désireux de faciliter plus largement encore les échanges commer-
ciaux entre le Royaume-Uni et l'Uruguay, sont convenus des dispositions suivantes :

PARTIE I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES ÉCHANGES COMMERCIAUX.

Article premier.

Les marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni et importées en Uruguay ainsi que les marchandises produites ou manufacturées en Uruguay et importées dans le Royaume-Uni bénéficieront inconditionnellement d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou manufacturées dans tout autre pays. En particulier, elles ne seront pas assujetties, à l'importation ou ultérieurement, à des droits de douane ou charges autres ou plus élevés, ni à des formalités douanières ou conditions d'autorisation autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont assujetties les marchandises similaires produites ou manufacturées dans tout autre pays.

Les marchandises produites ou manufacturées en Uruguay et exportées de ce pays à destination du Royaume-Uni ainsi que les marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni et exportées de ce pays à destination de l'Uruguay ne seront pas assujetties dans le pays d'exportation à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés sur des marchandises similaires exportées à destination de tout autre pays.

Article 2.

Les dispositions de l'article précédent ne seront pas invoquées au sujet d'un traitement, d'une préférence ou d'un privilège qui pourrait à un moment quelconque être en vigueur exclusivement entre territoires placés sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PARTIE II

DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE CHANGE.

Article 3.

(i) Dans un délai d'un mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, le Gouvernement uruguayen donnera aux personnes résidant dans le Royaume-Uni qui détiennent des créances au titre du « change différé », tel qu'il est défini par la loi uruguayenne du 9 novembre 1934, y compris les sommes dues par les organes du Gouvernement uruguayen et les institutions autonomes de l'Etat, la possibilité d'en accepter le règlement aux conditions établies dans ladite loi, à savoir le paiement de 30 % de chaque créance au comptant en devises étrangères et la remise, pour le solde, de bons-or à 5 ans portant intérêt à 3 ½ %. Le total de la somme versée au comptant et du montant nominal des bons sera égal au montant de la dette dans la monnaie dans laquelle la dette est libellée.

(ii) L'émission desdits bons ne sera pas subordonnée au rachat des bons déjà émis.

(iii) Dans le cas de sommes en pesos appartenant à des sociétés britanniques qui assurent des services publics en Uruguay, le taux de conversion des pesos constituant le « change différé » mentionné au paragraphe (i) du présent article (à l'exception des sommes requises pour les remises au titre des dividendes) sera, à moins qu'il n'en soit convenu autrement dans un cas quelconque avec la société intéressée, le cours officiel de change majoré de 5 %. Dans le cas des pesos requis pour les remises au titre de dividendes, le cours du change sera le cours officiel pratiqué aux dates auxquelles les pesos ont été déposés, avec les majorations suivantes :

Pour les pesos déposés jusqu'au 30 juin 1933	40 %
Pour les pesos déposés du 1 ^{er} juillet 1933 au 28 février 1934	45 %
Pour les pesos déposés du 1 ^{er} mars 1934 au 15 avril 1934	65 %
Pour les pesos déposés du 16 avril 1934 au 30 septembre 1934.	85 %

(iv) Pour tous les autres pesos, les taux de majoration ne seront pas supérieurs à ceux qui ont été établis le 23 février 1935 par la Caisse autonome d'amortissement en collaboration avec le Banco de la República Oriental del Uruguay.

Article 4.

Les devises nécessaires pour faire face aux besoins du Royaume-Uni ayant pris naissance postérieurement aux dates indiquées dans la loi du 9 novembre 1934 et avant la date d'entrée en vigueur du présent accord seront attribuées conformément aux dispositions de cette loi et ne viendront pas en déduction des devises affectées aux besoins du Royaume-Uni en vertu de l'article 7 du présent accord.

Article 5.

Le Banco de la República Oriental del Uruguay effectuera dans le plus court délai possible le rachat des bons-or de la première et de la deuxième tranche détenus par des personnes résidant dans le Royaume-Uni, et, pour faciliter cette opération, permettra que les bons soient présentés au remboursement à Londres aussi bien qu'à Montevideo. Les porteurs de ces bons dans le Royaume-Uni bénéficieront à tous égards d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé aux porteurs d'autres pays.

Article 6.

Le montant requis pour le rachat des bons-or mentionnés à l'article précédent, pour le service de ceux de ces bons qui n'auront pas été rachetés, ainsi que pour le paiement au comptant des 30 % mentionnés à l'article 3 (i), sera fourni par le Banco de la República sur ses propres ressources et ne viendra pas en déduction des devises affectées aux besoins du Royaume-Uni en vertu de l'article 7 du présent accord.

Article 7.

En vue de mettre à la disposition du Royaume-Uni pour des besoins ayant pris naissance après l'entrée en vigueur du présent accord, au moins 95 % de la valeur des exportations uruguayennes à destination du Royaume-Uni telle qu'elle ressort des statistiques uruguayennes établies sur la base f.o.b., le Gouvernement uruguayen veillera à ce qu'il soit assigné, pour les besoins du Royaume-Uni, un contingent mensuel de devises équivalent à 76 % au moins de la valeur des importations de produits uruguayens dans le Royaume-Uni, effectuées en provenance de l'Uruguay au cours de l'avant-dernier mois, telle qu'elle ressort des statistiques commerciales du Royaume-Uni, établies sur la base c.i.f. Toutefois, pour chaque période complète de douze mois, le pourcentage susmentionné de la valeur des importations enregistrées par les services de statistique du Royaume-Uni ne sera pas inférieur à 80 %.

Les besoins qui n'auront pas été couverts dans un mois donné, le seront par priorité sur le contingent des mois suivants.

Article 8.

Le Gouvernement uruguayen délivrera, pour les importations en provenance du Royaume-Uni, des licences d'importation jusqu'à concurrence de la valeur des devises qui devront être fournies conformément aux dispositions du présent accord et il prêtera en outre ses bons offices en vue d'assurer la délivrance de licences d'importation et de permis de change additionnels pour les importations en provenance du Royaume-Uni.

Article 9.

Si, dans un mois donné, le contingent de devises assigné conformément à l'article 7 du présent accord ne suffit pas à couvrir une fraction importante des paiements dus au titre des importations du Royaume-Uni en Uruguay et qu'en conséquence le Gouvernement uruguayen restreint temporairement la délivrance de licences d'importation, ledit gouvernement s'emploiera de son mieux pour qu'aucune restriction ne soit imposée à la délivrance de licences d'importation et de permis de change en faveur du charbon, du coke et des combustibles solides à base de charbon en provenance du Royaume-Uni et pour qu'en ce qui concerne les autres catégories de marchandises, ces restrictions soient appliquées de façon à ne pas modifier, entre les diverses catégories de marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni ou, selon le cas, de marchandises réexportées du Royaume-Uni, les proportions dans lesquelles les marchandises de ces catégories ont été importées en 1934.

En tout état de cause, le Gouvernement uruguayen consultera le Gouvernement du Royaume-Uni avant d'imposer une telle restriction.

Article 10.

Le Gouvernement uruguayen prendra, en consultation avec le Gouvernement du Royaume-Uni, les mesures qui pourraient s'avérer nécessaires, soit en exigeant un certificat délivré par une chambre de commerce du Royaume-Uni, soit autrement, pour que les devises fournies en vertu de l'article 7 du présent accord soient exclusivement utilisées : *a)* pour des marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni, et *b)* pour des marchandises réexportées du Royaume-Uni, étant entendu toutefois que, dans une année civile donnée, la proportion de *b)* par rapport à *a)* ne sera pas supérieure à celle de l'année civile 1934. En ce qui concerne les tissus de coton, de coton et de soie artificielle ou de soie artificielle, le Gouvernement uruguayen fera en sorte que seules soient considérées comme marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni, aux fins du présent article, les marchandises qui ont été filées, tissées et apprêtées dans le Royaume-Uni.

Article 11.

Aussi longtemps qu'il conservera par devers lui des devises obtenues au cours officiel pour le paiement de ses propres obligations dans le Royaume-Uni, le Gouvernement uruguayen s'engage

à fournir aux sociétés britanniques assurant des services publics, au cours officiel, une proportion aussi grande que possible du change en livres sterling leur revenant en vertu du présent accord.

Article 12.

(1) Le service de la fraction de la dette publique uruguayenne existante, payable à Londres et détenue hors de l'Uruguay au moment de l'entrée en vigueur du présent accord, ainsi que, dans la mesure où cela sera nécessaire, le service des bons à 5 ans portant intérêt à 3 ½ % qui seront émis conformément à l'article 3 (i), sera assuré au moyen du contingent de devises attribué au Royaume-Uni en vertu de l'article 7.

(2) L'ordre de priorité dans lequel il sera fait face aux autres besoins du Royaume-Uni en matière de devises sera déterminé de temps à autre par des accords complémentaires conclus entre le Gouvernement uruguayen et le Gouvernement du Royaume-Uni.

Article 13.

En ce qui concerne les cours de change et les formalités se rapportant à l'attribution de devises, les besoins du Royaume-Uni feront l'objet d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est appliqué aux besoins de tout autre pays.

Article 14.

Dans la partie II du présent accord :

(i) L'expression « personnes résidant dans le Royaume-Uni » s'entend des particuliers résidant habituellement dans le Royaume-Uni ou des sociétés enregistrées ou exerçant habituellement leur activité dans le Royaume-Uni ;

(ii) L'expression « personnes résidant en Uruguay » s'entend des particuliers ou des sociétés (y compris les organisations et institutions de l'Etat) résidant habituellement ou exerçant habituellement leur activité en Uruguay ;

(iii) L'expression « besoins du Royaume-Uni » s'entend des montants nécessaires pour les remises de fonds de l'Uruguay à des personnes résidant dans le Royaume-Uni.

PARTIE III

CLAUSES PROTOCOLAIRES.

Article 15.

Le présent accord sera ratifié. Les ratifications seront échangées aussitôt que possible à Londres. L'accord prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il restera en vigueur pendant un an à compter de cette date et continuera à rester en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date à laquelle l'un des gouvernements contractants aura notifié à l'autre, par la voie diplomatique, son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Londres, le 26 juin 1935, en anglais et en espagnol, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) Samuel HOARE.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

(L. S.) Pedro COSIO.

(L. S.) A. A. DODERO.

PROTOCOLE

Au moment de signer l'accord en date de ce jour, relatif aux relations commerciales entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Uruguay, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, déclarent ce qui suit :

1^o Les gouvernements contractants entameront, dès que les circonstances le permettront, de nouvelles négociations au sujet du traitement douanier, à l'importation en Uruguay, des marchandises produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni, et du traitement douanier, à l'importation dans le Royaume-Uni, des marchandises produites ou manufacturées dans l'Uruguay. Tant que ces négociations ne seront pas terminées, chaque gouvernement s'engage, avant de prendre des mesures concernant le traitement des marchandises produites ou manufacturées sur le territoire de l'autre et ayant fait l'objet de discussions au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'accord susmentionné, à prendre en considération toutes représentations que l'autre gouvernement désirerait faire.

2^o Le Gouvernement uruguayen, appréciant pleinement les avantages découlant de la collaboration des capitaux britanniques aux entreprises assurant les services publics et autres entreprises, tant nationales ou municipales que privées, qui exercent leur activité dans l'Uruguay, et fidèle à sa politique traditionnelle d'amitié, affirme par la présente son intention d'accorder à ces entreprises, pour autant que le permettent ses attributions constitutionnelles, un traitement bienveillant de nature à assurer un plus grand développement économique du pays ainsi que la protection due et légitime des intérêts représentés dans ces entreprises.

3^o Pour réaffirmer son désir d'assurer un traitement satisfaisant aux navires britanniques dans les ports uruguayens, le Gouvernement uruguayen, en attendant la conclusion d'un traité ou d'un accord contenant des dispositions expresses relatives à la situation des navires britanniques dans les ports uruguayens, traitera lesdits navires avec la plus grande bienveillance possible et continuera à leur accorder un traitement au moins aussi favorable que celui dont ils ont bénéficié jusqu'ici.

4^o (i) Pendant la durée d'application du présent accord, aucun droit ou charge, de quelque nature que ce soit, autre que ceux qui sont imposés par la loi uruguayenne N^o 5453 du 8 juillet 1916 ne sera perçu sur le charbon, le coke et les combustibles solides à base de charbon, produits ou manufacturés dans le Royaume-Uni, quelle qu'en soit la provenance, et importés dans la République orientale de l'Uruguay, aux fins de consommation intérieure ou d'approvisionnement des navires ; de plus, ni lesdits droits ou charges ni la fraction de ces droits ou charges dont le paiement doit s'effectuer en or ne seront majorés. Une fois que les taxes prévues auront été payées, il ne sera imposé aucune autre condition concernant le charbon, le coke et les combustibles solides à base de charbon, manutentionnés dans un port uruguayen, et il sera permis d'entreposer sur des allèges du charbon, du coke et des combustibles solides à base de charbon, pour l'approvisionnement des navires, et de procéder à tout moment audit approvisionnement.

(ii) Etant donné que les gouvernements contractants ont l'espoir que le Royaume-Uni continuera à occuper sur le marché uruguayen sa situation actuelle en ce qui concerne la fourniture de charbon, de coke et de combustibles solides à base de charbon, ils se consulteront, en cas de besoin, en vue de maintenir cette situation.

(iii) Le Gouvernement uruguayen fera établir, pour la période commençant le 1^{er} juillet 1935, des statistiques mensuelles officielles concernant les importations totales de charbon, de coke et de combustibles solides à base de charbon en Uruguay, ainsi que les importations en Uruguay de charbon, de coke et de combustibles solides à base de charbon originaires du Royaume-Uni. Ces statistiques seront transmises, dans les trois mois qui suivront le mois auquel elles se rapportent, au Département des mines du Gouvernement du Royaume-Uni.

5° Les dispositions du présent protocole feront partie intégrante de l'accord en date de ce jour relatif aux relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Uruguay.

Fait en double expédition à Londres, le 26 juin 1935, en anglais et en espagnol, les deux textes faisant également foi.

Samuel HOARE.
Walter RUNCIMAN.
Pedro COSIO.
A. A. DODERO.

ACCORD COMPLÉMENTAIRE

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Uruguay, conformément à l'article 12 (2) de l'accord signé ce jour, conviennent qu'en attendant la conclusion d'un nouvel accord, les besoins du Royaume-Uni ayant pris naissance après la date d'entrée en vigueur dudit accord seront couverts au moyen du contingent de devises attribué au Royaume-Uni conformément à l'article 7 de l'accord, en observant l'ordre de priorité suivant :

a) Le service de la fraction de la dette publique uruguayenne existante qui est payable à Londres et détenue hors de l'Uruguay à la date de l'entrée en vigueur de l'accord (à savoir les montants actuellement payés ainsi que tous montants additionnels qui pourraient être payés à l'avenir) ; de plus, dans la mesure des besoins, le service des bons 3 ½ % à 5 ans visés à l'article 3 (i) de l'accord, étant entendu que ces bons ne seront libellés en sterling que s'ils sont délivrés à des personnes résidant au Royaume-Uni ;

b) Le paiement de l'intérêt des obligations et des « rentes foncières » des sociétés constituées ou exerçant habituellement leur activité dans le Royaume-Uni et effectuant des opérations en Uruguay, de l'impôt sur le revenu perçu dans le Royaume-Uni et de tout arriéré dudit impôt dû par lesdites sociétés et par des « personnes résidant en Uruguay », ainsi que le paiement des dépenses des sièges centraux desdites sociétés dans le Royaume-Uni, pour autant qu'elles sont imputables à leurs opérations dans l'Uruguay ;

c) Le paiement des pensions, etc., acquises dans l'Uruguay et payables à des personnes résidant au Royaume-Uni ;

d) Les paiements dus à des personnes résidant au Royaume-Uni pour la vente de marchandises importées du Royaume-Uni en Uruguay, ainsi qu'au titre des frets, primes d'assurances, commissions, etc. ;

e) Le remboursement des obligations venues à échéance de sociétés constituées ou exerçant habituellement leur activité dans le Royaume-Uni et effectuant des opérations en Uruguay ;

f) Le paiement des dividendes des actions privilégiées et ordinaires des sociétés constituées ou exerçant habituellement leur activité dans le Royaume-Uni et effectuant des opérations en Uruguay, ainsi que le paiement des bénéfices acquis en Uruguay et revenant à des personnes résidant dans le Royaume-Uni ;

g) Les remises privées de personnes résidant en Uruguay à des personnes résidant au Royaume-Uni.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord complémentaire et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Londres, le 26 juin 1935, en anglais et en espagnol, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) Samuel HOARE.
(L. S.) Walter RUNCIMAN.
(L. S.) Pedro COSIO.
(L. S.) A. A. DODERO.

NOTES

N° 1.

LE D^r PEDRO COSIO A SIR SAMUEL HOARE.

LÉGATION DE L'URUGUAY.

LONDRES, le 26 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-après une liste des marchandises au sujet desquelles il est entendu que le Gouvernement du Royaume-Uni accepte de prendre en considération toutes représentations que le Gouvernement de l'Uruguay désirera faire en vertu de l'article premier du protocole annexé à l'accord sur les relations commerciales que nous signons ce jour au nom de nos gouvernements respectifs :

- Viande (bœuf, veau, mouton et agneau) et abats ;
- Viande de conserve en boîtes, etc. ; extraits et essences de viande ;
- Sous-produits animaux tels que : graisses, huiles, cuirs, peaux, laine, os, corne, sang desséché, crin de cheval, boyaux, etc. ;
- Cuir tanné ;
- Fourrures (y compris les fourrures d'animaux marins) et plumes ;
- Engrais animaux ;
- Conserves de poisson en boîtes ;
- Lin et graine de lin (y compris les tourteaux, etc.) ;
- Céréales telles que : froment, farine, maïs, remoulage, remoulage mêlé, son, recoupe, etc. ;
- Volailles et gibier (y compris les volailles et gibier conservés en boîtes et les extraits de volailles et gibier) ;
- Œufs (en coque ou autrement) ;
- Produits de laiterie tels que : crème, beurre, fromages, caséine, etc. ;
- Agrumes, raisins, pêches, poires (même en conserve).

Veuillez agréer, etc.

Pedro COSIO.

N° 2.

SIR SAMUEL HOARE AU D^r PEDRO COSIO.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, le 26 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les marchandises, produites ou manufacturées dans le Royaume-Uni, qui ont fait l'objet de discussions au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'accord signé ce jour, et qui sont mentionnées au paragraphe 1 du protocole audit accord, sont celles qui figurent dans les listes et mémorandums contenant des propositions relatives au tarif uruguayen, communiquées à la délégation uruguayenne et discutées au cours des séances tenues les 10, 11, 13, 16, 17, 18, 20, 23 et 25 juillet 1934, 19 et 21 février et 15 mars 1935.

Veuillez agréer, etc.

Samuel HOARE.

N° 3.

LE D^r PEDRO COSIO A SIR SAMUEL HOARE.

LÉGATION DE L'URUGUAY.

LONDRES, *le 26 juin* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Afin de déterminer « la situation actuelle que le Royaume-Uni occupe sur le marché uruguayen en ce qui concerne la fourniture de charbon, de coke et de combustibles solides à base de charbon », j'ai l'honneur de vous faire savoir que le charbon, le coke et les combustibles solides à base de charbon, importés du Royaume-Uni en Uruguay en 1932, représentaient 97,2 pour cent des importations totales de ces marchandises.

Veuillez agréer, etc.

Pedro COSIO.

N° 4059.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ÉGYPTÉ**

Echange de notes comportant un accord en vue de faciliter les relations commerciales entre l'Égypte et la Palestine. Ramleh et Le Caire, le 18 août 1936.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND EGYPT**

Exchange of Notes constituting an Agreement to facilitate Commercial Relations between Egypt and Palestine. Ramleh and Cairo, August 18th, 1936.

No. 4059. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT TO FACILITATE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN EGYPT AND PALESTINE. RAMLEH AND CAIRO, AUGUST 18TH, 1936.

N° 4059. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN COMPORTANT UN ACCORD EN VUE DE FACILITER LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'ÉGYPTE ET LA PALESTINE. RAMLEH ET LE CAIRE, LE 18 AOUT 1936.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place February 11th, 1937.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 février 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

THE RESIDENCY.

No. 176.
(334/33/36.)

RAMLEH, August 18th, 1936.

SIR,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are willing, in order to facilitate further commercial relations between Egypt and Palestine, to conclude with the Egyptian Government an Agreement in the following terms :

(i) With a view to the development and improvement of trade relations to the

I.

LA RÉSIDENCE.

N° 176.
(334/33/36.)

RAMLEH, le 18 août 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé, pour faciliter le développement des relations commerciales entre l'Egypte et la Palestine, à conclure avec le Gouvernement égyptien un accord ainsi conçu :

i) Afin de développer et d'améliorer les relations commerciales dans l'intérêt mutuel

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

mutual advantage of both countries, there shall be periodic meetings between representatives of the Egyptian Government and the Government of Palestine for the discussion of trade matters including railway rates and the adjustment of the Customs tariffs of one country on goods, the produce or manufacture of the other country.

(ii) If at any of the periodic meetings referred to in (i) above an agreement is reached as to the rates of Customs duties to be levied in one country on goods, the produce or manufacture of the other, the duties on such goods shall not, otherwise than in exceptional circumstances, be increased beyond the rates so agreed upon, until an opportunity of joint discussion of the matter between representatives of the two Governments has been given. If the duties are so increased without such discussion, on account of exceptional circumstances, the matter shall be discussed at the next periodic meeting held in accordance with paragraph (i) above.

(iii) (a) As from February 14th, 1936, the Egyptian Customs duty on imported soap manufactured in Palestine and made exclusively from unadulterated olive oil shall not exceed 500 millimes per hundred kilograms gross, provided that the outer containers thereof bear a Government seal or mark indicating that the soap has been manufactured in factories which are under the supervision of the Health Laboratory of the Palestine Government. Marks on the soap itself or on the inner wrapper will not fulfil the requirement. This reduction shall only be put into force if it is found possible to determine by laboratory analysis whether the soap is made exclusively from olive oil. The Palestine Government will take all reasonable measures to ensure that only pure olive oil is used in the factories where the soap bearing the Government mark indicated above is manufactured.

(b) The railway tariff on household soap, the manufacture of Palestine, transported by the Egyptian State Railways

des deux pays, des réunions périodiques seront organisées entre des représentants du Gouvernement égyptien et du Gouvernement de la Palestine pour y discuter certaines questions commerciales visant notamment les tarifs de chemins de fer et l'ajustement des tarifs douaniers de l'un des deux pays qui s'appliquent aux marchandises produites ou fabriquées dans l'autre pays.

ii) Si, à l'une des réunions périodiques mentionnées ci-dessus sous i), il intervient un accord au sujet du taux des droits de douane qui seront perçus dans l'un des deux pays sur les marchandises produites ou fabriquées dans l'autre, les droits frappant lesdites marchandises ne seront pas, sauf en cas de circonstances exceptionnelles, portés au delà du taux ainsi fixé d'un commun accord avant que les représentants des deux gouvernements aient eu l'occasion de délibérer ensemble sur la question. Si les droits sont ainsi majorés par suite de circonstances exceptionnelles sans que cette discussion ait eu lieu, la question sera examinée à la réunion périodique suivante tenue conformément à l'alinéa i) ci-dessus.

iii) a) A partir du 14 février 1936, les droits de douane égyptiens sur le savon importé, fabriqué en Palestine uniquement avec de l'huile d'olive pure, ne seront pas supérieurs à 500 millèmes par 100 kilogrammes brut, à condition que les contenants extérieurs de cette marchandise portent un sceau ou une marque du gouvernement indiquant que le savon a été fabriqué dans des usines placées sous la surveillance du laboratoire d'hygiène du Gouvernement palestinien. Les marques apposées sur le savon même ou sur l'emballage intérieur ne seront pas suffisantes à cet effet. Cette réduction ne sera appliquée que s'il est reconnu possible de déterminer par une analyse effectuée en laboratoire si le savon est fabriqué uniquement avec de l'huile d'olive. Le Gouvernement palestinien prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer qu'il n'est fait usage que d'huile d'olive pure dans les usines où est fabriqué le savon portant la marque du gouvernement ci-dessus indiquée.

b) Les tarifs de chemin de fer applicables au savon de ménage fabriqué en Palestine et transporté par les chemins de fer de

shall be at the same rate as that charged for the transport of household soap of Egyptian manufacture, excluding the special export tariff and flat rates.

(c) It shall be a punishable offence in Egypt to use any mark, or word, symbol, etc., on soap which will lead the consumer to believe wrongly that such soap is of Palestinian origin. This undertaking will come into effect on the day on which an Egyptian law for the protection of trade marks and prevention of trade frauds has, after being approved by the General Assembly of the Mixed Court of Appeal, been promulgated.

(iv) (a) The Palestinian Customs duty on melons and water melons imported into Palestine from Egypt during the months of May and June of each year shall not exceed L.P. 1 per ton.

(b) The Egyptian Customs duty on water melons imported into Egypt from Palestine during the months of July and August of each year shall not exceed L.E. 1 per ton.

(v) The Egyptian Customs duty on oranges, the produce of Palestine, imported between May 1st and September 30th shall not exceed L.E. 2 per ton.

(vi) The Egyptian Customs duty on imported grapefruit, the produce of Palestine, shall not exceed L.E. 1.500 m/ms per ton for a period of two years.

(vii) The Palestine Customs duty on sugar, the produce of Egypt, shall be reduced from the present rate of L.P. 10 per ton to a rate to be notified subsequently to the Egyptian Government, but not lower than L.P. 5 per ton.

(viii) The present restrictions on the entry into Palestine of mango fruits, the produce of Egypt, shall be removed, provided that these fruits are accompanied by suitable certificates from the competent authorities of the Egyptian Government, stating that the mangoes are free from living pests and diseases.

l'Etat égyptien seront les tarifs pratiqués pour le transport du savon de ménage de fabrication égyptienne, à l'exception du tarif spécial d'exportation et du tarif forfaitaire.

c) Le fait d'apposer une marque, un mot, un symbole, etc., sur le savon, qui seraient de nature à induire le consommateur en erreur en lui faisant croire que ce savon est d'origine palestinienne, sera considéré, en Egypte, comme un délit punissable. Cette disposition entrera en vigueur le jour où une loi égyptienne visant la protection des marques de fabrique et la répression de la fraude commerciale aura été promulguée après avoir été approuvée par l'Assemblée générale de la Cour d'appel mixte.

iv) a) Les droits de douane appliqués par la Palestine aux melons et aux pastèques importés d'Egypte en Palestine en mai et en juin de chaque année ne seront pas supérieurs à 1 L. P. par tonne.

b) Les droits de douane appliqués par l'Egypte aux pastèques importées de Palestine en Egypte en juillet et en août de chaque année ne seront pas supérieurs à 1 L. E. par tonne.

v) Les droits de douane égyptiens sur les oranges produites en Palestine et importées du 1^{er} mai au 30 septembre ne seront pas supérieurs à 2 L. E. par tonne.

vi) Les droits de douane égyptiens sur les pamplemousses d'origine palestinienne importées ne seront pas supérieurs à 1 L. E. 500 millièmes par tonne pour une période de deux ans.

vii) Les droits de douane palestiniens sur le sucre produit en Egypte seront ramenés du taux actuel de 10 L. P. par tonne à un taux qui sera ultérieurement notifié au Gouvernement égyptien, mais qui ne sera pas inférieur à 5 L. P. par tonne.

viii) Les restrictions actuelles à l'importation en Palestine des mangues produites en Egypte seront rapportées, à condition que ces fruits soient accompagnés de certificats appropriés émanant des autorités compétentes du Gouvernement égyptien et attestant que les mangues sont exemptes de parasites vivants et d'épiphyties.

(ix) The railway tariff on Egyptian tibben (chopped straw) transported by the Palestine Railways shall be reduced by one class, namely, from 813 m/ms per ton to 530 m/ms per ton on the basis of the journey between Kantara and Lydda.

(x) The Egyptian Government will send to His Majesty's High Commissioner, for communication to the Palestine Government, a detailed list of vegetables grown in Egypt which it is desired to export to Palestine in seasons when the supply of such vegetables is short, with a view to enabling the Palestine Government to consider a reduction of the Palestine Customs tariffs on such vegetables so as to facilitate their import into Palestine.

(xi) (a) In regard to Customs duties levied in one country on goods, the produce or manufacture of the other, the general policy of the Egyptian and Palestine Governments shall be to reduce the tariffs with the object of increasing the flow of such goods to the mutual advantage of both countries, to the lowest extent possible, bearing in mind the fact that the reduced duties will also have to be accorded to similar goods, the produce or manufacture of other countries.

(b) The Governments of Egypt and Palestine will each respectively cause an investigation to be made to ascertain the goods to which it is possible to apply the policy referred to in paragraph (a) above, and, to assist them in this enquiry, will appoint local representative committees. For the purpose of this investigation the Egyptian Government will make available the services of an official of the Ministry of Commerce and Industry in Egypt, and the Palestine Government will make available the services of an official of the Department of Customs, Excise and Trade in Palestine.

2. If the Egyptian Government are likewise prepared to conclude the Agreement in the terms set forth above, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply to that effect be regarded as constituting a formal Agreement with effect from this day between His Majesty's Government in

ix) Le tarif de chemin de fer appliqué au tibn égyptien (paille hachée) transporté par les chemins de fer palestiniens sera ramené à l'échelon inférieur, à savoir de 813 millièmes par tonne à 530 millièmes par tonne sur la base du parcours de Kantara à Lydda.

x) Le Gouvernement égyptien adressera au haut commissaire de Sa Majesté, pour que celui-ci la communique au Gouvernement palestinien, une liste détaillée des légumes cultivés en Egypte qu'il désire exporter en Palestine dans les saisons où il y a pénurie de ces légumes sur le marché, afin de permettre au Gouvernement palestinien d'envisager une réduction des droits de douane palestiniens qui grèvent ces légumes et de faciliter ainsi leur importation en Palestine.

xi) a) En ce qui concerne les droits de douane perçus dans l'un des pays sur les marchandises produites ou fabriquées dans l'autre, le Gouvernement égyptien et le Gouvernement palestinien s'efforceront en général de prendre toutes mesures utiles afin de réduire autant que possible les tarifs, de manière à augmenter l'échange de ces marchandises dans l'intérêt mutuel des deux pays, et en tenant compte du fait que ces réductions de droits devront être également accordées aux marchandises analogues, produites ou fabriquées dans d'autres pays.

b) Les Gouvernements de l'Egypte et de la Palestine ordonneront l'un et l'autre l'ouverture d'une enquête en vue de déterminer les marchandises auxquelles il est possible d'appliquer les mesures visées au paragraphe a) ci-dessus, et, pour les aider dans cette étude, ils nommeront des comités locaux représentatifs. Aux fins de cette enquête, le Gouvernement égyptien désignera un fonctionnaire du Ministère du commerce et de l'industrie en Egypte et le Gouvernement palestinien désignera un fonctionnaire du Service des douanes, de l'accise et du commerce en Palestine.

2. Si le Gouvernement égyptien est également disposé à conclure l'accord conçu dans les termes ci-dessus, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet soient considérées comme constituant, sur cette question, un accord officiel entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le

the United Kingdom and the Egyptian Government in this matter, which shall remain in force for one year from the date of this note and thereafter until the expiry of three months from the date on which either Government shall have given notice in writing to the other of their intention to terminate the Agreement.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

Arthur YENCKEN,
Acting High Commissioner.

His Excellency
Aly Zaki el Oraby Pasha,
Minister for Foreign Affairs *p. i.*,
etc., etc., etc.

Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien, qui prendra effet à partir de ce jour, et qui restera en vigueur pendant un an à compter de la date de la présente note et, par la suite, jusqu'à l'expiration d'une période de trois mois à partir de la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre par écrit son intention d'y mettre fin.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Haut Commissaire par intérim,
Arthur YENCKEN.

Son Excellence
Aly Zaki el Oraby Pacha,
Ministre des Affaires étrangères *p. i.*,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 1.31/3 (184).

LE CAIRE, le 18 août 1936.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 176 (334/33/36) du 18 août 1936 ainsi conçue :

" In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are willing, in order to facilitate further commercial relations between Egypt and Palestine, to conclude with the Egyptian Government an Agreement in the following terms :

" (i) With a view to the development and improvement of trade relations to the mutual advantage of both countries, there shall be periodic meetings between representatives of the Egyptian Government and the Government of Palestine for the discussion of trade matters including railway rates and the adjustment of the Customs tariffs of one country on goods, the produce or manufacture of the other country.

" (ii) If at any of the periodic meetings referred to in (i) above an agreement is reached as to the rates of Customs duties to be levied in one country on goods, the produce or manufacture of the other, the duties on such goods shall not, otherwise than in exceptional circumstances, be increased beyond the rates so agreed upon, until an opportunity of joint discussion of the matter between representatives of the two Governments has been given. If the duties are so increased without such discussion, on account of exceptional circumstances, the matter shall be discussed at the next periodic meeting held in accordance with paragraph (i) above.

" (iii) (a) As from February 14th, 1936, the Egyptian Customs duty on imported soap manufactured in Palestine and made exclusively from unadulterated olive oil shall not exceed 500 milliemes per hundred kilograms gross, provided that the

outer containers thereof bear a Government seal or mark indicating that the soap has been manufactured in factories which are under the supervision of the Health Laboratory of the Palestine Government. Marks on the soap itself or on the inner wrapper will not fulfil the requirement. This reduction shall only be put into force if it is found possible to determine by laboratory analysis whether the soap is made exclusively from olive oil. The Palestine Government will take all reasonable measures to ensure that only pure olive oil is used in the factories where the soap bearing the Government mark indicated above is manufactured.

" (b) The railway tariff on household soap, the manufacture of Palestine, transported by the Egyptian State Railways shall be at the same rate as that charged for the transport of household soap of Egyptian manufacture, excluding the special export tariff and flat rates.

" (c) It shall be a punishable offence in Egypt to use any mark, or word, symbol, etc., on soap which will lead the consumer to believe wrongly that such soap is of Palestinian origin. This undertaking will come into effect on the day on which an Egyptian law for the protection of trade marks and prevention of trade frauds has, after being approved by the General Assembly of the Mixed Court of Appeal, been promulgated.

" (iv) (a) The Palestinian Customs duty on melons and water melons imported into Palestine from Egypt during the months of May and June of each year shall not exceed L.P. 1 per ton.

" (b) The Egyptian Customs duty on water melons imported into Egypt from Palestine during the months of July and August of each year shall not exceed L.E. 1 per ton.

" (v) The Egyptian Customs duty on oranges, the produce of Palestine, imported between May 1st and September 30th shall not exceed L.E. 2 per ton.

" (vi) The Egyptian Customs duty on imported grapefruit, the produce of Palestine, shall not exceed L.E. 1.500 m/ms per ton for a period of two years.

" (vii) The Palestine Customs duty on sugar, the produce of Egypt, shall be reduced from the present rate of L. P. 10 per ton to a rate to be notified subsequently to the Egyptian Government, but not lower than L.P. 5 per ton.

" (viii) The present restrictions on the entry into Palestine of mango fruits, the produce of Egypt, shall be removed, provided that these fruits are accompanied by suitable certificates from the competent authorities of the Egyptian Government, stating that the mangoes are free from living pests and diseases.

" (ix) The railway tariff on Egyptian tibben (chopped straw) transported by the Palestine Railways shall be reduced by one class, namely, from 815 m/ms per ton to 530 m/ms per ton on the basis of the journey between Kantara and Lydda.

" (x) The Egyptian Government will send to His Majesty's High Commissioner, for communication to the Palestine Government, a detailed list of vegetables grown in Egypt which it is desired to export to Palestine in seasons when the supply of such vegetables is short, with a view to enabling the Palestine Government to consider a reduction of the Palestine Customs tariffs on such vegetables so as to facilitate their import into Palestine.

" (xi) (a) In regard to Customs duties levied in one country on goods, the produce or manufacture of the other, the general policy of the Egyptian and Palestine Governments shall be to reduce the tariffs, with the object of increasing the flow of such goods to the mutual advantage of both countries, to the lowest extent possible, bearing in mind the fact that the reduced duties will also have to be accorded to similar goods, the produce or manufacture of other countries.

" (b) The Governments of Egypt and Palestine will each respectively cause an investigation to be made to ascertain the goods to which it is possible to apply

the policy referred to in paragraph (a) above, and, to assist them in this enquiry, will appoint local representative committees. For the purpose of this investigation, the Egyptian Government will make available the services of an official of the Ministry of Commerce and Industry in Egypt, and the Palestine Government will make available the services of an official of the Department of Customs, Excise and Trade in Palestine.

" 2. If the Egyptian Government are likewise prepared to conclude the Agreement in the terms set forth above, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply to that effect be regarded as constituting a formal Agreement with effect from this day between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government in this matter, which shall remain in force for one year from the date of this note and thereafter until the expiry of three months from the date on which either Government shall have given notice in writing to the other of their intention to terminate the Agreement. "

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur les bases ci-dessus et je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères p. i.,

A. Z. ORABY.

Monsieur A. F. Yencken, M.C.,

Haut Commissaire p. i. de Sa Majesté britannique.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

No. 131/3 (184).

CAIRO, August 18th, 1936.

Mr. HIGH COMMISSIONER,

I have the honour to acknowledge Your Excellency's letter of August 18th, 1936, No. 176 (334/33/36), in which you are good enough to state as follows :

(Here follows the text of Note No. I.)

I hasten, in reply, to send Your Excellency confirmation of my Government's agreement on the bases set out above, and avail myself of this opportunity, etc.

A. Z. ORABY,

Minister for Foreign Affairs p. i.

Monsieur A. F. Yencken, M.C.,

Acting High Commissioner

of His Britannic Majesty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4060.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET GRÈCE**

Accord relatif à l'exemption réciproque de la double imposition en ce qui concerne certains bénéfices ou gains réalisés par l'intermédiaire d'une agence. Signé à Athènes, le 17 septembre 1936.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND GREECE**

Agreement for the Reciprocal Exemption from Income Tax on Certain Profits or Gains arising through an Agency. Signed at Athens, September 17th, 1936.

No. 4060. — AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT
IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF
GREECE FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME
TAX ON CERTAIN PROFITS OR GAINS ARISING THROUGH AN
AGENCY. SIGNED AT ATHENS, SEPTEMBER 17TH, 1936.

*English and Greek official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs
in Great Britain. The registration of this Agreement took place February 11th, 1937.*

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
and THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF GREECE, being desirous of concluding an Agreement
for reciprocal exemption from Income Tax in certain cases of profits or gains arising through an
agency, have appointed to that end as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

His Excellency Sir Sydney WATERLOW, K.C.M.G., C.B.E., Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty ;

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF GREECE :

His Excellency M. Nicolas MAVROUDIS, Permanent Under-Secretary of State for Foreign
Affairs ;

Who, having communicated to each other their full powers, found to be in due form, have
agreed as follows :

Article 1.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland undertake
that the profits or gains to which this Article relates shall, so long as the exemption specified in
Article 2 hereof remains effective, be exempted from Income Tax (including Surtax) chargeable
in the United Kingdom for the year of assessment commencing on the sixth day of April, nineteen
hundred and thirty-six, and for every subsequent year of assessment, and will take the necessary
action under section 17 of the Act of Parliament of the United Kingdom, known as the Finance
Act, 1930, with a view to giving the force of law to the exemption aforesaid.

The profits or gains to which this Article relates are any profits or gains arising, whether
directly or indirectly, through an agency in the United Kingdom to a person who is resident in
the territory of the Kingdom of Greece and is not resident in the United Kingdom, unless the
profits or gains either :

- (1) Arise from the sale of goods from a stock in the United Kingdom ; or

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

Ν^ο 4060. — ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΟΥ ΗΝΩΜΕΝΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΤΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ, ΥΠΟΓΡΑΦΕΙΣΑ ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ, ΤΗ 17^η ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1936.

Textes officiels anglais et grec communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 11 février 1937.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, ἐπιθυμοῦσαι ὅπως συνάψωσι συμφωνίαν περὶ ἀμοιβαίας ἀπαλλαγῆς ἀπὸ τοῦ φόρου εἰσοδήματος ἐπὶ ὠρισμένων περιπτώσεων κερδῶν καὶ ὠφελημάτων προκύπτοντων μέσῳ ἀντιπροσωπείας διώρισαν ἐπὶ τούτῳ ὡς πληρεξουσίου αὐτῶν :

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας :

Τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Sir Sydney Waterlow, K.C.M.G., C.B.E., Ἐκτακτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργὸν τῆς Αὐτοῦ Βρεττανικῆς Μεγαλειότητος.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος :

Τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Κύριον Λιχόλαον Μαυρουδῆν, Μόνιμον Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν.

Ὅτινες κοινοποιήσαντες ἀλλήλοις τὰ πληρεξούσια αὐτῶν ἐγγραφα εὐρεθέντα ἐν τάξει συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον I.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐφ' ὅσον ἡ ἀπαλλαγὴ φόρου ἢ ἀναφερομένη ἐν τῷ ἄρθρῳ 2 διατελῇ ἐν ἰσχύϊ, ἀπαλλάξῃ τὰ κέρδη καὶ ὠφελήματα, περὶ ὧν πρὶν κατατεθεῖται τὸ παρὸν ἄρθρον, τοῦ φόρου εἰσοδήματος (καὶ τῶν προσθετῶν φόρων) ὅστις ἐπιβάλλεται ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ, τόσον κατὰ τὴν οἰκονομικὴν χρῆσιν τὴν ἀρχομένην τὴν ἑκτὴν ἡμέραν τοῦ Ἀπριλίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ τριακοστοῦ ἔκτου ἔτους ὅσον καὶ δι' ἐκάστην ἐπομένην χρῆσιν, λάβῃ δέ, συμφώνως πρὸς τὸ Κεφ. 17 τοῦ Νόμου τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου Finance Act 1930, τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὅπως ἡ εἰρημένη ἀπαλλαγὴ περιβληθῇ τὴν ἰσχὺν νόμου.

Τὰ κέρδη καὶ ὠφελήματα περὶ ὧν πρὶν κατατεθεῖται τὸ παρὸν ἄρθρον εἶναι πάντα τὰ κέρδη καὶ ὠφελήματα προκύπτοντα εἴτε ἀμέσως εἴτε ἐμμέσως μέσῳ ἀντιπροσωπείας ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ ὅπῃ προσώπου κατοικοῦντος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος οὐχὶ δὲ κατοικοῦ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου, ἐκτὸς ἐὰν τὰ κέρδη ἢ τὰ ὠφελήματα προέρχωνται :

(I) Ἐκ τῆς πωλήσεως ἐμπορευμάτων ἀποθηκευμένων ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ,

(2) Accrue, directly or indirectly, through any branch or management in the United Kingdom or through an agency in the United Kingdom where the agent has and habitually exercises a general authority to negotiate and conclude contracts.

Article 2.

The Government of the Kingdom of Greece undertake that the profits or gains to which this Article relates shall, so long as the exemption specified in Article 1 hereof remains effective, be exempted from trading tax and income tax chargeable in Greece as from the sixth day of April, nineteen hundred and thirty-six, and thereafter, and will take the necessary steps with a view to giving the force of law to the exemption aforesaid.

The profits or gains to which this Article relates are any profits or gains arising, whether directly or indirectly, through an agency in the territory of the Kingdom of Greece to a person who is resident in the United Kingdom and is not resident in the territory of the Kingdom of Greece, unless the profits or gains either :

(1) Arise from the sale of goods from a stock in the Kingdom of Greece ; or

(2) Accrue, directly or indirectly, through any branch or management in the territory of the Kingdom of Greece or through an agency in the territory of the Kingdom of Greece where the agent has and habitually exercises a general authority to negotiate and conclude contracts.

Article 3.

For the purposes of this Agreement the word " person " includes any body of persons, corporate or not corporate, and a body corporate shall be regarded as resident in the United Kingdom if its business is managed and controlled in the United Kingdom, and shall be regarded as resident in the territory of the Kingdom of Greece if its business is managed and controlled in the territory of the Kingdom of Greece.

Article 4.

This Agreement shall come into force on the date of signature and may be denounced at any time upon six months' notice being given by one Contracting Party to the other.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done at Athens in duplicate, in the English and Greek languages, the 17th day of September, 1936.

(L. S.) Sydney WATERLOW.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

(2) Ἐπραγματοποιήθησαν ἀμέσως ἢ ἐμμέσως ὑπὸ ὑποκαταστήματος ἢ διευθύνσεως ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ ἢ ἀκόμη μέσῳ ἀντιπροσωπείας ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ ὅπου ὁ ἀντιπρόσωπος ἔχει, καὶ συνήθως ἀσχεῖ, γενικὴν ἐξουσίαν παρέχουσαν αὐτῷ τὸ δικαίωμα ὅπως διαπραγματεύηται καὶ συνάπτῃ συμβόλαια.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως, ἐφ' ὅσον ἡ ἀπαλλαγὴ ἢ ἀναφερομένη ἐν τῷ ἀνωτέρῳ ἄρθρῳ 1 διατελεῖ ἐν ἰσχύϊ, ἀπαλλάξῃ ἀπὸ τῆς ἑκτῆς ἡμέρας τοῦ Ἀπριλίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐνεακοστοῦ τριακοστοῦ ἔκτου ἔτους καὶ ἐφεξῆς τὰ κέρδη καὶ ὠφελήματα περὶ ὧν πραγματεύεται τὸ παρὸν ἄρθρον τοῦ φόρου ἐπιτηδεύματος καὶ φόρου εἰσοδήματος ἐπιβαλλομένων ἐν Ἑλλάδι, καὶ θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ἡ εἰρημένη ἀπαλλαγὴ περιβληθῇ τὴν ἰσχύϊ νόμου.

Τὰ κέρδη καὶ ὠφελήματα περὶ ὧν πραγματεύεται τὸ παρὸν ἄρθρον εἶναι πάντα τὰ κέρδη καὶ ὠφελήματα τὰ προκύπτοντα εἴτε ἀμέσως εἴτε ἐμμέσως μέσῳ ἀντιπροσωπείας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὑπὲρ προσώπου κατοικοῦντος ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ οὐχὶ δὲ κατοικοῦ τοῦ ἐδάφους τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἐκτὸς ἐάν τὰ κέρδη ἢ τὰ ὠφελήματα :

(1) Προέρχονται ἐκ τῆς πωλήσεως ἐμπορευμάτων ἀποθηκευμένων ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

(2) Ἐπραγματοποιήθησαν ἀμέσως ἢ ἐμμέσως ὑπὸ ὑποκαταστήματος ἢ διευθύνσεως ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἢ ἀκόμη μέσῳ ἀντιπροσωπείας ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ὅπου ὁ πράκτωρ ἔχει καὶ συνήθως ἀσχεῖ γενικὴν ἐξουσίαν ὅπως διαπραγματεύηται καὶ συνάπτῃ συμβόλαια.

Ἄρθρον 3.

Κατὰ τὴν ἔννοίαν τῆς παρούσης συμφωνίας ἡ λέξις « πρόσωπον » περιλαμβάνει οἰονδήποτε πρόσωπον, νομικὸν ἢ φυσικόν, πᾶν δὲ νομικὸν πρόσωπον θὰ θεωρῇται ὡς ἐδρεῦον ἐν τῷ Ἡνωμένῳ Βασιλείῳ ἐφ' ὅσον αἱ ἐργασίαι διευθύνονται καὶ διαχειρίζονται ἐκ τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου, καὶ θὰ θεωρῇται ὡς ἐδρεῦον ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἐφ' ὅσον αἱ ἐργασίαι τοῦ διευθύνονται καὶ διαχειρίζονται ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

Ἄρθρον 4.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τὴν ἡμέραν τῆς ὑπογραφῆς της καὶ δύναται νὰ καταγγελλθῇ ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν παρ' ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κατόπιν προειδοποιήσεως ἐξ μηνῶν.

Εἰς πίστῳσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ προαναφερόμενοι Πληρεξούσιοι υπέγραψαν τὴν παροῦσαν συμφωνίαν καὶ ἐπέθεσαν τὰς ἑαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις εἰς διπλοῦν εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν τῇ 17 ἡμέρᾳ τοῦ μηνὸς Σεπτεμβρίου τοῦ ἔτους 1936.

(L. S.) Sydney WATERLOW.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4060. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE LA DOUBLE IMPOSITION EN CE QUI CONCERNE CERTAINS BÉNÉFICES OU GAINS RÉALISÉS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE AGENCE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 17 SEPTEMBRE 1936.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE GRÈCE, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement, dans certains cas, de l'impôt sur le revenu les bénéfices ou gains réalisés par l'intermédiaire d'une agence, ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

Son Excellence sir Sydney WATERLOW, K.C.M.G., C.B.E., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique ;

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE GRÈCE :

Son Excellence M. Nicolas MAVROUDIS, sous-secrétaire d'Etat permanent aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme^s ont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'engage à exempter de l'impôt sur le revenu (y compris les impôts additionnels) à percevoir dans le Royaume-Uni pour l'année fiscale commençant le 6 avril 1936 et pour toute année fiscale ultérieure, les bénéfices ou gains visés au présent article, aussi longtemps que durera l'exemption prévue à l'article 2 du présent accord ; il prendra, en vertu de l'article 17 de la loi du Parlement du Royaume-Uni intitulée « Finance Act, 1930 », les mesures nécessaires pour donner force de loi à ladite exemption.

Les bénéfices ou gains visés au présent article sont tous les bénéfices ou gains que réalise directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une agence dans le Royaume-Uni, une personne résidant dans le territoire du Royaume de Grèce et ne résidant pas dans le Royaume-Uni, à moins que lesdits bénéfices ou gains :

1° Ne proviennent de la vente de marchandises faisant partie d'un stock se trouvant au Royaume-Uni ; ou

2° Ne soient réalisés, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une succursale ou d'un bureau dans le Royaume-Uni, ou par l'intermédiaire d'une agence dans le Royaume-Uni, lorsque l'agent est muni de pouvoirs généraux pour négocier et conclure des contrats et fait usage habituellement de ces pouvoirs.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Le Gouvernement du Royaume de Grèce s'engage à exempter de l'impôt de patente et de l'impôt sur le revenu à percevoir en Grèce à partir du 6 avril 1936, les bénéfices ou gains visés au présent article aussi longtemps que durera l'exemption stipulée à l'article premier du présent accord; il prendra les mesures nécessaires pour donner force de loi à ladite exemption.

Les bénéfices ou gains visés au présent article sont tous les bénéfices ou gains que réalise directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une agence située dans le territoire du Royaume de Grèce, une personne résidant au Royaume-Uni et ne résidant pas dans le territoire du Royaume de Grèce, à moins que lesdits bénéfices ou gains :

1^o Ne proviennent de la vente de marchandises faisant partie d'un stock se trouvant dans le Royaume de Grèce ; ou

2^o Ne soient réalisés, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une succursale ou d'un bureau situés dans le territoire du Royaume de Grèce, ou par l'intermédiaire d'une agence située dans le territoire du Royaume de Grèce, lorsque l'agent est muni de pouvoirs généraux pour négocier et conclure des contrats et fait usage habituellement de ces pouvoirs.

Article 3.

Aux fins du présent accord, le mot « personne » s'entend également de toute association de personnes, constituée ou non en société ; une société sera considérée comme résidant dans le Royaume-Uni si ses affaires sont gérées et dirigées dans le Royaume-Uni et sera considérée comme résidant sur le territoire du Royaume de Grèce si ses affaires sont gérées et dirigées dans ledit territoire.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de la signature et pourra être dénoncé à tout moment moyennant préavis de six mois, notifié par une des Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Athènes, en double exemplaire, en langues anglaise et grecque, le 17 septembre 1936.

(L. S.) Sydney WATERLOW.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

N° 4061.

ESTONIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif au régime des importations de viande estonienne en Suède. Stockholm, le 8 février 1937.

ESTONIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Regime applicable to the Importation of Estonian Meat into Sweden. Stockholm, February 8th, 1937.

N^o 4061. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF AU RÉGIME DES IMPORTATIONS DE VIANDE ESTONIENNE EN SUÈDE. STOCKHOLM, LE 8 FÉVRIER 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1937.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 8 février 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux récents pourparlers suédo-estoniens, j'ai l'honneur de vous faire savoir par la présente que le Gouvernement du Roi est disposé à appliquer l'arrangement suivant :

Le Gouvernement du Roi autorisera l'importation d'Estonie en Suède *via* Stockholm pendant l'année 1937 — en sus de celle qui pourra avoir lieu en vertu des dispositions en vigueur — de la même quantité de viande fraîche des animaux de l'espèce bovine que celle prévue pour 1936 par l'Echange de notes² du 21 décembre 1935, à savoir 85.000 kilos, nonobstant les dispositions du décret du 19 octobre 1934 (N^o 499), relatif à la réglementation de l'importation des animaux de boucherie, de la viande et du lard, décret prolongé par un décret du 30 juin 1936 (N^o 424), et sans que soient observées les dispositions de l'article 12 de l'ordonnance du 30 septembre 1921 (N^o 581), relative au contrôle de l'importation dans le Royaume des viandes et des graisses animales, dans la teneur donnée à cet article par les décrets du 13 septembre 1928 (N^o 353) et du 4 janvier 1929 (N^o 2). La viande devra toutefois, après avoir été approuvée, être munie de l'estampille visée à l'article 10, alinéa 2, du décret du 30 novembre 1934 (N^o 558) sur l'inspection et l'estampillage des viandes, etc., conformément à la loi sur l'inspection de la viande de boucherie et les abattoirs. Les prescriptions du décret du 13 septembre 1928 (N^o 354), énonçant certaines dispositions relatives à la préparation et la mise en vente de certains articles en viande de provenance étrangère, avec la modification y apportée par le décret du 4 janvier 1929 (N^o 3), ne seront pas davantage applicables à la viande ici visée.

La viande à comprendre dans le contingent ainsi accordé devra être accompagnée d'un certificat délivré à cet effet au nom du Gouvernement estonien par une autorité douanière estonienne.

D'autre part, le Gouvernement estonien s'engage à veiller à ce que les sommes versées en paiement de la viande ici considérée soient affectées à l'achat de marchandises suédoises à importer en Estonie, en premier lieu de produits agricoles, notamment d'animaux reproducteurs et de semences.

¹ Entré en vigueur le 8 février 1937.

² Vol. CLXIV, page 293, de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4061. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE ESTONIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING THE REGIME APPLICABLE TO THE IMPORTATION OF ESTONIAN MEAT INTO SWEDEN. STOCKHOLM, FEBRUARY 8TH, 1937.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 13th, 1937.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, February 8th, 1937.

SIR,

With reference to the recent negotiations between Sweden and Estonia, I have the honour to inform you that His Majesty's Government is prepared to put into force the following Arrangement :

His Majesty's Government will authorise the importation from Estonia into Sweden via Stockholm during 1937 — in addition to any importation which may take place under the provisions in force — of the same quantity of fresh meat of bovine cattle as was agreed upon for 1936 by the Exchange of Notes ³ dated December 21st, 1935, namely, 85,000 kilogrammes, notwithstanding the provisions of the Decree of October 19th, 1934 (No. 499), concerning regulations for the importation of animals for slaughter, meat and bacon, the validity of which was prolonged by a Decree of June 30th, 1936 (No. 424), and notwithstanding the provisions of Article 12 of the Order of September 30th, 1921 (No. 581), relating to control over the importation into the Kingdom of meat and animal fats, as interpreted by the Decrees of September 13th, 1928 (No. 353), and January 4th, 1929 (No. 2). After being passed, however, the meat shall be marked as provided by Article 10, paragraph 2, of the Decree of November 30th, 1934 (No. 558), on the inspection and marking of meat, etc., in accordance with the law on the inspection of butcher's meat and slaughter-houses. The provisions of the Decree of September 13th, 1928 (No. 354), laying down certain rules with regard to the preparation and sale of certain meat articles of foreign origin, as amended by the Decree of January 4th, 1929 (No. 3), shall also not apply to the above meat.

Meat for inclusion in the quota thus granted shall be accompanied by a certificate issued for that purpose on behalf of the Estonian Government by an Estonian Customs authority.

Furthermore, the Estonian Government undertakes to see that the sums paid for the meat in question are used for the purchase of Swedish goods to be imported into Estonia, primarily agricultural products, including livestock for breeding purposes and seeds.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force February 8th, 1937.

³ Vol. CLXIV, page 293, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Si le Gouvernement estonien approuve cet arrangement, je me permets de proposer qu'il sera considéré comme conclu par la présente lettre et la réponse que vous voudrez bien me faire parvenir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) SANDLER.

Monsieur Heinrich Laretei,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de la République d'Estonie,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 9 février 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

II.

LÉGATION D'ESTONIE
A STOCKHOLM.

STOCKHOLM, le 8 février 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre, en date de ce jour, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement suédois est disposé à appliquer l'arrangement suivant :

(Suit ici le texte de la note N° I.)

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement estonien est d'accord avec le Gouvernement suédois sur cet arrangement et que, conformément à votre proposition, celui-ci sera considéré comme conclu par la susdite lettre de Votre Excellence et la présente lettre.

Je profite de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) LARETEI.

Son Excellence Monsieur R. Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 9 février 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

If the Estonian Government approves this Arrangement, I would venture to suggest that it be deemed to be concluded by the present letter and the reply which I trust you will be good enough to send me.

I have the honour to be, etc.

(Signed) SANDLER.

Monsieur Heinrich Laretei,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of the Republic of Estonia,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

II.

LEGATION OF ESTONIA,
STOCKHOLM.

STOCKHOLM, *February 8th, 1937.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of to-day's date informing me that the Swedish Government is prepared to put into force the following Arrangement :

(Here follows the text of Note No. I.)

I have the honour to inform Your Excellency that the Estonian Government is in agreement with the Swedish Government as to this Arrangement and that, in accordance with your proposal, it will be deemed to be concluded by Your Excellency's letter as above and the present letter.

I have the honour to be, etc.

(Signed) LARETEI.

His Excellency
Monsieur R. Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N° 4062.

**ALLEMAGNE,
BELGIQUE, BRÉSIL, CHILI,
DANEMARK, etc.**

Convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat, signée à Bruxelles, le 10 avril 1926, et protocole additionnel, signé à Bruxelles, le 24 mai 1934.

**GERMANY,
BELGIUM, BRAZIL, CHILE,
DENMARK, etc.**

International Convention for the Unification of Certain Rules relating to the Immunity of State-owned Vessels, signed at Brussels, April 10th, 1926, and Additional Protocol, signed at Brussels, May 24th, 1934.

N° 4062. — CONVENTION ¹ INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION
DE CERTAINES RÈGLES CONCERNANT LES IMMUNITÉS DES
NAVIRES D'ÉTAT. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 10 AVRIL 1926.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Belgique et des Pays-Bas.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 février 1937.*

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, LE CHEF DE L'ÉTAT ESTONIEN, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE.

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes concernant les immunités des navires d'Etat, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

M. LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

S. E. M. VON KELLER, ministre d'Allemagne à Bruxelles,
D^r GOES, conseiller de légation référendaire,
D^r RICHTER, conseiller au Ministère de la Justice du Reich, conseiller intime de régence,
M. WERNER, premier conseiller de régence au Ministère des Affaires économiques du Reich, conseiller intime de justice,
M. SIEVEKING, avocat.

¹ Ratifications déposées à Bruxelles :

BELGIQUE (à l'exclusion du Congo belge et des territoires sous mandat du Ruanda-Urundi)	}	8 janvier 1936.
BRÉSIL		
CHILI		
ESTONIE		
HONGRIE		
POLOGNE		
ALLEMAGNE		27 juin 1936.
PAYS-BAS		8 juillet 1936.
ITALIE		27 janvier 1937.
ROUMANIE		4 août 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 4062. — INTERNATIONAL CONVENTION ² FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO THE IMMUNITY OF STATE-OWNED VESSELS. SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 10TH, 1926.

*French official text communicated by the Belgian and Netherlands Ministers for Foreign Affairs.
The registration of this Convention took place February 18th, 1937.*

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BRAZIL, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE, HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, THE CHIEF OF THE ESTONIAN STATE, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH POSSESSIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF THE KINGDOM OF HUNGARY, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF MEXICO, HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN.

Having recognised the utility of laying down in common accord certain uniform rules concerning the immunities of Government vessels, have decided to conclude a Convention to that effect and have designated as their Plenipotentiaries, namely :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

His Excellency Mr. VON KELLER, Minister of Germany at Brussels ;

Dr. GOES, Referendary Counselor of Legation ;

Dr. RICHTER, Counselor at the Reich Ministry of Justice, Government Privy Councilor ;

Mr. WERNER, First Government Counselor at the Reich Ministry of Economic Affairs,
Privy Councilor of Justice ;

Mr. SIEVEKING, Lawyer.

¹ Traduction du « Department of State » des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translation of the Department of State of the United States of America.

² Ratifications deposited in Brussels :

BELGIUM (excluding the Belgian Congo and the mandated territories of Ruanda-Urundi)	}	January 8th, 1936.
BRAZIL		
CHILE		
ESTONIA		
HUNGARY		
POLAND	}	June 27th, 1936. July 8th, 1936. January 27th, 1937. August 4th, 1937.
GERMANY		
THE NETHERLANDS		
ITALY		
ROUMANIA		

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

- M. FRANCK, membre de la Chambre des Représentants, président du Comité maritime international,
M. LE JEUNE, vice-président du Comité maritime international,
M. SOHR, docteur en droit, professeur de droit maritime à l'Université de Bruxelles, secrétaire général du Comité maritime international,
M. Henri ROLIN, avocat, chef de Cabinet du ministre des Affaires étrangères.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU BRÉSIL :

- M. DE PIMENTEL BRANDAO, conseiller de l'Ambassade du Brésil à Bruxelles.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

- S. E. M. Armando QUEZADA, ministre du Chili à Bruxelles.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

- M. K. SINDBALLE, docteur en droit, professeur à la faculté de droit de l'Université de Copenhague.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

- Don Lorenzo DE BENITO Y ENDARA, ancien professeur de droit commercial de l'Université de Madrid,
Don Miguel DE ANGULO Y RIAMOND, lieutenant-auditeur de 1^{re} classe de la marine de guerre, assesseur de la Direction de navigation et de pêche,
Don Juan GOMEZ MONTEJO, officier premier du corps technique d'avocats de la Direction générale de la Justice, des Cultes et des Affaires générales au Ministère de Grâce et Justice.

M. LE CHEF DE L'ÉTAT ESTONIEN :

- S. E. M. Charles PUSTA, ministre d'Estonie à Bruxelles.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

- M. DEGRAND, conseiller de l'Ambassade de la République française à Bruxelles,
M. DE ROUSIERS, secrétaire général du Comité des armateurs de France,
M. Georges RIPERT, professeur à la faculté de droit de Paris.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES POSSESSIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

- Sir Leslie SCOTT, K. C., M. P., avocat général de Sa Majesté,
L'honorable Hugh GODLEY, du Bureau du Conseil parlementaire,

- M. Georges P. LANGTON, avocat, secrétaire général du Comité maritime international,

- M. R. M. GREENWOOD, C. B. E.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE :

- M. le comte Olivier WORACZICKY, baron de Pabienitz, chargé d'Affaires de Hongrie à Bruxelles.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

- M. François BERLINGIERI, professeur de droit maritime à l'Université de Gênes,
S. E. le commandeur Charles ROSSETTI, ministre plénipotentiaire, délégué italien aux Commissions fluviales internationales, président du Comité rhénan pour l'unification du droit privé fluvial,
M. Torquato GIANNINI, professeur, commissaire de l'Emigration.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

- Mr. FRANCK, Member of the Chamber of Representatives, President of the International Maritime Committee ;
- Mr. LE JEUNE, Vice-President of the International Maritime Committee ;
- Mr. SOHR, Doctor of Laws, Professor of Maritime Law at the University of Brussels, Secretary-General of the International Maritime Committee ;
- Mr. Henri ROLIN, Lawyer, Chief of the Office of the Ministry of Foreign Affairs.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF BRAZIL :

- Mr. DE PIMENTEL BRANDAO, Counselor of the Embassy of Brazil at Brussels.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

- His Excellency Mr. Armando QUEZADA, Minister of Chile at Brussels.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

- Mr. M. SINDBALLE, Doctor of Laws, Professor at the Law School of the University of Copenhagen.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

- Don Lorenzo DE BENITO Y ENDARA, former Professor of Commercial Law at the University of Madrid ;
- Don Miguel DE ANGULO Y RIAMOND, Lieutenant-Auditor of the First Class of the Navy, Assessor in the Office of Navigation and Fisheries ;
- Don Juan GOMEZ MONTEJO, First Officer of the Technical Corps of Lawyers of the General Office of Justice, Worship and General Affairs at the Ministry of Pardon and Justice.

CHIEF OF THE ESTONIAN STATE :

- His Excellency Mr. Charles PUSTA, Minister of Estonia at Brussels.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

- Mr. DEGRAND, Counselor of the Embassy of the French Republic at Brussels ;
- Mr. DE ROUSIERS, Secretary-General of the Committee of Shipowners of France ;
- Mr. Georges RIPERT, Professor at the School of Law of Paris.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH POSSESSIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

- Sir Leslie SCOTT, K.C., M.P., Solicitor-General ;
- The Honorable Hugh GODLEY, Adviser of the Lord President of the Committees, House of Lords ;
- Mr. George P. LANGTON, Lawyer, Secretary-General of the International Maritime Committee ;
- Mr. R. M. GREENWOOD, C.B.E.

HIS SERENE HIGHNESS THE GOVERNOR OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

- Count Olivier WORACZICZKY, Baron of Pabienitz, Chargé d'Affaires of Hungary at Brussels.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

- Mr. François BERLINGIERI, Professor of Maritime Law at the University of Genoa ;
- His Excellency Commander Charles ROSSETTI, Minister Plenipotentiary, Italian Delegate to the International Rivers Commissions, President of the Rhenish Committee for the Unification of the Private Law of Rivers ;
- Mr. Torquato GIANNINI, Professor, Commissioner of Emigration.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Mechiyoshi NAKANISHI, juge, premier président de la Cour d'appel à Nagasaki,
M. Hiroyuki KAWAY, conseiller-ministre de l'Ambassade du Japon à Bruxelles,
M. Yasuo KO, capitaine de frégate, attaché naval à l'Ambassade du Japon à Paris,
M. Nobukatsu NAGAOKA, secrétaire au Ministère des Communications.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MEXIQUE :

S. E. M. le D^r Rafael CABRERA, ministre du Mexique à Bruxelles.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. E. ALTEN, conseiller à la Cour suprême.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

S. E. le Jonkheer VAN VREDENBURCH, ministre des Pays-Bas à Bruxelles,
M. B. C. J. LODER, juge à la Cour permanente de Justice internationale,
M. C. D. ASSER, Jr., avocat,
M. G. VAN SLOOTEN, membre de la Haute Cour militaire de Justice, conseiller à la Cour d'appel.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

S. E. M. le comte SZEMBEK, ministre de Pologne à Bruxelles,
M. Jean NAMITKIEWICZ, juge-arbitre polonais au Tribunal arbitral mixte germano-polonais,
conseiller à la Cour d'appel, professeur à l'Université de Varsovie.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

S. E. M. J. BATALHA DE FREITAS, ministre de Portugal à Bruxelles.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. BALS, conseiller à la Cour de cassation,
S. E. M. CONTZESCO, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire, délégué à la Commission internationale du Danube.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

S. E. M. Jovan VOUTCHOVITCH, ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,

M. Milorad STRAZNICKY, docteur en droit, professeur à la faculté de droit à l'Université de Zagreb,
M. Ante VERONA, docteur en droit, ancien vice-président de la Cour de cassation à Zagreb, professeur à l'Université de Zagreb.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Algot Johan Fredrik BAGGE, conseiller référendaire à la Cour suprême.

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les navires de mer appartenant aux Etats ou exploités par eux, les cargaisons leur appartenant, les cargaisons et passagers transportés par les navires d'Etat, de même que les Etats qui sont propriétaires de ces navires ou qui les exploitent, ou qui sont propriétaires de ces cargaisons, sont soumis, en ce qui concerne les réclamations relatives à l'exploitation de ces navires ou au transport de ces cargaisons, aux mêmes règles de responsabilité et aux mêmes obligations que celles applicables aux navires, cargaisons et armements privés.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Mr. Mechiyoshi NAKANISHI, Judge, First President of the Court of Appeal at Nagasaki ;
Mr. Hiroyuki KAWAY, Minister, Counselor of the Embassy of Japan at Brussels ;
Mr. Yasuo KO, Commander, Naval Attaché of the Embassy of Japan at Paris ;
Mr. Nobukatsu NAGAOKA, Secretary at the Ministry of Communications.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF MEXICO :

His Excellency Dr. Rafael CABRERA, Minister of Mexico at Brussels.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Mr. E. ALTEN, Counselor of the Supreme Court.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency Jonkheer VAN VREDENBURCH, Minister of the Netherlands at Brussels ;
Mr. B. C. J. LODER, Judge of the Permanent Court of International Justice ;
Mr. C. D. ASSER, jr., Lawyer ;
Mr. G. VAN SLOOTEN, Member of the Military High Court of Justice, Counselor of the Court of Appeal.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND AND THE FREE CITY OF DANZIG :

His Excellency Count SZEMBEK, Minister of Poland at Brussels ;
Mr. Jean NAMITKIEWICZ, Polish Arbitrator on the Mixed Arbitral Tribunal, Germany and Poland, Counselor of the Court of Appeal, Professor at the University of Warsaw.

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

His Excellency Mr. J. BATALHA DE FREITAS, Minister of Portugal at Brussels.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Mr. BALS, Counselor of the Court of Cassation ;
His Excellency Mr. CONTZESCO, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary, Delegate on the International Commission of the Danube.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

His Excellency Mr. Jovan VOUTCHOVITCH, Minister of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes ;
Mr. Milorad STRAZNICKY, Doctor of Laws, Professor at the Law School of the University of Zagreb ;
Mr. Ante VERONA, Doctor of Laws, former Vice-President of the Court of Cassation of Zagreb, Professor at the University of Zagreb.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Mr. Algot Johan Fredrik BAGGE, Referendary Counselor of the Supreme Court.

Who, duly authorized therefor, have agreed on the following :

Article I.

Seagoing vessels owned or operated by States, cargoes owned by them, and cargoes and passengers carried on Government vessels, and the States owning or operating such vessels, or owning such cargoes, are subject in respect of claims relating to the operation of such vessels or the carriage of such cargoes, to the same rules of liability and to the same obligations as those applicable to private vessels, cargoes and equipments.

Article 2.

Pour ces responsabilités et obligations, les règles concernant la compétence des tribunaux, les actions en justice et la procédure, sont les mêmes que pour les navires de commerce appartenant à des propriétaires privés et que pour les cargaisons privées et leurs propriétaires.

Article 3.

§ 1^{er}. Les dispositions des deux articles précédents ne sont pas applicables aux navires de guerre, aux yachts d'Etat, navires de surveillance, bateaux-hôpitaux, navires auxiliaires, navires de ravitaillement et autres bâtiments appartenant à un Etat ou exploités par lui et affectés exclusivement, au moment de la naissance de la créance, à un service gouvernemental et non commercial, et ces navires ne seront pas l'objet de saisies, d'arrêts ou de détentions par une mesure de justice quelconque ni d'aucune procédure judiciaire « in rem ».

Toutefois, les intéressés ont le droit de porter leurs réclamations devant les tribunaux compétents de l'Etat, propriétaire du navire ou l'exploitant, sans que cet Etat puisse se prévaloir de son immunité :

- 1^o Pour les actions du chef d'abordage ou d'autres accidents de navigation ;
- 2^o Pour les actions du chef d'assistance, de sauvetage et d'avaries communes ;
- 3^o Pour les actions du chef de réparation, fournitures ou autres contrats relatifs au navire.

§ 2. Les mêmes règles s'appliquent aux cargaisons appartenant à un Etat et transportées à bord des navires ci-dessus visés.

§ 3. Les cargaisons appartenant à un Etat et transportées à bord de navires de commerce, dans un but gouvernemental et non commercial, ne seront pas l'objet de saisies, arrêts ou détentions par une mesure de justice quelconque, ni d'aucune procédure judiciaire « in rem ».

Toutefois, les actions du chef d'abordage et d'accident nautique, d'assistance et de sauvetage et d'avaries communes, ainsi que les actions du chef des contrats relatifs à ces cargaisons pourront être poursuivies devant le tribunal ayant compétence en vertu de l'article 2.

Article 4.

Les Etats pourront invoquer tous les moyens de défense, de prescription et de limitation de responsabilité dont peuvent se prévaloir les navires privés et leurs propriétaires.

S'il est nécessaire d'adapter ou de modifier les dispositions relatives à ces moyens de défense, de prescription et de limitation en vue de les rendre applicables aux navires de guerre ou aux navires d'Etat rentrant dans les termes de l'article 3, une convention spéciale sera conclue à cet effet. En attendant, les mesures nécessaires pourront être prises par les lois nationales en se conformant à l'esprit et aux principes de la présente convention.

Article 5.

Si, dans le cas de l'article 3, il y a, dans le sentiment du tribunal saisi, un doute au sujet de la nature gouvernementale et non commerciale du navire ou de la cargaison, l'attestation signée par le représentant diplomatique de l'Etat contractant auquel appartient le navire ou la cargaison, produite à l'intervention de l'Etat devant les cours et tribunaux duquel le litige est pendant, vaudra preuve que le navire ou la cargaison rentre dans les termes de l'article 3, mais seulement en vue d'obtenir la mainlevée de saisies, d'arrêts ou de détentions ordonnés par justice.

Article 2.

For the enforcement of such liabilities and obligations there shall be the same rules concerning the jurisdiction of tribunals, the same legal actions, and the same procedure as in the case of privately owned merchant vessels and cargoes and of their owners.

Article 3.

§ 1. The provisions of the two preceding Articles shall not be applicable to ships of war, Government yachts, patrol vessels, hospital ships, auxiliary vessels, supply ships, and other craft owned or operated by a State, and used at the time a cause of action arises exclusively on Governmental and non-commercial service, and such vessels shall not be subject to seizure, attachment or detention by any legal process, nor to judicial proceedings *in rem*.

Nevertheless, claimants shall have the right of taking proceedings in the competent tribunals of the State owning or operating the vessel, without that State being permitted to avail itself of its immunity :

- (1) In case of actions in respect of collision or other accidents of navigation ;
- (2) In case of actions in respect of assistance, salvage and general average ;
- (3) In case of actions in respect of repairs, supplies, or other contracts relating to the vessel.

§ 2. The same rules shall apply to State-owned cargoes carried on board the vessels hereinabove mentioned.

§ 3. State-owned cargoes carried on board merchant vessels for Governmental and non-commercial purposes shall not be subject to seizure, attachment, or detention, by any legal process, nor to judicial proceedings *in rem*.

Nevertheless, actions in respect of collision and accidents of navigation, assistance and salvage, and general average, and actions on a contract relating to such cargo may be brought before the tribunal having jurisdiction under Article 2.

Article 4.

States may plead all measures of defence, prescription, and limitation of liability, which are available to private vessels and their owners.

If it becomes necessary to adopt or modify the provisions relative to such means of defence, prescription, and limitation so as to make them applicable to ships of war, or Government vessels coming within the terms of Article 3, a special convention shall be concluded to that effect. In the meantime, any necessary measures may be effected by national legislation in conformity with the spirit and principles of this Convention.

Article 5.

If in the case of Article 3 there is in the opinion of the tribunal a doubt as to the Governmental and non-commercial character of the vessel or cargo, a certificate signed by the diplomatic representative of the contracting State to which the vessel or cargo belongs, produced through the intercession of the State before whose courts and tribunals the case is pending, shall serve as evidence that the vessel or cargo comes within the terms of Article 3, but only for the purpose of securing a release from seizure, attachment, or detention, that may have been ordered by legal process.

Article 6.

Les dispositions de la présente convention seront appliquées dans chaque Etat contractant sous la réserve de ne pas en faire bénéficier les Etats non contractants et leurs ressortissants, ou d'en subordonner l'application à la condition de réciprocité.

D'autre part, rien n'empêche un Etat contractant de régler par ses propres lois les droits accordés à ses ressortissants devant ses tribunaux.

Article 7.

En temps de guerre, chaque Etat contractant se réserve le droit, par une déclaration notifiée aux autres Etats contractants, de suspendre l'application de la présente convention, en ce sens qu'en pareil cas, ni les navires lui appartenant ou exploités par lui, ni les cargaisons lui appartenant ne pourront être l'objet d'aucun arrêt, saisie ou détention par une cour de justice étrangère. Mais le créancier aura le droit d'intenter son action devant le tribunal compétent en vertu des articles 2 et 3.

Article 8.

Rien dans la présente convention ne porte atteinte aux droits des Etats contractants de prendre les mesures que peuvent commander les droits et devoirs de la neutralité.

Article 9.

A l'expiration du délai de deux ans au plus tard à compter du jour de la signature de la convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les gouvernements des Hautes Parties contractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur. Les ratifications seront déposées à Bruxelles à la date qui sera fixée de commun accord entre lesdits gouvernements. Le premier dépôt de ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des Etats qui y prendront part et par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Les dépôts ultérieurs se feront au moyen d'une notification écrite, adressée au Gouvernement belge et accompagnée de l'instrument de ratification.

Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratifications, des notifications mentionnées à l'alinéa précédent, ainsi que des instruments de ratification qui les accompagnent, sera immédiatement, par les soins du Gouvernement belge et par la voie diplomatique, remise aux Etats qui ont signé la présente convention ou qui y auront adhéré. Dans les cas visés à l'alinéa précédent, ledit gouvernement fera connaître, en même temps, la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 10.

Les Etats non signataires pourront adhérer à la présente convention, qu'ils aient été ou non représentés à la Conférence internationale de Bruxelles.

L'Etat qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement belge, en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives dudit gouvernement.

Le Gouvernement belge transmettra immédiatement à tous les Etats signataires, ou adhérents, copie certifiée conforme de la notification, ainsi que de l'acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes peuvent, au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente convention ne

Article 6.

The provisions of this Convention shall be applied in each contracting State, with the reservation that its benefits may not be extended to non-contracting States and their nationals, and that its application may be conditioned on reciprocity.

On the other hand, nothing will prevent a contracting State from regulating by its own laws the rights accorded to its own nationals in its own courts.

Article 7.

Each contracting State reserves the right to suspend the application of this Convention in time of war by a declaration notified to the other contracting States, in the sense that in that event neither the vessels owned or operated by it nor the cargoes belonging to it shall be subject to attachment, seizure, or detention by any foreign court of justice, but the claimant will have the right to bring his action before the court competent by virtue of Articles 2 and 3.

Article 8.

Nothing in this Convention shall affect the rights of the contracting States to take any measures that the rights and duties of neutrality may demand.

Article 9.

After an interval of not more than two years from the day on which the Convention is signed, the Belgian Government shall place itself in communication with the Governments of the High Contracting Parties which have declared themselves prepared to ratify the Convention, with a view to deciding whether it shall be put into force. The ratifications shall be deposited at Brussels at a date to be fixed by agreement among the said Governments. The first deposit of ratifications shall be recorded in a *procès-verbal* signed by the representatives of the Powers which take part therein and by the Belgian Minister for Foreign Affairs.

The subsequent deposits of ratifications shall be made by means of a written notification, addressed to the Belgian Government, and accompanied by the instrument of ratification.

A duly certified copy of the *procès-verbal* relating to the first deposit of ratifications, of the notifications referred to in the previous paragraph and also of the instruments of ratification accompanying them, shall be immediately sent by the Belgian Government through the diplomatic channel to the Powers who have signed this Convention or who have acceded to it. In the cases contemplated in the preceding paragraph the said Government shall inform them at the same time of the date on which it received the notification.

Article 10.

Non-signatory States may accede to the present Convention whether or not they have been represented at the International Conference at Brussels.

A State which desires to accede shall notify its intention in writing to the Belgian Government, forwarding to it the document of accession, which shall be deposited in the archives of the said Government.

The Belgian Government shall immediately forward to all the States which have signed or acceded to the Convention a duly certified copy of the notification and of the act of accession, mentioning the date on which it received the notification.

Article 11.

The High Contracting Parties may at the time of signature, ratification, or accession, declare that their acceptance of the present Convention does not include any or all of the self-governing

s'applique pas, soit à certains, soit à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité. En conséquence, elles peuvent ultérieurement adhérer séparément au nom de l'un ou de l'autre de ces Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, ainsi exclus dans leur déclaration originale. Elles peuvent aussi, en se conformant à ces dispositions, dénoncer la présente convention, séparément pour l'un ou plusieurs des Dominions autonomes, colonies, possessions, protectorats ou territoires d'outre-mer, se trouvant sous leur souveraineté ou autorité.

Article 12.

A l'égard des Etats qui auront participé au premier dépôt de ratifications, la présente convention produira effet un an après la date du procès-verbal de ce dépôt. Quant aux Etats qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront, ainsi que dans les cas où la mise en vigueur se fera ultérieurement et selon l'article 11, elle produira effet six mois après que les notifications prévues à l'article 9, alinéa 2, et à l'article 10, alinéa 2, auront été reçues par le Gouvernement belge.

Article 13.

S'il arrivait qu'un des Etats contractants voulût dénoncer la présente convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement belge, qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à tous les autres Etats, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation produira ses effets à l'égard de l'Etat seul qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement belge.

Article 14.

Chaque Etat contractant aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente convention.

Celui des Etats qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier, un an à l'avance, son intention aux autres Etats, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la conférence.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 10 avril 1926.

Pour l'Allemagne :

(Signé) VON KELLER.

(Signé) GOES.

(Signé) RICHTER.

(Signé) WERNER.

Pour la Belgique :

(Signé) Louis FRANCK.

(Signé) Henri ROLIN.

(Signé) SOHR.

Pour le Brésil :

(Signé) M. DE PIMENTEL BRANDAO (*ad referendum*).

Pour le Chili :

(Signé) Armando QUEZADA.

Dominions, or of the colonies, overseas possessions, protectorates, or territories under their sovereignty or authority, and they may subsequently accede separately on behalf of any self-governing Dominion, colony, overseas possession, protectorate or territory excluded in their declaration. They may also denounce the Convention separately in accordance with its provisions in respect of any self-governing Dominion, or any colony, overseas possession, protectorate, or territory under their sovereignty or authority.

Article 12.

The present Convention shall take effect, in the case of the States which have taken part in the first deposit of ratifications, one year after the date of the *procès-verbal* recording such deposit. As respects the States which ratify subsequently or which accede, and also in cases in which the Convention is subsequently put into effect in accordance with Article 11, it shall take effect six months after the notifications specified in Article 9, paragraph 2, and Article 10, paragraph 2, have been received by the Belgian Government.

Article 13.

In the event of one of the contracting States wishing to denounce the present Convention, the denunciation shall be notified in writing to the Belgian Government, which shall immediately communicate a duly certified copy of the notification to all the other States informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall only operate in respect of the State which made the notification, and on the expiration of one year after the notification has reached the Belgian Government.

Article 14.

Any one of the contracting States shall have the right to call for a fresh conference with a view to considering possible amendments.

A State which would exercise this right should give one year advance notice of its intention to the other States through the Belgian Government, which would make arrangements for convening the Conference.

Done at Brussels, in a single copy, this 10th day of April 1926.

For Germany :

(Signed) VON KELLER.

(Signed) GOES.

(Signed) RICHTER.

(Signed) WERNER.

For Belgium :

(Signed) Louis FRANCK.

(Signed) Henri ROLIN.

(Signed) SOHR.

For Brazil :

(Signed) M. DE PIMENTEL BRANDAO (*ad referendum*).

For Chile :

(Signed) Armando QUEZADA.

Pour le Danemark :

(Signé) Kristian SINDBALLE.

Pour l'Espagne.

(Signé) L. BENITO (*ad referendum*).

(Signé) Juan GOMEZ MONTEJO (*ad referendum*).

(Signé) Miguel DE ANGULO (*ad referendum*).

Pour l'Estonie :

(Signé) C. R. PUSTA.

Pour la France :

(Signé) DEGRAND.

(Signé) Paul DE ROUSIERS.

(Signé) Georges RIPERT.

Pour la Grande-Bretagne :

(Signé) Leslie SCOTT (*ad referendum*).

(Signé) Hugh GODLEY (*ad referendum*).

Pour la Hongrie :

(Signé) WORACZICKY.

Pour l'Italie :

(Signé) BERLINGIERI.

(Signé) Carlo ROSSETTI.

(Signé) Torquato GIANNINI.

Pour le Japon :

Pour la Lettonie :

Pour le Mexique :

(Signé) Raf. CABRERA (*ad referendum*).

Pour la Norvège :

(Signé) E. ALTEN.

Pour les Pays-Bas :

(Signé) VAN VREDENBURCH.

(Signé) LODER.

(Signé) ASSER.

(Signé) VAN SLOOTEN.

Pour la Pologne et la Ville libre de Dantzig :

For Denmark :

(Signed) KRISTIAN SINDBALLE.

For Spain :

(Signed) L. BENITO (*ad referendum*).

(Signed) JUAN GOMEZ MONTEJO (*ad referendum*).

(Signed) MIGUEL DE ANGULO (*ad referendum*).

For Estonia :

(Signed) C. R. PUSTA.

For France :

(Signed) DEGRAND.

(Signed) PAUL DE ROUSIERS.

(Signed) GEORGES RIPERT.

For Great Britain :

(Signed) LESLIE SCOTT (*ad referendum*).

(Signed) HUGH GODLEY (*ad referendum*).

For Hungary :

(Signed) WORACZICKY.

For Italy :

(Signed) BERLINGIERI.

(Signed) CARLO ROSSETTI.

(Signed) TORQUATO GIANNINI.

For Japan :

For Latvia :

For Mexico :

(Signed) RAF. CABRERA (*ad referendum*).

For Norway :

(Signed) E. ALTEN.

For the Netherlands :

(Signed) VAN VREDENBURCH.

(Signed) LODER.

(Signed) ASSER.

(Signed) VAN SLOOTEN.

For Poland and the Free City of Danzig :

Pour la Pologne seulement :

(Signé) SZEMBEK.

(Signé) J. NAMITKIEWICZ.

Pour le Portugal :

(Signé) D'OLIVEIRA ¹.

Pour la Roumanie :

(Signé) BALS (*ad referendum*).

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

(Signé) Yovan VOUTCHOVITCH, ministre des Serbes,
Croates et Slovènes.

(Signé) Milorad STRAZNICKY.

(Signé) VERONA.

Pour la Suède :

(Signé) Algot BAGGE (*ad referendum*).

PROTOCOLE

ADDITIONNEL A LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES
CONCERNANT LES IMMUNITÉS DES NAVIRES D'ÉTAT, SIGNÉE A BRUXELLES, LE 10 AVRIL 1926.
SIGNÉ A BRUXELLES, LE 24 MAI 1934.

LES GOUVERNEMENTS SIGNATAIRES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION
DE CERTAINES RÈGLES CONCERNANT LES IMMUNITÉS DES NAVIRES D'ÉTAT,

Ayant reconnu la nécessité de préciser certaines dispositions de cet acte, ont nommé les
plénipotentiaires soussignés, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus
en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I.

Des doutes s'étant élevés quant au point de savoir si, et dans quelle mesure, les mots « exploités
par lui » à l'article 3 de la convention, s'appliquent ou pourraient être interprétés comme s'appliquant
aux navires affrétés par un Etat, soit à temps, soit au voyage, la déclaration ci-dessous est faite
en vue de dissiper ces doutes :

« Les navires affrétés par les Etats, soit à temps, soit au voyage, pourvu qu'ils soient
affectés exclusivement à un service gouvernemental et non commercial, ainsi que les

¹ S. E. M. J. Batalha de Freitas, qui avait reçu des pouvoirs pour négocier la convention, ne s'étant
pas trouvé en mesure de signer celle-ci à la date du 10 avril 1926, ce fut S. E. M. A. d'Oliveira, désigné
peu après en qualité de ministre de Portugal près S. M. le Roi des Belges, qui procéda à la signature au
nom de M. le Président de la République portugaise.

For Poland only :

(Signed) SZEMBEK.

(Signed) J. NAMITKIEWICZ.

For Portugal :

(Signed) D'OLIVEIRA.¹

For Roumania :

(Signed) BALS (*ad referendum*).

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

(Signed) Yovan VOUTCHOVITCH, Minister of the Serbs,
Croats and Slovenes.

(Signed) Milorad STRAZNICKY.

(Signed) VERONA.

For Sweden :

(Signed) Algot BAGGE (*ad referendum*).

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROTOCOL

ADDITIONAL TO THE INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES CONCERNING THE IMMUNITY OF STATE-OWNED VESSELS, SIGNED AT BRUSSELS ON APRIL 10TH, 1926. SIGNED AT BRUSSELS ON MAY 24TH, 1934.

THE GOVERNMENTS SIGNATORIES TO THE INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES CONCERNING THE IMMUNITY OF STATE-OWNED VESSELS,

Having recognised the necessity of further defining certain provisions of that Act, have appointed the undersigned Plenipotentiaries, who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I.

Doubts having arisen as to whether and how far the words " operated by a State " in Article 3 of the Convention apply to, or might be interpreted as applying to, vessels chartered by a State either for a given period or by the voyage, the following declaration is made in order to dispel those doubts :

" Vessels chartered by States either for a given time or by the voyage, provided they are exclusively used on Governmental and non-commercial service, and the cargoes

¹ Traduction du Secrétariat de la Société des Nations. — Translation by the Secretariat of the League of Nations :

His Excellency Mr. J. Batalha de Freitas, who had received powers to negotiate the Convention, was unable to sign it on April 10th, 1926, and accordingly His Excellency Mr. A. d'Oliveira, who was appointed shortly afterwards as Portuguese Minister to H. M. the King of the Belgians, signed the instrument on behalf of the President of the Portuguese Republic.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

cargaisons que ces navires transportent ne peuvent être l'objet de saisies, d'arrêts ou de détentions quelconques, mais cette immunité ne porte aucun préjudice à tous autres droits ou recours pouvant appartenir aux intéressés. Une attestation délivrée par le représentant diplomatique de l'Etat en cause, de la manière prévue à l'article 5 de la convention, doit valoir également en ce cas preuve de la nature du service auquel le navire est affecté. »

II.

Pour l'exception prévue à l'article 3, paragraphe I, il est entendu que la propriété du navire acquise à l'Etat ou l'exploitation du navire effectuée par l'Etat au moment des mesures de saisie, d'arrêt ou de détention sont assimilées à la propriété existant ou à l'exploitation pratiquée au moment de la naissance de la créance.

En conséquence, cet article pourra être invoqué par les Etats en faveur des navires leur appartenant ou exploités par eux, au moment des mesures de saisie, d'arrêt ou de détention, s'ils sont affectés à un service exclusivement gouvernemental et non commercial.

III.

Il est entendu que rien dans les dispositions de l'article 5 de la convention n'empêche les gouvernements intéressés de comparaître eux-mêmes, en se conformant à la procédure prévue par les lois nationales, devant la juridiction saisie du litige et d'y produire l'attestation prévue audit article.

IV.

La convention n'affectant en rien les droits et obligations des belligérants et des neutres, l'article 7 ne porte préjudice en aucune manière à la juridiction des cours de prises dûment constituées.

V.

Il est entendu que rien dans les dispositions de l'article 2 de la convention ne limite et n'affecte en aucune manière l'application de règles nationales de procédure dans les affaires où l'Etat est partie.

VI.

Lorsque se pose la question de preuves à administrer ou de documents à produire, si, de l'avis du gouvernement intéressé, semblables preuves ne peuvent être administrées ou semblables documents produits sans qu'il en résulte un préjudice pour des intérêts nationaux, ledit gouvernement pourra s'abstenir en invoquant la sauvegarde de ces intérêts nationaux.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements, ont signé le présent protocole additionnel qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention du 10 avril 1926 auquel il se rapporte.

Fait à Bruxelles, le 24 mai 1934, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement belge.

Pour l'Allemagne :

(Signé) Graf ADELMANN VON ADELMANNSFELDEN.

Pour la Belgique :

(Signé) HYMANS.

Pour le Brésil :

(Signé) Octavio FIALHO.

carried by such vessels, shall not be subject to seizure, attachment or detention of any kind, but this immunity shall not prejudicially affect any other rights or remedies open to the parties concerned. A certificate issued by the diplomatic representative of the State concerned, in the manner laid down in Article 5 of the Convention, shall also afford in this case proof of the nature of the service on which the vessel is employed. ”

II.

As regards the exception provided for in Article 3, paragraph 1, it is understood that the ownership, or the operation of the vessel by the State, at the time of the measures of seizure, attachment or detention, is placed on the same footing as ownership or operation at the time when a cause of action arose.

Accordingly, this Article may be relied on by States in respect of vessels owned or operated by them at the time of seizure, attachment or detention if they are being used exclusively on Governmental and non-commercial service.

III.

It is understood that nothing in the provisions of Article 5 of the Convention shall preclude the Governments concerned from appearing themselves, while complying with the procedure laid down by the national laws, before the court to which the dispute has been referred, and from there producing the certificate provided for in the said Article.

IV.

As the Convention does not in any respect affect the rights or obligations of belligerents and neutrals, Article 7 shall in no way restrict the jurisdiction of duly constituted prize courts.

V.

It is understood that nothing in the provisions of Article 2 of the Convention shall in any way limit or affect the application of national rules of procedure in cases in which the State is a party.

VI.

When the question of the proofs or documents to be produced arises, if in the opinion of the Government concerned such proofs or documents cannot be produced without prejudicing national interests, the said Government may refrain from producing them on the ground of the protection of such national interests.

In faith whereof the undersigned, duly authorized by their Governments, have signed the present Additional Protocol, which shall be deemed to form an integral part of the Convention of April 10th, 1926, to which it refers.

Done at Brussels, this 24th day of May, 1934, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Belgian Government.

For Germany :

(Signed) Graf ADELMANN VON ADELMANNSFELDEN.

For Belgium :

(Signed) HYMANS.

For Brazil :

(Signed) Octavio FIALHO.

- Pour le Chili :
(Signé) J. VALDÈS-MENDEVILLE.
- Pour le Danemark :
(Signé) O. KRAG.
- Pour l'Espagne :
(Signé) M. AGUIRRE DE CARCER.
- Pour l'Estonie :
(Signé) Otto STRANDMAN.
- Pour la France :
(Signé) P. CLAUDEL.
- Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :
(Signé) Esmond OVEY.
- Pour la Hongrie :
(Signé) Comte Olivier WORACZICZKY.
- Pour l'Italie :
(Signé) Vannutelli REY.
- Pour le Mexique :
(Signé) G. N. SANTOS.
- Pour la Norvège :
(Signé) W. M. JOHANNESSEN.
- Pour les Pays-Bas :
(Signé) A. Tjarda VAN STARKENBORGH STACHOUWER.
- Pour la Pologne :
(Signé) Tadeusz JACKOWSKI.
- Pour le Portugal :
(Signé) Alb. D'OLIVEIRA.
- Pour la Roumanie :
(Signé) D. J. GHICA.
- Pour la Suède :
(Signé) G. DE DARDEL.
- Pour la Yougoslavie :
(Signé) P. PECHITCH.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce extérieur de Belgique,
F. van Langenhove.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

- For Chile :
(Signed) J. VALDÈS-MENDEVILLE.
- For Denmark :
(Signed) O. KRAG.
- For Spain :
(Signed) M. AGUIRRE DE CARCER.
- For Estonia :
(Signed) Otto STRANDMAN.
- For France :
(Signed) P. CLAUDEL.
- For Great Britain and Northern Ireland :
(Signed) Esmond OVEY.
- For Hungary :
(Signed) Count Olivier WORACZICKY.
- For Italy :
(Signed) Vannutelli REY.
- For Mexico :
(Signed) G. N. SANTOS.
- For Norway :
(Signed) W. M. JOHANNESSEN.
- For the Netherlands :
(Signed) A. Tjarda VAN STARKENBORGH STACHOUWER.
- For Poland :
(Signed) Tadeusz JACKOWSKI.
- For Portugal :
(Signed) Alb. D'OLIVEIRA.
- For Roumania :
(Signed) D. J. GHICA.
- For Sweden :
(Signed) G. DE DARDEL.
- For Yugoslavia :
(Signed) P. PECHITCH.
-

N° 4063.

**BULGARIE
ET YOUGOSLAVIE**

Traité d'amitié. Signé à Belgrade, le
24 janvier 1937.

**BULGARIA
AND YUGOSLAVIA**

Treaty of Friendship. Signed at
Belgrade, January 24th, 1937.

TEXTE SERBO-CROATE. — SERBO-CROAT TEXT.

№ 4063. — УГОВОР ¹ О ПРИЈАТЕЉСТВУ ИЗМЕЂУ КРАЉЕВИНЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ И КРАЉЕВИНЕ БУГАРСКЕ, ПОТПИСАН У БЕОГРАДУ 24 ЈАНУАРА 1937 ГОДИНЕ.

Textes officiels serbo-croate et bulgare communiqués par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 20 février 1937.

Његово Величанство Краљ Југославије
и
Његово Величанство Краљ Бугара,
Надахнути духом доброг суседства, узајамног поверења и искреног пријатељства,
који карактерише постојеће односе између њихових односних вемаља ;

Чврсто убеђени да ће консолидација и развитак ових срећних односа служити
напретку и благостању њихова два суседна и братска народа ;
У жељи да допринесу учвршћивању мира на Балкану,
Одлучили су да закључе један
Уговор о пријатељству између Југославије и Бугарске,
И одредили су у ту сврху као своје односне Пуномоћнике, и то :

Његово Величанство Краљ Југославије :

Његову Екселенцију Господина Др. Милана Стојадиновића, Претседника
Министарског Савета, Министра иностраних Послова ;

Његово Величанство Краљ Бугара :

Његову Екселенцију Господина Др. Георгија Кјосеиванова, Претседника
Министарског Савета, Министра иностраних послова и Вера,

Који су се, пошто су измењали своја пуномоћија, нађена у доброј и прописној форми,
сагласили у следећим одредбама :

Члан Први.

Постојаће ненарушив мир и искрено и вечно пријатељство између Краљевине
Југославије и Краљевине Бугарске.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 25 janvier 1937.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№ 4063. — ДОГОВОРЪ¹ ЗА ПРИЯТЕЛСТВО МЕЖДУ ЮГОСЛАВИЯ И БЪЛГАРИЯ,
БЪЛГРАДЪ НА 24 ЯНУАРИЙ, 1937.

Serbo-Croat and Bulgarian official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 20th, 1937.

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО КРАЛЪТЪ НА ЮГОСЛАВИЯ

И

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЪТЪ НА БЪЛГАРИТЪ,

Проникнати отъ духа на добро съседство, на взаимно доверие и на искрено приятелство, който характеризира сжществуващитъ отношения между тѣхнитъ съответни страни;

Твърдо убедени, че заздравяването и развоя на тѣзи щастливи отношения ще служатъ на напредъка и благосъстоянието на тѣхнитъ два съседни и братски народа;

Въ желанието си да принесатъ за затвърдяване на мира на Балканитъ,

Решиха да сключатъ единъ

Договоръ за приятелство между Югославия и България,

И за тази цель назначиха съответно за свои пълномощници, а именно:

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО КРАЛЪТЪ НА ЮГОСЛАВИЯ:

Негово Превъзходителство Господинъ Д-ръ Миланъ Стоядиновичъ,

Председател на Министерския Съветъ, Министръ на Външнитъ Работи;

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЪТЪ НА БЪЛГАРИТЪ:

Негово Превъзходителство Господинъ Д-ръ Георги Къосеивановъ, Председател на Министерския Съветъ, Министръ на Външнитъ Работи и на Изповѣданията,

Които, следъ като размѣниха своитъ пълномощия, намѣрени въ добра и надлежна форма, се съгласиха върху следнитъ постановления:

Членъ първи.

Ще сжществува ненарушимъ миръ и искрено и вѣчно приятелство между Кралство Югославия и Царство България.

¹ The exchange of ratifications took place at Belgrade, January 25th, 1937.

Члан 2.

Овај уговор биће ратификован и ратификације биће измењене у Београду у најкраћем могућем року.

Он ће ступити на снагу на дан измене ратификација.

У потврду чега су поменути Пуномоћници потписали овај уговор.

Рађено у Београду 24 јануара хиљаду девет стотина тридесет седме године у два примерка од којих је по један предат свакој од Високих Страна Уговорница.

Др. М. М. Стојадиновић.

Г. КЈосеиванов.

Certifié conforme à l'original :

Genève, le 20 février 1937.

*Le Délégué permanent
du Royaume de Yougoslavie
près la Société des Nations,*

D^r I. Soubotitch.

Членъ 2.

Настоящиятъ договоръ ще бжде ратифициранъ и ратификациитъ ще бждатъ размѣнени въ Бѣлградъ въ възможно най-краткия срокъ.

Той ще влезе въ сила въ деня на размѣната на ратификациитъ.

Въ потвърждение на което поменатитъ пълномощници подписаха настоящиятъ договоръ.

Изготвенъ въ Бѣлградъ на 24 януарий хилядо деветстотинъ тридесетъ и седма година въ два екземпляра, по единъ отъ които се предаде на всяка отъ Високитъ Договоращи Страни.

Дръ М. М. Стоядиновичъ.

Г. Кьосеивановъ.

Certifié conforme à l'original :

Genève, le 20 février 1937.

*Le Délégué permanent
du Royaume de Yougoslavie
près la Société des Nations,*

D^r I. Soubotitch.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4063. — TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LA BULGARIE ET LA
YUGOSLAVIE. SIGNÉ A BELGRADE, LE 24 JANVIER 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YUGOSLAVIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES,
Animés de l'esprit de bon voisinage, de confiance mutuelle et de sincère amitié, qui caractérise
les relations existantes entre leurs pays respectifs ;
Fermement convaincus que la consolidation et le développement de ces relations heureuses
serviront à la prospérité et au bien-être de leurs deux nations voisines et fraternelles ;
Désireux de contribuer au raffermissement de la paix dans les Balkans,
Ont résolu de conclure un
« Traité d'amitié entre la Yougoslavie et la Bulgarie »,
Et à cet effet ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YUGOSLAVIE :

Son Excellence Monsieur le D^r Milan STOYADINOVITCH, président du Conseil des ministres,
ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Son Excellence Monsieur le D^r Georges KIOSSEIVANOFF, président du Conseil des
ministres, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont
convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura une paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre le Royaume de Yougoslavie
et le Royaume de Bulgarie.

Article 2.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Beograd le plus tôt que
faire se pourra.

Il entrera en vigueur après l'échange des ratifications.

En foi de quoi lesdits plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Beograd, le 24 janvier mil neuf cent trente-sept en deux exemplaires, dont un a été
remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

D^r M. M. STOYADINOVITCH.

D^r Georges KIOSSEIVANOFF.

Pour traduction conforme :

Genève le 20 février 1937.

*Le Délégué permanent
du Royaume de Yougoslavie
près la Société des Nations,*

D^r I. Soubotitch.

¹ Traduction du Gouvernement yougoslave.

¹ Translation of the Yugoslav Government.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4063. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN BULGARIA AND YUGOSLAVIA. SIGNED AT BELGRADE, JANUARY 24TH, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA and HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS,
Animated by the spirit of good neighbourhood, mutual confidence and sincere friendship
which characterises the relations existing between their respective countries ;

Firmly convinced that the consolidation and development of these good relations will be
conducive to the prosperity and wellbeing of their two neighbouring and fraternal nations ;

Being desirous of contributing to the consolidation of peace in the Balkans ;

Have resolved to conclude a

“ Treaty of Friendship between Yugoslavia and Bulgaria ” ;

And for that purpose have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

His Excellency Dr. Milan STOYADINOVITCH, President of the Council of Ministers, Minister
for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

His Excellency Dr. George KIOSSEIVANOFF, President of the Council of Ministers, Minister
for Foreign Affairs and Public Worship ;

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed
upon the following provisions :

Article 1.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Kingdom
of Yugoslavia and the Kingdom of Bulgaria.

Article 2.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof exchanged at Belgrade as
soon as possible.

It shall come into force after the exchange of ratifications.

In faith whereof the said Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Belgrade, this 24th day of January, one thousand nine hundred and thirty-seven,
in two copies, one of which has been transmitted to each of the High Contracting Parties.

Dr. M. M. STOYADINOVITCH.

Dr. George KIOSSEIVANOFF.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET IRAK**

Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Bagdad, le 25 juillet 1935, et échanges de notes relatifs à *a*) l'application à l'Ecosse de la convention susmentionnée, Bagdad, les 3 février et 4 mars 1937, et *b*) l'application à la Rhodésie du Sud de la convention susmentionnée, Bagdad, les 11 mai et 8 juin 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND IRAQ**

Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at Bagdad, July 25th, 1935, and Exchanges of Notes regarding (*a*) the Extension to Scotland of the above-mentioned Convention, Bagdad, February 3rd and March 4th, 1937, and (*b*) the Extension to Southern Rhodesia of the above-mentioned Convention, Bagdad, May 11th and June 8th, 1937.

No. 4064. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND IRAQ REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT BAGDAD, JULY 25TH, 1935.

English and Arabic official texts communicated by the Permanent Delegate of Iraq to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place February 22nd, 1937.

Textes officiels anglais et arabe communiqués par le délégué permanent de l'Irak près la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 22 février 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ ;

Being desirous to render mutual assistance in the conduct of legal proceedings in civil and commercial matters which are being dealt with or which it is anticipated may be dealt with by their respective judicial authorities ;

Have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ;

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Sir Archibald John Kerr Clark KERR, Knight Commander of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Bagdad ; and

HIS MAJESTY THE KING OF IRAQ :

Nouri Pasha EL SAID, Minister for Foreign Affairs, Order of the Rafidain I Class Military ;

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. PRELIMINARY.

Article 1.

(a) Except where the contrary is expressly stated, this Convention applies only to civil and commercial matters, including non-contentious matters.

(b) In this Convention the words :

(1) " Territory of one (or the other) High Contracting Party " shall be interpreted :

(i) In relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, as meaning England and Wales

¹ The exchange of ratifications took place at London, November 18th, 1936.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 18 novembre 1936.

and all territories in respect of which the Convention is in force by reason of extensions under Article 16 or accessions under Article 17 ; and

(ii) In relation to His Majesty the King of Iraq as meaning Iraq.

(2) " Persons " shall be deemed to mean individuals and artificial persons ;

(3) " Artificial persons " shall be deemed to include partnerships, companies, societies and other corporations ;

(4) " Subjects of a High Contracting Party " shall be deemed to include artificial persons constituted or incorporated under the laws of the territory of such High Contracting Party ;

(5) " Subjects of one (or of the other) High Contracting Party " shall be deemed :

(i) In relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, to mean all subjects of His Majesty wherever domiciled, and all persons under His protection ; and

(ii) In relation to His Majesty the King of Iraq, to mean all persons of Iraqi nationality.

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

(a) In Part II of this Convention the expression " country of origin " means the country from which the documents to be served emanate, and the expression " country of execution " means the country in which service of documents is to be effected.

(b) When judicial or extra-judicial documents drawn up in the territory of one of the High Contracting Parties are required by a judicial authority situated therein to be served on persons in the territory of the other High Contracting Party, such documents may be served on the recipient, whatever his nationality, by any of the methods provided in Articles 3 and 4 in all cases where such method of service is recognised by the law of the country of origin.

Article 3.

(a) A request for service shall be addressed and sent by a Consular Officer acting for the country of origin to the competent authority of the country of execution, requesting such authority to cause the document in question to be served.

(b) The request for service shall be drawn up in the language of the country of execution and shall state the names and descriptions of the parties, the name, description and address of the recipient, and the nature of the document to be served, and shall enclose the document to be served in duplicate.

(c) The document to be served shall either be drawn up in the language of the country of execution, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer acting for the country of origin.

(d) Requests for service shall be addressed and sent :

In England to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In Iraq to the Ministry of Justice.

If the authority to whom a request for service has been sent is not competent to execute it, such authority shall (except in cases where execution is refused in accordance with paragraph (f) of this Article) of his own motion forward the request to the competent authority of the country of execution.

(e) Service shall be effected by the competent authority of the country of execution, who shall serve the document in the manner prescribed by the municipal law of such country for the service of similar documents, except that, if a wish for some special manner of service is expressed

in the request for service, such manner of service shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of that country.

(f) The execution of a request for service, duly made in accordance with the preceding provisions of this Article, shall not be refused unless (1) the authenticity of the request for service is not established, or (2) the High Contracting Party in whose territory it is to be executed considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where a request for service is not executed by the authority to whom it has been sent, the latter will at once inform the Consular Officer by whom the request was sent, stating the ground on which the execution of the request has been refused or the competent authority to whom it has been forwarded.

(h) The authority by whom the request for service is executed shall draw up a certificate proving the service or explaining the reason which has prevented such service, and setting forth the fact, the manner and the date of such service or attempted service, and shall send the said certificate to the Consular Officer by whom the request for service was sent. The certificate of service or of attempted service shall be placed on one of the duplicates or attached thereto.

Article 4.

(a) Service may be effected, without any intervention of the authorities of the country of execution by a Consular Officer acting for the country of origin, in any manner permissible by the law of the country of origin provided that no physical compulsion is used.

(b) All documents served by a Consular Officer shall, unless the recipient is a subject or citizen of the High Contracting Party from whose territory the document to be served emanates, either be drawn up in the language of the country of execution or be accompanied by a translation into such language, certified as correct as prescribed in Article 3 (c).

(c) The fact that an attempt to effect service in accordance with this Article has failed does not preclude a request being subsequently made in accordance with Article 3.

Article 5.

(a) In any case where documents have been served in accordance with the provisions of Article 3, the High Contracting Party, by whose Consular Officer the request for service was addressed, shall repay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the law of the country of execution to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall not exceed such as are usually allowed in the courts of that country.

(b) Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the service has been effected from the Consular Officer by whom the request was addressed, when sending the certificate provided for in Article 3 (h).

(c) Except as provided above, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service of any documents.

III. TAKING OF EVIDENCE ON COMMISSION.

Article 6.

In Part III of this Convention, the expressions :

(1) " Taking of Evidence " shall be deemed to include the taking of the statements of a plaintiff, defendant, expert or any other person on oath or otherwise ; the submission to a plaintiff, defendant, expert or any other person of any oath with regard to any legal proceedings ; and the production, identification and examination of documents, samples or other objects.

(2) "Witness" shall be deemed to include any person from whom any evidence, as defined above, is required to be taken.

(3) "Country of origin" shall be deemed to mean the country by whose judicial authority the evidence is required, and the "country of execution" the country in which the evidence is to be taken.

Article 7.

When a judicial authority in the territory of one of the High Contracting Parties requires that evidence should be taken in the territory of the other High Contracting Party, such evidence may be taken, whatever the nationality of the parties or witnesses may be, in any one of the ways prescribed in Article 8 or 9.

Article 8.

(a) The judicial authority of the country of origin may, in accordance with the provisions of the law of his country, address himself by means of a Letter of Request to the competent authority of the country of execution, requesting such authority to take the evidence.

(b) The Letter of Request shall be drawn up in the language of the country of execution, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer acting for the country of origin. The Letter of Request shall state the nature of the proceedings for which the evidence is required, giving all necessary information in regard thereto, the names of the parties thereto, and the names, descriptions and addresses of the witnesses. Letters of request shall also either (1) be accompanied by a list of interrogatories to be put to the witness or witnesses, or, as the case may be, by a description of the documents, samples or other objects to be produced, identified or examined, and a translation thereof, certified as correct in the manner heretofore provided; or (2) shall request the competent authority to allow such questions to be asked *viva voce* as the parties or their representatives shall desire to ask.

(c) Letters of Request shall be transmitted:

In England by an Iraqi Consular Officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In Iraq by a British Consular Officer to the Ministry of Justice.

In case the authority to whom a Letter of Request is transmitted is not competent to execute it, such authority shall (except in cases where execution is refused in accordance with paragraph (f) of this Article) of his own motion forward the Letter of Request to the competent authority of the country of execution.

(d) The competent authority of the country of execution shall give effect to the Letter of Request and obtain the evidence required by the use of the same compulsory measures and the same procedure as are employed in the execution of a commission or order emanating from the authorities of his own country, except that if a wish that some special procedure should be followed is expressed in the Letter of Request, such special procedure shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of the country of execution.

(e) The Consular Officer, by whom the Letter of Request is transmitted, shall, if he so desires, be informed of the date when and the place where the proceedings will take place, in order that he may inform the interested party or parties, who shall be permitted to be present in person or to be represented, if they so desire, by barristers or solicitors or by any representatives who are competent to appear before the courts either of the country of origin or of the country of execution.

(f) The execution of a Letter of Request which complies with the preceding provisions of this Article can only be refused:

(1) If the authenticity of the Letter of Request is not established;

(2) If, in the country of execution, the execution of the Letter of Request in question does not fall within the functions of the judiciary;

(3) If the High Contracting Party in whose territory it is to be executed considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where a Letter of Request is not executed by the authority to whom it is addressed, the latter will at once inform the Consular Officer by whom it was transmitted, stating the grounds on which the execution of the Letter of Request has been refused, or the competent authority to whom it has been forwarded.

(h) When a Letter of Request has been executed, the competent authority to whom it was transmitted or forwarded shall send to the Consular Officer by whom it was transmitted the necessary documents establishing its execution.

Article 9.

(a) The evidence may also be taken, without the intervention of the authorities of the country of execution by a Consular Officer acting for the country of origin.

(b) The Consular Officer may request individuals named by the court of the country of origin to appear before him to give evidence. The attendance and giving of evidence before him shall be entirely voluntary and no measures of compulsion shall be employed.

(c) Requests to appear issued by a Consular Officer shall, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party for whose judicial authority the evidence is required, be drawn up in the language of the country of execution or be accompanied by a translation into such language.

(d) The evidence may be taken in accordance with the procedure recognised by the law of the country of origin, and the parties will have the right to be present in person or to be represented by barristers or solicitors of that country or by any representatives who are competent to appear before the courts either of the country of origin or of the country of execution.

Article 10.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in Article 9 failed owing to the refusal of any witness to appear or to give evidence does not preclude a request being subsequently made in accordance with Article 8.

Article 11.

(a) Where evidence is taken in the manner provided in Article 8 the High Contracting Party, by whose judicial authority the Letter of Request was addressed, shall repay to the other High Contracting Party any expenses incurred by the competent authority of the latter in the execution of the request in respect of any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters, or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily and the charges and expenses payable to any person whom such authority may have deputed to act, in cases where the law of the country of execution permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed. These expenses shall be such as are usually allowed in similar cases in the courts of the country of execution.

(b) The repayment of these expenses shall be claimed by the competent authority by whom a Letter of Request has been executed from the Consular Officer by whom it was transmitted when sending to him the documents establishing its execution as provided in Article 8 (h).

(c) Except as above provided, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the taking of evidence.

IV. JUDICIAL ASSISTANCE FOR POOR PERSONS AND SECURITY FOR COSTS.

Article 12.

The subjects of one High Contracting Party resident in the territory of the other High Contracting Party shall not be compelled to give security for costs in any case where a subject or citizen of such other High Contracting Party would not be so compelled.

Article 13.

(1) The subjects of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party a perfect equality of treatment with subjects of the latter High Contracting Party as regards free legal assistances for poor persons.

(2) The provisions of this Article apply to criminal as well as to civil and commercial matters.

V. GENERAL PROVISIONS.

Article 14.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 15.

The present Convention, of which the English and Arabic texts are equally authentic, shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in London. The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged, and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 16.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, the Channel Islands or the Isle of Man, nor to any of the Colonies, overseas territories or Protectorates of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, nor to any territories under His suzerainty, nor to any Mandated territories in respect of which the mandate is exercised by His Government in the United Kingdom, but His Majesty may at any time, while this Convention is in force under Article 15, by a notification given through His Ambassador in Iraq, extend the operation of the Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) Such notification shall state the authorities in the territory concerned to whom requests for service under Article 3 or Letters of Request under Article 8 are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made. The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 16 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (a) of this Article.

Article 17.

(a) The High Contracting Parties agree that His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 15 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Conven-

tion in respect of any other member of the British Commonwealth of Nations whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time when His Majesty the King of Iraq has given notice of termination in respect of all territories to which the Convention applies. The provisions of Article 16 (b) shall be applicable to such notification. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

(b) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph (a) of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 15 shall not affect its application to any such country.

(c) Any notification of accession under paragraph (a) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given, and any notice of termination in respect of any such country under paragraph (b) shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in English and Arabic texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Bagdad the twenty-fifth day of July of 1935.

(L. S.) Noury SAID.

(L. S.) Archibald Clark KERR.

N° 4064.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

اتفاقية مختصة بالمرافعات الحقوقيةالمقدمة

صاحب الجلالة ملك بريطانيا العظمى وإيرلندا والممتلكات البريطانية وراة البحار
وامبراطور الهند .

وصاحب الجلالة ملك العراق

نظرا الى رغبتهما في تبادل المساعدة فيما يجرى الى سرالمرافعات الحقوقية
في الامور المدنية والتجارية التي ينظر فيها الآن والقي من المنووع
ان ينظر فيها في المستقبل من قبل ططانتهما الحقوقية

قد قررا عقد اتفاقية لهذا الغرض وقد عنها مفرجهما .

صاحب الجلالة ملك بريطانيا العظمى وإيرلندا والممتلكات البريطانية
وراة البحار وامبراطور الهند .

عن بريطانيا العظمى وشمالى ارلندا

المرار شيمالد جون كار كلارك كار حامل وسام القديسين ميخائلى وجورج
الرفع الشأن من طبقة فارس قائد . سفير فرق العادة ومفوض.

صاحب الجلالة ملك العراق

نوري باشا السعيد وزير خارجية المملكة العراقية حامل وسام الراشد من
من الدرجة الاولى ومن النوع العسكري .

الذين بعد ان تبادلوا وثائق تفويضهما فوجداها صحيحة قد اتفقا على ما يلي :

الفصل الاول

مراد ابتدائية

المادة الاولى - أ - نسرى هذه الاتفاقية على القضاة المحققين
والنجارة فقط وفي ضمنها القضاة غير المنساج
عليها الا عندما يبين خلاف ذلك صراحة .

- ب - مراد في هذه الاتفاقية من التعابير المدرجة
ادناه المعاني التالية .

١ - تفسير عبارة " ملكة احد الفريقين السامين المتعاقدين
٦ (او الآخر) . على الوجه التالي :

أ - تكون فيما يتعلق بصاحب الجلالة ملك بريطانيا العظمى
وارلندة والممتلكات البريطانية وراة البحار وامبراطور الهند ٨ انكلتره
رويس وجميع الممتلكات التي تنفذ بشأنها الاتفاقية بسبب تعدد
شمولها بموجب المادة ١٦ او الانضمام اليها بموجب المادة ١٧ .

ب - وتكون فيما يتعلق بصاحب الجلالة ملك العراق : العراق .

- ٢- الاشخاص : الافراد والاشخاص الحكومية .
- ٣- يدخل في تعبير (الاشخاص الحكومية) المشاركات والشركات والجمعيات والجماعات الاخرى .
- ٤- تشمل العبارة " رعايا احد الفريقين الساميين المتعاقدين " الاشخاص الحكومية المؤلفة او المنظمة بموجب قوانين مملكة الفريق السامي المتعاقدين المذكور .
- ٥- تعتبر عبارة " رعايا احد الفريقين الساميين المتعاقدين " (او الآخر)
- ١- فيما يتعلق بصاحب الحلالة ملك بريطانيا العظمى واربطة والممتلكات البريطانية وراة البحار وامبراطور الهند : جميع رعايا صاحب الحلالة اينما اقاموا وكافة الاشخاص الذين تحت حمايته .
- ٢- وفيما يتعلق بصاحب الحلالة ملك العراق كل من كان له جنسية عراقية .

الفصل الثاني

تبليغ الوثائق القضائية وغير القضائية

- المادة الثانية - ٢- يراد بعبارة " المملكة المصدرة " في الفصل الثاني من الاتفاقية المملكة التي تصدر منها المستندات المراد

تبلغها و " المملكة المنفذة " المملكة التي يراد تنفيذ التبليغ فيها .

ب- عندما يطلب تبليغ الوثائق القضائية او غير القضائية المنظمة في مملكة احد الفريقين السامين المتعاقدين من قبل سلطة مقيمة هناك لشخص في مملكة الفريق السامي المتعاقد الآخر تبليغ هذه الوثائق الى الشخص المسلم معها كانت جنسيته باحدى الطرق المذكورة في المادتين ٣ و ٤ في جميع الحالات التي تعترف فيها قوانين المملكة المصدرة بمثل هذه الطرق .

المادة الثالثة - أ- يعنون ويرسل طلب التبليغ بواسطة موظف قنصلي يمثل المملكة المصدرة الى السلطة المختصة في المملكة المنفذة يطلب فيه من السلطة المذكورة تبليغ الوثيقة الموضوعة البحث .

ب- ينظم الطلب بلفه المملكة المنفذة وتذكر فيه اسما و اوصاف الفرقاء واسم و اوصاف وعنوان المرسل اليه وموضوع الوثيقة المراد تبليغها ويرفق بنسختين من الوثيقة المذكورة .

ج- تنظم الوثيقة المراد تبليغها اما بلفه المملكة المنفذة او ترفق بترجمة في تلك اللغة . ويصدق على صفة هذه الترجمة من قبل موظف قنصلي يمثل المملكة المصدرة .

د- تمنون وترسل الطلبات بالتبليغ :

في انكلترة الى رئيس مقرر المحكمة العليا

(Senior Master of the Supreme Court of Judicature)

وفي العراق الى وزارة المصلحة

اذا كانت السلطة المرسل اليها الطلب بالتبليغ ليس من اختصاصها تنفيذه فعلى السلطة المذكورة (الا في الاحوال التي يرفض فيها التنفيذ بموجب الفقرة (و) من هذه المادة) ان تقدمه من تلقاء نفسها الى السلطة المختصة في المملكة المنفذة .

هـ - ينفذ التبليغ من قبل السلطة المختصة في المملكة المنفذة التي تقوم بالتنفيذ بموجب القانون الداخلي فيها لتبليغ مثل هذه الوثائق الا اذا ابدت في طلب التبليغ رغبة بان يجرى تبليغها بصورة خاصة فيجرى تبليغها بمقتضى هذا الطلب اذا لم يكن ذلك مخالفا لقانون تلك المملكة .

و - لا يرفض تنفيذ طلب التبليغ المقدم بموجب ما ورد في هذه المادة الا :

- ١ - اذا لم تثبت صحة طلب التبليغ .
- ٢ - اذا اعتقد الفريق السامي الذي يراد تبليغ الوثيقة في ملكه ان في ذلك تعريض لسيادته او سلامته .

ز - على السلطة المرسل اليها طلب التبليغ في جميع الحالات التي لا يبلغ فيها الطلب المذكور ان تعلم الموظف القنصلي الذي ارسل الطلب بذلك فوراً مع تبيان اسباب الامتناع عن التبليغ او ان تحجبه بالسلطة المختصة التي تقدم اليها الطلب .

ح — على السلطة التي تنفذ طلب التبليغ ان تنظم شهادة تثبت وقوع التبليغ او تبين الاسباب التي حالت دون وقوعه مع ذكر امر وكيفية وتاريخ التبليغ او محاولة اجراء التبليغ وترسل هذه الشهادة الى الموظف القنصلي الذي قدم طلب التبليغ . وتوضع شهادة وقوع التبليغ او محاولة اجرائه على احدى نسخ الطلب وترفق بها .

المادة الرابعة — أ — يجوز ان تجرى التبليغات من قبل موظف قنصلي يمثل المملكة المصدرة من دون تدخل سلطات المملكة المضيفة وذلك باية طريقة يجوزها قانون المملكة المصدرة على ان لا يجوز اتخاذ وسائل اجبارية مادية

ب — جميع الوثائق التي يجرى تبليغها من قبل موظف قنصلي تحرر بلغة المملكة المضيفة او تترفق بترجمة صادقة علي صحتها كما ورد في المادة ٣ (ح) ما لم يكن الشخص المراد تبليغه من رعايا الفريق المتعاقد السامي الذي من ملكته صدرت الوثيقة المراد تبليغها .

ج — ان فشل محاولة اجراء التبليغ بموجب هذه المادة لا يمنع تقديم طلب باجراء التبليغ بموجب المادة ٣ .

المادة الخامسة — أ — في جميع الا-نوال التي يجرى فيها التبليغ بموجب الاحكام الواردة في المادة ٣ يؤدى الفريق السامي المتعاقد الذي قدم طلب التبليغ من قبل مثله القنصلي الى الفريق السامي المتعاقد الآخر جميع الاجور والمصروفات الواجبة الدفع بموجب قوانين المملكة المضيفة التي الاشخاص المستخد ميين في التبليغ وكذلك الاجور والمصاريف المتعلقة

بالتبليغ بطريقة خاصة على ان لا تتجاوز هذه الاجور والمصاريف ما يسمح باستيفائه في محاكم تلك المملكة .

ب — مطالب الموظف القنصلي الذي قدم طلب التبليغ بتأدية هذه الاجور والمصاريف من قبل السلطة المختصة التي جرى التنفيذ بواسطتها عندما تقدم اليه الشهادة الواردة في المادة ٣ (ج) .

ج — وفيما عدا الاحوال المذكورة آنفا لا تدفع اية اجور من قبل احد الفريقين السامين المتعاقدين الى الفريق الآخر بشأن تبليغ الوثائق .

الفصل الثالث

استماع البينة بالاستنابة

المادة السادسة — يراد في القسم الثالث من هذه الاتفاقية من التعابير المدرجة ادناه المعاني التالية :

١ — استماع البينة — تشمل سماع افادات المدعي والمدعي عليه والخبير او اى شخص آخر حلف اليمين او لم يحلف وتحليف المدعي او المدعي عليه او الخبير او الشخص الآخر في الامور القصائية وابرار الوثائق او المساطر او الاشياء الاخرى وتشخيصها وتدقيقها .

٢ — الشاهد — اى شخص يراد استماع البينة منه كما هي مرفوعة في اعلاه .

٣ — " المملكة المصدرة " المملكة التي صدر الطلب باستماع البينة من قبل السلطة العدلية فيها — والمملكة المنفذة — المملكة

التي تستمع فيها تلك الهيئة .

المادة السابعة — عندما نحتاج السلطة المدلية في احدى مملكتي الفريقين الساميين المتعاقدين الى استماع الهيئة في مملكة الفريق الآخر فيجوز استماعها مهما كانت جنسية الفرقاء او الشهود باحدى الطرق الواردة في المادتين ٨ و ٩ .

المادة الثامنة — ٢ — يجوز للسلطة المدلية في المملكة المصدرة بموجب احكام قانون المملكة المائدة اليها ان تقدم كتاب طلب الى السلطة المختصة في المملكة المنفذة نطلب منها فيه استماع الهيئة .

ب — ينظم كتاب الطلب بلغة المملكة المنفذة او برفق مترجمة في تلك اللغة . ويصادق على صحة هذه الترجمة من قبل الموظف القنصلي الذي يمثل المملكة المصدرة ويتضمن كتاب الطلب نوع المرافعات التي يطلب استماع الهيئة فيها مع جميع المعلومات المتعلقة بذلك واسماء الفرقاء واسماء واصاف وعناوين الشهود . ويجب ايضا ان ترفق الاوراق اما (١) بقائمة الاسئلة المراد توجيهها الى الشاهد والشهود او حسب ما تكون القضية — باوصاف الوثائق والمساطر والاشياء الاخرى التي يراد ابرازها او تشخيصها او تدقيقها مع ترجمة بذلك مصدق على صحتها على الوجه المبين اعلاه . واما (٢) ان يطلب في الاوراق من السلطة المختصة ان تسمع بنوحيه الاسئلة شفاها كما يرغب الفرقاء او ممثلوهم .

ج — يسلم كتاب الطلب في انكلتره بواسطة موظف قنصلي عراقي الى رئيس مقرري المحكمة العلوية

(Senior Master of the Supreme Court of Judicature)
وفي العراق الى وزارة المدلية بواسطة موظف قنصلي بريطاني .

اذا كانت السلطة المرسل اليها كتاب الطلب لهما من اختصاصها تنفيذ فعله هذه السلطة (الا في الاحوال التي يرفض فيها التنفيذ بموجب الفقرة (و) من هذه المادة) ان تقدم من تلقاها نفسها كتاب الطلب الى السلطة المختصة في المملكة المنفذة .

د - على السلطة المختصة في المملكة المنفذة ان تعمل وفق ما جاء في كتاب الطلب وتحصل على البيانات المطلوبة وذلك باتخاذ عين التدابير الاجبارية وعين الاصول المطبقة في تنفيذ استنابة او امر صادر من سلطات المملكة العائدة اليها على ان اذا طلب في كتاب الطلب تطبيق اصول خاصة فتطبق هذه الاصول الخاصة اذا لم تكن مخالفة لقانون المملكة المنفذة .

هـ - يخبر الموظف القنصلي الذي ارسل كتاب الطلب اذا اراد ذلك بالتاريخ والمحل الذي تجرى فيه الحاملة لكي يقوم بدوره باخبار ذوي الشأن الذين يسمح لهم بالحضور شخصا او بحضور ممثلهم من محامين ووكلاء دعاوى وغيرهم من الممثلين الذين لهم حق الحضور في محاكم المملكة المصدرة او المملكة المنفذة .

و - لا يجوز رفض تنفيذ كتاب طلب جاء وفقا لاحكام السالفة في هذه المادة الا :

ا - اذا لم تكن صحة كتاب الطلب المذكور ثابتة .

٢- او اذا كان تنفيذ الطلب في المملكة المنفذة لا يقع ضمن وظائف السلطة القضائية .

٣- او اذا اعتبر الفريق السامي المتعاقد الذي يراه اجراء التنفيذ في مملكته ان ذلك مما يحل بسيادته او سلامته .

ز- في جميع الاحوال التي لا ينفذ فيها كتاب الطلب من قبل السلطة المعنونة اليها فعلى هذه السلطة ان تخبر حالا الموظف القنصلي الذي قدم الكتاب وتبين له الاسباب الداعية للامتناع عن تنفيذ الكتاب المذكور او ان تخبره بالسلطة المختصة التي قدم اليها الكتاب .

ح- عند تنفيذ كتاب الطلب ترسل السلطة المختصة التي ارسل او حول اليها الكتاب الى الموظف القنصلي الذي ارسل الكتاب الاوراق اللازمة المثبتة لتنفيذه .

المادة التاسعة - آ - يجوز ايضا استماع الهيئة من قبل موظف قنصلي يمثل المملكة المضرة وذلك بدون تدخل سلطات المملكة المنفذة .

ب- للموظف القنصلي ان يطلب حضور اشخاص معينين من قبل محاكم المملكة المضرة امامه لاستماع بيناتهم ويكون حضورهم وادائهم الهيئة برضايتهم التام ولا يجوز اتخاذ وسائل اجبارية .

ج- ينظم طلب الحضور الصادر من موظف قنصلي في لغة المملكة المنفذة او يترجم تلك اللغة ما لم يكن المستلم من رعايا الفريق السامي المتعاقد الذي تحتاج السلطات القضائية العائدة اليه الى استماع الهيئة .

د - يجوز استماع الهيئة بموجب الاصول المعتبرة في قانون المملكة

المصدرة ويكون للفرقاء حق الحضور شخصيا او ان يمثلوا من قبل محامين
او وكلاء دعاوى من تلك المملكة او غير ذلك من الممثلين الذين لهم حق
الحضور في محاكم المملكة المصدرة او المملكة المنفذة .

المادة العاشرة - ان فشل محاولة استماع الهيئة على الوجه الذي جاء
في المادة التاسعة بناء على امتناع الشهود من الحضور او اعطاء الافادة
لا يمنع تقديم طلب بعد ذلك بموجب المادة ٨ .

المادة الحادية عشرة - آ - عندما تستمع الهيئة حسب المادة ٨ يؤدى والفريق
السامي المتعاقد الذى صدر كتاب الطلب من السلطة العدلية فى
ملكته الى الفريق الآخر جميع ما تنكده السلطة المختصة في تنفيذ
الطلب من مصاريف واجور واجبة الدفع الى الشهود والخبراء والمفسرين
والمترجمين واجور تأمين حضور الشهود الذين لم يحضروا بالاختيار
والاجور والمصاريف المستحقة الى اى شخص انتدبته هذه السلطة
في القضايا التي تجوز فيها قوانين المملكة المنفذة ذلك وجميع الاجور
والمصاريف التي تكبدتها بسبب تطبيق اصول خاصة حسب الطلب .
وتكون هذه المصاريف بالمقدار الذي يستوفى عادة في مثل تلك القضايا
في محاكم المملكة المنفذة .

ب - يطلب تسديد هذه المصاريف من قبل السلطة المختصة التي
قامت بتنفيذ كتاب الطلب من الموظف القنصلي الذي ارسل الكتاب
وذلك عندما ترسل اليه الوثائق التي تثبت اجراء التنفيذ كما جاء
في المادة ٨ (ح) .

— ج — وفيما عدا ما ورد اعلاه لا يجوز دفع اى نوع من الاجور من قبل احد الفريقين الساميين المتعاقدين الى الآخر فيما يتعلق باستماع البينة .

الفصل الرابع

المعاونة الحقوقية للفقراء

المادة الثانية عشرة — ان رعايا احد الفريقين الساميين المتعاقدين المقيمين في ملكة الفريق الآخر لا يلزمون بتأدية ضمان المصاريف في جميع القضايا التي لا يلزم فيها احد رعايا الفريق المذكور بدفع مثل تلك المصاريف .

المادة الثالثة عشرة — ١ — يتمتع رعايا احد الفريقين الساميين المتعاقدين في ملكة الفريق الآخر بمساواة تامة في المعاملة مع رعايا الفريق الآخر فيما يتعلق بالمعاونة الحقوقية المجانية للفقراء .

٢ — تطبق احكام هذه المادة في الامور الجزائية كما تطبق في الامور المدنية والتجارية .

الفصل الخامس

احكام عامة

المادة الرابعة عشرة — كل صعوبة تنشأ من تطبيق هذه الاتفاقية تحل بالطرق الدبلوماسية .

المادة الخامسة عشرة — ان هذه الاتفاقية التي يكون فيها النصفان الانكليزي والعربي معتبران على السواء تكون خاضعة للابرام • ويجرى تبادل وثائق الابرام في لندن • وتنفذ الاتفاقية بعد تاريخ تبادل وثائق الابرام بشهر واحد وتبقى نافذة لمدة ثلاث سنوات بعد تاريخ التنفيذ اذا لم يقدم احد الفريقين الساميين المتعاقدين الى الفريق الآخر اشعارا بالطرق الدبلوماسية قبل ستة اشهر على الاقل من تاريخ انتهاء مدة الثلاث سنوات المذكورة بشأن رغبته في انهاء الاتفاقية فتبقى الاتفاقية نافذة حتى انتهاء ستة اشهر من تاريخ اليوم الذي يقدم فيه احد الفريقين الساميين المتعاقدين اشعارا بانهاؤها •

المادة السادسة عشرة — أ — لا تسري هذه الاتفاقية بطبيعة الحال على سكوتلندة وارلندة الشمالية ولا على جزر بحر المانش او جزيرة (ميان) ولا على اى من مستعمرات ومحميات صاحب الجلالة ملك بريطانيا وارلندة والممتلكات البريطانية وراء البحار وامبراطور الهند ولا على الممتلكات التابعة له او الهلال المنتدب عليها التي يجرى الانتداب عليها من قبل حكومتها في المملكة المتحدة ولكن لجلالته في اى وقت عندما تكون هذه الاتفاقية نافذة بموجب المادة ١٥ ان يمدد نطاق شمولها الى اى من الممتلكات المذكورة اعلاه ببيان يقدم بواسطة سفيره في المراق •

ب — يتضمن البيان المذكور اسماء السلطات في المملكة المختصة التي يقدم اليها طلب التبليغ بموجب المادة ٣ وكتاب الطلب بموجب المادة ٨ واللغة التي تجرى المخابرة بها والترجمة اليها • وتنفذ تمديد شمول من هذا القبيل بعد شهر واحد من تاريخ البيان المذكور •

جـ — يجوز لاي من الفريقين الساميين المتعاقدين في اي وقت بعد انتهاء ثلاث سنوات من تنفيذ تعديد شمول هذه الاتفاقية الى اي من الممتلكات المشار اليها في الفقرة (أ) من هذه المادة ان ينهي هذا التعديد باعضاء اشعار بذلك لمدة سنة اشهر بالطرق الدبلوماسية .

د — ان انتهاء هذه الاتفاقية بموجب المادة ١٨ ينهيها ايضا بطبيعة الحال فيما يتعلق بالممتلكات التي مدد الشمول عليها بموجب الفقرة (أ) من هذه المادة ما لم يتفق الطرفان المتعاقدان الساميان صراحة على خلاف ذلك .

المادة السابعة عشرة — أ — يوافق الفريقان الساميان المتعاقدان على انه يجوز لصاحب الجلالة ملك بريطانيا العظمى وارلندة والممتلكات البريطانية وراء البحار وامبراطور الهند في اي وقت في المدة التي تكون فيها هذه الاتفاقية نافذة اما بمقتضى المادة ١٥ اربموجب الانضمام تحت هذه المادة وبيان مقدم بالضرر الدبلوماسية ان ينضم الى هذه الاتفاقية فيما يتعلق باى عضو من المجموعة الدولية البريطانية الذي ترغب حكومته المتبوعة بمثل هذا الانضمام على شرط ان لا يقدم بيان الانضمام في اي وقت قدم فيه صاحب الجلالة ملك العراق اشعارا بانها الاتفاقية فيما يتعلق بجميع الممتلكات التي تسري عليها الاتفاقية . وتسرى احكام المادة (١٦) (ب) على هذا البيان . وينفذ اى انضمام من هذا النوع بعد تاريخ البيان بشهر واحد .

ب — بعد انتهاء ثلاثة اشهر من تاريخ تنفيذ الانضمام بموجب الفقرة (أ) من هذه المادة يجوز لاي الفريقين الساميين المتعاقدين بعد تقديم اشعار بالانتهاء لمدة سنة اشهر بالطرق الدبلوماسية ان ينهي تطبيق هذه

الاتفاقية فيما يخص البلاد التي قدم بيان الانضمام بشأنها • ولا يؤثر انتهاء
الاتفاقية بموجب المادة ١٥ في سريانها على اية بلاد من هذا القبيل •

ج - يجوز ان يشمل بيان الانضمام بموجب الفقرة (٦) من هذه المادة
اية بلدان ملحقه او مفتد بعلمها تدار من قبل حكومة المملكة التي اعطى
بيان الانضمام بشأنها • واي شعار بالانتها • بموجب الفقرة (ب) فيما
يخص اية مملكة من هذا القبيل يسرى على اية بلدان ملحقه او مفتد ب
علمها وردت في بيان الانضمام لتلك المملكة •

واقارار بما تقدم قد وقع الموقعان في ادناء على هذه
الاتفاقية بنصيهما العربي والانكليزي وختمها بختميهما •

كثبت بنسختين في بغداد في اليوم الخامس والعشرين من شهر
نوز سنة ١٩٣٥ •

عبد
الحسين

Archibald Clark Kerr

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4064. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'IRAK CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A BAGDAD, LE 25 JUILLET 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK ;

Désireux de se prêter une assistance mutuelle dans l'accomplissement des actes de procédure relatifs aux affaires civiles ou commerciales dont sont saisies ou pourraient être saisies leurs autorités judiciaires respectives ;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Archibald John Kerr Clark KERR, commandeur de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-George, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Bagdad ; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'IRAK :

Nouri Pasha EL SAID, ministre des Affaires étrangères, Ordre du Rafidain, première classe militaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Article premier.

a) Sauf disposition contraire expresse, la présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales, y compris les affaires non contentieuses.

b) Dans la présente convention :

i^o Le terme « territoire d'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » sera interprété :

i) Pour ce qui est de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, comme signifiant l'Angleterre et le Pays de Galles, ainsi que tous les territoires dans lesquels la convention est en vigueur en raison des extensions prévues à l'article 16 ou des adhésions prévues à l'article 17 ; et

ii) Pour ce qui est de Sa Majesté le Roi d'Irak comme signifiant l'Irak.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2° Le terme « personnes » sera entendu comme signifiant les personnes physiques et les personnes morales ;

3° Le terme « personnes morales » sera interprété comme comprenant les sociétés de personnes, compagnies, sociétés de capitaux et autres collectivités ;

4° Le terme « sujets d'une Haute Partie contractante » sera entendu comme comprenant les personnes morales constituées ou enregistrées conformément aux lois du territoire de cette Haute Partie contractante ;

5° Le terme « sujets d'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » sera entendu comme signifiant :

i) Pour ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, tous les sujets de Sa Majesté, quel que soit leur domicile, et toutes les personnes placées sous sa protection ; et

ii) Pour ce qui concerne Sa Majesté le Roi d'Irak, toutes les personnes de nationalité irakienne.

II. SIGNIFICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

a) Dans la partie II de la présente convention, le terme « pays d'origine » signifie le pays d'où émanent les actes à signifier, et le terme « pays d'exécution » signifie le pays où les actes doivent être signifiés.

b) Lorsque des actes judiciaires ou extrajudiciaires, dressés sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, doivent, d'ordre d'une autorité judiciaire siégeant sur ce territoire, être signifiés à des personnes sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces actes pourront être signifiés au destinataire, quelle que soit sa nationalité, suivant l'une des méthodes prévues aux articles 3 et 4, dans tous les cas où ces méthodes sont applicables en vertu de la loi du pays d'origine.

Article 3.

a) La demande de signification sera adressée et envoyée par un agent consulaire, représentant le pays d'origine, à l'autorité compétente du pays d'exécution, cette autorité étant priée de faire signifier l'acte en question.

b) La demande de signification sera rédigée dans la langue du pays d'exécution ; elle indiquera les noms et qualités des parties, les nom, qualité et adresse du destinataire, ainsi que la nature de l'acte qui doit être signifié ; elle sera accompagnée de l'acte à signifier établi en double exemplaire.

c) L'acte à signifier devra, soit être rédigé dans la langue du pays d'exécution, soit être accompagné d'une traduction en cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent consulaire représentant le pays d'origine.

d) Les demandes de signification seront adressées et envoyées :

En Angleterre, au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;

En Irak, au Ministère de la Justice.

Si l'autorité à laquelle une demande de signification a été envoyée n'a pas qualité pour en assurer l'exécution, cette autorité devra (sauf dans les cas où l'exécution est refusée conformément au paragraphe f) du présent article) faire suivre d'office la demande à l'autorité compétente du pays d'exécution.

e) La signification devra être assurée par l'autorité compétente du pays d'exécution, qui signifiera l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de ce pays pour la signification d'actes analogues, sauf dans le cas où une forme spéciale de signification aurait été réclamée dans la demande de signification. Dans ce cas, l'acte devra être signifié dans cette dernière forme, si elle n'est pas incompatible avec la législation du pays d'exécution.

f) L'exécution de la demande de signification, dûment formulée conformément aux dispositions précédentes du présent article, ne pourra être refusée que : 1° si l'authenticité de la

demande de signification n'est pas établie ; ou 2^o si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution doit avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où une demande de signification ne serait pas exécutée par l'autorité à laquelle elle a été envoyée, celle-ci en avisera immédiatement l'agent consulaire par l'entremise duquel la demande a été envoyée, en indiquant le motif pour lequel l'exécution de la demande a été refusée ou en spécifiant l'autorité compétente à laquelle la demande a été transmise.

h) L'autorité qui aura assuré l'exécution de la demande de signification établira une attestation prouvant que la signification a été faite ou expliquant la raison pour laquelle elle n'a pas pu être assurée et constatant le fait, la forme et la date de cette signification ou tentative de signification. Cette attestation sera envoyée à l'agent consulaire par l'entremise duquel la demande de signification a été envoyée. Cette attestation sera portée sur l'un des exemplaires de l'acte à signifier ou lui sera jointe.

Article 4.

a) La signification peut être faite, sans que les autorités du pays d'exécution aient à intervenir, par un agent consulaire représentant le pays d'origine et suivant l'un quelconque des modes prévus par le droit du pays d'origine, à condition de ne pas avoir recours à des mesures de coercition physique.

b) Tout acte signifié par un agent consulaire sera, à moins que le destinataire ne soit sujet ou citoyen de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane la signification, soit établi dans la langue du pays d'exécution, soit accompagné d'une traduction dans cette langue, certifiée conforme ainsi qu'il est indiqué à l'article 3 c).

c) L'échec d'une tentative de signification faite conformément au présent article n'exclut pas la possibilité de formuler, par la suite, une demande conformément à l'article 3.

Article 5.

a) Dans tous les cas où des actes auront été signifiés conformément aux dispositions de l'article 3, la Haute Partie contractante dont l'agent consulaire aura transmis la demande de signification remboursera à l'autre Haute Partie contractante les frais et dépens qui, en vertu de la législation du pays d'exécution, sont dus aux personnes chargées d'assurer la signification, ainsi que tous les frais et dépens afférents aux significations effectuées sous une forme spéciale. Ces frais et dépens ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont généralement admis par les tribunaux dudit pays.

b) L'autorité compétente qui aura assuré la signification réclamera le remboursement de ces frais et dépens à l'agent consulaire par l'entremise duquel la demande aura été envoyée, en même temps qu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 h).

c) A l'exception des frais et dépens prévus ci-dessus, l'exécution de la signification d'actes ne pourra donner lieu, de la part de l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre, à la perception de droits quelconques.

III. RÉUNION DES PREUVES SUR COMMISSION ROGATOIRE.

Article 6.

Dans la partie III de la présente convention :

1^o L'expression « réunion des preuves » doit être interprétée comme comprenant l'établissement d'un procès-verbal des dépositions d'un demandeur, d'un défendeur, d'un expert ou de toute autre personne déposant sous la foi du serment ou autrement ; l'assermentation d'un demandeur, d'un défendeur, d'un expert ou de toute autre personne, aux fins d'un acte de procédure quelconque ; ainsi que la production, l'identification et l'examen de pièces écrites, échantillons ou autres objets ;

2° Le terme « témoin » sera considéré comme comprenant toute personne dont la déposition devra être recueillie comme il est dit ci-dessus ;

3° L'expression « pays d'origine » sera interprétée comme signifiant le pays dont l'autorité judiciaire demande la réunion des preuves, et l'expression « pays d'exécution » comme signifiant le pays dans lequel doivent être recueillies les preuves.

Article 7.

Lorsqu'une autorité judiciaire siégeant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes demandera que des preuves soient recueillies sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces preuves pourront être recueillies quelle que soit la nationalité des parties ou témoins, suivant l'une des méthodes prescrites aux articles 8 ou 9.

Article 8.

a) L'autorité judiciaire du pays d'origine pourra, conformément à la législation de ce pays, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente du pays d'exécution pour lui demander de recueillir les preuves.

b) La commission rogatoire sera rédigée dans la langue du pays d'exécution ou accompagnée d'une traduction dans cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent consulaire représentant le pays d'origine. La commission rogatoire indiquera la nature de l'affaire pour laquelle est demandée la réunion des preuves et fournira toutes les indications nécessaires à cet effet, les noms des parties ainsi que les noms, qualités et adresses des témoins. Les commissions rogatoires devront également, soit 1° être accompagnées d'une liste des questions à poser au témoin ou aux témoins ou, selon le cas, d'une description des pièces écrites, échantillons ou autres objets à produire, à identifier ou à examiner, ainsi que d'une traduction certifiée conforme de la manière prévue ci-dessus ; soit 2° demander à l'autorité compétente de permettre que les parties ou leurs représentants posent de vive voix les questions qu'ils désireront poser.

c) Les commissions rogatoires seront transmises :

En Angleterre : par un agent consulaire de l'Irak au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;

En Irak : par un agent consulaire britannique au Ministère de la Justice.

Si l'autorité à laquelle une commission rogatoire a été transmise n'a pas qualité pour en assurer l'exécution, ladite autorité (sauf dans les cas où l'exécution est refusée conformément au paragraphe f) du présent article) devra la faire suivre d'office à l'autorité compétente du pays d'exécution.

d) L'autorité compétente du pays d'exécution devra donner effet à la commission rogatoire et recueillir les preuves demandées, en ayant recours aux mêmes mesures coercitives et aux mêmes voies de procédure que celles qui sont employées pour assurer l'exécution d'une commission ou d'une ordonnance émanant des autorités de son propre pays, sauf dans le cas où, dans la commission rogatoire, serait exprimé le désir qu'une procédure spéciale soit suivie, auquel cas cette procédure spéciale devra être appliquée dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec la législation du pays d'exécution.

e) L'agent consulaire qui transmet la commission rogatoire sera, s'il le désire, informé de la date et du lieu où il sera procédé à l'acte demandé, afin qu'il puisse aviser la partie intéressée ou les parties intéressées, qui seront autorisées à y assister en personne ou à s'y faire représenter, si elles le désirent, par des avocats, des avoués ou des représentants ayant qualité pour comparaître devant les tribunaux, soit du pays d'origine, soit du pays d'exécution.

f) L'exécution d'une commission rogatoire remplissant les conditions prévues ci-dessus dans le présent article, ne pourra être refusée que :

1° Si l'authenticité de la commission rogatoire n'est pas établie ;

2° Si, dans le pays d'exécution, l'exécution de la commission rogatoire en question ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle cette commission rogatoire doit être exécutée juge cet acte de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'aura pas été exécutée par l'autorité requise, celle-ci en avisera immédiatement l'agent consulaire par lequel ladite commission rogatoire a été transmise, en indiquant les motifs pour lesquels l'exécution de la commission rogatoire a été refusée, ou l'autorité compétente à laquelle elle a été transmise.

h) Lorsqu'une commission rogatoire aura été exécutée, l'autorité compétente à laquelle elle a été adressée ou transmise fournira à l'agent consulaire par l'entremise duquel ladite commission rogatoire a été envoyée les pièces justificatives nécessaires attestant qu'elle a été exécutée.

Article 9.

a) Les preuves pourront également être recueillies, en dehors de l'intervention des autorités du pays d'exécution, par un agent consulaire représentant le pays d'origine.

b) L'agent consulaire pourra inviter les personnes désignées par le tribunal du pays d'origine à comparaître devant lui et à faire leurs dépositions. Les comparutions devant cet agent ainsi que les dépositions auront un caractère entièrement volontaire, et aucune mesure de coercition ne sera employée.

c) Les invitations à comparaître décernées par un agent consulaire devront, à moins que le destinataire ne soit sujet de la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire demande que les preuves soient recueillies, être rédigées dans la langue du pays d'exécution ou accompagnées d'une traduction dans cette langue.

d) Les preuves pourront être recueillies conformément à la procédure prévue par la législation du pays d'origine, et les parties auront le droit d'assister en personne à cette opération ou d'être représentées par des avocats ou avoués de ce pays, ou par des représentants ayant qualité pour comparaître devant les tribunaux, soit du pays d'origine, soit du pays d'exécution.

Article 10.

Le fait qu'une tentative en vue de recueillir les preuves suivant le mode prévu à l'article 9 a échoué par suite du refus d'un témoin de comparaître ou de déposer, ne fera pas obstacle à l'envoi ultérieur d'une commission rogatoire conformément à l'article 8.

Article 11.

a) Lorsque les preuves sont recueillies de la manière prévue à l'article 8, la Haute Partie contractante par l'autorité judiciaire de laquelle la commission rogatoire a été adressée, remboursera à l'autre Haute Partie contractante tous les frais encourus par l'autorité compétente de cette dernière pour assurer l'exécution de la commission rogatoire du chef des frais et dépens dus aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, des dépenses afférentes à la comparution des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, ainsi que des frais et dépens dus à toute personne que ladite autorité pourra avoir déléguée, lorsque la législation du pays d'exécution permet cette délégation, et de tous autres frais et dépens résultant du fait qu'une procédure spéciale a été requise et suivie. Ces frais devront correspondre à ceux qui sont admis normalement dans des cas analogues par les tribunaux du pays d'exécution.

b) Le remboursement de ces frais sera réclamé par l'autorité compétente qui a assuré l'exécution de la commission rogatoire à l'agent consulaire qui l'a transmise, au moment de l'envoi des pièces constatant ladite exécution conformément à l'article 8 h).

c) Sauf dans les cas prévus ci-dessus, la réunion des preuves ne pourra donner lieu, de la part d'une Haute Partie contractante à l'égard de l'autre, à la perception de droits quelconques.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX INDIGENTS ET CAUTIONNEMENT DES FRAIS DE JUSTICE.

Article 12.

Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes qui résident sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante ne seront pas tenus de fournir caution pour les frais dans les cas où un sujet ou citoyen de l'autre Haute Partie contractante ne serait pas tenu de le faire.

Article 13.

1. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront à tous égards sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante du même traitement que les sujets de cette Haute Partie contractante en ce qui concerne l'assistance judiciaire gratuite aux indigents.

2. Les dispositions du présent article sont applicables aussi bien en matière criminelle qu'en matière civile et commerciale.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 14.

Toutes les difficultés qui pourront s'élever au sujet de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 15.

La présente convention, dont le texte anglais et le texte arabe font également foi, sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Londres. La convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Si aucune des deux Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre, par la voie diplomatique, six mois au moins avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention de dénoncer la convention, celle-ci demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 16.

a) La présente convention ne sera pas applicable *ipso facto* à l'Ecosse, à l'Irlande du Nord, aux îles anglo-normandes et à l'île de Man, ni à aucune colonie, aucun territoire d'outre-mer ou protectorat de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ni à aucun territoire placé sous sa suzeraineté, ni à aucun des territoires sous mandat à l'égard desquels le mandat est exercé par son gouvernement dans le Royaume-Uni ; toutefois, Sa Majesté pourra, à tout moment, tant que la convention sera en vigueur en vertu de l'article 15, étendre l'application de cette convention à l'un des territoires susmentionnés, au moyen d'une notification adressée par l'entremise de son ambassadeur en Irak.

b) Cette notification indiquera les autorités du territoire intéressé auxquelles les demandes de signification prévues à l'article 3, ou les commissions rogatoires prévues à l'article 8, devront être transmises, ainsi que la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions. Toute extension de ce genre entrera en vigueur un mois après la date de cette notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de l'extension de la présente convention à l'un des territoires visés au paragraphe a) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra à tout moment y mettre fin, moyennant un préavis de six mois notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 16 mettra *ipso facto* un terme à l'application de ladite convention aux territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe a) du présent article, à moins qu'il n'en soit convenu autrement en termes exprès par les deux Hautes Parties contractantes.

Article 17.

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, pourra à tout moment, tant que la présente convention sera en vigueur, soit en vertu de l'article 15, soit en vertu d'une adhésion fondée sur le présent article, au moyen d'une notification transmise par la voie diplomatique, adhérer à la présente convention au nom de tout autre membre du Commonwealth britannique de Nations dont le gouvernement pourrait désirer que cette adhésion fût effectuée, sous réserve, toutefois, qu'aucune notification d'adhésion ne pourra être faite si Sa Majesté le Roi de l'Irak a dénoncé la présente convention en ce qui concerne tous les territoires auxquels la convention s'applique. Les dispositions de l'article 16 b) seront applicables à cette notification. Toute adhésion de ce genre prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur d'une adhésion en vertu du paragraphe a) du présent article, chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, mettre un terme à l'application de la convention à l'un quelconque des pays qui auront fait l'objet d'une notification d'adhésion. L'expiration de la convention, telle qu'elle est prévue à l'article 15, n'affectera pas son application aux pays susmentionnés.

c) Les notifications d'adhésion visées au paragraphe a) du présent article pourront comprendre toute dépendance ou territoire sous mandat administré par le gouvernement du pays que vise la notification d'adhésion, et toute dénonciation de la convention concernant un des pays visés au paragraphe b) s'étendra aux dépendances ou territoires sous mandat compris dans la note d'adhésion relative audit pays.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention, rédigée en anglais et en arabe, et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire, à Bagdad, le vingt-cinq juillet 1935.

(L. S.) Noury SAID.

(L. S.) Archibald Clark KERR.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO SCOTLAND OF THE CONVENTION OF JULY 25TH, 1935, BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND IRAQ REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. BAGDAD, FEBRUARY 3RD AND MARCH 4TH, 1937.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 2nd, 1937.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 47.

BAGDAD, *February 3rd, 1937.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Bagdad on the 25th July, 1935, the extension of that Convention to Scotland.

2. The authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

3. The terms "plaintiff", "defendant" and "barrister" should in respect of documents for service in Scotland, or of letters of request for evidence to be taken in Scotland, be translated as "pursuer", "defender" and "advocate" respectively.

4. In accordance with Article 16 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 3rd March next.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'ECOSSE DE LA CONVENTION DU 25 JUILLET 1935 ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'IRAK CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. BAGDAD, LES 3 FÉVRIER ET 4 MARS 1937.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 2 juin 1937.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 47.

BAGDAD, *le 3 février 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 16 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, qui a été signée à Bagdad le 25 juillet 1935, l'extension des effets de cette convention à l'Ecosse.

2. L'autorité à laquelle devront être adressées en Ecosse les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Crown Agent » à Edimbourg, et la langue dans laquelle devront être faites les communications et traductions est l'anglais.

3. Les termes « plaintiff », « defendant » et « barrister » devront, lorsqu'il s'agit d'actes de procédure à signifier en Ecosse ou de commissions rogatoires à exécuter en Ecosse, se traduire par « pursuer », « defender » et « advocate » respectivement.

4. Conformément à l'article 16 b) de la convention, l'extension notifiée ci-dessus entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 3 mars prochain.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

5. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Archibald Clark KERR.

His Excellency
Saiyid Naji al Asil,
Minister for Foreign Affairs,
Bagdad.

5. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Archibald Clark KERR.

Son Excellence,
Saiyid Naji al Asil,
Ministre des Affaires étrangères,
Bagdad.

II.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

الرقم ٢٢٥٦/١٩٥/٩
بغداد في ٤ آذار ١٩٣٧

الحكومة العراقية
وزارة الخارجية
مديرية الامور الفرمية

يا صاحب الفخامة

أتشرف بأن اשמركم بأستلامى كتاب فخامتكم المرقم ٤٧ والمؤرخ في ٣ شهاط ١٩٣٧ حول الاتفاقية المختصة بالمرافعات الحقوقية والذي تعلمون فيه عملا بالمادة ١٦ (أ) من الاتفاقية المذكورة عن شمولها الى اسكتلندة .

٢ — وان السلطة المختصة في اسكتلندة التي يجب ان نرسل اليها طلبات التخليع او طلبات استماع البهنة هي وكلاء التاج في مدينة ادنبرغ كما ان اللغة الواجب استعمالها في المراسلات والترجمات هي اللغة الانكليزية .

٣ - وان تعابير (Plaintiff) و (defendant) و (barrister) فيما يتعلق بأوراق التليغ او طلبات استماع البينة في اسكتلندة يجب ان تترجم هكذا (pursuer) و (defender) و (advocate) .

٤ - وأنه عملاً بأحكام المادة ١٦ (ب) من الاتفاقية المذكورة فإن الشغل المبلغ بكتاب فخامتكم سيعمل به بعد مرور شهر واحد من تاريخه اي في ٣ آذار ١٩٣٧ .

انتهز هذه الفرصة للاعراب عن فائق تقديري واحترامي .
المخلص
ناجي الاصيل

فخامة السر آر شيهالد جهن كار كلارك كار
كي . سي . أم . جي .
المسفير فوق العادة والمفوض بالحكومة صاحب الجلالة الهمبرطانية
في بغداد

II.

¹ TRADUCTION.

GOUVERNEMENT DE L'IRAK.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.DIRECTION
DES AFFAIRES D'OCCIDENT.

N° 2256 /195 /9.

BAGDAD, le 4 mars 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence, N° 47 du 7 février 1937, concernant la Convention relative aux actes de procédure en matière civile, par laquelle vous m'informez qu'en vertu de son article 16 a), ladite convention est étendue à l'Ecosse ;

2. Que l'autorité en Ecosse à laquelle doivent être adressées les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Crown Agent » à Edimbourg, l'anglais étant la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et les traductions ;

3. Que les termes « plaintiff », « defendant » et « barrister » devront, lorsqu'il s'agit d'actes de procédure à signifier en Ecosse ou de commissions rogatoires à exécuter en Ecosse, se traduire par « pursuer », « defender » et « advocate » respectivement ;

4. Que, conformément à l'article 16 b) de la convention susmentionnée, l'extension notifiée par la lettre de Votre Excellence entrera en vigueur un mois après la date de ladite lettre, c'est-à-dire le 3 mars 1937.

Je saisis cette occasion, etc.

NAJI AL ASIL.

Son Excellence

Sir Archibald John Kerr Clark Kerr,

K.C.M.G.,

Ambassadeur extraordinaire

et plénipotentiaire

de Sa Majesté britannique

à Bagdad.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

¹ TRANSLATION.

GOVERNMENT OF IRAQ.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

DEPARTMENT
OF WESTERN AFFAIRS.

No. 2256 /195 /9.

BAGDAD, March 4th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 47 dated February 7th, 1937, relating to the Convention regarding legal proceedings in civil matters, in which you notify me that, in accordance with Article 16 (a) thereof, the operation of that Convention is extended to Scotland ;

2. That the authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and that the language to be used in communications and translations is English ;

3. That the terms " plaintiff ", " defendant " and " barrister " should in respect of documents for service in Scotland, or of letters of request for evidence to be taken in Scotland, be translated as " pursuer ", " defender " and " advocate " respectively.

4. That in accordance with Article 16 (b) of the said Convention, the extension notified in Your Excellency's letter will come into force one month from the date of that letter, that is to say, on March 3rd, 1937.

I have the honour to be, etc.

NAJI AL ASIL.

His Excellency

Sir Archibald John Kerr Clerk Kerr,

K.C.M.G.,

His Britannic Majesty's

Ambassador Extraordinary

and Plenipotentiary,

Bagdad.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO SOUTHERN RHODESIA OF THE CONVENTION OF JULY 25TH, 1935, BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND IRAQ REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. BAGDAD, MAY 11TH AND JUNE 8TH, 1937.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, August 2nd, 1937.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 228.

BAGDAD, *May 11th*, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Bagdad on the 25th July, 1935, the extension of the operation of that Convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the High Court of Southern Rhodesia, Salisbury, Southern Rhodesia, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 16 (b) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 11th June next.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A LA RHODÉSIE DU SUD DE LA CONVENTION DU 25 JUILLET 1935 ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'IRAK CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. BAGDAD, LES 11 MAI ET 8 JUIN 1937.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 2 août 1937.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 228.

BAGDAD, *le 11 mai* 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 16 a) de la Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, qui a été signée à Bagdad le 25 juillet 1935, l'extension de l'application de cette convention à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être adressées les demandes de signification ou les commissions rogatoires est le greffier de la Cour suprême de la Rhodésie du Sud, Salisbury, Rhodésie du Sud, et la langue dans laquelle les communications et traductions devront être rédigées est l'anglais.

3. Conformément à l'article 16 b) de la convention, l'extension notifiée par la présente entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 11 juin prochain.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

4. In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Archibald Clark KERR.

Archibald Clark KERR.

His Excellency
Saiyid Naji al Asil,
Minister for Foreign Affairs,
Bagdad.

Son Excellence
Saiyid Naji al Asil
Ministre des Affaires étrangères,
Bagdad.

II.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

الرقم ٦٢٣٧/١٩٥/٩	الحكومة العراقية
بغداد في ٨ حزيران ١٩٣٧	وزارة الخارجية
	مديرية الامور العربية

يا صاحب الفخامة :

أنشرف بأن اشعركم بأستلامي كتاب فخامتكم المرقم ٢٢٨ والمؤرخ
في ١١ أيار ١٩٣٧ حول الاتفاقية المختصة بالمرافعات المدنية والذي
تعلموني فيه عملاً بالمادة ١٦ (أ) من الاتفاقية المذكورة عن شمولها
الى روديسيا الجنوبية .

٢ — وان السلطة المختصة في روديسيا الجنوبية التي يجب ان ترسل
اليها طلبات التبليغ او طلبات استماع البينة هي مسجل المحكمة العليا

لروديسيا الجنوبية في مدينة سالسبري (روديسيا الجنوبية) كما ان
اللغة التي يجب استعمالها في المراسلات والترجمات هي اللغة
الانكليزية .

٣ — وأنه عملاً بأحكام المادة ١٦ (ب) من الاتفاقية المذكورة فإن
الشمول المبلغ بكتاب فخامتكم سيعمل به بعد مرور شهر واحد من
تاريخه أي في ١١ حزيران ١٩٣٧ .

أنتهز هذه الفرصة للاعراب عن فائق تقديري واحترامي .
المخلص

• ناجي الاصيل •

فخامة السر آرشيبالد جون كاركلارك كار

كي • سي • أم • جي •

السفير فوق العادة والمفوض لحكومة صاحب الجلالة البريطانية

في بغداد

II.

¹ TRADUCTION.

GOUVERNEMENT DE L'IRAK.
 MINISTÈRE
 DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
 DIRECTION
 DES AFFAIRES D'OCCIDENT.
 N° 7237/195/9.

BAGDAD, le 8 juin 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre N° 228 de Votre Excellence, datée du 11 mai 1937, concernant la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et par laquelle vous me faites savoir que, conformément à son article 16 *a*), ladite convention est étendue à la Rhodésie du Sud ;

2. Que l'autorité en Rhodésie du Sud à laquelle doivent être adressées les demandes de signification ou les commissions rogatoires est le greffier de la Cour suprême de la Rhodésie du Sud, Salisbury (Rhodésie du Sud) et que l'anglais est la langue dans laquelle les communications et traductions devront être rédigées ;

3. Que, conformément à l'article 16 *b*) de ladite convention, l'extension notifiée par la lettre de Votre Excellence entrera en vigueur un mois après la date de ladite lettre, c'est-à-dire le 11 juin 1937.

Je saisis cette occasion, etc.

NAJI AL ASIL.

Son Excellence
 Sir Archibald John Kerr Clark Kerr,
 K.C.M.G.,
 Ambassadeur extraordinaire
 et plénipotentiaire
 de Sa Majesté britannique
 à Bagdad.

II.

¹ TRANSLATION.

GOVERNMENT OF IRAQ.
 MINISTRY
 OF FOREIGN AFFAIRS.
 DEPARTMENT
 OF WESTERN AFFAIRS.
 No. 7237/195/9.

BAGDAD, June 8th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter No. 228 dated May 11th, 1937, relating to the Convention regarding legal proceedings in civil matters, in which you notify me that, in accordance with Article 16 (*a*) thereof, the operation of that Convention is extended to Southern Rhodesia ;

2. That the authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the High Court of Southern Rhodesia, Salisbury, Southern Rhodesia, and that the language to be used in communications and transactions is English ;

3. That in accordance with Article 16 (*b*) of the said Convention, the extension notified in Your Excellency's letter will come into force one month from the date of that letter, that is to say, on June 11th, 1937.

I have the honour to be, etc.

NAJI AL ASIL.

His Excellency
 Sir Archibald John Kerr Clark Kerr,
 K.C.M.G.,
 His Britannic Majesty's
 Ambassador Extraordinary
 and Plenipotentiary,
 Bagdad.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4065.

FRANCE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un
arrangement commercial. Paris, le
17 février 1937.

FRANCE AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting a
Commercial Arrangement. Paris,
February 17th, 1937.

N° 4065. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL. PARIS, LE 17 FÉVRIER 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 février 1937.

I.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 17 février 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer les résultats des conversations qui viennent d'avoir lieu entre nos deux gouvernements, à l'effet de faciliter, dans la mesure du possible, les échanges entre la France et la Suède, conversations qui ont abouti à la rédaction de l'arrangement ci-après :

a) La Suède recevra sur les contingents globaux existants ou qui seraient institués, une quote-part calculée d'après le rapport du montant des importations de produits suédois à celui des importations totales des mêmes produits pendant la période de base. Ce calcul sera fait suivant les mêmes méthodes que pour tout autre pays.

b) Le Gouvernement français se réserve le droit de négocier soit avec la Suède, soit avec tout autre pays, le solde du contingent global, une fois attribuée à la Suède la part qui lui est garantie par le paragraphe précédent.

c) En matière de gestion de contingents, la Suède bénéficiera, sur la demande qui en serait faite par son gouvernement, dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves, pour un même produit, du traitement le plus favorable accordé à un pays tiers.

d) Dans le cas où les statistiques douanières françaises indiqueraient qu'un contingent intéressant la Suède est épuisé, les autorités françaises, avant de suspendre les importations de l'espèce, avertiront la Légation de Suède à Paris. L'avis notifiant aux importateurs l'épuisement du contingent ne pourra être publié que dix jours au moins après cet avis, ce délai devant permettre aux autorités suédoises de présenter, le cas échéant, tout renseignement statistique susceptible de modifier la décision. Dans le cas où il serait reconnu que le contingent a été effectivement épuisé, tous les dépassements constatés seraient imputés sur le contingent de la période suivante.

e) Le Gouvernement français examinera avec la plus grande bienveillance la possibilité de procéder au report d'un trimestre sur l'autre de la part non utilisée des

¹ Entré en vigueur le 17 février 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4065. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE FRENCH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL ARRANGEMENT. PARIS, FEBRUARY 17TH, 1937.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 26th, 1937.

I.

FRENCH REPUBLIC.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.

COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, February 17th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm the results of the recent conversations between our two Governments for the purpose of facilitating trade between France and Sweden as far as possible, which have led to the framing of the following Arrangement :

(a) Of the aggregate quotas at present established or which may hereafter be established, Sweden shall receive a share calculated according to the ratio between the imports of Swedish products and the total imports of the same products during the basic period. This calculation shall be made according to the same methods as are followed in regard to any other country.

(b) The French Government reserves the right to negotiate either with Sweden or with any other country concerning the remainder of the aggregate quota, once there has been allotted to Sweden the share guaranteed to her by the preceding paragraph.

(c) As regards the administration of the quotas Sweden shall be granted, on her Government so requesting and under the same conditions and subject to the same reservations concerning the same product, the most favourable treatment accorded to any third country.

(d) Should the French Customs statistics show that a quota granted to Sweden has been drawn upon to its full amount, the French authorities, before suspending imports of the product concerned, shall notify the Swedish Legation in Paris. The notice informing importers that the quota has been drawn upon to its full amount shall be published not sooner than ten days after this notification, this interval being such as to enable the Swedish authorities to present, should they so desire, any statistical particulars in view of which the decision might be modified. Should it be recognised that the quota has in fact been drawn upon to its full amount, all amounts imported in excess shall be entered under the quota of the following period.

(e) The French Government will give the most favourable consideration to the possibility of carrying forward from one quarter to the next the unutilised portion of the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force February 17th, 1937.

contingents attribués à la Suède. Il appartiendra à la Légation de Suède à Paris d'indiquer, à la fin de chaque trimestre, les quantités qu'elle désire voir reporter, l'Administration française ayant toutefois le droit de procéder à une vérification des chiffres qui seront produits.

f) En outre, le Gouvernement français examinera avec bienveillance les demandes tendant à permettre, dans des cas particuliers, l'utilisation anticipée, pendant un trimestre déterminé, d'une fraction des contingents afférents au trimestre suivant.

g) Les cas spéciaux provenant de différence d'interprétation technique qui pourront être signalés par la Légation de Suède à Paris seront examinés avec la plus grande bienveillance.

h) Les demandes que cette légation présenterait concernant l'attribution éventuelle de contingents supplémentaires, en tenant compte de chaque cas d'espèce et des conditions du marché français, seront instruites avec toute la bienveillance possible.

Les avantages définis ci-dessus seront accordés à la Suède à la condition que le Gouvernement royal fasse bénéficier les marchandises françaises ci-dessous énumérées des réductions tarifaires suivantes :

Numéro de la statistique	Numéro du tarif des douanes suédoises	Désignation des marchandises	Droit actuel		Droit nouveau	
			ordinaire	additionnel	ordinaire	additionnel
			En couronnes les 100 kg.			
12	7	Foies gras	100	300	100	200
151	72,1	Dattes	25	—	10	—
282	118	Pâté de foie gras	500	—	400	—
Ex 321	Ex 143	Conserves de champignons. .	50	25	50	—
			En couronnes les 100 litres			
340	Ex 154	Liqueurs	250	—	175	—
350	Ex 158	Cognac en bouteilles	200	—	125	—
			En couronnes les 100 kg.			
596	Ex 264	Savons, etc., autres	100	—	80	—

Les dispositions du présent accord auront effet jusqu'au 31 décembre 1937.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement suédois est d'accord avec le Gouvernement français sur l'adoption des dispositions dont il s'agit.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation :

L'Ambassadeur de France,
Secrétaire général,
(Signé) Alexis LÉGER.

Monsieur Hennings,
Ministre de Suède,
à Paris.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 24 février 1937.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

quotas granted to Sweden. It will be for the Swedish Legation in Paris, at the end of each quarter, to state the quantities it desires to have carried forward, the French Administration retaining the right, however, to examine the figures produced.

(f) The French Government will also give favourable consideration to requests for an authorisation, in particular cases, to utilise in advance, during a given quarter, a portion of the quotas granted in respect of the following quarter.

(g) Any special cases arising from divergent technical interpretations, to which attention is drawn by the Swedish Legation in Paris, shall receive the most favourable consideration.

(h) Any requests presented by the above-mentioned Legation regarding the possible allotting of additional quotas, account being taken of the circumstances of each particular case and of the conditions obtaining on the French market, shall be most favourably examined.

The advantages specified above shall be granted to Sweden on condition that the Royal Government consents to the following reductions in Customs duties in respect of the French goods listed below :

Statistics number	Number in Swedish Customs tariff	Description of goods	Present duty		New duty	
			Ordinary	Additional	Ordinary	Additional
			In crowns per 100 kg.			
12	7	Foie gras	100	300	100	200
151	72, I	Dates	25	—	10	—
282	118	Pâté de foie gras	500	—	400	—
Ex 321	Ex 143	Preserved mushrooms	50	25	50	—
			In crowns per 100 litres			
340	Ex 154	Liqueurs	250	—	175	—
350	Ex 158	Cognac, in bottles	200	—	125	—
			In crowns per 100 kg.			
596	Ex 264	Soaps, etc., other goods	100	—	80	—

The provisions of the present Arrangement shall remain in force until December 31st, 1937. I should be glad if you would be good enough to inform me whether the Swedish Government is in agreement with the French Government on the adoption of the provisions in question.

I have the honour to be, etc.

For the Minister for Foreign Affairs
and by delegation :

(Signed) Alexis LÉGER,
French Ambassador, Secretary-General.

Monsieur Hennings,
Swedish Minister,
Paris.

II.

LÉGATION DE SUÈDE.

PARIS, le 17 février 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu m'adresser une lettre en date de ce jour, ainsi conçue :

(Voir note N° I.)

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication dont je prends acte au nom de mon gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) EINAR HENNINGS.

Son Excellence

Monsieur Y. Delbos,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Paris.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 24 février 1937.*Le Chef des Archives :*
Torsten Gihl.

II.

SWEDISH LEGATION.

PARIS, *February 17th*, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

You were good enough to send me, under to-day's date, a letter which reads as follows :

(See Note No. I.)

I have the honour to acknowledge receipt of this communication, of which I take note on behalf of my Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Einar HENNINGS.

His Excellency
Monsieur Y. Delbos,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.
Paris.

N° 4066.

CHINE ET LETTONIE

Traité d'amitié. Signé à Londres, le
25 juin 1936.

CHINA AND LATVIA

Treaty of Amity. Signed at London,
June 25th, 1936.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 4066. — DRAUDZĪBAS LĪGUMS¹ STARP ĶĪNAS REPUBLIKU
UN LATVIJAS REPUBLIKU. LONDONĀ, 1936, GADA 25. JUNIJĀ.

*Textes officiels letton, chinois et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} mars 1937.*

LATVIJAS REPUBLIKA un ĶĪNAS REPUBLIKA, vēlēdamās nodibināt starp abām valstīm draudzīgas attiecības, kā arī veicināt savu tautu savstarpējās intereses, nolēma noslēgt Draudzības līgumu, dibinātu uz vienlīdzības principiem un suverēnitātes savstarpēju cieņu, un šajā nolūkā iecēla par saviem pilnvarniekiem :

VIŅA EKSCIENCE LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS :

Kārli ZARIŅA kungu, Latvijas Republikas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru Londonā,

VIŅA EKSCIENCE ĶĪNAS REPUBLIKAS NACIONĀLĀS VALDĪBAS PREZIDENTS :

QUO Tai-chi kungu, Ķīnas Republikas ārkārtējo un pilnvaroto vēstnieku Londonā,

kuŗi, uzrādījuŗi savas attiecīgās pilnvaras, kas atrastas pienācīgā un labā kārtībā, vienojuŗis par sekojoŗiem pantiem :

I pants.

Starp Latvijas Republiku un Ķīnas Republiku, kā arī starp viņu tautām būs nepārtraukts miers un pastāvoŗa draudzība.

II pants.

Abām Augstām līdzējām pusēm ir tiesība savstarpēji sūtīt pienācīgā kārtā akreditētus diplomātiskus pārstāvjus, kas bauda tai valstī, pie kuŗas valdības viņi akreditēti, visas publiskās starptautiskās tiesībās atzītas tiesības, privilēģijas un brīvības.

III pants.

Katrai no Augstām līdzējām pusēm ir tiesība sūtīt ģenerālkonsulus, konsulus, vicekonsulus un konsulārus aģentus vietās, kas atrodas viņu attiecīgās teritorijās un kas noteicamas uz kopējas vienoŗšanās pamata. Sādi konsulāri ierēdņi izpilda pienākumus un bauda tiesības, vispārīgi atzītas starptautiskā praksē.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 30 décembre 1936.

No. 4066. — TREATY OF AMITY¹ BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE REPUBLIC OF LATVIA. SIGNED AT LONDON, JUNE 25TH, 1936.

*Latvian, Chinese and English official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Treaty took place March 1st, 1937.*

THE REPUBLIC OF LATVIA and THE REPUBLIC OF CHINA, being equally desirous of establishing friendly relations between the two countries and promoting the mutual interests of their peoples, have decided to conclude a Treaty of Amity, based on the principles of equality and mutual respect of sovereignty, and have, for this purpose, appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

Monsieur Charles ZARINE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Latvia in London ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Monsieur Quo Tai-chi, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of China in London ;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

There shall be perpetual peace and everlasting amity between the Republic of Latvia and the Republic of China as well as between their peoples.

Article II.

The High Contracting Parties shall have the right reciprocally to send duly accredited diplomatic representatives, who shall enjoy, in the country to the Government of which they are accredited, all the rights, privileges, immunities and exemptions generally recognised by public international law.

Article III.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to send Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents to the localities within their respective territories which shall be determined by common accord. Such consular officers shall exercise the functions and enjoy the treatment generally recognised by international practice. Prior to their assumption of office,

¹ The exchange of ratifications took place at London, December 30th, 1936.

Pirms savu dienesta pienākumu uzņemšanās viņiem jāsaņem no tās valsts valdības, uz kuŗu tie sūtīti, eksekvatūras, kuŗas minētā valdība var atsaukt.

Augstās līdzējas puses neiecels personas, kas nodarbojas rūpniecībā vai tirdzniecībā, par saviem konsulāriem ierēdņiem, izņemot goda konsulus.

IV pants.

Ikvienas Augstās līdzējas puses pilsoņiem ir tiesība brīvi iecelt otras valsts teritorijā vai izbaukt no tās, ja viņiem ir līdz pases, kas izdotas viņu valsts piekritīgās iestādēs, ieskaitot viņas diplomātiskos un konsulāros ierēdņus ārzemēs, un vizētas no tās valsts piekritīgām iestādēm, uz kuŗu viņi dodas.

V pants.

Ikvienas Augstās līdzējas puses pilsoņi bauda otras valsts teritorijā pilnīgu personas un īpašuma apsardzību saskaņā ar attiecīgas valsts likumiem un rīkojumiem un saskaņā ar starptautisko tiesību principiem. Viņiem ir tiesība, saskaņā ar vietējiem likumiem un rīkojumiem, ceļot, nomesties uz dzīvi, strādāt un nodarboties tirdzniecībā un rūpniecībā tādās vietās, kur tas atļauts kādas trešās valsts pilsoņiem.

VI pants.

Augstās līdzējas puses apņemas, cik ātri vien iespējams, noslēgt « Tirdzniecības un Kuģniecības līgumu ».

VII pants.

Šis līgums sastādīts divos eksemplāros latviešu, ķīniešu un angļu valodās. Ja rastos domstarpības iztulkošanā, angļu teksts uzskatāms par autentisku.

VIII pants.

Šis līgums ratificējams Augstām līdzējām pusēm, cik ātri vien iespējams, saskaņā ar viņu attiecīgo satversmju noteikumiem, un tas stājas spēkā dienā, kuŗā apmaina ratifikācijas dokumentus. Ratifikācijas dokumenti apmaināmi Londonā.

Šo apliecinot, augšā minētie pilnvarnieki parakstījuši šo līgumu un uzspieduši tam savus zīmogus.

Izgatavots Londonā tūkstoš deviņi simti trīsdesmit sestā gada 25. jūnijā, kas atbilst Ķīnas Republikas divdesmit piektā gada sestā mēneša divdesmit piektai dienai.

(paraksts) Ch. ZARIŅŠ.

(paraksts) QUO Tai-chi.

Pour copie certifiée conforme :

A. Kampe,

*Chef de la Section juridique
au Ministère des Affaires étrangères
de Lettonie.*

Riga, le 25 février 1937.

they shall obtain from the Government of the country to which they are sent, exequaturs which are subject to withdrawal by the said Government.

The High Contracting Parties shall not appoint persons engaged in industry or commerce as their consular officers, honorary consuls being excepted.

Article IV.

The nationals of one of the High Contracting Parties shall be at liberty to enter or leave the territory of the other, provided that they shall carry with them passports issued by the competent authorities of the country of their origin, including its diplomatic and consular officers abroad, and visaed by the competent authorities of the country of destination.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other full protection for their persons and property in accordance with the laws and regulations of the country and with the principles of international law. They shall have the right, subject to the laws and regulations of the country, to travel, reside, work and engage in commerce and industry in the localities where the nationals of any third country are allowed to do so.

Article VI.

The High Contracting Parties agree to conclude as soon as possible a Treaty of Commerce and Navigation.

Article VII.

The present Treaty is drawn up in duplicate in the Latvian, Chinese and English languages. In case of any divergence of interpretation, the English text shall be authoritative.

Article VIII.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional requirements, and shall enter into force on the day on which the exchange of the ratifications takes place. The instruments of ratification shall be exchanged at London.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at London this twenty-fifth day of June nineteen hundred and thirty-six corresponding to the twenty-fifth day of the sixth month of the twenty-fifth year of the Republic of China.

(L. S.) (Signed) Ch. ZARIŅŠ.

(L. S.) (Signed) QUO Tai-chi.

Pour copie certifiée conforme :

A. Kampe,

*Chef de la Section juridique
au Ministère des Affaires étrangères
de Lettonie.*

Riga, le 25 février 1937.

N° 4066.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

腊特維亞中國友好條約

大腊特維亞共和國

爲建立兩國親睦邦交增進兩國人民相互

大 中 華 民 國

利益起見決定以平等及互尊主權之原則爲基礎訂立友好

條約爲此簡派全權代表如左

大腊特維亞共和國總統特派

駐英吉利國特命全權公使薩霖

大中華民國國民政府主席特派

駐英吉利國特命全權大使郭泰祺

兩全權代表將所奉全權證書互相校閱均屬妥善議

定條款於後

第一條 大腊特維亞共和國與大中華民國及兩國人

民間應永敦和好歷久不渝

第二條 兩締約國有互相派遣正式外交代表之權此項

代表在所駐國應享受國際公法通常承認之一切

權利優例及豁免

第三條 兩締約國在彼此領土內共同商定之地方有

派駐總領事領事副領事代理領事之權此項

領事官應行使國際通例通常承認之職務並

享受國際通例通常承認之待遇兩締約國領事

官員於就職之前應向所駐國取得執行職務證

書但此項證書得由所駐國政府撤回

兩締約國政府不得任命經管工商業人民爲領

事官員但名譽領事不在此限

第四條 兩締約國人民得自由出入於彼此領土但應持

有各該本國主管官廳（駐外外交或領事官員

在內）發給及經由所往國主管官廳簽證之護照

第五條 兩締約國人民在彼此領土內其身體財產

應依照所在國法律章程及國際法原則享受充

分保護并得依照所在國法律章程享有遊歷

居住作工及經管工商業之權但以允許第三國人

民遊歷居住作工及經管工商業之處所爲限

第六條 兩締約國同意於最短期內另訂通商航

海條約

第七條 本條約以臘文中文及英文合繕兩份遇有解

釋不同時以英文爲準

第八條 本條約應由兩締約國按照各本國法律手

續於最短期內批准自互換批准之日起發生效力

批准文件應在倫敦互換

爲此兩全權代表將本條約簽字蓋章以昭信守

西曆一九三六年

六月二十五日訂於倫敦

大中華民國二十五年

(Signed) Ch. ZARINŠ

(Signed)



Pour copie certifiée conforme :

A. Kampe,

*Chef de la Section juridique
au Ministère des Affaires étrangères
de Lettonie.*

Riga, le 25 février 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4066. — TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE
ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE. SIGNÉ A LONDRES, LE
25 JUIN 1936.

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, également animées du désir d'établir des relations amicales entre les deux pays et de favoriser les intérêts réciproques de leurs peuples, ont résolu de conclure un traité d'amitié, fondé sur des principes d'égalité et de respect mutuel de leur souveraineté, et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Monsieur Charles ZARINE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lettonie à Londres ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Monsieur QUO Tai-chi, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Chine à Londres ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura paix inaltérable et amitié perpétuelle entre la République de Lettonie et la République de Chine, ainsi qu'entre leurs peuples.

Article II.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de désigner auprès de l'autre Partie des représentants diplomatiques dûment accrédités qui jouiront, dans le pays auprès du gouvernement duquel ils seront accrédités, de tous les droits, privilèges, immunités et exemptions généralement admis par le droit public international.

Article III.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'envoyer des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls et des agents consulaires dans les localités de leurs territoires respectifs qui seront fixées d'un commun accord. Ces officiers consulaires exerceront les fonctions et jouiront du traitement généralement admis par les usages internationaux. Avant leur entrée en charge, ils obtiendront du gouvernement du pays dans lequel ils sont envoyés des exequaturs qui pourront être retirés par ledit gouvernement.

Les Hautes Parties contractantes ne nommeront pas officiers consulaires des personnes se livrant à l'industrie ou au commerce, exception étant faite pour les consuls honoraires.

Article IV.

Les nationaux ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes pourront, à leur gré, pénétrer dans le territoire de l'autre ou le quitter, pourvu qu'ils soient porteurs de passeports

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine (y compris ses officiers diplomatiques et consulaires à l'étranger) et visés par les autorités compétentes du pays dans lequel ils se rendent.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre de la pleine protection de leurs personnes et de leurs biens, conformément aux lois et aux règlements du pays et aux principes du droit international. Ils auront le droit, en se conformant aux lois et aux règlements du pays, de voyager, résider, travailler et se livrer au commerce et à l'industrie dans les localités où les ressortissants de n'importe quel tiers pays sont autorisés à le faire.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour conclure aussitôt que possible un traité de commerce et de navigation.

Article VII.

Le présent traité est rédigé en deux exemplaires, en langues lettone, chinoise et anglaise. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais fera foi.

Article VIII.

Le présent traité sera ratifié dans le plus bref délai possible par les Hautes Parties contractantes dans la forme prévue par leurs constitutions respectives, et il entrera en vigueur le jour même de l'échange des instruments de ratification. Les instruments de ratification seront échangés à Londres.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus mentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, ce vingt-cinq juin mil neuf cent trente-six, date qui correspond au vingt-cinquième jour du sixième mois de la vingt-cinquième année de la République de Chine.

(L. S.) (Signé) Ch. ZARIŅŠ.

(L. S.) (Signé) Quo Tai-chi.

N° 4067.

ESTONIE ET LETTONIE

Accord modifiant l'Accord de clearing
du 10 avril 1935, avec protocole,
signés à Riga, le 10 février 1937,
et échange de notes y relatif de
la même date.

ESTONIA AND LATVIA

Agreement modifying the Clearing
Agreement of April 10th, 1935,
with Protocol, signed at Riga,
February 10th, 1937, and Ex-
change of Notes relating thereto
of the same Date.

N^o 4067. — ACCORD¹ MODIFIANT L'ACCORD DE CLEARING DU
10 AVRIL 1935 ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE. SIGNÉ A
RIGA, LE 10 FÉVRIER 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 mars 1937.

LE GOUVERNEMENT D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LETTONIE sont d'accord d'apporter à l'Accord² de clearing entre l'Estonie et la Lettonie, signé le 10 avril 1935, les modifications suivantes, à savoir :

D'exprimer comme suit les articles 1^{er}, 4, 5, 8 et 9.

Article premier.

Le règlement des créances commerciales entre l'Estonie et la Lettonie se fera par voie de clearing à l'Eesti Pank et au Bureau de compensation auprès du Ministère des Finances de Lettonie selon les dispositions ci-après.

Les acheteurs lettons de marchandises estoniennes régleront les créances résultant de leurs achats en versant le prix des marchandises en lats à un fonds spécial administré au Bureau de compensation letton en faveur de l'Eesti Pank. Le Bureau de compensation letton, quelle que soit la monnaie dans laquelle le contrat de vente et les factures ont été libellés, porte les sommes reçues au compte de l'Eesti Pank en les exprimant en livres sterling d'après la moyenne des cours cotés à la Bourse de Riga le jour précédent.

Les acheteurs estoniens de marchandises lettones régleront les créances résultant de leurs achats en versant le prix des marchandises en couronnes estoniennes à un fonds spécial administré à l'Eesti Pank en faveur du Bureau de compensation letton. L'Eesti Pank, quelle que soit la monnaie dans laquelle le contrat de vente et les factures ont été libellés, porte les sommes reçues en couronnes au compte du Bureau de compensation letton, en les exprimant en livres sterling d'après la moyenne des cours cotés à la Bourse de Tallinn le jour précédent.

Article 4.

Les paiements aux vendeurs des marchandises s'opèrent au Bureau de compensation letton en lats et à l'Eesti Pank en couronnes estoniennes d'après le cours de la livre sterling à la Bourse locale le jour du paiement. Les paiements aux exportateurs ne peuvent avoir lieu que si l'institution effectuant un paiement a été informée par l'autre du versement fait par l'acheteur en conformité des articles 1 et 2 du présent accord ; les paiements s'effectuent dans l'ordre chronologique des versements et dans les limites des disponibilités des comptes de clearing visés à l'article premier.

¹ Entré en vigueur le 20 février 1937.

² Vol. CLIX, page 103, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4067. — AGREEMENT ² MODIFYING THE CLEARING AGREEMENT
BETWEEN ESTONIA AND LATVIA OF APRIL 10TH, 1935. SIGNED
AT RIGA, FEBRUARY 10TH, 1937.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 2nd, 1937.

THE GOVERNMENT OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF LATVIA have agreed to make the following modifications in the Clearing Agreement ³ between Estonia and Latvia signed on April 10th, 1935 :

Articles 1, 4, 5, 8 and 9 shall read as follows :

Article 1.

Claims in connection with goods transactions between Estonia and Latvia shall be settled by clearing at the Eesti Pank and at the Clearing Office attached to the Latvian Finance Ministry, as hereinafter provided.

Latvian purchasers of Estonian goods shall settle the debts incurred in respect of their purchases by depositing the price of the goods in lats in a special account kept at the Latvian Clearing Office in the name of the Eesti Pank. Whatever the currency in which the sales contract or invoices are made out, the Latvian Clearing Office shall credit the sums received to the Eesti Pank's account, converting them into pounds sterling at the average Riga Stock Exchange rate for the previous day.

Estonian purchasers of Latvian goods shall settle the debts incurred in respect of their purchases by depositing the price of the goods in Estonian crowns in a special account kept at the Eesti Pank in the name of the Latvian Clearing Office. Whatever the currency in which the sales contract or invoices are made out, the Eesti Pank shall credit the sums received in crowns to the account of the Latvian Clearing Office, converting them into pounds sterling at the average Tallinn Stock Exchange rate for the previous day.

Article 4.

Payments to vendors of goods shall be made at the Latvian Clearing Office in lats and at the Eesti Pank in Estonian crowns at the local Stock Exchange rate for the pound sterling on the day of payment. Payments to exporters may only be made when the institution making a payment has been advised by the other institution of the deposit made by the purchaser in accordance with Articles 1 and 2 of the present Agreement. Payments shall be made in the chronological order of the deposits received and to the extent of the funds available in the clearing accounts referred to in Article 1.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force February 20th, 1937.

³ Vol. CLIX, page 103, of this Series.

Article 5.

Si les factures ou les contrats de vente sont libellés en une autre monnaie étrangère, ils seront exprimés en livres sterling d'après le dernier cours moyen connu coté à la bourse locale.

Article 8.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Néanmoins, chaque Partie contractante aura le droit de le dénoncer avec préavis d'un mois.

Article 9.

Dans le cas où le présent accord prendra fin, les comptes du clearing seront soldés.

Le règlement du solde resté non compensé ne peut être exigé que par l'exportation de marchandises originaires du pays débiteur, ce dernier pays admettant à l'exportation vers l'autre toute marchandise originaire de son pays dont l'exportation n'est pas interdite, à condition, toutefois, que ces marchandises soient destinées à la consommation intérieure du pays importateur.

Le présent accord entrera en vigueur le jour suivant la date à laquelle les Parties contractantes se seront informées mutuellement de son approbation par leurs gouvernements. Toutefois les deux gouvernements se sont mis d'accord de le mettre provisoirement en vigueur dix jours après sa signature.

Fait à Riga, en double expédition, le 10 février 1937.

K. MENNING.

V. MUNTERS.

PROTOCOLE

A L'ACCORD MODIFIANT L'ACCORD DE CLEARING DU 10 AVRIL 1935 ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE.

Au moment de procéder à la signature de l'Accord modifiant l'Accord de clearing entre l'Estonie et la Lettonie les deux gouvernements constatent qu'à la suite de ces modifications les comptes visés aux articles premier et 2 du Protocole¹ du 7 décembre 1935, complétant l'Accord de clearing entre l'Estonie et la Lettonie conclu le 10 avril 1935, tenus jusqu'à présent en lats-or, seront dorénavant tenus en livres sterling.

Fait à Riga, le 10 février 1937.

K. MENNING.

V. MUNTERS.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

RIGA, le 10 février 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord de nos gouvernements sur ce qui suit :

1. Se référant aux stipulations de l'article 4 de l'Accord de clearing entre l'Estonie et la Lettonie, les deux gouvernements conviennent que le Bureau de compensation letton effectuera les paiements aux exportateurs en leur versant 80% de chaque paiement d'après le dernier cours moyen connu coté à la Bourse de Riga le jour du paiement et

¹ Vol. CLXIX, page 119, de ce recueil.

Article 5.

Where the invoices or contracts of sale are made out in another foreign currency, they shall be expressed in pounds sterling at the last known average rate quoted on the local Stock Exchange.

Article 8.

The present Agreement is concluded for an indefinite period. Nevertheless, each Contracting Party shall be entitled to denounce it by giving one month's notice.

Article 9.

In the event of the present Agreement lapsing, the clearing accounts shall be balanced.

Should there be an uncleared balance, its settlement shall not be required by any means other than the export of goods originating in the debtor country, which latter shall allow the export to the other country of all goods originating in its own territory the export of which is not prohibited, provided that such goods are intended for domestic consumption in the importing country.

The present Agreement shall come into force on the day following the date on which the Contracting Parties have notified one another of the approval of their respective Governments. The two Governments have, however, agreed to give it provisional effect ten days after it is signed.

Done at Riga, in duplicate, this 10th day of February 1937.

K. MENNING.

V. MUNTERS.

PROTOCOL

TO THE AGREEMENT MODIFYING THE CLEARING AGREEMENT BETWEEN ESTONIA AND LATVIA
OF APRIL 10th, 1935.

On proceeding to sign the Agreement modifying the Clearing Agreement between Estonia and Latvia, the two Governments declare that, in consequence of the said modifications, the accounts referred to in Articles 1 and 2 of the Protocol¹ of December 7th, 1935, supplementing the Clearing Agreement between Estonia and Latvia concluded on April 10th, 1935, hitherto kept in gold lats, shall in future be kept in pounds sterling.

Done at Riga, this tenth day of February, 1937.

K. MENNING.

V. MUNTERS.

EXCHANGE OF NOTES

I.

RIGA, February 10th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm to Your Excellency that our Governments are agreed on the following provisions :

1. Referring to the stipulations of Article 4 of the Clearing Agreement between Estonia and Latvia, the two Governments agree that the Latvian Clearing Office shall settle accounts with exporters by paying them 80% of each amount at the last average known rate quoted on the Riga Stock Exchange on the day of payment, and 20% at

¹ Vol. CLXIX, page 119, of this Series.

20% d'après le dernier cours moyen de la livre sterling coté à la Bourse de Riga le 28 septembre 1936, et ceci jusqu'au moment où le total des versements de ces 20% aura atteint le montant du solde constaté à la date du 29 septembre 1936, à savoir lats-or 293.759,08.

2. Tous les comptes existants seront soldés à la date du 29 septembre 1936 et le solde de chacun sera exprimé en livres sterling au cours de 1 livre sterling — 15,58 lats-or, et notamment pour le compte sucre-benzine, en faveur de la Lettonie, lats-or 143.709,63 ; pour le compte dit « des dettes arriérées » en faveur de l'Estonie lats-or 241.894,73, pour le compte dit « des fonds courants », en faveur de l'Estonie lats-or 51.864,35.

3. Les deux gouvernements sont d'accord de régler par le clearing les paiements résultant du trafic de perfectionnement de marchandises entre les deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence
Monsieur V. Munters,
Ministre des Affaires étrangères,
Riga.

K. MENNING.

II.

LATVIJAS ARLIETU MINISTRS.
MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LETTONIE.
RIGA.

N° J. 710.32/37/3527.

RIGA, le 10 février 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord de nos gouvernements sur ce qui suit :

1. Se référant aux stipulations de l'article 4 de l'Accord de clearing entre la Lettonie et l'Estonie, les deux gouvernements conviennent que le Bureau de compensation letton effectuera les paiements aux exportateurs en leur versant 80% de chaque paiement d'après le dernier cours moyen connu coté à la Bourse de Riga le jour du paiement et 20% d'après le dernier cours moyen de la livre sterling coté à la Bourse de Riga le 28 septembre 1936, et ceci jusqu'au moment où le total des versements de ces 20% aura atteint le montant du solde constaté à la date du 29 septembre 1936, à savoir lats-or 293.759,08.

2. Tous les comptes existants seront soldés à la date du 29 septembre 1936 et le solde de chacun sera exprimé en livres sterling au cours de 1 livre sterling — 15,58 lats-or, et notamment pour le compte sucre-benzine, en faveur de la Lettonie, lats-or 143.709,63 ; pour le compte dit « des dettes arriérées » en faveur de l'Estonie lats-or 241.894,73, pour le compte dit « des fonds courants », en faveur de l'Estonie lats-or 51.864,35.

3. Les deux gouvernements sont d'accord de régler par le clearing les paiements résultant du trafic de perfectionnement de marchandises entre les deux pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Son Excellence
Monsieur K. Menning,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Estonie,
Riga.

V. MUNTERS.

the last average quotation for the pound sterling on the Riga Stock Exchange on September 28th, 1936, until such time as the total of these 20% payments equals the amount of the balance as struck on September 29th, 1936, viz., 293,759.08 gold lats.

2. All existing accounts shall be balanced on September 29th, 1936, and each balance expressed in pounds sterling at the rate of £1 = 15.58 gold lats, more particularly so in the case of the sugar-benzine account showing a balance of 143,709.63 gold lats in Latvia's favour, the "Debt Arrears" account showing a balance of 241,894.73 gold lats in Estonia's favour, and the "Current Funds" account showing a balance of 51,864.35 gold lats in Estonia's favour.

3. The two Governments agree to settle by clearing the payments arising out of the goods finishing trade between the two countries.

I have the honour to be etc.

His Excellency
Monsieur V. Munters,
Minister for Foreign Affairs,
Riga.

K. MENNING.

II.

LATVIAN MINISTER
FOR FOREIGN AFFAIRS,
RIGA.

No. J. 710. 32/37/3527.

RIGA, February 10th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm to Your Excellency that our Governments are agreed on the following provisions :

1. Referring to the stipulations of Article 4 of the Clearing Agreement between Latvia and Estonia, the two Governments agree that the Latvian Clearing Office shall settle accounts with exporters by paying them 80% of each amount at the last average known rate quoted on the Riga Stock Exchange on the day of payment, and 20% at the last average quotation for the pound sterling on the Riga Stock Exchange on September 28th, 1936, until such time as the total of these 20% payments equals the amount of the balance as struck on September 29th, 1936, viz., 293,759.08 gold lats.

2. All existing accounts shall be balanced on September 29th, 1936, and each balance expressed in pounds sterling at the rate of £1 = 15.58 gold lats, more particularly so in the case of the sugar-benzine account showing a balance of 143,709.63 gold lats in Latvia's favour, the "Debt Arrears" account showing a balance of 241,894.73 gold lats in Estonia's favour, and the "Current Funds" account showing a balance of 51,864.35 gold lats in Estonia's favour.

3. The two Governments agree to settle by clearing the payments arising out of the goods finishing trade between the two countries.

I have the honour to be etc.

His Excellency
Monsieur K. Menning,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Estonia,
Riga.

V. MUNTERS.

N° 4068.

ESTONIE ET LETTONIE

Protocole, signé à Riga, le 10 février 1937, complétant le Protocole du 7 décembre 1935, additionnel au Protocole signé à Riga le 14 novembre 1932, complétant l'Accord additionnel au Traité économique provisoire entre les deux pays.

ESTONIA AND LATVIA

Protocol, signed at Riga, February 10th, 1937, completing the Protocol of December 7th, 1935, additional to the Protocol signed at Riga on November 14th, 1932, supplementing the Additional Agreement to the Provisional Economic Treaty between the Two Countries.

N° 4068. — PROTOCOLE¹, SIGNÉ A RIGA, LE 10 FÉVRIER 1937, COMPLÉTANT LE PROTOCOLE DU 7 DÉCEMBRE 1935, ADDITIONNEL AU PROTOCOLE SIGNÉ A RIGA LE 14 NOVEMBRE 1932, COMPLÉTANT L'ACCORD ADDITIONNEL AU TRAITÉ ÉCONOMIQUE PROVISOIRE ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 2 mars 1937.

LES GOUVERNEMENTS D'ESTONIE et DE LETTONIE ayant résolu de compléter le Protocole², signé à Tallinn, le 7 décembre 1935, additionnel au Protocole³ signé à Riga le 14 novembre 1932 complétant l'Accord additionnel⁴ au Traité⁵ économique provisoire entre l'Estonie et la Lettonie, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Son Excellence Monsieur Karl MENNING, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie à Riga ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence Monsieur Vilhelms MUNTERS, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Le premier alinéa de l'article 3 du Protocole du 7 décembre 1935 est complété comme suit :

La benzine qui sera importée d'Estonie en Lettonie après l'entrée en vigueur du présent protocole dans les limites du contingent de 1936 en vue de régler le solde du compte benzine-sucre, cependant pour un total n'excédant pas 250 tonnes, sera soumise à un droit de douane de 0,02 lats par kilogramme net. La quantité susmentionnée de benzine devra être importée en Lettonie jusqu'au 1^{er} juillet 1937.

Le présent complément, qui fait partie intégrante du Protocole signé à Tallinn le 7 décembre 1935, additionnel au Protocole signé à Riga le 14 novembre 1932 complétant l'Accord additionnel au Traité économique provisoire entre l'Estonie et la Lettonie, sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et aura la même durée que le protocole complétant l'accord additionnel et dont il fait partie. Toutefois les deux gouvernements se sont mis d'accord de le mettre provisoirement en vigueur dix jours après sa signature.

Fait à Riga, le 10 février 1937.

K. MENNING.

V. MUNTERS.

¹ Entré en vigueur le 20 février 1937.

² Vol. CLXIX, page 101, de ce recueil.

³ Vol. CXXXVI, page 295, de ce recueil.

⁴ Vol. CXX, page 235, de ce recueil.

⁵ Vol. LXXII, page 195, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4068. — PROTOCOL ² SIGNED AT RIGA ON FEBRUARY 10TH, 1937, COMPLETING THE PROTOCOL OF DECEMBER 7TH, 1935, ADDITIONAL TO THE PROTOCOL SIGNED AT RIGA ON NOVEMBER 14TH, 1932, SUPPLEMENTING THE ADDITIONAL AGREEMENT TO THE PROVISIONAL ECONOMIC TREATY BETWEEN ESTONIA AND LATVIA.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place March 2nd, 1937.

THE GOVERNMENT OF ESTONIA and THE GOVERNMENT OF LATVIA, having resolved to supplement the Protocol³ signed at Tallinn on December 7th, 1935, additional to the Protocol⁴ signed at Riga on November 14th, 1932, supplementing the Additional Agreement⁵ to the Provisional Economic Treaty⁶ between Estonia and Latvia, have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

His Excellency Monsieur Karl MENNING, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia at Riga ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency Monsieur Vilhelms MUTERS, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

The first paragraph of Article 3 of the Protocol of December 7th, 1935, shall be supplemented as follows :

The benzine imported into Latvia from Estonia after the entry into force of the present Protocol within the limits of the 1936 quota for the purpose of settling the balance of the benzine-sugar account, the total quantity of which shall not, however, exceed 250 tons, shall be subject to a Customs duty of 0.02 lats per kilogramme net. The above-mentioned quantity of benzine shall be imported into Latvia not later than July 1st, 1937.

The present supplement, which forms an integral part of the Protocol signed at Tallinn on December 7th, 1935, additional to the Protocol signed at Riga on November 14th, 1932, supplementing the Additional Agreement to the Provisional Economic Treaty between Estonia and Latvia, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Riga. It shall come into force on the day on which the ratifications are exchanged and shall remain in force for the same period as the Protocol supplementing the Additional Agreement, of which it forms part. The two Governments have, however, agreed to bring it provisionally into operation ten days after its signature.

Done at Riga, this tenth day of February, 1937.

K. MENNING.

V. MUTERS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force February 20th, 1937.

³ Vol. CLXIX, page 101, of this Series.

⁴ Vol. CXXXVI, page 295, of this Series.

⁵ Vol. CXX, page 235, of this Series.

⁶ Vol. LXXII, page 195, of this Series.

N° 4069.

**IRAN ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Traité d'établissement, de commerce
et de navigation, avec protocole
final et annexe, signés à Téhéran,
le 27 août 1935, et échange de
notes y relatif de la même date.

**IRAN
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Establishment, Commerce
and Navigation, with Final Proto-
col and Annex, signed at Teheran,
August 27th, 1935, and Exchange
of Notes relating thereto of the
same Date.

N° 4069. — TRAITÉ¹ D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'IRAN ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 27 AOUT 1935.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 9 mars 1937.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAHINSCHAH DE L'IRAN,

Egalement animés du désir de régler les conditions de voyage, de séjour et de résidence des ressortissants de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran et des ressortissants iraniens dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes ainsi que de développer l'activité économique et les relations commerciales entre les deux pays,

Ont résolu de conclure un traité d'établissement, de commerce et de navigation et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

Son Excellence Monsieur A. S. TCHERNYKH, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran ;

Monsieur M. L. CHOSTAK, représentant commercial de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAHINSCHAH DE L'IRAN :

Son Excellence S. B. KAZEMI, son ministre des Affaires étrangères ;

Son Excellence Mozaffar AALAM, directeur général du Département du Commerce ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront le droit d'entrer sur les territoires de l'autre, d'y séjourner, d'y voyager et de s'en retourner, en toute liberté, à la condition d'observer les lois et règlements en vigueur sur ces territoires. En aucun cas, ils ne seront placés sous ce rapport dans des conditions moins favorables que celles dans lesquelles sont ou seront placés les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les stipulations du présent article ne portent atteinte ni aux règlements qui sont ou seront en vigueur en matière de passeports, ni au droit de chacune des Parties contractantes de prendre en tout temps des dispositions pour régler ou interdire l'immigration sur ses territoires, pourvu que lesdits règlements et dispositions soient établis pour les ressortissants de tous les autres pays.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 8 juin 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4069. — TREATY ² OF ESTABLISHMENT, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN IRAN AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT TEHERAN, AUGUST 27TH, 1935.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Treaty took place March 9th, 1937.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAHINSHAH OF IRAN,

Being equally desirous of regulating the conditions of travel, sojourn and residence of nationals of the Union of Soviet Socialist Republics in Iran and of Iranian nationals in the Union of Soviet Socialist Republics and also of developing economic activity and commercial relations between the two countries,

Have resolved to conclude a Treaty of Establishment, Commerce and Navigation and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

His Excellency Monsieur A. S. TCHERNYKH, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics in Iran ;

Monsieur M. L. CHOSTAK, Trade Delegate of the Union of Soviet Socialist Republics in Iran ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAHINSHAH OF IRAN :

His Excellency S. B. KAZEMI, His Minister for Foreign Affairs ;

His Excellency Mozaffar AALAM, Director-General of the Department of Commerce ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Nationals of either Contracting Party shall have the right to enter the territory of the other, to reside and travel there and to leave the country, with complete freedom, on condition that they observe the laws and regulations in force in those territories. In no case shall they be subject in this respect to conditions less favourable than those to which nationals of the most-favoured nation are or may in future be subject.

The provisions of the present Article shall in no way affect either the regulations which are or may in future be in force with regard to passports, or the right of each of the Contracting Parties to take measures at any time to regulate or prohibit immigration into its territory, provided that such regulations and measures are prescribed in respect of the nationals of all other countries.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, June 8th, 1936.

Les stipulations du présent article ne portent non plus atteinte au droit de chacune des Parties contractantes d'interdire par des mesures individuelles à des ressortissants de l'autre le séjour ou l'établissement sur son territoire, soit à la suite d'une décision judiciaire, soit pour des raisons de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, pendant leur séjour sur les territoires de l'autre, seront, en temps de paix et de guerre, exemptés de tout service obligatoire militaire ou civil. Toutefois, en cas de calamité provenant des éléments de la nature, ils peuvent être requis de travailler.

Ils seront également exemptés de toute contribution en espèces ou en nature, imposée à titre d'équivalent du service obligatoire, militaire ou civil.

Ils seront également exemptés de tous emprunts forcés.

En général, en ce qui concerne toutes espèces d'obligations imposées par chacune des Parties contractantes aux étrangers séjournant sur ses territoires et les dispenses y relatives, les ressortissants de l'autre ne seront pas placés dans des conditions moins favorables que celles où sont ou seront placés les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre en ce qui concerne l'acquisition, la possession, la disposition de biens de toute nature et le respect des droits y relatifs ainsi qu'en matière d'expropriation et de réquisitions, des mêmes droits que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes sur les territoires de l'autre auront, à condition d'observer les lois et règlements du pays, le droit d'exercer, à l'égal des nationaux, tout commerce, industrie et métier qui sont en général légalement permis et qui ne sont pas interdits à tous les étrangers ; à ce point de vue ils ne seront pas placés dans une situation inférieure à celle des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, résidant sur les territoires de l'autre, sont soumis à la juridiction de cette dernière.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, à l'égal des nationaux, du droit d'ester librement devant les tribunaux de toutes instances pour faire valoir et défendre leurs droits ; ils ne seront en aucun cas placés à cet égard dans des conditions moins favorables que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes sur les territoires de l'autre auront la possibilité, quand ils s'adresseront aux tribunaux du pays de leur séjour pour la défense de leurs droits, de désigner leurs fondés de pouvoirs et agents ainsi que leurs avocats parmi les personnes de leur choix, admises à l'exercice de ces professions, en se conformant aux lois et règlements du pays.

Lesdits ressortissants ne seront pas placés en matière de cautionnement préalable des frais judiciaires et en matière de facilités accordées aux indigents, dans des conditions moins favorables que les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Furthermore, the provisions of the present Article shall in no way affect the right of each Contracting Party to prohibit, in individual cases, nationals of the other to reside or settle in its territory, either as the result of a judicial decision or for reasons connected with the internal or external security of the State.

Article II.

Nationals of either Contracting Party shall, during their residence in the territory of the other, be exempt, in time of peace and of war, from all compulsory military or civilian service. Nevertheless, in the case of natural calamities they may be required to perform work.

They shall also be exempt from any contribution in money or in kind imposed as an equivalent for compulsory military or civilian service.

They shall also be exempt from all forced loans.

In general, with regard to all kinds of obligations imposed by either Contracting Party on foreigners residing within its territory and the exemptions connected therewith, the nationals of the other Contracting Party shall not be subject to conditions less favourable than those to which nationals of the most-favoured nation are or may in future be subject.

Article III.

Nationals of either Contracting Party shall, in the territory of the other, enjoy the same rights as nationals of the most-favoured nation with regard to the acquisition, possession, and disposal of property of every kind and the respect of the rights relating thereto and with regard to expropriation and requisitions.

Article IV.

Nationals of either Contracting Party in the territory of the other shall, provided that they observe the laws and regulations of the country, have the right to engage on the same conditions as nationals of the country, in any commerce, industry or trade which is in general allowed by law and not prohibited in the case of all foreigners ; in this respect they shall not be placed in a position less favourable than that of the nationals of the most-favoured nation.

Article V.

Nationals of either Contracting Party resident in the territory of the other shall be subject to the jurisdiction of the latter.

Nationals of either Contracting Party shall, on the same conditions as nationals of the country, enjoy the right to appear freely before courts of all degrees for the purpose of claiming or defending their rights ; they shall in no case be placed in this respect in a less favourable position than the nationals of the most-favoured nation.

Nationals of either Contracting Party in the territory of the other shall be entitled, when applying to courts in the country where they are resident for the defence of their rights, to appoint as their representatives, agents and counsel persons of their own choice from among those authorised to practise such professions, in conformity with the laws and regulations of the country.

The said nationals shall not, as regards the deposit of security for judicial costs and as regards the facilities granted to indigent persons, be placed in a less favourable position than nationals of the country or nationals of the most-favoured nation.

Article VI.

Les inventions, les marques de fabrique et de commerce, les échantillons et les modèles industriels appartenant aux ressortissants de l'une des Parties contractantes seront, sur les territoires de l'autre, protégés en conformité avec les lois et règlements en vigueur sur ces territoires.

Relativement aux inventions, marques de fabrique et de commerce, échantillons et modèles industriels, ainsi qu'en matière de protection contre la concurrence déloyale, les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre, des mêmes droits dont jouissent ou jouiront les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article VII.

Les Parties contractantes conviennent de conclure, dans le plus bref délai possible, des conventions spéciales relatives au statut personnel, à la protection de la propriété industrielle, à la lutte contre la contrebande, à l'arbitrage dans les affaires civiles et à l'assistance judiciaire entre les deux Etats.

Article VIII.

1. Les sociétés de commerce de toute nature et autres organisations économiques de nationalité iranienne et constituées en Iran conformément aux lois du pays, y compris les sociétés et organisations formées avec participation du capital d'Etat, seront reconnues sur les territoires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en ce qui concerne leur existence juridique, leur capacité et leur droit d'ester en justice. Il ne sera pas fait obstacle à ce qu'elles exercent leur activité sur lesdits territoires, étant entendu que leur droit à faire des transactions ainsi que les transactions elles-mêmes sont soumis aux lois de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, leur mode de constitution et leurs statuts restant soumis aux lois de l'Iran. Elles seront traitées sur les territoires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes à tous égards comme les sociétés de commerce et autres organisations économiques de la nation la plus favorisée.

2. Les sociétés de commerce et autres organisations économiques, ayant la nationalité de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et constituées dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes conformément aux lois du pays, y compris les sociétés et organisations formées avec participation du capital d'Etat, seront reconnues en Iran, en ce qui concerne leur existence juridique, leur capacité et leurs droits d'ester en justice. Il ne sera pas fait obstacle à ce qu'elles exercent leur activité sur les territoires de l'Iran, étant entendu que leur droit à faire des transactions ainsi que les transactions elles-mêmes sont soumis aux lois de l'Iran, leur mode de constitution et leurs statuts restant soumis aux lois de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. Elles seront traitées sur les territoires de l'Iran à tous égards comme les sociétés de commerce et autres organisations économiques de la nation la plus favorisée.

3. Les stipulations des articles 2 à 6 du présent traité seront respectivement appliquées aux sociétés de commerce et autres organisations économiques des Parties contractantes, mentionnées aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

4. Les ressortissants, sociétés de commerce et organisations économiques de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran et les ressortissants, sociétés de commerce et organisations économiques de l'Iran dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, pourront avoir, sous les conditions établies par les règlements douaniers en vigueur dans le pays, dans les localités où ils exercent leur activité commerciale, s'il y existe des bureaux de douane, des entrepôts à eux et y entreposer leurs marchandises en franchise provisoire des taxes douanières jusqu'au moment de la sortie desdites marchandises de l'entrepôt.

5. Il reste toutefois entendu qu'aucune des dispositions du présent traité ne saurait autoriser les sociétés commerciales et autres organisations économiques de l'une des Parties contractantes mentionnées aux paragraphes 1 et 2 du présent article, à réclamer les privilèges spéciaux qui sont

Article VI.

Inventions, trade marks, samples and industrial models belonging to nationals of either Contracting Party shall, in the territory of the other, be protected in conformity with the laws and regulations in force in that territory.

In respect of inventions, trade marks, samples and industrial models, and also in respect of protection from unfair competition, the nationals of either Contracting Party shall, in the territory of the other, enjoy the same rights as those which are or may in future be enjoyed by nationals of the country or nationals of the most-favoured nation.

Article VII.

The Contracting Parties agree to conclude as soon as possible special conventions relating to personal status, the protection of industrial property, the suppression of smuggling, arbitration in civil matters and judicial assistance between the two States.

Article VIII.

1. Commercial companies of all kinds and other economic organisations of Iranian nationality and constituted in Iran, in accordance with the laws of the country, including companies and organisations formed with the participation of State capital, shall be recognized in the territory of the Union of Soviet Socialist Republics as regards their legal existence, their capacity and their right to appear in court. They shall be allowed to conduct their business in the said territory without hindrance, it being understood that their right to effect transactions, and also those transactions themselves, shall be subject to the laws of the Union of Soviet Socialist Republics, whereas their form of constitution and their statutes shall remain subject to the laws of Iran. In all respects, they shall enjoy the same treatment in the territory of the Union of Soviet Socialist Republics as the commercial companies and other economic organisations of the most-favoured nation.

2. Commercial companies and other economic organisations having the nationality of the Union of Soviet Socialist Republics, and constituted in the Union of Soviet Socialist Republics in accordance with the laws of the country, including companies and organisations formed with the participation of State capital, shall be recognized in Iran as regards their legal existence, their capacity and their right to appear in court. They shall be allowed to conduct their business in the territory of Iran without hindrance, it being understood that their right to effect transactions, and also those transactions themselves, shall be subject to the laws of Iran, whereas their form of constitution and their statutes shall remain subject to the laws of the Union of Soviet Socialist Republics. In all respects, they shall enjoy the same treatment in the territory of Iran as the commercial companies and other economic organisations of the most-favoured nation.

3. The provisions of Articles 2 to 6 of the present Treaty shall apply respectively to the commercial companies and other economic organisations of the Contracting Parties mentioned in sections 1 and 2 of the present Article.

4. Nationals, commercial companies and economic organisations of the Union of Soviet Socialist Republics in Iran, and nationals, commercial companies and economic organisations of Iran in the Union of Soviet Socialist Republics may, subject to the conditions prescribed by the Customs regulations in force in the country, maintain warehouses of their own in places where they carry on their commercial activities, provided there are Customs offices in such places, and may therein store their goods with temporary exemption from Customs dues until the said goods are taken from the warehouse.

5. It is understood, however, that none of the provisions of the present Treaty shall authorise the commercial companies and other economic organisations of either Contracting Party mentioned in sections 1 and 2 of the present Article to claim the special privileges granted by the other Party

accordés par l'autre Partie à des sociétés dont les conditions d'activité sur son territoire sont ou seront réglées par des actes de concession spéciaux.

Article IX.

La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran, qui est chargée de représenter et de protéger les intérêts de l'Union en tout ce qui concerne son commerce avec l'Iran, de régler et d'exercer les échanges des marchandises entre l'Union et l'Iran ainsi que de contribuer au développement des relations économiques entre les deux pays, fonctionnera sur les bases des dispositions suivantes :

La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran, qui aura son siège social à Téhéran, fera partie de l'ambassade de l'Union en Iran. Le représentant commercial et ses deux adjoints, étant considérés comme membres de l'ambassade de l'Union, jouiront de l'inviolabilité personnelle et des autres immunités accordées aux membres du corps diplomatique. La résidence de la Représentation commerciale à Téhéran bénéficiera de l'exterritorialité.

Toutefois, l'exterritorialité ne pourra empêcher l'application des dispositions suivantes :

Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes assume la responsabilité de toutes les transactions commerciales passées en Iran par la Représentation commerciale. La responsabilité pour les transactions passées par les autres organisations économiques de l'Etat de l'Union des Républiques soviétiques socialistes est à charge desdites organisations.

Tout litige pouvant survenir au sujet des transactions commerciales passées en Iran par la Représentation commerciale sera réglé par les tribunaux de l'Iran, conformément aux lois de ce pays. Toutefois, prenant en considération la responsabilité que l'Union des Républiques soviétiques socialistes a déclaré assumer ci-dessus pour les transactions de la Représentation commerciale, il est convenu que les mesures judiciaires préventives, telles que le cautionnement, exécution provisoire des arrêts judiciaires ainsi que les mesures d'ordre administratif, ne seront pas appliquées aux biens de la Représentation commerciale. L'exécution par contrainte des décisions judiciaires devenues légalement exécutoires, ne sera pas appliquée aux biens de la Représentation commerciale dans les cas où ces biens seraient destinés à l'exercice des droits souverains de l'Etat, conformément aux règles générales du droit international ou à l'activité officielle de la Représentation commerciale en tant que partie de l'ambassade de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

La Représentation commerciale, d'accord avec le Département général du Commerce, ouvrira en Iran des filiales, là où elle le jugera nécessaire.

Article X.

Les Parties contractantes, ayant pris en considération les prescriptions des lois et règlements sur le monopole du commerce extérieur existant dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes ainsi que sur le monopole du commerce extérieur établi en Iran, sont convenues des dispositions suivantes :

1. Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes consent à acheter, pendant la durée de la validité du présent traité, au Gouvernement iranien, les marchandises suivantes : coton, jute, laine, peaux non travaillées, riz et fruits secs. Le Gouvernement iranien prendra les mesures nécessaires pour que les quantités du coton, de la laine et des peaux à vendre au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes augmentent annuellement de 10 à 15 %. De son côté, le Gouvernement impérial iranien consent à acheter pendant la durée de la validité du présent traité au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, les marchandises suivantes : sucre, allumettes, cotonnades, ciment, métaux noirs, machines et outils agricoles, installations industrielles pour les usines de nettoyage de coton et rizeries, installations pour silos (élévateurs, moulins et stations électriques), ainsi que toutes autres installations industrielles et techniques, de sorte que la somme des achats du Gouvernement iranien au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes soit équivalente, pour toute la durée de la validité du présent traité, aux sommes des achats du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes au Gouvernement iranien.

to companies the activities of which in its territory are or may in future be carried on under conditions regulated by special deeds of concession.

Article IX.

The Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Iran, which shall represent and protect the interests of the Union in all matters relating to its trade with Iran, regulate and effect the exchange of goods between the Union and Iran and promote the development of economic relations between the two countries, shall function on the basis of the following provisions :

The Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Iran, which shall have its official headquarters at Teheran, shall form part of the Embassy of the Union in Iran. The Trade Delegate and his two Deputies, being regarded as members of the Embassy of the Union, shall enjoy personal inviolability and the other immunities accorded to members of the Diplomatic Corps. The premises of the Trade Delegation at Teheran shall enjoy extra-territoriality.

Nevertheless, extra-territoriality shall not prevent the application of the following provisions :

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics shall assume responsibility for all commercial transactions effected in Iran by the Trade Delegation. The responsibility for transactions effected by other State economic organisations of the Union of Soviet Socialist Republics shall be borne by the organisations in question.

Any dispute that may arise concerning the commercial transactions effected in Iran by the Trade Delegation shall be settled by the courts of Iran, in accordance with the laws of that country. Nevertheless, in view of the responsibility which the Union of Soviet Socialist Republics declares above that it assumes in respect of transactions effected by the Trade Delegation, it is agreed that precautionary judicial measures such as the deposit of security, the provisional execution of judicial orders and measures of an administrative nature shall not be applied in respect of the property of the Trade Delegation. Dstraint in execution of judicial decisions which have become legally enforceable shall not be levied on the property of the Trade Delegation, if such property is intended to give effect to the sovereign rights of the State, in accordance with the general rules of international law, or for use in connection with the official activities of the Trade Delegation as part of the Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics.

The Trade Delegation shall, in agreement with the General Department of Commerce, open branches in Iran where it considers them necessary.

Article X.

The Contracting Parties, having taken into consideration the provisions of the laws and regulations regarding the foreign trade monopoly existing in the Union of Soviet Socialist Republics and regarding the foreign trade monopoly established in Iran, have agreed upon the following provisions :

1. The Government of the Union of Soviet Socialist Republics agrees to purchase the following goods from the Iranian Government during the period for which the present Treaty is in force : cotton, jute, wool, unworked hides and skins, rice and dried fruits. The Iranian Government shall take the necessary measures to ensure that the quantities of cotton, wool and hides and skins to be sold to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics shall increase annually by from 10 to 15 per cent. The Imperial Iranian Government agrees, for its part, to purchase the following goods from the Government of the Union of Soviet Socialist Republics during the period for which the present Treaty is in force : sugar, matches, cotton goods, cement, black metals, agricultural machinery and implements, industrial plant for cotton-cleaning factories and rice-mills, plant for silos (elevators, mills and electric stations), together with all other industrial and technical plant, in such a manner that the total purchases by the Iranian Government from the Government of the Union of Soviet Socialist Republics shall be equivalent, over the whole period for which the present Treaty is in force, to the total purchases by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics from the Iranian Government.

Les contrats relatifs aux achats et aux ventes susmentionnés, stipulant toutes les conditions commerciales et techniques, seront conclus chaque fois de commun accord entre la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le Ministère des Finances de l'Iran.

2. Nonobstant les opérations susindiquées, la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et toutes les organisations économiques soviétiques jouiront du droit de participer à toutes les adjudications annoncées par les institutions gouvernementales iraniennes relatives à l'acquisition à l'étranger des installations et des matériaux sur la base des conditions générales (y compris la condition d'exportation ou l'exemption d'exportation) établies dans les adjudications pour tous les participants.

3. L'Union des Républiques soviétiques socialistes importera en Iran toutes autres marchandises dans la limite des contingents qui seront indiqués dans la liste annuelle à établir d'un commun accord entre le Département général du Commerce et la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes sur la base des contingents annuels publiés par le Gouvernement iranien.

Au moment de la signature du présent traité, une pareille liste sera établie d'un commun accord entre les organes susmentionnés.

Pendant la durée du présent traité, ladite liste sera établie de la même manière à la fin de chaque année économique iranienne, qui commence le 22 juin.

Lors de la composition desdites listes, les organes mentionnés à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe prendront en considération la nécessité d'y maintenir le pourcentage de la participation soviétique dans l'importation de chacune des marchandises incluses dans la liste de façon que le pourcentage de l'importation soviétique ne soit pas inférieur à celui de la liste de la première année.

Lors de la composition de la liste annuelle des contingents soviétiques, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes peut inclure dans la nomenclature des marchandises autorisées par le Gouvernement iranien à l'importation pour l'année économique en cours toutes les marchandises qui n'étaient pas comprises dans les contingents soviétiques de l'année précédente.

La quantité desdites marchandises sera désignée d'accord avec le Département du Commerce.

Si, au cours de l'année, l'Union des Républiques soviétiques socialistes désire augmenter la quantité de l'une des marchandises susindiquées, cette augmentation devra avoir lieu d'accord avec le Département du Commerce.

Il est entendu que, si l'importation des marchandises qui n'étaient pas incluses dans la liste annuelle soviétique est soumise, en conformité des dispositions générales, à des conditions spéciales, l'importation de ces marchandises par l'Union des Républiques soviétiques socialistes sera également soumise aux mêmes conditions établies pour tous.

Il reste convenu que, si au cours de l'une des années de la durée du présent traité, le Gouvernement de l'Iran augmente, par ses contingents, le volume de l'importation d'une marchandise étrangère en Iran, l'Union des Républiques soviétiques socialistes recevra sa part dans cette augmentation qui sera proportionnelle à la part qui lui revenait dans l'importation de cette marchandise avant l'augmentation du volume.

Quant aux marchandises qui ne sont pas admises actuellement à l'importation en Iran et dont l'importation serait ultérieurement autorisée par des contingents, les Parties contractantes sont d'accord que l'Union des Républiques soviétiques socialistes recevra, pendant la durée du présent traité, sa part dans cette importation, qui sera proportionnelle à celle qui lui revenait dans l'importation d'une pareille marchandise avant l'établissement du monopole du commerce extérieur en Iran.

4. Les Parties contractantes conviennent qu'à l'exception des produits naturels et industriels de l'Iran dont l'exportation est généralement prohibée pour n'importe quel tiers pays, l'exportation des autres produits par les organisations économiques soviétiques et mixtes s'effectuera conformément aux lois en vigueur sans difficultés ni entraves.

Il est convenu que les produits naturels et industriels de l'Iran peuvent être importés dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes tant par les organisations économiques soviétiques et mixtes que par les commerçants iraniens.

Contracts relating to the above-mentioned purchases and sales, specifying all the commercial and technical conditions, shall on each occasion be concluded by common agreement between the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics and the Ministry of Finance of Iran.

2. Irrespectively of the above-mentioned operations, the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics and all the Soviet economic organisations shall enjoy the right to participate in all tendering for contracts announced by Iranian Government institutions in connection with the purchase abroad of plant and equipment, in accordance with the general conditions (including any condition relating to exportation or exception concerning exportation) prescribed in regard to such tenders in respect of all participants.

3. The Union of Soviet Socialist Republics shall import into Iran all other goods up to the limit of the quotas specified in the annual list to be drawn up by agreement between the General Department of Commerce and the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics, on the basis of the annual quotas announced by the Iranian Government.

At the time of the signature of the present Treaty, such a list shall be drawn up by agreement between the above-mentioned organisations.

During the period for which the present Treaty is in force, the said list shall be drawn up in the same manner at the end of each Iranian economic year, beginning on June 22nd.

When preparing the said lists, the organs mentioned in paragraph 1 of the present section shall take into consideration the necessity of maintaining therein the percentage of Soviet participation in the importation of each of the goods included in the list, in such a manner that the percentage of Soviet imports shall not fall below that in the first year's list.

When the annual list of Soviet quotas is being prepared, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics may include in the list of goods the importation of which has been authorised by the Iranian Government for the current economic year all goods which were not included in the Soviet quotas for the preceding year.

The quantity of the said goods shall be fixed in agreement with the Department of Commerce.

If, in the course of the year, the Union of Soviet Socialist Republics desires to increase the quantity of any of the goods mentioned above, the said increase shall be made in agreement with the Department of Commerce.

It is understood that, if the importation of goods which were not included in the annual Soviet list is subject, in accordance with the general provisions, to special conditions, the importation of such goods by the Union of Soviet Socialist Republics shall also be subject to the same conditions prescribed for all.

It is agreed that if, in the course of one of the years during which the present Treaty is in force, the Government of Iran increases, by means of its quotas, the total quantity of a foreign product which may be imported into Iran, the Union of Soviet Socialist Republics shall receive its share in such increase, this being proportionate to the share it enjoyed in the importation of the said product before the increase in quantity.

In regard to goods the importation of which into Iran is not permitted at present and of which the importation may subsequently be authorised by quotas, the Contracting Parties agree that the Union of Soviet Socialist Republics shall, during the period for which the present Treaty is in force, receive its share in such importation, this being proportionate to the share it enjoyed in the importation of similar goods before the establishment in Iran of the foreign trade monopoly.

4. The Contracting Parties agree that, with the exception of natural and industrial products of Iran, the exportation of which is in general prohibited in respect of all third countries, the exportation of other products by the Soviet and mixed economic organisations shall be effected in accordance with the laws in force, and without let or hindrance.

It is agreed that natural and industrial products of Iran may be imported into the Union of Soviet Socialist Republics both by the Soviet and mixed economic organisations and by Iranian traders.

5. Vu que le commerce de l'Union des Républiques soviétiques socialistes avec l'Iran s'effectuera sur la base de la balance nette des importations et des exportations, l'Iran consent à ne pas soumettre la délivrance des licences d'importation, demandées par les organisations économiques soviétiques et mixtes pour les marchandises incluses dans la liste mentionnée au paragraphe 3 du présent article, à la présentation préalable des certificats d'exportation des marchandises iraniennes.

Le Gouvernement de l'Iran assurera, par l'entremise du Département du Commerce, la délivrance sans retard et formalités des licences demandées par la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pour l'importation des marchandises indiquées dans la liste mentionnée au paragraphe 3 du présent article, qui est considérée comme une licence générale.

6. Le relevé des importations de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ne sera pas dressé d'après les licences d'importation délivrées, mais sur la base de la comparaison des importations effectives de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran avec les exportations effectives de l'Iran dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Etant donné que les marchandises importées par l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran se vendent au prix c.i.f. et franco frontière et que les marchandises exportées de l'Iran s'achètent au prix f.o.b. et franco frontière, l'évaluation des marchandises importées en Iran par les ports de la mer Caspienne et les frontières communes terrestres irano-soviétiques s'effectuera au prix c.i.f. port iranien ou franco frontière et l'évaluation des marchandises iraniennes exportées par les ports et frontières susindiqués au prix f.o.b. port iranien ou franco frontière.

L'évaluation des échanges des marchandises soviétiques par les autres frontières se fera conformément aux règles générales. Au cas où des différends surgiraient quant à l'évaluation des marchandises importées en Iran ou exportées de l'Iran, ces différends seront examinés et solutionnés à Téhéran par une commission composée des représentants du Département du Commerce, de l'Administration générale des douanes et de la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

La solution des différends se fera d'après les documents commerciaux, de transport et autres preuves et pièces présentées par les Parties.

Il va sans dire que le différend sur l'évaluation n'empêchera pas la sortie des bureaux douaniers des marchandises importées et exportées.

L'évaluation des marchandises exportées de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran et *vice versa* en vertu des contrats conclus entre la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le Ministère des Finances de l'Iran aura lieu sur la base des prix fixés dans les contrats y relatifs.

Toutefois, le relevé de la balance de ces marchandises sera dressé sur la base des sommes que chaque Partie aura effectivement reçues de l'autre.

Il reste entendu que les marchandises soviétiques importées en Iran par les commerçants iraniens seront comprises dans le volume des marchandises soviétiques indiqué dans la liste annuelle et seront comptées dans la balance nette du commerce des deux pays.

De même, les marchandises iraniennes importées dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes par les commerçants iraniens en conformité des lois en vigueur dans l'Union sur le monopole du commerce extérieur seront comptées dans la balance nette du commerce des deux pays.

Pour dresser le relevé des importations et exportations de l'année entière, ainsi que pour tenir le compte préliminaire des importations et exportations trimestrielles, une commission permanente composée en nombre égal des représentants du Département du Commerce et de la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, se tiendra à Téhéran. Si à la fin de chaque trimestre une différence est constatée dans le relevé de la balance nette entre les importations et les exportations, ladite différence sera compensée au cours des six mois suivants.

Ce règlement ne s'appliquera pas aux opérations effectuées d'après les contrats conclus entre le Ministère des Finances de l'Iran et la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et mentionnées au paragraphe 1^{er}, le relevé de la balance desdites marchandises s'effectuant à la fin de chaque année économique iranienne.

5. In view of the fact that trade between the Union of Soviet Socialist Republics and Iran will be conducted on the basis of the net balance between imports and exports, Iran agrees not to require the previous presentation of export certificates relating to Iranian goods as a condition for the issue of import licences requested by the Soviet and mixed economic organisations in respect of goods included in the list mentioned in section 3 of the present Article.

The Government of Iran shall, through the Department of Commerce, provide for the issue, without delay or formalities, of the licences requested by the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics for the importation of goods specified in the list mentioned in section 3 of the present Article, which shall be regarded as a general licence.

6. The statement of imports from the Union of Soviet Socialist Republics shall not be drawn up from the import licences issued, but on the basis of a comparison between the actual imports by the Union of Soviet Socialist Republics into Iran and the actual exports from Iran to the Union of Soviet Socialist Republics.

In view of the fact that goods imported by the Union of Soviet Socialist Republics into Iran are sold at the price c.i.f., carriage paid to the frontier and that goods exported from Iran are bought at the price f.o.b., carriage paid to the frontier, the valuation of the goods imported into Iran through the ports of the Caspian Sea and across the common Irano-Soviet land frontiers shall be effected at the price c.i.f. Iranian port or carriage paid to the frontier, and the valuation of Iranian goods exported by way of the above-mentioned ports and frontiers at the price f.o.b. Iranian port or carriage paid to the frontier.

The valuation of Soviet goods imported across the other frontiers shall be effected in accordance with the general rules. Should any disputes arise in regard to the valuation of goods imported into Iran or exported from Iran, they shall be investigated and settled at Teheran by a committee consisting of representatives of the Department of Commerce, the General Customs Administration and the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics.

Disputes shall be settled on the basis of the commercial and transport documents and other evidence and documents submitted by the Parties.

A dispute regarding the valuation of goods shall in no wise prevent goods imported or exported from being cleared from the Customs offices.

The valuation of goods exported from the Union of Soviet Socialist Republics to Iran and *vice versa* under contracts concluded between the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics and the Ministry of Finance of Iran shall be effected on the basis of the prices specified in the contracts relating thereto.

Nevertheless, the statement of the balance in respect of the said goods shall be prepared on the basis of the sums actually received by each Party from the other.

It is understood that Soviet goods imported into Iran by Iranian traders shall be included in the quantity of Soviet goods shown in the annual list, and shall be taken into account in computing the net balance of trade between the two countries.

Similarly, Iranian goods imported into the Union of Soviet Socialist Republics by Iranian traders, in accordance with the laws in force in the Union regarding the foreign trade monopoly, shall be taken into account in computing the net balance of trade between the two countries.

For the purpose of drawing up the statement of imports and exports for the whole year and also for the purpose of drawing up the preliminary account of quarterly imports and exports a permanent committee, consisting of an equal number of representatives of the Department of Commerce and of the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics, shall meet at Teheran. If, at the end of any quarter, a difference is shown in the statement of the net balance between imports and exports, the said difference shall be made up in the course of the following six months.

This regulation shall not apply to transactions effected under contracts concluded between the Ministry of Finance of Iran and the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics and mentioned in section 1, the statement of the balance in respect of the goods in question being drawn up at the end of each Iranian economic year.

Toutefois, le relevé des importations et des exportations effectuées d'après ces contrats dressé à la fin de l'année économique ne comprendra pas les marchandises fournies sur la base des paiements échelonnés, si les paiements pour ces marchandises reviennent à une autre année économique iranienne. Les marchandises en question seront comptées dans la balance des importations et des exportations de l'année à laquelle sont fixés les délais des paiements.

7. Il reste entendu que le matériel d'installation et les objets nécessaires pour les besoins du service des institutions économiques soviétiques ou mixtes, en tant que ces matériels et objets de la qualité nécessaire ne se produisent pas en Iran, après leur importation en Iran, en conformité de la loi iranienne sur le monopole du commerce extérieur, n'entreront pas dans les comptes de la balance nette prévus au paragraphe 5 du présent article, c'est-à-dire qu'ils ne compteront pas dans la liste susmentionnée et n'auront pas à être couverts par l'exportation.

8. Etant donné que le commerce entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et l'Iran s'effectue sur la base de la balance nette, le Gouvernement iranien consent à ce que les restrictions en matières des devises, au cas où de pareilles restrictions seraient introduites pendant la durée du présent traité, ne s'appliquent pas aux institutions économiques soviétiques ou mixtes.

En ce qui concerne les tapis, les organisations économiques susmentionnées jouiront de cette exemption seulement dans la mesure de 20% du total des exportations des tapis iraniens.

9. Le Gouvernement iranien accepte d'assurer à l'Union des Républiques soviétiques socialistes pendant la durée du présent traité l'importation de la quantité du pétrole et de ses dérivés indiqués dans la liste mentionnée au paragraphe 3 de cet article. Le Gouvernement iranien consent à assurer au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pendant toute la durée du présent traité et conformément aux lois et règlements en vigueur en Iran, le droit de posséder des pompes à essence, des réservoirs de pétrole et autres installations relatives au commerce des produits du pétrole.

Article XI.

Les Parties contractantes conviennent de ne pas placer sur leurs territoires respectifs le commerce, les marchandises, les organisations économiques et les ressortissants de l'autre dans des conditions moins favorables que celles où se trouveraient le commerce, les marchandises, les organisations économiques et les ressortissants de n'importe quel tiers pays.

Elles conviennent de n'entraver l'échange des marchandises entre elles, hors les restrictions ou prohibitions légales ou entendues entre elles, par aucune restriction ou prohibition visant leurs importations ou exportations.

Chacune des Parties contractantes accorde à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée en matière d'importation, de vente, d'achat, d'exportation, d'accomplissement des formalités douanières relatives à l'entreposage, à l'emmagasiner, à la réexportation et au remboursement des droits et taxes perçus à l'importation, ainsi qu'au transbordement et à toutes les opérations de même ordre imposées aux marchandises lors de leur importation, de leur exportation ou de leur transit. Elles accorderont le même traitement en ce qui concerne les cautions et les taxes afférentes à ces diverses opérations.

Article XII.

Les Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le transport des voyageurs, des bagages et des marchandises par chemin de fer ou par voie de terre en général ainsi que par voie d'eau ou d'air.

Chacune des Parties contractantes accordera à l'autre, tant en matière de tarifs et de taxes de transport et toutes autres taxes afférentes au transport, qu'en ce qui concerne l'ordre d'expédition et sa célérité par toutes les voies susmentionnées, le traitement le plus favorable qu'elle accorde à ses ressortissants ou à l'une quelconque de ses propres organisations économiques, sans préjudice du traitement de la nation la plus favorisée prévu à l'alinéa précédent.

Nevertheless, the statement of imports and exports effected under the said contracts, which is drawn up at the end of the economic year, shall not include goods supplied on the basis of payment by instalments if the payments for such goods fall within another Iranian economic year. The goods in question shall be taken into account in the balance between imports and exports for the year in which the payments fall due.

7. It is understood that the equipment and articles required for the running of the Soviet or mixed economic institutions, in so far as such equipment and articles of the necessary quality are not produced in Iran, shall not, after their importation into Iran, in accordance with the Iranian law on the foreign trade monopoly, be included in the accounts relating to the net balance referred to in section 5 of the present Article, that is to say, they shall not be taken into account in the above-mentioned list, and shall not require to be covered by exports.

8. In view of the fact that trade between the Union of Soviet Socialist Republics and Iran is conducted on the basis of the net balance, the Iranian Government agrees that restrictions in regard to foreign exchange, should any such restrictions be introduced during the period for which the present Treaty is in force, shall not apply to the Soviet or mixed economic institutions.

In regard to carpets, the above-mentioned economic organisations shall enjoy the said exemption only to the extent of 20% of the total exports of Iranian carpets.

9. The Iranian Government agrees to guarantee to import from the Union of Soviet Socialist Republics, during the period for which the present Treaty remains in force, the quantity of petroleum and its derivatives specified in the list mentioned in section 3 of the present Article. The Iranian Government agrees to guarantee the right of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, during the period for which the present Treaty remains in force, and in conformity with the laws and regulations in force in Iran, to possess petrol pumps, petroleum tanks and other installations pertaining to the trade in petroleum products.

Article XI.

The Contracting Parties agree not to apply less favourable conditions in their respective territories to the trade, goods, economic organisations and nationals of the other Party than those applied to the trade, goods, economic organisations and nationals of any third country.

They agree not to hinder the exchange of goods between their respective countries by imposing any restrictions or prohibitions on the importation or exportation of the said goods, apart from restrictions and prohibitions imposed by law or agreed upon between them.

Each of the Contracting Parties shall grant the other most-favoured-nation treatment in regard to importation, sale, purchase, exportation, the discharge of Customs formalities concerning the bonding of goods, warehousing, re-exportation and the refund of duties and charges collected on importation, and also in regard to transshipment and all operations of the same character to which goods are subject in connection with importation, exportation or transit. They shall accord the same treatment in respect of deposits and dues connected with these various operations.

Article XII.

The Contracting Parties agree to grant each other reciprocally most-favoured-nation treatment in regard to the transport of passengers, luggage and goods by rail or by land in general, and also by water or by air.

Each of the Contracting Parties shall grant the other, both in regard to transport rates and dues and all other charges relating to transport and also in regard to the order and rapidity of despatch by all the above-mentioned means, the most favourable treatment granted by it to its nationals or to any of its own economic organisations, without prejudice to the most-favoured-nation treatment provided for in the preceding paragraph.

Article XIII.

1. En considération des intérêts commerciaux de l'Iran, conformément à l'article 20 du Traité¹ du 26 février 1921 et en vue de préciser ses stipulations l'Union des Républiques soviétiques socialistes accorde le libre transit par ses territoires aux produits naturels et industriels de l'Iran à destination de tout tiers pays.

De son côté, l'Iran accorde le libre transit par ses territoires aux produits naturels et industriels de l'Union des Républiques soviétiques socialistes à destination de tout tiers pays.

2. L'Union des Républiques soviétiques socialistes accorde en outre aux sociétés de commerce et aux commerçants iraniens le droit d'exporter librement à n'importe quelle destination les produits naturels et industriels importés de l'Iran sur ses territoires et qui n'y ont pas été vendus. A condition d'établir l'identité des produits qu'ils exportent avec ceux qu'ils avaient importés, les droits de douane qu'ils avaient acquittés à l'entrée seront, à la sortie du territoire douanier de l'Union, remboursés aux sociétés de commerce ou aux commerçants iraniens.

Les mêmes droits sont accordés par le Gouvernement iranien aux sociétés et institutions soviétiques exerçant le commerce.

3. L'Union des Républiques soviétiques socialistes accorde le libre transit par ses territoires et à destination de l'Iran aux produits naturels ou industriels mentionnés ci-dessous, en provenance des pays ayant avec l'Union des Républiques soviétiques socialistes un traité, un accord ou une convention de commerce :

a) Machines, outils et matériels pour les fabriques et usines, ainsi que pour les entreprises agricoles ; machines, outils et matériaux pour la construction et l'entretien des maisons et bâtiments ; machines, outils, matériels et matériaux pour l'aménagement et l'utilisation des voies et moyens de transport de toute nature et pour les besoins des entreprises d'utilité publique ;

b) Médicaments de toute espèce, instruments de chirurgie et appareils de prothèse ;

c) Papier et imprimés ;

d) Graines de ver à soie ;

e) Thé ;

f) Articles d'éclairage et de chauffage ;

g) Bicyclettes, motocyclettes, voitures et camions automobiles, leurs accessoires et pièces détachées.

4. Les commandes du Gouvernement de l'Iran qui ne seraient pas destinées au commerce, faites dans les tiers pays ayant avec l'Union des Républiques soviétiques socialistes un traité, un accord ou une convention de commerce, auront, sans distinction d'objets de commande, à l'exception des armes et des munitions, le droit de transiter librement par l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Quant aux commandes du Gouvernement iranien, également non destinées au commerce et sans distinction d'objets de commande, à l'exception des armes et des munitions, faites dans des tiers pays n'ayant pas avec l'Union des Républiques soviétiques socialistes un traité, un accord ou une convention de commerce, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes considérera les demandes de ce genre avec le maximum de bienveillance et accordera les facilités possibles.

5. Il demeure entendu que les dispositions du présent article ne portent aucun préjudice au transit des colis postaux par l'Union des Républiques soviétiques socialistes à destination de l'Iran, qui est réglé par la Convention² spéciale du 2 août 1929, laquelle reste en vigueur conformément aux dispositions dudit acte.

6. De son côté, l'Iran accorde le libre transit par ses territoires dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes aux produits naturels et industriels des pays ayant avec l'Iran un traité, un accord ou une convention de commerce, à l'exception des armes et des munitions.

¹ Vol. IX, page 383, de ce recueil.

² Vol. CIX, page 99, de ce recueil.

Article XIII.

1. In view of the commercial interests of Iran, in accordance with Article 20 of the Treaty¹ of February 26th, 1921, and with the object of determining its stipulations, the Union of Soviet Socialist Republics shall grant free transit through its territory to natural and industrial products of Iran consigned to any third country.

Iran, for its part, shall grant free transit through its territory to natural and industrial products of the Union of Soviet Socialist Republics consigned to any third country.

2. The Union of Soviet Socialist Republics shall also grant Iranian commercial companies and Iranian traders the right freely to export to any destination natural and industrial products which have been imported from Iran into its territory, and have not been sold therein. Provided that the Iranian commercial companies or traders prove that the products which they export are identical with those which they imported, the Customs duties paid by them on importation shall be refunded when the products in question leave the Customs territory of the Union.

The same rights shall be granted by the Iranian Government to Soviet companies and institutions engaged in trade.

3. The Union of Soviet Socialist Republics shall grant free transit through its territory in respect of consignments to Iran of any of the natural or industrial products mentioned below which come from countries parties to a commercial treaty, agreement or convention with the Union of Soviet Socialist Republics :

(a) Machinery, tools and equipment for factories and workshops and for agricultural undertakings ; machinery, tools and materials for the construction and upkeep of houses and buildings ; machinery, tools, equipment and materials for the construction and utilisation of ways and means of transport of all kinds and for the requirements of public utility undertakings ;

(b) Medicaments of all kinds, surgical instruments and prosthesis apparatus ;

(c) Paper and printed matter ;

(d) Silkworms' eggs ;

(e) Tea ;

(f) Lighting and heating apparatus ;

(g) Bicycles, motor-bicycles, motor-cars and motor-vans, together with their accessories and spare parts.

4. Goods, with the exception of arms and ammunition, ordered for non-commercial purposes by the Government of Iran from third countries which are parties to a commercial treaty, agreement or convention with the Union of Soviet Socialist Republics shall, irrespectively of their nature, have the right of free transit through the Union of Soviet Socialist Republics.

In the case of goods, with the exception of arms and ammunition but otherwise irrespectively of their nature, ordered by the Iranian Government for non-commercial purposes from third countries which are not parties to a commercial treaty, agreement or convention with the Union of Soviet Socialist Republics, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics shall give the most sympathetic consideration to applications of this character, and shall grant all possible facilities.

5. It is understood that the provisions of the present Article shall be without prejudice to the transit of postal parcels through the Union of Soviet Socialist Republics to Iran, this being regulated by the special Convention² of August 2nd, 1929, which remains in force, in accordance with the provisions of the said instrument.

6. Iran shall, for its part, grant free transit through its territory to the Union of Soviet Socialist Republics in respect of natural and industrial products, with the exception of arms and ammunition, of countries which are parties to a commercial treaty, agreement or convention with Iran.

¹ Vol. IX, page 383, of this Series.

² Vol. CIX, page 99, of this Series.

7. Il est convenu qu'en matière des conditions de la réalisation du transit prévu ci-dessus, chacune des Parties contractantes accordera à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée.

Article XIV.

Les Parties contractantes conviennent que, conformément aux principes proclamés par le Traité du 26 février 1921 entre la République socialiste fédérative des Soviets de Russie et la Perse, dans toute l'étendue de la mer Caspienne ne peuvent se trouver que des navires appartenant à l'Union des Républiques soviétiques socialistes ou à l'Iran, ainsi qu'aux ressortissants et aux organisations de commerce et de transport de l'une des deux Parties contractantes, naviguant respectivement sous le pavillon de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, ou sous celui de l'Iran.

Elles conviennent également de n'avoir chacune dans les équipages de ses navires que des personnes qui soient ses ressortissants.

Article XV.

1. Les navires de commerce naviguant sous le pavillon de l'une des Parties contractantes dans la mer Caspienne, seront traités dans les ports de l'autre, à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, à tous égards comme les navires nationaux.

2. Ils n'acquitteront d'autres taxes de port que celles légalement établies pour les navires nationaux, aux mêmes conditions et avec les mêmes exceptions.

Toutefois, pour appliquer lesdites taxes, ne seront pas considérés comme marchandises importées ou exportées et n'entreront pas en ligne de compte :

a) Les bagages des passagers qui ne sont pas compris dans la cargaison : par bagage, il faut entendre, outre les petits colis à main, tous les objets transportés en vertu d'un récépissé de bagage ;

b) Le combustible, l'approvisionnement pour l'équipage et les passagers, les articles d'équipement et de fournitures pour le navire, en quantités nécessaires pour la durée de la traversée, à moins qu'on ne les décharge dans le port pour y être laissés ;

c) Les cargaisons déchargées en raison d'avaries ou pendant d'autres arrêts occasionnels dans le port, si elles sont rechargées sur le bateau pour être transportées au port de destination ;

d) Les cargaisons transbordées sur d'autres bâtiments pour la continuation de leur transport par mer.

e) Les cargaisons transportées par les bâtiments d'un tonnage inférieur à trois tonnes et demie.

3. Le cabotage est réservé aux bateaux nationaux. Il est convenu toutefois que chacune des Parties contractantes accorde aux bateaux sous le pavillon de l'autre le droit de cabotage pour le transport des passagers et des cargaisons dans la mer Caspienne.

4. Nonobstant les dispositions qui précèdent, chacune des Parties contractantes entend réserver à son propre pavillon la pêche dans les eaux baignant ses côtes, jusqu'à une limite de dix milles marins, ainsi que conserver le droit de faire bénéficier d'avantages préférentiels l'importation des poissons pris par les équipages des navires naviguant sous son pavillon.

5. Pour les mers autres que la mer Caspienne, les navires naviguant sous le pavillon de l'une des Parties contractantes jouiront, dans les eaux territoriales et dans les ports de l'autre, quant aux conditions de navigation, des mêmes droits et avantages que ceux accordés aux navires naviguant sous le pavillon de la nation la plus favorisée à cet égard.

Article XVI.

Les Parties contractantes conviennent qu'en ce qui concerne les mesures sanitaires à appliquer aux bateaux de l'une qui se trouvent dans les ports de l'autre situés sur la mer Caspienne, application

7. It is agreed that, in respect of the conditions under which the transit referred to above is effected, each of the Contracting Parties shall grant the other most-favoured-nation treatment.

Article XIV.

The Contracting Parties agree that, in conformity with the principles set forth in the Treaty of February 26th, 1921, between the Russian Socialist Federal Soviet Republic and Persia, there shall, throughout the area of the Caspian Sea, be only vessels belonging to the Union of Soviet Socialist Republics or to Iran and to nationals or commercial and transport organisations of one of the two Contracting Parties, flying the flag of the Union of Soviet Socialist Republics or that of Iran, respectively.

They also agree that the crews of their vessels shall consist only of persons who are their respective nationals.

Article XV.

1. Merchant vessels flying the flag of one of the Contracting Parties in the Caspian Sea shall be treated, when entering, lying in or leaving the ports of the other Party, in all respects like national vessels of the latter Party.

2. They shall pay only such harbour dues as are prescribed by law for national vessels, under the same conditions and subject to the same exceptions.

Nevertheless, in levying the said dues, the following shall not be regarded as imported or exported goods, and shall not be taken into account :

(a) Passengers' luggage not included in the cargo : luggage shall be understood to include, in addition to small hand packages, all articles the conveyance of which is covered by a luggage receipt ;

(b) Fuel, provisions for the crew and passengers and ship's equipment and stores sufficient for the duration of the voyage, unless they are unloaded in the port for the purpose of being left there ;

(c) Cargoes unloaded on account of damage sustained or during other stops made in port for some exceptional reason, provided they are re-loaded on to the vessel for conveyance to the port of destination ;

(d) Cargoes transhipped to other vessels for the continuance of their transport by sea ;

(e) Cargoes transported in vessels of less than three and a half tons' burden.

3. The coasting trade shall be reserved to national vessels. It is agreed, however, that each of the Contracting Parties shall grant to vessels flying the flag of the other Party the right to engage in coasting trade for the transport of passengers and cargo in the Caspian Sea.

4. Notwithstanding the foregoing provisions, each of the Contracting Parties reserves to vessels flying its own flag the right to fish in its coastal waters up to a limit of ten nautical miles, and also retains the right to grant preferential advantages in respect of the importation of fish caught by the crews of vessels flying its flag.

5. In seas other than the Caspian Sea, vessels flying the flag of one of the Contracting Parties shall in the territorial waters and ports of the other Party enjoy, as regards conditions of navigation, the same rights and advantages as are accorded to vessels flying the flag of the nation which is the most favoured in this respect.

Article XVI.

The Contracting Parties agree that, in regard to the sanitary measures to be applied to vessels belonging to one Party in the ports of the other Party situated on the Caspian Sea, the provisions

sera faite des dispositions de la Convention¹ internationale sanitaire signée à Paris le 21 juin 1926, compte tenu des réserves que chacune des Parties contractantes a faites en signant cette convention.

Article XVII.

Les certificats de jaugeage, délivrés aux navires naviguant dans la mer Caspienne respectivement sous le pavillon de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de l'Iran par les organismes compétents des Parties contractantes que chacune notifiera à l'autre, seront réciproquement reconnus dans les ports des deux Parties. Les navires ayant de tels certificats de jaugeage ne seront pas soumis à une nouvelle inspection dans les ports de l'autre. Egalement, dans les ports des deux Parties contractantes situés sur la mer Caspienne, seront réciproquement reconnus les certificats, délivrés aux navires par les organismes susmentionnés et relatifs à la navigabilité, à la ligne de charge et tous autres documents techniques du navire.

Article XVIII.

Le présent traité sera ratifié par les organes législatifs des deux Parties contractantes et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Moscou.

Il est conclu pour une durée de 3 ans prenant cours à partir du 22 juin 1935 (le premier tir 1314). Au cas où l'une des Parties contractantes voudrait faire cesser les effets du présent traité à l'expiration du délai susmentionné, elle aura à notifier par écrit son intention à l'autre à la fin de la deuxième année. A défaut de quoi, le traité sera prolongé par tacite reconduction.

Il restera ainsi valable jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes le dénonce par écrit avec un préavis d'un an.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 27 août 1935.

(Signé) A. TCHERNYKH.
(Signé) M. CHOSTAK.

(Signé) B. KAZEMI.
(Signé) Mozaffar AALAM.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de la signature du traité d'établissement, de commerce et de navigation entre leurs pays respectifs, les soussignés ont arrêté les points supplémentaires suivants qui feront partie intégrante dudit traité.

Ad Article IV.

1. Les avantages découlant d'un monopole d'Etat ou d'un monopole concédé par l'Etat, fût-ce aux ressortissants de l'une des Parties contractantes, ne seront pas réclamés par les Parties contractantes en vertu de l'article IV du traité d'établissement et de commerce, signé en date d'aujourd'hui.

2. Les ressortissants et les personnes juridiques de l'une des Parties contractantes, bénéficiaires d'une concession du gouvernement ou d'un organe gouvernemental, n'auront pas le droit de réclamer, en ce qui concerne les dispositions prévues par l'acte de concession, des avantages dépassant ceux prévus audit acte, en se basant sur le traitement de la nation la plus favorisée prévu par ledit traité.

¹ Vol. LXXVIII, page 229 ; vol. XCII, page 409 ; vol. CIV, page 513 ; vol. CVII, page 524 ; et vol. CLXXII, page 411, de ce recueil.

of the International Sanitary Convention¹ signed in Paris on June 21st, 1926, shall apply, subject to the reservations made by each of the Contracting Parties when signing the said Convention.

Article XVII.

Tonnage measurement certificates issued to vessels navigating in the Caspian Sea and flying the flag of the Union of Soviet Socialist Republics or of Iran, by the competent organs of the respective Contracting Party, of which each Party shall notify the other, shall be reciprocally recognised in the ports of both Parties. Vessels having such tonnage measurement certificates shall not be subjected to further inspection in the ports of the other Party. Furthermore, in the ports of the two Contracting Parties situated on the Caspian Sea, certificates issued to vessels by the above-mentioned organs and relating to sea-worthiness and load line marks together with all other technical papers carried by vessels shall be reciprocally recognised.

Article XVIII.

The present Treaty shall be ratified by the legislative organs of the two Contracting Parties and the exchange of the instruments of ratification shall take place at Moscow.

It is concluded for a period of three years, as from June 22nd, 1935 (the first day of Tir, 1314). Should one of the Contracting Parties desire that the present Treaty should cease to be in force on the expiration of the above-mentioned period, that Party shall notify the other in writing of its intention at the close of the second year. Failing which, the Treaty shall be prolonged by tacit agreement.

It shall thereafter remain in force until one of the two Contracting Parties denounces it in writing at one year's notice.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, this 27th day of August, 1935.

(Signed) A. TCHERNYKH.

(Signed) M. CHOSTAK.

(Signed) B. KAZEMI.

(Signed) Mozaffar AALAM.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty of Establishment, Commerce and Navigation between their respective countries, the undersigned agreed on the following supplementary points, which shall form an integral part of the said Treaty.

Ad Article IV.

1. The advantages resulting from a State monopoly or from a monopoly granted by the State if enjoyed by the nationals of one of the Contracting Parties, shall not be claimed by the Contracting Parties in virtue of Article IV of the Treaty of Establishment and Commerce signed this day.

2. Nationals and juridical persons of one of the Contracting Parties who have been granted a concession by the Government or by a Government organ shall not in regard to the provisions embodied in the deed of concession have the right to claim, in virtue of the most-favoured-nation treatment prescribed in the said Treaty, advantages exceeding those prescribed in the said deed.

¹ Vol. LXXVIII, page 229 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. CIV, page 513 ; Vol. CVII, page 524 ; and Vol. CLXXII, page 411, of this Series.

Ad Article VIII.

Etant donné que selon les lois en vigueur, les organisations commerciales peuvent se faire représenter devant les tribunaux Iraniens par des fondés de pouvoirs choisis parmi leurs collaborateurs, pour y soutenir et défendre leurs causes, les organisations économiques soviétiques ne rencontreront pas en conséquence des difficultés sous ce rapport.

Ad Article IX.

Au cas où l'Iran viendrait à établir une Représentation commerciale dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, elle y jouira des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés en Iran à la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Quant à son droit d'exercer des échanges de marchandises entre les deux pays, vu le monopole du commerce extérieur établi en Iran, ce droit sera identique à celui de la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran, si les transactions découlant dudit droit sont faites par ordre et pour le compte du Gouvernement iranien.

Ad Article X.

Etant donné qu'il existe dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes un monopole du commerce extérieur, les marchandises importées de l'étranger ne peuvent être achetées que par les organisations d'Etat à qui un droit pareil a été octroyé par le gouvernement. Dans ces conditions, les commerçants iraniens effectuant des transactions avec les organisations économiques soviétiques sont obligés de s'entendre avec les organisations économiques soviétiques respectives ayant le droit d'effectuer les opérations avec l'Iran, préalablement à l'importation des marchandises sur le territoire de l'Union et séparément sur les conditions de chaque transaction.

Ad Articles X et XI.

Il est convenu que par organisations mixtes mentionnées dans le traité, il faut entendre les sociétés suivantes : Iransoviétnepht, Iransoviétrans, Russiranbank, Iransoviétkhlopok, Société de Kévirkhourian et Iranryba.

Les articles du traité où il s'agit d'opérations commerciales ne sont applicables qu'à celles de ces sociétés qui effectuent les exportations et les importations.

Les sociétés : Iransoviétnepht, Iransoviétrans, Russiranbank et Iransoviétkhlopok conservent le droit de mettre fin à leur activité et de procéder à leur liquidation, ou encore d'acquérir le caractère d'organisations purement soviétiques. Dans ce dernier cas elles bénéficieront des avantages accordés par le traité aux organisations économiques soviétiques.

Ad Article XII.

L'alinéa 2 de l'article 12 est applicable aux marchandises importées par les commerçants iraniens, sur le parcours de ces marchandises de la frontière jusqu'aux lieux de destination, ainsi qu'aux marchandises transitant par l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Ad Article XIII.

1. Il demeure entendu que la liberté du transit prévue à l'article 13 ne saurait s'étendre à des marchandises dont l'entrée sur les territoires respectifs des Parties contractantes est prohibée par les lois et règlements du pays.

Pour le transit par les territoires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes elle ne s'étend pas non plus à la santonine ni au semen-contrà.

Ad Article VIII.

In view of the fact that, in accordance with the laws in force, commercial organisations may be represented in the Iranian courts by persons holding powers of attorney chosen from amongst their staff, for the purpose of submitting and defending their cases in the said courts, the Soviet economic organisations will not encounter any difficulties in this connection.

Ad Article IX.

Should Iran establish a trade delegation in the Union of Soviet Socialist Republics, the said delegation shall enjoy the same rights and privileges as are or may in future be accorded in Iran to the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics.

In regard to the right of the said delegation to engage in the exchange of goods between the two countries, such right shall, in view of the foreign trade monopoly established in Iran, be identical with that enjoyed by the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Iran, provided that the transactions resulting from the said right are effected by order and on behalf of the Iranian Government.

Ad Article X.

In view of the fact that a foreign trade monopoly exists in the Union of Soviet Socialist Republics, goods imported from abroad may be purchased only by State organisations upon which the right to do so has been conferred by the Government. Iranian traders when effecting transactions with the Soviet economic organisations must accordingly reach an agreement with the respective Soviet economic organisations empowered to effect such transactions with Iran, prior to the importation of the goods into the territory of the Union, and separately in regard to the conditions relating to each transaction.

Ad Articles X and XI.

It is agreed that the mixed organisations mentioned in the Treaty shall be understood to be the following companies : Iransovietnepht, Iransoviétrans, Russiranbank, Iransovietkhlopok, the Kevirkhurian Company and Iranryba.

The Articles of the Treaty dealing with commercial transactions shall apply only to such of the above-mentioned companies as effect exports and imports.

The Iransovietnepht, Iransoviétrans, Russiranbank and Iransovietkhlopok companies retain the right to bring their activities to an end and to go into liquidation, or to become purely Soviet organisations. In the latter event, they shall enjoy the advantages granted under the Treaty to Soviet economic organisations.

Ad Article XII.

Paragraph 2 of Article XII shall apply to goods imported by Iranian traders when in transit from the frontier to the places to which they are consigned, and also to goods passing in transit through the Union of Soviet Socialist Republics.

Ad Article XIII.

1. It is understood that the freedom of transit provided for in Article XIII shall in no case extend to goods the entry of which into the respective territories of the Contracting Parties is prohibited by the laws and regulations of the country concerned.

In regard to transit through the territory of the Union of Soviet Socialist Republics, it shall, moreover, not extend to *santonin* or *semen contra*.

2. Les deux Parties contractantes se déclarent d'accord qu'au moment où l'une d'elles désirera faire passer en libre transit à travers les territoires de l'autre ses armes et munitions provenant d'un tiers pays quelconque, celle-ci considérera la demande y relative avec la plus grande bienveillance et accordera à cet effet les facilités possibles.

3. L'importation dans les territoires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ainsi que l'exportation desdits territoires à destination de l'Iran de l'opium et de ses dérivés étant interdites, et vu qu'un certain nombre d'Etats prohibent l'importation de l'opium à moins qu'il ne s'agisse de quantités d'opium ou des dérivés d'opium, pour lesquels ils ont accordé une autorisation spéciale d'importer, il demeure toutefois entendu que l'Union des Républiques soviétiques socialistes autorisera le transit par ses territoires des envois iraniens d'opium et de ses dérivés à destination de pareils Etats, sous la condition que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ait été prévenu de leur expédition et que les autorisations d'importation aient été présentées à Téhéran à l'organe soviétique compétent.

Il reste entendu que ni l'Union des Républiques soviétiques socialistes, ni ses organes ne peuvent être tenus responsables de l'acceptation ou du refus, par les Etats destinataires, de ces envois d'opium ou de ses dérivés transitant par les territoires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Ad Article XIV.

Parmi les ressortissants mentionnés à l'article 14 ne sont pas compris les ressortissants des tiers Etats devenus ressortissants de l'une des Parties contractantes, non plus que les anciens sujets de l'ex-empire de Russie qui ne sont pas devenus citoyens de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Ad Article XV.

1. Les dispositions du paragraphe 4 de l'article 15 ne portent en rien atteinte ni aux dispositions de l'Accord¹ sur l'exploitation des pêcheries sur la côte méridionale de la mer Caspienne signé entre les Parties contractantes le 1^{er} octobre 1927, ni par conséquence à l'activité de l'Iranryba.

2. Les Parties contractantes s'engagent à ne créer conformément aux usages internationaux ainsi qu'aux lois et règlements y relatifs du pays, aucun obstacle au séjour des équipages des bâtiments d'une Partie sur la côte et dans les ports de l'autre tant pendant l'escale desdits bâtiments au port que dans les rades. Elles s'engagent également à ne pas entraver les mesures prises par ces bâtiments en vue de se procurer les fournitures et vivres pour les besoins de l'équipage et des passagers.

Fait à Téhéran, le 27 août 1935.

(Signé) A. TCHERNYKH.

(Signé) M. CHOSTAK.

(Signé) B. KAZEMI.

(Signé) Mozaffar AALAM.

¹ Vol. CXII, page 297, de ce recueil.

2. The two Contracting Parties declare that they agree that, should one of them desire free transit through the territory of the other for its arms and ammunition coming from any third country, the Party concerned shall give the most sympathetic consideration to the application relating thereto and shall grant all possible facilities in that connection.

3. The importation of opium and its derivatives into the territory of the Union of Soviet Socialist Republics and their exportation from the said territory to Iran being prohibited, and in view of the fact that certain States prohibit the importation of opium except in the case of quantities of opium or opium derivatives in respect of which they have granted a special import authorisation, it is nevertheless understood that the Union of Soviet Socialist Republics will authorise the transit through its territory of Iranian consignments of opium and its derivatives to such States, on condition that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics has been informed beforehand of their despatch, and that the import authorisations have been submitted to the competent Soviet organ at Teheran.

It is understood that neither the Union of Soviet Socialist Republics nor its organs can be held responsible for the acceptance or refusal by the States to which they are consigned of such consignments of opium or its derivatives conveyed in transit through the territory of the Union of Soviet Socialist Republics.

Ad Article XIV.

The nationals mentioned in Article XIV do not include nationals of third States who have become nationals of one of the Contracting Parties, nor former subjects of the former Russian Empire who have not become citizens of the Union of Soviet Socialist Republics.

Ad Article XV.

1. The provisions of section 4 of Article XV shall in no wise affect either the provisions of the Agreement¹ regarding the Exploitation of the Fisheries on the Southern Shore of the Caspian Sea, signed between the Contracting Parties on October 1st, 1927, or, in consequence, the activities of the Iranryba Company.

2. The Contracting Parties undertake, in accordance with international usage and with the laws and regulations of the country relating thereto, to place no obstacle in the way of the crews of the ships of one Party remaining on the coast or in the ports of the other, either when the said ships are in port or when they are in the roadsteads. They also undertake not to hinder the measures taken by the said vessels with a view to procuring the supplies and provisions required for their crews and passengers.

Done at Teheran, this 27th day of August, 1935.

(Signed) A. TCHERNYKH.

(Signed) M. CHOSTAK.

(Signed) B. KAZEMI.

(Signed) Mozaffar AALAM.

¹ Vol. CXII, page 297, of this Series.

LISTE

DES CONTINGENTS D'IMPORTATION DE L'U. R. S. S. CONVENUE ENTRE LE DÉPARTEMENT
IRANIEEN DU COMMERCE ET LA REPRÉSENTATION COMMERCIALE DE L'U. R. S. S.
POUR L'ANNÉE ÉCONOMIQUE 1314-1315.

N°	Marchandises	Total du contingent de l'année économique 1314-1315 en Rials	Quote-part de l'U. R. S. S.	
			Valeur en Rials	Pourcen- tage
1	Eaux minérales	326.000	150.000	47
2	Accessoires et pièces de rechange d'autos	21.000.000	1.000.000	5
3	Autos de tourisme et camions	55.000.000	5.000.000	10
8	Bretelles, etc.	1.100.000	100.000	10
9	Essence (benzine)	3.000.000	3.000.000	100
11	Tissus de lin, etc.	25.500.000	500.000	2
14	Téléphones, radios et leurs accessoires	1.250.000	250.000	20
18	Lampes et accessoires	2.600.000	100.000	4
21 bis	b) Planches plaquées	700.000	500.000	72
23	Porcelaines et faïences	4.200.000	3.000.000	72
24	Caractères et clichés d'imprimerie	390.000	250.000	65
25	Merceries et articles de ménage	10.500.000	500.000	5
26	Médicaments	15.700.000	1.300.000	9
28	Pneus et chambres à air pour autos	39.200.000	700.000	2
29	Couleurs synthétiques	3.770.000	250.000	7
30	Vernis liquides sans alcool, couleurs à l'huile	1.130.000	250.000	23
34	Résine (Saghez), éternit et rouveroïde	700.000	500.000	72
36	Matériel de cinématographie et de photographie	2.680.000	300.000	12
39	Verreries	11.200.000	7.000.000	63
43	Goudron et autres dérivés du pétrole	1.550.000	1.550.000	100
47	Caoutchoucs	1.700.000	200.000	12
48	Papier d'impression	18.000.000	3.000.000	17
49	Papiers peints, carton, etc.	8.500.000	500.000	6
52	Livres et autres imprimés	2.825.000	25.000	1
54	Chapeaux	6.500.000	1.500.000	24
55	Galoches	3.160.000	2.500.000	80
57	Graisses et mobiloil et autres huiles minérales	7.000.000	2.500.000	36
58	Plantes, graine de coton	395.000	150.000	38
60	Articles de toilette	2.850.000	250.000	9
61	Articles d'électricité	8.750.000	1.000.000	12
62	Articles de bureau	3.400.000	200.000	6
63	Mazout	600.000	600.000	100
63 b	Noix de galle et autres extraits utilisés en mégisserie	3.000.000	1.000.000	34
64	Machines, appareils, outils et instruments	28.360.000	4.000.000	15
65	Toile cirée	1.050.000	350.000	34
66	Produits chimiques	9.500.000	500.000	6
70	Fils à coudre	7.580.000	4.500.000	60
71	Kérosine	7.500.000	7.500.000	100
72	Pétrole	600.000	600.000	100
76	Serrures, charnières, etc.	12.000.000	3.000.000	25

(Signé) A. TCHERNYKH.

(Signé) B. KAZEMI.

(Signé) M. CHOSTAK.

(Signé) Mozaffar AALAM.

LIST

OF U.S.S.R. IMPORT QUOTAS AGREED UPON BETWEEN THE IRANIAN DEPARTMENT OF COMMERCE
AND THE TRADE DELEGATION OF THE U.S.S.R. FOR THE ECONOMIC YEAR 1314-1315.

No.	Goods	Total quota for the economic year 1314-1315 in Rials	U.S.S.R. Quotas	
			Value in Rials	Per- centage
1	Mineral waters	326,000	150,000	47
2	Motor-car accessories and spare parts	21,000,000	1,000,000	5
3	Touring motor-cars and lorries	55,000,000	5,000,000	10
8	Haberdashery of rubber, etc.	1,100,000	100,000	10
9	Petrol (benzine)	3,000,000	3,000,000	100
11	Linen tissues, etc.	25,500,000	500,000	2
14	Telephones, wireless apparatus and their accessories	1,250,000	250,000	20
18	Lamps and accessories	2,600,000	100,000	4
21 bis	(b) Veneered boards	700,000	500,000	72
23	Porcelain and earthenware	4,200,000	3,000,000	72
24	Printing type and blocks	390,000	250,000	65
25	Mercery and household articles	10,500,000	500,000	5
26	Medicaments	15,700,000	1,300,000	9
28	Motor-car tyres and inner tubes	39,200,000	700,000	2
29	Synthetic colours	3,770,000	250,000	7
30	Liquid varnish without alcohol, oil colours	1,130,000	250,000	23
34	Rosin (Saghez), eternit and rubberoid	700,000	500,000	72
36	Cinematographic and photographic equipment	2,680,000	300,000	12
39	Glassware	11,200,000	7,000,000	63
43	Tar and other derivatives of petroleum	1,550,000	1,550,000	100
47	Rubber	1,700,000	200,000	12
48	Printing paper	18,000,000	3,000,000	17
49	Wall papers, cardboard, etc.	8,500,000	500,000	6
52	Books and other printed matter	2,825,000	25,000	1
54	Hats	6,500,000	1,500,000	24
55	Goloshes	3,160,000	2,500,000	80
57	Greases and mobiloil and other mineral oils	7,000,000	2,500,000	36
58	Plants, cotton seeds	395,000	150,000	38
60	Toilet articles	2,850,000	250,000	9
61	Electrical equipment	8,750,000	1,000,000	12
62	Office equipment	3,400,000	200,000	6
63	Mazout	600,000	600,000	100
63 b	Gall-nut and other extracts used in tawing	3,000,000	1,000,000	34
64	Machinery, apparatus, tools and instruments	28,360,000	4,000,000	15
65	Waxed cloth	1,050,000	350,000	34
66	Chemical products	9,500,000	500,000	6
70	Sewing-thread	7,580,000	4,500,000	60
71	Kerosine	7,500,000	7,500,000	100
72	Petroleum	600,000	600,000	100
76	Locks, hinges, etc.	12,000,000	3,000,000	25

(Signed) A. TCHERNYKH.

(Signed) B. KAZEMI.

(Signed) M. CHOSTAK.

(Signed) Mozaffar AALAM.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

TÉHÉРАН, le 27 août 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes réserve tous ses droits sur les navires de guerre et de commerce qui appartenaient au gouvernement de l'ex-empire de Russie, ainsi que sur ceux qui ont été déclarés propriété de l'Etat en vertu des décrets de nationalisation de la flotte marchande et qui, sans le consentement du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ont été emmenés à l'étranger et y ont été vendus, ou d'une façon quelconque se sont échappés à la possession des organes gouvernementaux de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. TCHERNYKH.

Son Excellence S. B. Kazemi,
Ministre des Affaires étrangères
à Téhéran.

II.

TÉHÉРАН, le 27 août 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement a pris note de la déclaration faite par votre note en date de ce jour relative au droit que votre gouvernement se réserve sur les navires de guerre et de commerce qui appartenaient au gouvernement de l'ex-empire de Russie ainsi que sur ceux qui ont été déclarés propriété de l'Etat en vertu des décrets de nationalisation.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(Signé) B. KAZEMI.

Son Excellence A. S. Tchernykh,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
à Téhéran.

III.

TÉHÉРАН, le 27 août 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement iranien consent, sous condition de réciprocité, à appliquer à l'égard de la protection des marques de commerce les dispositions suivantes :

1^o Les personnes juridiques et naturelles de chacune des Parties contractantes ayant des institutions industrielles et commerciales jouiront sur le territoire de l'autre Partie contractante de la même protection que les ressortissants et sociétés de celle-ci en ce qui concerne leurs marques de commerce à condition de se conformer aux règlements et aux formalités en vigueur dans ce pays.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

TEHERAN, *August 27th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

Acting upon instructions from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics reserves all its rights in respect of the warships and merchant vessels which belonged to the Government of the former Russian Empire and also in respect of those which have been declared to be State property in virtue of the decrees nationalising the mercantile marine, and which, without the consent of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, have been taken abroad and there sold, or of which the Government organs of the Union of Soviet Socialist Republics have in any way lost possession.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. TCHERNYKH.

His Excellency S. B. Kazemi,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

II.

TEHERAN, *August 27th*, 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to inform you that my Government has taken note of the declaration made in your note of to-day's date with regard to the rights reserved by your Government in respect of the warships and merchant vessels which belonged to the Government of the former Russian Empire, and also in respect of those which have been declared to be State property in virtue of the nationalisation decrees.

I have the honour to be, etc.

(Signed) B. KAZEMI.

His Excellency A. S. Tchernykh,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary,
Teheran.

III.

TEHERAN, *August 27th*, 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to inform Your Excellency that the Iranian Government agrees, subject to reciprocity, to apply the following provisions in regard to the protection of trade marks :

1. Juridical persons and individuals of each of the Contracting Parties possessing industrial or commercial institutions shall, in the territory of the other Contracting Party, enjoy the same protection as the nationals and companies of the latter in regard to their trade marks, provided that they comply with the regulations and formalities in force in the country.

2° Les deux Parties s'engagent réciproquement à ne pas reconnaître officiellement et à ne pas enregistrer à l'avenir dans leurs pays des marques de commerce servant à la dénomination des marchandises qui sont entrées en commun usage.

Les deux Parties se notifieront réciproquement le mode de certification des signatures des actes soumis aux offices d'enregistrement des marques de commerce et exempteront les actes en question de toute légalisation consulaire. Les dispositions précitées s'appliqueront à toutes les institutions industrielles et commerciales, qu'elles appartiennent à des organisations d'Etat, à des associations ou aux personnes privées.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) B. KAZEMI.

Son Excellence A. S. Tchernykh,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
à Téhéran.

IV.

TÉHÉRAN, le 27 août 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre datée du 27 août 1935 concernant le consentement du Gouvernement iranien à appliquer sous condition de réciprocité à l'égard de la protection des marques de commerce les dispositions suivantes :

« 1. Les personnes juridiques et naturelles de chacune des Parties contractantes ayant des institutions industrielles et commerciales jouiront sur le territoire de l'autre Partie contractante de la même protection que les ressortissants et sociétés de celle-ci en ce qui concerne leurs marques de commerce à condition de se conformer aux règlements et aux formalités en vigueur dans ce pays.

2. Les deux Parties s'engagent réciproquement à ne pas reconnaître officiellement et à ne pas enregistrer à l'avenir dans leurs pays des marques de commerce servant à la dénomination des marchandises qui sont entrées en commun usage.

Les deux Parties se notifieront réciproquement le mode de certification des signatures des actes soumis aux offices d'enregistrement des marques de commerce et exempteront les actes en question de toute légalisation consulaire. Les dispositions précitées s'appliqueront à toutes les institutions industrielles et commerciales, qu'elles appartiennent à des organisations d'Etat, à des associations ou aux personnes privées. »

En prenant acte de la teneur de ladite lettre, j'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement consent également à appliquer à l'égard de la protection des marques de commerce les dispositions précitées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. TCHERNYKH.

Son Excellence S. B. Kazemi,
Ministre des Affaires étrangères
à Téhéran.

V.

TÉHÉRAN, le 27 août 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Etant donné que la mer Caspienne, qui est considérée par les deux gouvernements comme une mer soviétique et iranienne, a pour les Parties contractantes un intérêt

2. The two Parties reciprocally undertake not to recognise officially and not to register in their countries in future any trade marks serving to denominate goods which have come into general use.

The two Parties shall reciprocally notify each other of the method adopted in certifying signatures on documents submitted to trade mark registration offices, and shall exempt the documents in question from all consular legalisation. The above provisions shall apply to all industrial and commercial institutions, whether belonging to State organisations or to associations or private persons.

I have the honour to be, etc.

(Signed) B. KAZEMI.

His Excellency A. S. Tchernykh,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary,
Teheran.

IV.

TEHERAN, August 27th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter dated August 27th, 1935, concerning the Iranian Government's agreement to apply, subject to reciprocity, the following provisions in regard to the protection of trade marks :

" 1. Juridical persons and individuals of each of the Contracting Parties possessing industrial or commercial institutions shall, in the territory of the other Contracting Party, enjoy the same protection as the nationals and companies of the latter in regard to their trade marks, provided that they comply with the regulations and formalities in force in the country.

2. The two Parties reciprocally undertake not to recognise officially and not to register in their countries in future any trade marks serving to denominate goods which have come into general use.

The two Parties shall reciprocally notify each other of the method adopted in certifying signatures on documents submitted to trade mark registration offices, and shall exempt the documents in question from all consular legalisation. The above provisions shall apply to all industrial and commercial institutions, whether belonging to State organisations or to associations or private persons. "

In taking note of the contents of the said letter, I have the honour to inform Your Excellency that my Government also agrees to apply the above provisions in regard to the protection of trade marks.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. TCHERNYKH.

His Excellency S. B. Kazemi,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

V.

TEHERAN, August 27th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency of the following :

In view of the fact that the Caspian Sea, which is regarded by the two Governments as a Soviet and Iranian sea, is of particular importance to the Contracting Parties, it is

exceptionnel, il reste entendu que les deux gouvernements prendront les mesures nécessaires afin que les ressortissants des tiers pays qui se trouvent à leur service dans les ports de cette mer, n'utilisent pas leur séjour dans ces ports dans des buts dépassant les cadres des fonctions dont ils sont chargés.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. TCHERNYKH.

Son Excellence S. B. Kazemi,
Ministre des Affaires étrangères
à Téhéran.

VI.

TÉHÉРАН, le 27 août 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 27 août 1935 de la teneur suivante :

« Etant donné que la mer Caspienne, qui est considérée par les deux gouvernements comme une mer soviétique et iranienne, a pour les Parties contractantes un intérêt exceptionnel, il reste entendu que les deux gouvernements prendront les mesures nécessaires afin que les ressortissants des tiers pays qui se trouvent à leur service dans les ports de cette mer, n'utilisent pas leur séjour dans ces ports dans des buts dépassant les cadres des fonctions dont ils sont chargés. »

Tout en prenant acte de la teneur de la lettre susmentionnée, je vous prie d'agréer les assurances de ma haute considération.

(Signé) B. KAZEMI.

Son Excellence A. S. Tchernykh,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
à Téhéran.

VII.

TÉHÉРАН, le 27 août 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Etant donné les progrès ultérieurs du port de Bandaré Schah et celui de Bandaré Now-Schahr et l'importance desdits ports en ce qui concerne les échanges commerciaux entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et l'Iran, j'ai l'honneur de prier le Gouvernement iranien de donner son adhésion à ce qu'il soit donné à bail une certaine étendue de terrain aux agences maritimes et de transports pour les besoins de celles-ci aux conditions à être fixées entre lesdites agences et les propriétaires privés des terrains en question.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) A. TCHERNYKH.

Son Excellence S. B. Kazemi,
Ministre des Affaires étrangères
à Téhéran.

understood that the two Governments will take the necessary measures to ensure that any nationals of third countries who may be in their service in the ports of that sea do not employ their stay in those ports for purposes exceeding the limits of the duties with which they are entrusted.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. TCHERNYKH.

His Excellency S. B. Kazemi,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

VI.

TEHERAN, August 27th, 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter dated August 27th, 1935, reading as follows :

" In view of the fact that the Caspian Sea, which is regarded by the two Governments as a Soviet and Iranian sea, is of particular importance to the Contracting Parties, it is understood that the two Governments will take the necessary measures to ensure that any nationals of third countries who may be in their service in the ports of that sea do not employ their stay in those ports for purposes exceeding the limits of the duties with which they are entrusted. "

I take note of the contents of the above letter and have the honour to be, etc.

(Signed) B. KAZEMI.

His Excellency A. S. Tchernykh,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary,
Teheran.

VII.

TEHERAN, August 27th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

In view of the subsequent development of the port of Bandar Shah and that of Bandar Now-Shah, and the importance of the said ports in regard to trade between the Union of Soviet Socialist Republics and Iran, I have the honour to request the Iranian Government to agree that a certain area of land should be leased to the maritime and transport agencies for the requirements of the latter on terms to be settled between the said agencies and the private owners of the land in question.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. TCHERNYKH.

His Excellency S. B. Kazemi,
Minister for Foreign Affairs,
Teheran.

VIII.

TÉHÉRAN, le 27 août 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 27 août 1935 de la teneur suivante :

« Etant donné les progrès ultérieurs du port de Bandaré Schah et celui de Bandaré Now-Schahr et l'importance desdits ports en ce qui concerne les échanges commerciaux entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et l'Iran, j'ai l'honneur de prier le Gouvernement iranien de donner son adhésion à ce qu'il soit donné à bail une certaine étendue de terrain aux agences maritimes et de transports pour les besoins de celles-ci aux conditions à être fixées entre lesdites agences et les propriétaires privés des terrains en question. »

Tout en prenant acte de la teneur de la lettre susmentionnée, je vous prie d'agréer les assurances de ma haute considération.

(Signé) B. KAZEMI.

Son Excellence A. S. Tchernykh,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
à Téhéran.

Copie certifiée conforme de l'original :

Le Secrétaire général
du Commissariat du Peuple des Affaires étrangères,
E. Hoerschelmann.

VIII.

TEHERAN, *August 27th*, 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter dated August 27th, 1935, reading as follows :

“ In view of the subsequent development of the port of Bandar Shah and that of Bandar Now-Shah, and the importance of the said ports in regard to trade between the Union of Soviet Socialist Republics and Iran, I have the honour to request the Iranian Government to agree that a certain area of land should be leased to the maritime and transport agencies for the requirements of the latter on terms to be settled between the said agencies and the private owners of the land in question. ”

I take note of the contents of the above letter and have the honour to be, etc.

(Signed) B. KAZEMI.

His Excellency A. S. Tchernykh,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary,
Teheran.

N° 4070.

**IRAN ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Convention relative à la lutte contre
les sauterelles dans les régions
limitrophes des deux pays. Signée
à Téhéran, le 27 août 1935.

**IRAN
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Convention regarding the Campaign
against Locusts in the Districts
bordering on the Frontier between
the Two Countries. Signed at
Teheran, August 27th, 1935.

N° 4070. — CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE L'IRAN ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LES SAUTERELLES DANS LES RÉGIONS LIMITOPHES DES DEUX PAYS. SIGNÉE A TÉHÉRAN, LE 27 AOUT 1935.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 mars 1937.

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE L'IRAN, dans le but de conclure une convention pour la lutte contre les sauterelles, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

POUR LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

Son Excellence A. S. TCHERNYKH, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran ;

POUR LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE L'IRAN :

Son Excellence S. B. KAZEMI, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Parties contractantes conviennent d'entreprendre sur leurs territoires respectifs avoisinant la frontière des deux Etats contractants jusqu'à une profondeur de 150 km. de deux côtés de la ligne frontière d'Atrek et de 100 km. pour les autres frontières, la lutte contre les sauterelles marocaines.

Article 2.

Les deux Parties contractantes conviennent de considérer comme opérations de lutte contre les sauterelles marocaines les méthodes ordinaires de lutte contre ce parasite agricole, telles que destruction proprement dite, observation des vols des essaims, inspection et enregistrement des lieux de ponte, chacune de ces opérations devant avoir lieu au moment opportun. Les travaux d'enregistrement seront soumis à une inspection ultérieure. Afin d'obtenir un résultat efficace, les deux

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 8 juin 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4070. — CONVENTION ² BETWEEN THE IMPERIAL GOVERNMENT OF IRAN AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS REGARDING THE CAMPAIGN AGAINST LOCUSTS IN THE DISTRICTS BORDERING ON THE FRONTIER BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT TEHERAN, AUGUST 27TH, 1935.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Convention took place March 9th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE IMPERIAL GOVERNMENT OF IRAN, with a view to concluding a Convention on the campaign against locusts, have appointed as their Plenipotentiaries :

FOR THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

His Excellency A. S. TCHERNYKH, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics in Iran ;

FOR THE IMPERIAL GOVERNMENT OF IRAN :

His Excellency S. B. KAZEMI, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The two Contracting Parties agree to conduct a campaign against Moroccan locusts in their respective territories bordering on the frontier of the two contracting States to a depth of 150 kilometres on either side of the Atrek frontier line, and of 100 kilometres on the other frontiers.

Article 2.

The two Contracting Parties agree to regard the usual methods for dealing with this agricultural parasite as operations in the campaign against Moroccan locusts, viz., destruction properly so called, observation of the migrations of swarms, inspection and registration of laying-sites, etc., each operation to be carried out at the proper time. Registration shall be subject to subsequent inspection. With a view to obtaining efficacious results, the two Contracting Parties agree that

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, June 8th, 1936.

Parties contractantes conviennent que les opérations de lutte commenceront depuis l'apparition des larves et toutes les mesures possibles seront prises en vue d'arriver à leur destruction avant qu'elles ne soient capables de voler.

Les dates d'exécution des opérations susmentionnées seront précisées chaque année par la commission prévue dans l'article 6.

Article 3.

Les Parties contractantes conviennent d'appliquer, pour la lutte contre les sauterelles, les méthodes scientifiques usuelles les plus perfectionnées (chimiques et si nécessaire mécaniques). Contre les sauterelles ailées on n'appliquera que les méthodes chimiques.

Article 4.

Les deux gouvernements conviennent d'entreprendre, en cas d'apparition de « *Schistocerca gregaria* » sur leur territoire, toutes les mesures possibles pour la surveillance de l'évolution et des mouvements ainsi que pour la lutte contre ce parasite. De même, les deux gouvernements conviennent de porter à la connaissance l'un de l'autre les renseignements sur les mouvements de S. G. et sur les mesures prises pour la lutte contre elle.

Article 5.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à fournir, en cas de demande de l'autre Partie, les poisons, les appareils et autres matériels nécessaires à la lutte contre les sauterelles. La liste des matériaux, les dates, les quantités et les conditions de livraison de poisons et autres fournitures seront établies de commun accord.

Article 6.

Une commission composée des représentants des deux Parties, sera constituée afin d'élaborer et coordonner les plans de la lutte contre les sauterelles, fixer les dates d'exécution des travaux prévus dans l'article 2 et les méthodes mentionnées dans l'article 3, ainsi que pour se mettre en relations, proposer des mesures concernant l'exécution de ces plans, prendre connaissance de leur avancement et des résultats acquis et afin de se concerter sur les autres questions ayant trait à ces mesures.

Les propositions de cette commission en cas d'approbation par les autorités compétentes seront mises en application. La date et le lieu de la réunion de la commission seront fixés de commun accord ; il devra y avoir au moins deux sessions par an.

Article 7.

Les deux Parties contractantes conviennent que, pendant les opérations à partir du 22 mars jusqu'au 24 juillet de chaque année et pour les territoires mentionnés à l'article premier, les informations nécessaires concernant l'éclosion des larves des sauterelles marocaines et la marche des opérations ainsi que concernant d'autres questions seront échangées télégraphiquement tous les 15 jours.

Article 8.

La présente convention sera ratifiée par les organes législatifs des deux Parties contractantes et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Moscou. Elle est conclue pour une durée de trois ans, prenant cours à partir de la date de la ratification.

operations shall begin as soon as the larvæ appear, and everything shall be done to destroy them before they are able to fly.

The dates for the above-mentioned operations shall be fixed each year by the Commission to be set up under Article 6.

Article 3.

The Contracting Parties agree to adopt the most highly perfected scientific (chemical and, if necessary, mechanical) methods usually adopted in the anti-locust campaign. Winged locusts shall only be destroyed by chemical methods.

Article 4.

The two Governments agree that, should "*Schistocerca gregaria*" appear in their territories they will do their utmost to control the development and movements of this parasite and take steps to deal with it. Similarly, the two Governments agree to exchange information on the movements of *S. g.* and the measures taken to destroy it.

Article 5.

Each of the two Contracting Parties undertakes, on receipt of an application from the other Party, to furnish such poisons, apparatus and other material as may be required for the anti-locust campaign. A list showing the material, dates, quantities and conditions of delivery of poisons and other supplies shall be established by common agreement.

Article 6.

A Commission consisting of representatives of both Parties shall be set up to prepare and co-ordinate the plans for the anti-locust campaign, to fix the dates for the action required under Article 2 and the methods referred to in Article 3, to get into touch, to propose measures for carrying out these plans, to see how they are progressing and what results are achieved, and to confer on other questions connected with these measures.

The Commission's proposals shall be carried out, after being approved by the competent authorities. The date and place of the Commission's meetings shall be fixed by common agreement; it shall hold at least two sessions a year.

Article 7.

The two Contracting Parties agree that during the period of operations from March 22nd to July 24th in each year the necessary information concerning the hatching of the larvæ of Moroccan locusts, the progress of the operations and other questions shall be exchanged by telegram every fortnight in regard to the territories mentioned in Article 1.

Article 8.

The present Convention shall be ratified by the legislative organs of the two Contracting Parties and the instruments of ratification shall be exchanged at Moscow. It shall be concluded for a period of three years as from the date of ratification.

Au cas où l'une des Parties contractantes voudrait faire cesser les effets de la présente convention à l'expiration du délai susmentionné, elle aura à notifier par écrit son intention à l'autre à la fin de la deuxième année, à défaut de quoi la convention sera prolongée par tacite reconduction.

Elle restera ainsi valable jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes la dénonce par écrit avec un préavis d'un an.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Téhéran, le 27 août 1935, en double exemplaire en langue française.

(Signé) A. TCHERNYKH.

(Signé) B. KAZEMI.

Copie certifiée conforme de l'original :

Le Secrétaire général
du Commissariat du Peuple des Affaires étrangères,
E. Hoerschelmann.

Should either Contracting Party desire to denounce the present Convention on the expiration of the above-mentioned period, it shall notify the other Party of its intention in writing at the end of the second year ; otherwise, the Convention shall be prolonged by tacit consent.

It shall then remain in force until either Contracting Party denounces it by giving one year's notice in writing.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Teheran, in duplicate in the French language, this 27th day of August, 1935.

(Signed) A. TCHERNYKH.

(Signed) B. KAZEMI.

N° 4071.

**IRAN ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Convention concernant la lutte contre
les maladies et les parasites des
plantes. Signée à Téhéran, le
27 août 1935.

**IRAN
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Convention concerning the Campaign
against Plant Diseases and Para-
sites. Signed at Teheran, August
27th, 1935.

N° 4071. — CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE L'IRAN ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LES MALADIES ET LES PARASITES DES PLANTES. SIGNÉE A TÉHÉRAN, LE 27 AOUT 1935.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 mars 1937.

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE L'IRAN, dans le but de conclure une convention concernant la lutte contre les parasites et les maladies des plantes, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

POUR LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

Son Excellence A. S. TCHERNYKH, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Iran ;

POUR LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE L'IRAN :

Son Excellence S. B. KAZEMI, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Parties contractantes se préviennent mutuellement de l'apparition sur leurs territoires respectifs des maladies et parasites dangereux des plantes cultivées, de leur aire d'extension, particulièrement dans les régions limitrophes de la frontière et sur une profondeur de 50 km.

Les parasites ci-dessus mentionnés sont les suivants :

Pectinophora gossypiella, *Synchytrium endobioticum*, *Bacterium citri*, *Urocystis Tritici* K.

La liste des noms des maladies et parasites des plantes cultivées dont les deux Parties s'engagent à s'informer mutuellement, pourra être changée plus tard d'un commun accord.

Article 2.

Les deux Parties contractantes conviennent que les marchandises d'origine végétale ayant pour but la multiplication des plantes telles que graines, bulbes, boutures, racines, tiges

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 8 juin 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4071. — CONVENTION ² BETWEEN THE IMPERIAL GOVERNMENT OF IRAN AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING THE CAMPAIGN AGAINST PLANT DISEASES AND PARASITES. SIGNED AT TEHERAN, AUGUST 27TH, 1935.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Convention took place March 9th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE IMPERIAL GOVERNMENT OF IRAN, with the object of concluding a Convention concerning the campaign against plant parasites and diseases, have appointed as their Plenipotentiaries :

FOR THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

His Excellency A. S. TCHERNYKH, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics in Iran ;

FOR THE IMPERIAL GOVERNMENT OF IRAN :

His Excellency S. B. KAZEMI, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The two Contracting Parties shall give each other warning of the appearance on their respective territories of dangerous diseases and parasites of cultivated plants, and of the area over which they extend, particularly in the regions bordering on the frontier and within a distance of 50 km.

The above-mentioned parasites are the following :

Pectinophora gossypiella, *Synchytrium endobioticum*, *Bacterium citri*, *Urocystis Tritici* K.

The list of the names of the diseases and parasites of cultivated plants of which the two Parties undertake to inform each other may be changed later by joint agreement.

Article 2.

The two Contracting Parties agree that merchandise of vegetable origin intended for the multiplication of plants, such as seeds, bulbs, cuttings, roots, stems, transported from one country

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, June 8th, 1936.

transportées d'un pays à l'autre, de même que les chargements de blé, pommes de terre et agrumes auront un certificat délivré par les services gouvernementaux compétents et attestant qu'ils ne sont infectés ni par les parasites ni par les maladies citées dans l'article premier de la présente convention. En ce qui concerne le coton, les autorités compétentes délivreront un certificat attestant que ce produit provient d'une région indemne de ver rose.

Chacune des Parties contractantes exercera sur son territoire respectif le contrôle des certificats délivrés pour les marchandises d'origine végétale ci-dessus énumérées et expédiées par l'une des Parties sur le territoire de l'autre.

Article 3.

Les deux Parties contractantes conviennent de porter réciproquement à leur connaissance toutes les lois et dispositions relatives à la quarantaine des plantes limitant et réglant l'importation des marchandises d'origine végétale et établissant pour elles l'examen en quarantaine, ainsi que la nomenclature des marchandises d'origine végétale devant être soumises à l'examen de quarantaine sur le territoire de chacune des deux Parties contractantes.

Article 4.

1. Les Parties contractantes conviennent d'établir sur leurs territoires respectifs des règlements conformément auxquels les commandes des semences de coton de n'importe quel tiers pays auront lieu exclusivement sur l'autorisation des organes compétents gouvernementaux. Ces organes gouvernementaux tiendront un registre des autorisations délivrées à cet effet afin d'avoir à leur disposition les données concernant les personnes et les institutions ayant commandé les semences, leur lieu de provenance, leur quantité ainsi que les régions où on a l'intention de les semer.

2. Les deux Parties contractantes conviennent d'établir chacune sur leurs territoires respectifs des règlements rendant obligatoire l'incinération dans les usines d'égrenage de coton des résidus d'égrenage de coton provenant des régions où des maladies du coton énumérées dans l'article premier auront été constatées.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée par les organes législatifs des deux Parties contractantes et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Moscou.

Elle est conclue pour une durée de 3 (trois) ans prenant cours à partir de la date de la ratification.

Au cas où l'une des Parties contractantes voudrait faire cesser les effets de la présente convention à l'expiration du délai susmentionné, elle aura à notifier par écrit son intention à l'autre à la fin de la deuxième année, à défaut de quoi la convention sera prolongée par tacite reconduction.

Elle restera ainsi valable jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes la dénonce par écrit avec un préavis d'un an.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Téhéran, le 27 août 1935, en double exemplaire en langue française.

(Signé) A. TCHERNYKH.

(Signé) B. KAZEMI.

Copie certifiée conforme de l'original :

Le Secrétaire général
du Commissariat du Peuple des Affaires étrangères,
E. Hoerschelmann.

to the other, and also loads of wheat, potatoes and citrous fruits, shall have a certificate issued by the competent governmental services attesting that they are not infected by the parasites or diseases quoted in Article 1 of the present Agreement. As regards cotton, the competent authorities shall issue a certificate attesting that this product comes from a region free from pink boll worm.

Each of the Contracting Parties shall on its own territory verify the certificates issued for the merchandise of vegetable origin enumerated above and despatched by one of the Parties to the territory of the other.

Article 3.

The two Contracting Parties agree to inform each other of all the laws and provisions relating to the quarantine of plants, limiting and regulating the importation of merchandise of vegetable origin and establishing a quarantine examination for them, and also the nomenclature of merchandise of plant origin to be submitted to quarantine examination on the territory of each of the two Contracting Parties.

Article 4.

1. The Contracting Parties agree to establish on their respective territories regulations under which orders for cotton seed given by any third country shall be executed exclusively by authorisation of the competent governmental organs. These governmental organs shall keep a register of the authorisations issued for this purpose in order to have at their disposal particulars of the persons and institutions that have ordered the seeds, their place of origin and their quantity, and also the regions in which they are to be sown.

2. The two Contracting Parties agree to establish regulations each on its own territory, making compulsory in cotton ginning factories the incineration of the ginning residue of cotton coming from regions in which the cotton diseases enumerated in Article 1 have been found to exist.

Article 5.

The present Convention shall be ratified by the legislative organs of the two Contracting Parties, and the exchange of the instruments of ratification shall take place at Moscow.

The Convention is concluded for a period of 3 (three) years from the date of ratification.

If one of the Contracting Parties should wish the effects of the present Convention to terminate on the expiry of the above-mentioned period, it shall notify the other Party of its intention, in writing, at the end of the second year ; in default whereof the Convention shall be prolonged by tacit consent.

It shall then remain in force until one of the Contracting Parties denounces it in writing at one year's notice.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, in duplicate in the French language, this 27th day of August, 1935.

(Signed) A. TCHERNYKH.

(Signed) B. KAZEMI.

N° 4072.

**IRAN ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

**Convention sanitaire vétérinaire, avec
annexes. Signée à Téhéran, le
27 août 1935.**

**IRAN
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

**Veterinary Sanitary Convention,
with Annexes. Signed at Teheran,
August 27th, 1935.**

N° 4072. — CONVENTION¹ SANITAIRE VÉTÉRINAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE L'IRAN ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉE A TÉHÉRAN, LE 27 AOÛT 1935.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 mars 1937.

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE L'IRAN, dans le but de conclure une convention sanitaire vétérinaire, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

POUR LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

Son Excellence A. S. TCHERNYKH, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Iran ;

POUR LE GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE L'IRAN :

Son Excellence S. B. KAZEMI, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et le Gouvernement impérial de l'Iran, afin de resserrer les relations économiques et commerciales existant entre les deux pays et afin d'empêcher la propagation des maladies contagieuses des animaux d'un pays à l'autre et également afin de réglementer l'utilisation des pâturages, s'engagent par la présente convention à prendre réciproquement, chacun des Etats sur son propre territoire, toutes les mesures nécessaires pour lutter contre les maladies contagieuses du bétail et à instituer une surveillance vétérinaire sur les animaux domestiques et sur les produits bruts d'origine animale passant d'un pays à l'autre.

Article 2.

Le passage du bétail et le transport des produits bruts d'origine animale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes à l'Iran et *vice versa* se feront exclusivement par des postes frontières où seront installés des postes de quarantaine et de surveillance vétérinaire. Ces postes seront désignés d'un commun accord par les Parties contractantes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 8 juin 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4072. — VETERINARY SANITARY CONVENTION² BETWEEN THE IMPERIAL GOVERNMENT OF IRAN AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT TEHERAN, AUGUST 27TH, 1935.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Convention took place March 9th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and THE IMPERIAL GOVERNMENT OF IRAN, being desirous of concluding a Veterinary Sanitary Convention, have appointed as their Plenipotentiaries :

FOR THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

His Excellency A. S. TCHERNYKH, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Iran ;

FOR THE IMPERIAL GOVERNMENT OF IRAN :

His Excellency S. B. KAZEMI, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics and the Imperial Government of Iran, in order to develop the economic and commercial relations existing between the two countries and to prevent the spreading of contagious diseases of animals from one country to the other and also in order to regulate the use of pasture lands, undertake by the present Convention to take reciprocally, each State in its own territory, all measures necessary to combat contagious diseases of livestock and to institute veterinary inspection of domestic animals and of raw products of animal origin passing from one country to the other.

Article 2.

The entry of livestock and the transport of raw products of animal origin from the Union of Soviet Socialist Republics into Iran and *vice versa* shall be effected only at frontier posts where there exist stations for quarantine and for veterinary inspection. These posts shall be determined by the Contracting Parties by common agreement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, June 8th, 1936.

Article 3.

Au cas où aux postes frontières, des maladies contagieuses seraient déclarées sur les animaux destinés à passer la frontière, ou des produits bruts d'origine animale contaminés au point de vue sanitaire et vétérinaire seraient découverts, le permis de passage ne sera pas délivré pour ces animaux et ces produits.

Article 4.

Les certificats sanitaires vétérinaires délivrés par les services vétérinaires gouvernementaux des postes frontières de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de l'Iran seront valables pour les deux Parties contractantes.

Article 5.

Les services vétérinaires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de l'Iran se communiqueront réciproquement les spécimens des sceaux de leurs administrations et des signatures de leurs fonctionnaires vétérinaires ayant qualité pour délivrer les certificats prévus à l'article 4.

Article 6.

La zone limitrophe de la frontière, soumise à l'inspection sanitaire vétérinaire spéciale, s'étendra sur 15 km. de chaque côté de la ligne frontière. Au cas où dans une région très proche de la frontière, des maladies contagieuses viendraient à se déclarer sur le bétail, l'inspection sanitaire vétérinaire de chacune des Parties contractantes devra aviser d'urgence l'autre Partie de cet événement par l'entremise des bureaux frontières.

Article 7.

Le bétail se rendant au pâturage sera enregistré par les autorités locales, d'après une déclaration écrite du propriétaire ou du chef des troupeaux contenant les renseignements exigés par le certificat vétérinaire. L'enregistrement aura lieu 7 jours avant le départ du bétail soumis à un examen vétérinaire. Un certificat vétérinaire conforme au modèle N° 1 annexé à la présente convention sera délivré par le docteur vétérinaire gouvernemental. Ce certificat ne pourra être délivré qu'après une inspection sanitaire vétérinaire et pas plus tard que trois jours avant le départ des troupeaux et les informations concernant le résultat de l'inspection seront inscrites dans la déclaration des propriétaires du bétail. Le certificat vétérinaire sera valable pour un nombre de jours nécessaire aux troupeaux pour parvenir à la frontière, en tenant compte du fait que le bétail parcourt 10 à 12 km. par jour. Le nombre correspondant de jours sera mentionné sur le certificat par le docteur vétérinaire. Au cas où le délai fixé dans le certificat aurait expiré, le certificat sera prolongé seulement après une nouvelle inspection du bétail par le docteur vétérinaire qui fera mention du résultat de l'inspection dans le certificat.

Article 8.

En cas de changements survenus dans le nombre des animaux se rendant au pâturage, les propriétaires ou les chefs du bétail sont tenus d'aviser les autorités locales qui informent immédiatement le docteur vétérinaire afin que celui-ci puisse vérifier sur place les causes des changements survenus dans le nombre du bétail et en faire mention dans le certificat.

Article 9.

Au cas où au passage de la frontière le nombre du bétail serait autre que celui indiqué dans le certificat, tout le troupeau sera soumis à la quarantaine avant le passage de la frontière.

Article 3.

If at the frontier posts any contagious diseases are reported in respect of animals which are intended to cross the frontier, or if any raw products of animal origin are found to be contaminated from the health and veterinary point of view, no entry permit shall be issued for such animals or products.

Article 4.

Veterinary health certificates, issued by the Government veterinary services of the frontier posts of the Union of Soviet Socialist Republics and of Iran shall be valid for both Contracting Parties.

Article 5.

The veterinary services of the Union of Soviet Socialist Republics and of Iran shall exchange specimens of the seals of their administrations and of the signatures of their veterinary officials who are empowered to issue the certificates referred to in Article 4.

Article 6.

The frontier zone subject to special veterinary sanitary inspection shall extend for 15 kilometres on each side of the frontier line. If, in any region very close to the frontier, any contagious disease should break out among livestock, the veterinary sanitary inspection authorities of the Contracting Party concerned shall, through the agency of the frontier offices, immediately inform the other Party of this occurrence.

Article 7.

Livestock going to pasture shall be registered by the local authorities, in accordance with a written declaration made by the owner or person in charge of the flocks or herds and containing the information required for the purposes of the veterinary certificate. The registration shall be effected seven days before the departure of the livestock subject to veterinary examination. A veterinary certificate in conformity with Model No. 1 annexed to the present Convention shall be issued by the Government veterinary officer. This certificate can be issued only after a veterinary sanitary inspection, and not later than three days before the departure of the flocks or herds, and particulars of the results of the inspection shall be included in the declaration made by the owners of the livestock. The veterinary certificate shall be valid for the number of days necessary for the flocks or herds to reach the frontier, regard being had to the fact that the livestock will travel from 10 to 12 kilometres per day. The corresponding number of days shall be stated on the certificate by the veterinary officer. Should the period mentioned in the certificate have expired, the validity of the certificate may be extended only after a further inspection of the livestock by the veterinary officer, who will note the results of this inspection on the certificate.

Article 8.

In the event of any changes occurring in the number of animals going to pasture, the owners or those in charge of the livestock shall be required to notify the local authorities, who shall immediately inform the veterinary officer in order that he may ascertain on the spot the reasons for such changes in the number of animals and note them on the certificate.

Article 9.

Should the number of livestock at the time when the frontier is reached differ from that indicated in the certificate, the whole flock or herd shall be placed in quarantine before crossing the frontier.

Article 10.

Sur les points de la frontière, où se fait ordinairement la transhumance, des postes de quarantaines sanitaires vétérinaires seront institués d'un commun accord.

Article 11.

Au passage de la frontière, les docteurs vétérinaires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de l'Iran examineront ensemble tous les animaux destinés au passage et vérifieront les certificats.

Article 12.

Durant le séjour des troupeaux d'un pays sur les pâturages appartenant à l'autre pays, les Parties contractantes s'engagent à faire donner par leurs services vétérinaires les soins nécessaires aux animaux séjournant sur leur territoire.

Article 13.

Lors du retour des animaux des pâturages, tous les règlements sanitaires vétérinaires seront observés à la frontière dans les mêmes conditions qu'au moment du départ pour la transhumance.

Article 14.

Les animaux destinés à l'industrie et à l'abatage qui traversent la frontière devront être munis d'un certificat vétérinaire conforme au modèle N° 2 annexé à la présente convention et délivré par le pays d'origine. Sans la présentation de ce certificat le passage de la frontière ne sera pas permis. Le gros bétail à cornes autorisé à passer la frontière doit être marqué à l'oreille au départ du lieu d'origine.

Article 15.

Au cas où la peste bovine serait constatée dans un rayon de 40 km. autour d'un poste de quarantaine vétérinaire de frontière, le passage du gros bétail par ce poste sera interdit pendant une durée de soixante jours à dater de la déclaration officielle de la disparition de la maladie. En ce qui concerne le petit bétail, son passage sera interdit seulement des localités infectées.

Article 16.

En ce qui concerne le passage des troupeaux de gros bétail à cornes, de petit bétail, des porcs, des chameaux, des chevaux et des autres solipèdes, les propriétaires ou les conducteurs seront tenus d'en faire, au préalable, la déclaration au docteur vétérinaire du poste sanitaire de quarantaine.

Article 17.

Au cas où les certificats des propriétaires des animaux destinés à passer par la frontière ne seraient pas en règle, ou bien au cas où le docteur vétérinaire constaterait des symptômes de maladies contagieuses, tous les animaux en question, avant le passage de la frontière, seront soumis à la quarantaine.

Article 18.

Le gros bétail à cornes placé en quarantaine sera marqué de nouveau à l'oreille aussitôt mis en quarantaine.

Article 19.

Le transport des produits bruts d'origine animale par voie de terre n'est autorisé que par les postes vétérinaires de quarantaine déterminés, sous condition de la présentation par le propriétaire de ces produits d'un certificat conforme au modèle N° 3 annexé à la présente convention.

Article 10.

At points where the frontier is usually crossed by animals changing pasture, veterinary sanitary quarantine stations shall be established by common agreement.

Article 11.

At the frontier veterinary officers of the Union of Soviet Socialist Republics and of Iran shall together examine all animals that are intended to cross the frontier and shall check the certificates.

Article 12.

The Contracting Parties undertake that their veterinary services shall, during the period for which flocks or herds of one country remains on pastures belonging to the other country, give the necessary attention to the animals at pasture on their territory.

Article 13.

On the return of the animals from pasture, all veterinary sanitary regulations shall be observed at the frontier, under the same conditions as when the animals were being driven to fresh pastures.

Article 14.

Animals which are intended for work or for slaughter and which cross the frontier must be accompanied by a veterinary certificate in conformity with Model No. 2 annexed to the present Convention and issued by the country of origin. Unless this certificate is presented, the crossing of the frontier will not be permitted. Cattle in respect of which authorisation to cross the frontier is given must be branded on the ear on leaving the place of origin.

Article 15.

If cattle plague is reported within a radius of 40 km. from a frontier veterinary quarantine station, the passage of cattle through such station shall be prohibited for a period of sixty days as from the date of the official declaration of the disappearance of the disease. The passage of small livestock shall be prohibited only in regard to animals coming from the infected areas.

Article 16.

In regard to the passage of flocks or herds of cattle, small livestock, pigs, camels, horses and other solipeds, the owners or drovers shall be required to make a declaration beforehand to the veterinary officer of the sanitary quarantine station.

Article 17.

Should the certificates presented by the owners of animals which are intended to cross the frontier not be in order, or should the veterinary officer report symptoms of contagious diseases, all the animals concerned shall be placed in quarantine before crossing the frontier.

Article 18.

Cattle placed in quarantine shall be again branded on the ear as soon as they are placed in quarantine.

Article 19.

The transport by land of raw products of animal origin shall be authorised only through the specified veterinary quarantine stations, subject to the presentation by the owner of such products of a certificate in conformity with Model No. 3 annexed to the present Convention.

Article 20.

En ce qui concerne les produits bruts d'origine animale, le permis autorisant le passage de la frontière ne sera accordé qu'à la condition que les emballages soient conformes aux prescriptions ci-dessous : le suif fondu sera emballé dans des tonneaux, des cuveaux ou des caisses ; les boyaux légèrement salés, dans des tonneaux ou des cuveaux ; les boyaux secs, salés et préparés dans des caisses, des corbeilles ou des tonneaux. Les poils et soies de cochon, les os, les cornes et les sabots doivent être emballés dans des sacs ou dans des tonneaux. Le passage des peaux des gros animaux à cornes ne sera autorisé que si elles sont complètement séchées.

Article 21.

Les permis de passage seront accordés pour les produits bruts d'origine animale, si, lors de l'inspection vétérinaire, ils sont emballés conformément aux stipulations de l'article ci-dessus et cachetés par le service du contrôle sanitaire vétérinaire.

Article 22.

Les services vétérinaires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de l'Iran conviennent de s'aviser réciproquement de tout ce qui concerne la marche et le développement des maladies contagieuses des animaux, sur le territoire de chacune des Parties contractantes ; de même ils se feront connaître mutuellement les mesures prises pour enrayer les maladies susmentionnées. Dans ce but, les Parties contractantes échangeront mensuellement des renseignements concernant la marche des maladies des animaux ainsi que des rapports annuels et tous autres renseignements concernant la situation sanitaire et vétérinaire des deux Parties contractantes.

Remarque. — Chacune des Parties contractantes est tenue d'aviser télégraphiquement l'autre Partie de l'apparition dans la zone frontière dans un rayon de 40 km. de la peste bovine et de la péripneumonie.

Article 23.

Les services sanitaires vétérinaires de chacune des Parties contractantes transmettront à l'autre Partie les informations concernant l'apparition et la propagation des maladies contagieuses des animaux dans les régions proches de la frontière, ainsi que celles concernant la dissimulation des maladies contagieuses de la part des habitants.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée par les organes législatifs des deux Parties contractantes et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Moscou.

Elle est conclue pour une durée de trois (3) ans prenant cours à partir de la date de la ratification.

Au cas où l'une des Parties contractantes voudrait faire cesser les effets de la présente convention à l'expiration du délai susmentionné, elle aura à notifier par écrit son intention à l'autre à la fin de la deuxième année, à défaut de quoi la convention sera prolongée par tacite reconduction.

Elle restera ainsi valable jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes la dénonce par écrit avec un préavis d'un an.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Téhéran, le 27 août 1935, en double exemplaire en langue française.

(Signé) A. TCHERNYKH.

(Signé) B. KAZEMI.

Article 20.

In regard to raw products of animal origin, permits authorising conveyance across the frontier shall be granted only on condition that they are packed in accordance with the following provisions : melted tallow shall be packed in barrels, tubs or boxes, lightly salted guts in barrels or tubs, dried, salted and dressed guts in boxes, baskets or barrels. Hair and pig's bristles, bones, horns and hooves must be packed in bags or barrels. Conveyance across the frontier of hides of cattle shall be authorised only when they have been thoroughly dried.

Article 21.

Permits for conveyance across the frontier shall be granted in respect of raw products of animal origin if, at the time of the veterinary inspection, they are packed in accordance with the provisions of the preceding Article and are sealed by the veterinary sanitary inspection service.

Article 22.

The veterinary services of the Union of Soviet Socialist Republics and of Iran agree to give each other full information regarding the course and development of contagious diseases of animals in the territory of either Contracting Party. They shall also inform each other of the measures taken to check the above-mentioned diseases. With this object the Contracting Parties shall each month exchange information regarding the course of diseases of animals and they shall also exchange annual reports and all other information regarding the sanitary and veterinary situation of the two Contracting Parties.

Remark. — Each of the Contracting Parties shall be required to inform the other Party by telegraph of any outbreak of cattle plague or of pleuro-pneumonia in the frontier zone within a radius of 40 km. from the frontier.

Article 23.

The veterinary sanitary services of each Contracting Party shall transmit to the other Party information concerning the outbreak and spread of any contagious diseases of animals in districts near the frontier, and also concerning attempts on the part of the inhabitants to conceal contagious diseases.

Article 24.

The present Convention shall be ratified by the legislative organs of both Contracting Parties and the exchange of the instruments of ratification shall take place at Moscow.

It is concluded for a period of three (3) years as from the date of ratification.

Should either Contracting Party desire that the present Convention should cease to be in force on the expiration of the above-mentioned period, that Party shall give the other written notice of its intention at the end of the second year, failing which the Convention shall be tacitly renewed.

It shall thereafter remain in force until either Contracting Party denounces it in writing at one year's notice.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, in duplicate in the French language, this 27th day of August, 1935.

(Signed) A. TCHERNYKH.

(Signed) B. KAZEMI.

ANNEXE

A L'ARTICLE 7 DE LA CONVENTION VÉTÉRINAIRE SANITAIRE.

Modèle N° 1.

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE N°

1. année mois jour
2. Lieu de délivrance du certificat vétérinaire
3. Expéditeur (nom, nom de famille, nom de l'établissement)
4. Adresse de l'expéditeur
5. Genre et espèce des animaux (gros bétail à cornes, moutons, chèvres, chevaux, ânes, mulets et autres)
6. Nombre de têtes de bétail (en toutes lettres)
7. Marques
8. Lieu de provenance du bétail
9. Poste de passage de la frontière pour se rendre au pâturage
10. Lieu et poste de destination
11. Notes supplémentaires

Le soussigné, docteur vétérinaire certifie que les animaux mentionnés ci-dessus sont sains et proviennent d'une localité indemne des maladies contagieuses des animaux, et que dans les lieux d'où provient le bétail et par où il a passé pour arriver à la frontière, la peste bovine, la clavelée et autres maladies contagieuses propres aux animaux qui font l'objet du présent certificat n'ont pas été signalées pendant les derniers 60 jours.

Docteur vétérinaire gouvernemental

(Sceau)

(Signature)

ANNEXE

A L'ARTICLE 14 DE LA CONVENTION VÉTÉRINAIRE SANITAIRE.

Modèle N° 2.

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE N°

1. année mois jour
2. Lieu de délivrance du certificat
3. Nom de l'expéditeur (nom, nom de famille, nom de l'établissement)
4. Adresse de l'expéditeur
5. Genre et espèce des animaux (gros bétail à cornes, moutons, chèvres, chevaux, ânes, mulets et autres)
6. Nombre de têtes de bétail (en toutes lettres)
7. Marques
8. Lieu de provenance du bétail
9. Poste du passage à la frontière
10. Lieu et poste de destination
11. Notes supplémentaires

Le soussigné, docteur vétérinaire certifie que les animaux mentionnés ci-dessus sont sains et proviennent d'une localité où la peste bovine et la péripneumonie du gros bétail à cornes n'ont pas été signalées pendant les 60 jours précédant l'expédition des animaux et que la clavelée, la fièvre aphteuse et autres maladies contagieuses propres aux animaux faisant l'objet du présent certificat n'y ont pas été signalées depuis 30 jours.

Docteur vétérinaire gouvernemental

(Sceau)

(Signature)

N° 4072

ANNEX

TO ARTICLE 7 OF THE VETERINARY SANITARY CONVENTION.

Model No. 1.

VETERINARY CERTIFICATE No.

1. Year Month Day
2. Place at which the veterinary certificate is issued
3. Consignor (name, surname and name of establishment)
4. Address of consignor
5. Kind and species of animals (cattle, sheep, goats, horses, asses, mules and others)
6. Number of head of livestock (in words)
7. Markings
8. Place of origin of livestock
9. Post at which frontier is crossed on the way to pasture
10. Place and post of destination
11. Additional remarks

The undersigned veterinary officer certifies that the above-mentioned animals are healthy and come from a district free from contagious diseases of animals, and that in the places from which the livestock have come and through which they have passed in order to reach the frontier, there has been no notification during the last 60 days of cattle plague, sheep-pox, or other contagious diseases peculiar to the animals in respect of which the present certificate is issued.

(Seal)

(Signature)

Government Veterinary Officer.

ANNEX

TO ARTICLE 14 OF THE VETERINARY SANITARY CONVENTION.

Model No. 2.

VETERINARY CERTIFICATE No.

1. Year Month Day
2. Place at which the certificate is issued
3. Name of consignor (name, surname and name of establishment)
4. Address of consignor
5. Kind and species of animals (cattle, sheep, goats, horses, asses, mules and others)
6. Number of head of livestock (in words)
7. Markings
8. Place of origin of livestock
9. Post at which the frontier is crossed
10. Place and post of destination
11. Additional remarks

The undersigned veterinary officer certifies that the above-mentioned animals are healthy and come from a district where no cattle plague or pleuro-pneumonia of cattle has been notified during the 60 days preceding the despatch of the animals, and that no sheep-pox, foot-and-mouth disease or other contagious diseases peculiar to the animals in respect of which the present certificate is issued have been notified for 30 days.

(Seal)

(Signature)

Government Veterinary Officer.

ANNEXE

A L'ARTICLE 19 DE LA CONVENTION SANITAIRE VÉTÉRINAIRE.

Modèle N° 3.

A.

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE

1. Année mois jour
2. Lieu de délivrance du certificat
3. Nom de l'expéditeur (nom, nom de famille, nom de l'établissement)
4. Adresse de l'expéditeur
5. Genre et espèce des produits (peaux, laine, viande, etc.)
6. Sorte (conformément à la préparation)
7. Emballage (tonneaux, caisses, cuveaux etc.)
8. Quantité des places
9. Poids
10. Marques
11. Poste d'expédition des produits
12. Poste de transport par la frontière
13. Lieu et poste de destination
14. Notes supplémentaires

Le soussigné, docteur vétérinaire certifie que les produits susmentionnés proviennent des animaux reconnus par l'inspection sanitaire sains avant et après l'abatage et que leur préparation et l'emballage ont été exécutés avec l'observation des règles sanitaires et hygiéniques.

Docteur vétérinaire gouvernemental

(Sceau)

(Signature)

B.

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE

1. Année mois jour
2. Lieu de délivrance du certificat
3. Nom de l'expéditeur (nom, nom de famille, nom de l'établissement)
4. Adresse de l'expéditeur
5. Genre et espèce des produits (peaux, laine, viande, etc.)
6. Sorte (conformément à la préparation)
7. Emballage (tonneaux, caisses, cuveaux, etc.)
8. Quantité des places
9. Poids
10. Marques
11. Poste d'expédition des produits
12. Poste de transport par la frontière
13. Lieu et poste de destination
14. Notes supplémentaires

Le soussigné, docteur vétérinaire certifie que les produits susmentionnés proviennent d'une région où la peste bovine, la péripneumonie du gros bétail à cornes, la clavelée, le charbon, la fièvre aphteuse et autres maladies contagieuses n'ont pas été signalées depuis trois mois.

Docteur vétérinaire gouvernemental

(Sceau)

(Signature)

ANNEX

TO ARTICLE 19 OF THE VETERINARY SANITARY CONVENTION.

Model No. 3.

A.

VETERINARY CERTIFICATE.

1. Year Month Day
2. Place at which the certificate is issued
3. Name of consignor (name, surname and name of establishment)
4. Address of consignor
5. Kind and nature of products (skins, hides, wool, meat, etc.)
6. Class (according to preparation)
7. Packing (barrels, boxes, tubs, etc.)
8. Number of packages
9. Weight
10. Marks
11. Post from which the products are despatched
12. Post at which the frontier is crossed
13. Place and post of destination
14. Additional remarks

The undersigned veterinary officer certifies that the above-mentioned products come from animals found by sanitary inspection to be in sound condition before and after slaughter and that their preparation and packing have been carried out in accordance with sanitary and hygienic requirements.

(Seal)

(Signature)

Government Veterinary Officer.

B.

VETERINARY CERTIFICATE.

1. Year Month Day
2. Place at which the certificate is issued
3. Name of consignor (name, surname and name of establishment)
4. Address of consignor
5. Kind and nature of products (skins, hides, wool, meat, etc.)
6. Class (according to preparation)
7. Packing (barrels, boxes, tubs, etc.)
8. Number of packages
9. Weight
10. Marks
11. Post from which the products are despatched
12. Post at which the frontier is crossed
13. Place and post of destination
14. Additional remarks

The undersigned veterinary officer certifies that the above-mentioned products come from a district where no cattle plague, pleuro-pneumonia of cattle, sheep-pox, anthrax, foot-and-mouth disease, or other contagious disease has been notified for three months.

(Seal)

(Signature)

Government Veterinary Officer.

C.

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE

1. Année mois jour
2. Lieu de délivrance du certificat
3. Nom de l'expéditeur (nom, nom de famille, nom de l'établissement)
4. Adresse de l'expéditeur
5. Genre et espèce des produits (peaux, laine, viande, etc.)
6. Sorte (conformément à la préparation)
7. Emballage (tonneaux, caisses, cuveaux, etc.)
8. Quantité des places
9. Poids
10. Marques
11. Poste d'expédition des produits
12. Poste de transport par la frontière
13. Lieu et poste de destination
14. Notes supplémentaires

Le soussigné, docteur vétérinaire certifie que les produits mentionnés proviennent d'une région où la clavelée, le charbon, la fièvre aphteuse et autres maladies contagieuses des moutons et des chèvres n'ont pas été signalées depuis trois mois.

Docteur vétérinaire gouvernemental

(Sceau)

(Signature)

Copie certifiée conforme de l'original :

Le Secrétaire général
du Commissariat du Peuple des Affaires étrangères,
 E. Hoerschelmann.

C.

VETERINARY CERTIFICATE.

1. Year Month Day
2. Place at which the certificate is issued
3. Name of consignor (name, surname and name of establishment)
4. Address of consignor
5. Kind and nature of products (skins, hides, wool, meat, etc.)
6. Class (according to preparation)
7. Packing (barrels, boxes, tubs, etc.)
8. Number of packages
9. Weight
10. Marks
11. Post from which the products are despatched
12. Post at which the frontier is crossed
13. Place and post of destination
14. Additional remarks

The undersigned veterinary officer certifies that the above-mentioned products come from a districts where no sheep-pox, anthrax, foot-and-mouth disease, or other contagious disease of sheep or goat has been notified for three months.

(Seal)

(Signature)

Government Veterinary Officer.

N° 4073.

**FRANCE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Arrangement relatif à la transmission
des actes judiciaires et notariés et
à l'exécution des commissions
rogatoires en matière civile et
commerciale. Signé à Paris, le
11 août 1936.

**FRANCE
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Agreement concerning the Transmis-
sion of Legal and Notarial Docu-
ments and the Execution of Roga-
tory Commissions in Civil and
Commercial Matters. Signed at
Paris, August 11th, 1936.

N° 4073. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA FRANCE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES RELATIF A LA TRANSMISSION DES ACTES JUDICIAIRES ET NOTARIÉS ET A L'EXÉCUTION DES COMMISSIONS ROGATOIRES EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉ A PARIS, LE 11 AOUT 1936.

Texte officiel français communiqué par le commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 9 mars 1937.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, d'autre part, ont résolu de conclure un arrangement concernant la transmission des actes judiciaires et notariés et l'exécution des commissions rogatoires, en matière civile et commerciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'U. R. S. S. ;

Monsieur Eugène HIRSCHFELD, chargé d'Affaires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Monsieur Yvon DELBOS, député, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les actes judiciaires et notariés en matière civile et commerciale destinés à des personnes résidant sur le territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, ainsi que les commissions rogatoires en matière civile et commerciale à exécuter sur ce territoire, émanant d'autorités françaises, seront transmis par l'Ambassade de la République française à Moscou au Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, qui en assurera la transmission à l'autorité compétente.

Les actes judiciaires et notariés en matière civile et commerciale, destinés à des personnes résidant sur le territoire de la République française, ainsi que les commissions rogatoires en matière civile et commerciale à exécuter sur ce territoire, émanant d'autorités de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, seront transmis par l'Ambassade de l'Union des Républiques soviétiques socialistes à Paris au Ministère des Affaires étrangères de la République française, qui en assurera la transmission à l'autorité compétente.

Les lettres de transmission adressées par les autorités requérantes seront rédigées dans la langue officielle de l'autorité requise et devront contenir l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, et la nature de l'acte dont il s'agit.

Article 2.

Dans le cas où un acte ne pourrait être remis au destinataire ou lorsqu'une commission rogatoire ne peut être exécutée, l'autorité requise en informera le plus tôt possible la mission diplomatique requérante, en indiquant les motifs pour lesquels il n'a pu être donné suite à la demande.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 8 octobre 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4073. — AGREEMENT² BETWEEN FRANCE AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING THE TRANSMISSION OF LEGAL AND NOTARIAL DOCUMENTS AND THE EXECUTION OF ROGATORY COMMISSIONS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT PARIS, AUGUST 11TH, 1936.

French official text communicated by the People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics. The registration of this Agreement took place March 9th, 1937.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, of the other part, having determined to conclude an Agreement concerning the transmission of legal and notarial documents and the execution of rogatory commissions in civil and commercial matters, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Monsieur Eugène HIRSCHFELD, Chargé d'Affaires of the Union of Soviet Socialist Republics in Paris ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Monsieur Yvon DELBOS, Deputy, Minister for Foreign Affairs ;

Who, being duly authorised for the purpose, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Legal and notarial documents in civil and commercial matters intended for persons residing in the territory of the Union of Soviet Socialist Republics, and rogatory commissions in such matters to be executed in that territory, issuing from French authorities, shall be transmitted by the Embassy of the French Republic in Moscow to the People's Commissariat for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics, which shall transmit them to the competent authority.

Legal and notarial documents in civil and commercial matters intended for persons residing in the territory of the French Republic, and rogatory commissions in such matters to be executed in that territory, issuing from authorities of the Union of Soviet Socialist Republics, shall be transmitted by the Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics in Paris to the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic, which shall transmit them to the competent authority.

The covering letters of the authorities making the request shall be drawn up in the official language of the authority applied to and shall specify the authority having issued the document transmitted, the names and descriptions of the parties, the address of the person to be served and the nature of the document concerned.

Article 2.

Should it prove impossible to serve a document on the person for whom it is intended, or to execute a rogatory commission, the authority applied to shall, as soon as possible, inform the diplomatic mission having made the request, stating the reasons for which effect could not be given to that request.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, October 8th, 1936.

Article 3.

La remise des actes pourra être refusée, si la Haute Partie contractante, sur le territoire de laquelle elle doit avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

En règle générale, l'autorité requise se bornera à faire effectuer la remise de l'acte au destinataire qui l'acceptera volontairement. La preuve de la remise se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et signé par le destinataire, soit d'une attestation de l'autorité de la Haute Partie contractante requise, constatant le fait et la forme de la remise. L'un ou l'autre de ces documents sera transmis le plus tôt possible à la mission diplomatique requérante. Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation pourra être inscrit sur l'un des doubles qui sera retourné.

En cas de refus de la part du destinataire de recevoir l'acte, l'autorité requise renverra celui-ci à la mission diplomatique requérante, en indiquant le motif pour lequel la remise n'a pu avoir lieu.

Sur demande expresse des missions diplomatiques, l'autorité requise fera signifier l'acte par un fonctionnaire qualifié local, soit dans les formes de la loi de la Haute Partie contractante requise, soit dans une forme spéciale, si celle-ci n'est pas contraire à la législation de la Haute Partie contractante requise. Dans ce dernier cas, l'acte à signifier doit être accompagné d'une traduction dans la langue officielle de la Haute Partie contractante requise. Cette traduction sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante requérante ou par un traducteur assermenté ou officiel de la Haute Partie contractante requise.

Article 4.

La Haute Partie contractante requise pourra refuser d'exécuter une commission rogatoire :

1^o Si la Haute Partie contractante, sur le territoire de laquelle l'exécution doit avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité ;

2^o Si, d'après la législation de la Haute Partie contractante requise, l'exécution de la mesure demandée ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

Les personnes dont le témoignage est requis seront invitées à comparaître par simple avis administratif. En cas de refus de leur part de déférer à cet avis, l'autorité requise devra user des moyens de contrainte prévus par la législation de la Haute Partie contractante requise pour les obliger à se présenter.

Sur demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité requise :

1^o Devra exécuter la commission rogatoire selon une forme spéciale, si celle-ci n'est pas contraire à la législation de la Haute Partie contractante requise ;

2^o Devra informer, en temps utile, l'autorité requérante de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire, afin que les parties intéressées puissent y assister.

Les commissions rogatoires devront toujours être accompagnées d'une traduction dans la langue officielle de la Haute Partie contractante requise. Cette traduction sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante requérante ou par un traducteur assermenté ou officiel de la Haute Partie contractante requise.

Article 5.

La remise des actes judiciaires et notariés et l'exécution des commissions rogatoires ne donnent lieu au remboursement d'aucuns frais, sauf les exceptions suivantes :

1^o Frais occasionnés pour la signification d'un acte par un officier ministériel (soudebny ispolnitel) de la Haute Partie contractante requise, soit dans les formes de la loi locale, soit dans une forme spéciale ;

Article 3.

The service of documents may be refused if the High Contracting Party in whose territory it is to be effected considers it such as to affect its sovereignty or safety.

As a general rule, the authority applied to shall confine its action to seeing that the document is served on the person named, whose acceptance of it shall be voluntary. Proof of service shall be furnished in the form, either of a receipt dated and signed by the person served, or of a notification by the competent authority of the High Contracting Party applied to of the fact and manner of service. One or other of these documents shall be forwarded as soon as possible to the diplomatic mission having made the request. Should the document to be served have been transmitted in duplicate, the receipt or notification may be endorsed on the second copy, which shall then be returned.

Should the person for whom the document is intended refuse to accept it, the authority applied to shall return it to the diplomatic mission having made the request, stating the reasons for which service could not be effected.

At the express request of the diplomatic mission, the authority applied to shall cause the document to be served by a competent local official, either in the manner prescribed by the laws of the High Contracting Party applied to or in some special manner if not contrary to such laws. In the latter case, the document to be served shall be accompanied by a translation in the official language of the High Contracting Party applied to, such translation to be certified correct by the diplomatic or consular agent of the High Contracting Party making the request or by a sworn or official translator of the High Contracting Party applied to.

Article 4.

The High Contracting Party applied to may refuse to execute a rogatory commission :

1. If the High Contracting Party in whose territory execution is to be effected considers it such as to affect its sovereignty or safety ;
2. If, under the law of the High Contracting Party applied to, the action requested is not within the competence of the judicial authorities.

Persons whose testimony is requested shall be invited to appear by an ordinary official notice. In case of their refusal to comply therewith, the authority applied to shall employ such measures of constraint as are provided for by the law of the High Contracting Party concerned to secure their appearance.

If expressly asked to do so by the authority making the request, the authority applied to shall :

1. Execute rogatory commissions in accordance with a special procedure, provided such procedure be not contrary to the law of the High Contracting Party applied to ;
2. Inform the authority making the request of the time and place at which the rogatory commissions are to be executed in sufficient time to permit the interested parties to be present.

Rogatory commissions shall always be accompanied by a translation in the official language of the High Contracting Party applied to. Such translation shall be certified correct by the diplomatic or consular agent of the High Contracting Party making the request or by a sworn or official translator of the High Contracting Party applied to.

Article 5.

Costs in respect of the service of legal and notarial documents and the execution of rogatory commissions shall not be charged, except in the following cases :

1. Costs in respect of the service of a document by a process-server (*officier ministériel* — *soudebný ispolnitel*) of the High Contracting Party applied to, either in accordance with local law or under some special procedure ;

2° Frais supplémentaires occasionnés pour l'exécution d'une commission rogatoire dans une forme spéciale ;

3° Frais d'assignation par un officier ministériel (soudebny ispolnitel) des personnes dont le témoignage est requis, lorsqu'elles n'auront pas déféré à l'avis administratif ;

4° Les honoraires d'experts ;

5° Frais d'envoi de colis lorsque ceux-ci ne peuvent être expédiés par la poste.

Article 6.

Le remboursement des frais sera réclamé par l'autorité requise à l'agent diplomatique requérant, en même temps qu'elle lui enverra les pièces constatant l'exécution de la demande qui lui avait été adressée. Ces frais seront évalués d'après les tarifs en vigueur sur le territoire de la Haute Partie contractante requise.

Article 7.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes a le droit de faire effectuer, directement et sans contrainte, par ses agents diplomatiques et consulaires, des remises d'actes judiciaires en matière civile et commerciale, ou d'actes notariés, à ses propres ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante.

Article 8.

Toutes les difficultés résultant du présent arrangement seront réglées par la voie diplomatique.

Article 9.

Le présent arrangement sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Moscou dans le plus bref délai possible.

Article 10.

Le présent arrangement est conclu pour une période indéterminée.

Ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la dénonciation notifiée par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 11 août 1936.

(L. S.) (Signé) Eugène HIRSCHFELD.

(L. S.) (Signé) Yvon DELBOS.

Copie certifiée conforme de l'original. La présente copie contient intégralement le texte de l'arrangement entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la France relatif à la transmission des actes judiciaires et notariés et à l'exécution des commissions rogatoires en matière civile et commerciale, signé à Paris en langue française, le 11 août 1936.

*Le Secrétaire général du Commissariat
du Peuple des Affaires étrangères,*

E. Hoerschelmann.

2. Additional costs incurred through the execution of rogatory commissions in accordance with some special procedure ;
3. Costs in respect of the service by a process-server (*officier ministériel — souděbny ispolnitel*) of an order to appear on persons whose testimony has been requested, when such persons have failed to comply with the original notice ;
4. Experts' fees ;
5. Charges for the conveyance of packages when the latter cannot be sent by post.

Article 6.

The repayment of costs shall be claimed by the authority applied to from the diplomatic agent making the request when transmitting the documents certifying that the request has been complied with. Such costs shall be assessed in accordance with the scales in force in the territory of the High Contracting Party applied to.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to have legal documents in civil and commercial matters or notarial documents served direct and without constraint by its diplomatic or consular agents on its own nationals within the territory of the other High Contracting Party.

Article 8.

All difficulties arising out of the present Agreement shall be settled through diplomatic channels.

Article 9.

The present Agreement shall be ratified. The exchange of instruments of ratification shall take place in Moscow as soon as possible.

Article 10.

The present Agreement is concluded for an indefinite period.

It shall cease to have effect on the expiry of a period of six months as from denunciation notified by either of the High Contracting Parties to the other.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in Paris, in duplicate, this 11th day of August, 1936.

(L. S.) (Signed) Eugène HIRSCHFELD. (L. S.) (Signed) Yvon DELBOS.

N° 4074.

**ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL
ET POLOGNE**

Echange de notes comportant un accord administratif concernant l'échange de la correspondance diplomatique dans des valises spéciales. Rio de Janeiro, le 15 octobre 1932.

**UNITED STATES OF BRAZIL
AND POLAND**

Exchange of Notes constituting an Administrative Agreement regarding the Exchange of Diplomatic Correspondence in Special Bags. Rio de Janeiro, October 15th, 1932.

Nº 4074. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET POLONAIS COMPORTANT UN ACCORD ADMINISTRATIF CONCERNANT L'ÉCHANGE DE LA CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE DANS DES VALISES SPÉCIALES. RIO DE JANEIRO, LE 15 OCTOBRE 1932.

Nº 4074. — TROCA DE NOTAS ENTRE OS GOVERNOS DO BRASIL E DA POLONIA CONSTITUINDO UN ACCORDO ADMINISTRATIVO PARA A TROCA DE CORRESPONDENCIA DIPLOMATICA EM MALAS ESPECIAES. RIO DE JANEIRO, 15 DE OUTUBRO DE 1932.

Textes officiels français et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 mars 1937.

French and Portuguese official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 13th, 1937.

I.

735/T/32.

RIO DE JANEIRO, le 15 octobre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par la présente note, et dûment autorisé, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence un accord administratif entre le Gouvernement de la Pologne et le Gouvernement du Brésil pour les échanges de correspondance, soit entre le Ministère des Affaires étrangères de la Pologne et la Légation de Pologne à Rio de Janeiro, soit entre le Ministère des Relations extérieures du Brésil et la Légation du Brésil à Varsovie, et *vice versa*, en valises diplomatiques spéciales :

1º Le Gouvernement polonais expédiera les valises de sa correspondance diplomatique entre Varsovie et Rio de Janeiro, et *vice versa*, par l'intermédiaire de la poste qui les fera insérer dans les malles postales échangées entre les deux pays. Le Ministère des Affaires étrangères de la Pologne et la Légation de Pologne à Rio de Janeiro seront en possession des clefs des valises respectives. Ces valises seront inviolables ; leur livraison aux personnes recommandées pour les recevoir sera effectuée au bureau de destination après la conférence des malles postales.

2º Les valises diplomatiques brésiliennes bénéficieront de la franchise et des garanties accordées par les administrations postales polonaise et brésilienne aux courriers de cabinet. Elles seront inviolables et devront être insérées dans les malles postales destinées au transport de la correspondance ordinaire entre le bureau de Rio de Janeiro et celui de Varsovie. Les clefs de ces valises resteront en possession du Ministère des Relations extérieures à Rio de Janeiro et de la Légation du Brésil à Varsovie.

3º Les administrations postales des deux pays fixeront, d'un commun accord, et selon les indications suggérées par l'expérience, les limites de poids et de dimension des-

dites valises, en sorte qu'elles puissent être enfermées dans les malles postales destinées au transport de la correspondance ordinaire entre les deux pays.

4º Jusqu'à ce que d'autres limitations soient convenues pour les valises brésiliennes, elles n'excéderont pas le poids de quinze kilogrammes, et mesureront cinquante centimètres de longueur sur trente centimètres de hauteur, ou des mesures équivalentes, au maximum.

5º Le présent accord pourra être dénoncé par moyen de note, et cette dénonciation produira ses effets un mois après la date de sa réception par le Ministère des Affaires étrangères de l'autre gouvernement. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des notes établissant le présent accord et remplacera celui, qui a été conclu dans la même matière entre la Pologne et le Brésil sous forme d'un échange de notes le 26 août 1930.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(a) Th. GRABOWSKI,
Ministre de Pologne.

A Son Excellence

Monsieur le D^r Afranio de Mello Franco,
Ministre d'Etat des Affaires étrangères du Brésil,
Rio de Janeiro.

É copia authentica :

Secretaria de Estado das Relações Exteriores.
Rio de Janeiro D. F., em 6 de Fevereiro de 1937.

R. Mendes Gonçalves,

Chefe do Serviço dos Limites e Actos Internacionais.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LA/52/451. (72).

LA/52/451. (72).

Em 15 de Outubro de 1932.

Le 15 octobre 1932.

SENHOR MINISTRO,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota Nº 735/T/32, de 15 do corrente, pela qual Vossa Excellencia se dignou de me propôr um Accôrdo administrativo entre o Governo do Brasil e o Governo da Polonia para as trocas de correspondencia, quer entre o Ministerio das Relações Exteriores do Brasil e a Legação do Brasil em Varsovia, quer entre o Ministerio dos Negocios Estrangeiros da Polonia e a Legação da Polonia no Rio de Janeiro, e vice-versa,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note Nº 735/T/32 en date du 15 courant, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me proposer un accord administratif entre le Gouvernement du Brésil et le Gouvernement de la Pologne concernant les échanges de correspondance, soit entre le Ministère des Relations extérieures du Brésil et la Légation du Brésil à Varsovie, soit entre le Ministère des Affaires étrangères de Pologne et la Légation de Pologne à Rio de Janeiro,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

en malas diplomaticas especiaes e nos seguintes termos :

I. O Governo do Brasil expedirá as malas da correspondencia diplomatica entre o Rio de Janeiro e Varsovia e vice-versa, por intermedio do correio, que as fará inserir nas malas postaes trocadas entre os dois paizes. O Ministerio das Relações Exteriores no Rio de Janeiro e a Legação do Brasil em Varsovia ficarão de posse das chaves das malas respectivas. Estas malas serão inviolaveis; a sua entrega ás pessoas recommendedas para as receber será effectuada na repartição de destino, após a conferencia das malas postaes.

II. As malas diplomaticas polonezas gozarão da franquia e das garantias concedidas pelas Administrações postaes brasileira e poloneza aos Correios de Gabinete. Serão inviolaveis e deverão ser inseridas nas malas postaes destinadas ao transporte da correspondencia ordinaria entre a repartição de Varsovia e a do Rio de Janeiro. As chaves dessas malas ficarão em poder do Ministerio dos Negocios Estrangeiros em Varsovia e da Legação da Polonia no Rio de Janeiro.

III. As Administrações postaes dos dois paizes fixarão, de commun accordo, e segundo as indicações suggeridas pola experiencia, os limites de peso e de dimensão das ditas malas, de modo que possam ser encerradas nas malas postaes destinadas ao transporte da correspondencia ordinaria entre os dois paizes.

IV. Enquanto outras limitações se não ajustarem para as malas brasileiras, não excederão ellas o peso de quinze kilogrammas, e medirão cincoenta centimetros de comprimento por trinta centimetros de altura, ou medidas equivalentes, no maximumo.

V. O presente Accôrdo poderá ser denunciado por meio da nota, e essa denuncia produzirá os seus effeitos um mez após a data do seu recebimento pelo Ministerio dos Negocios Estrangeiros do outro Governo. Entrará em vigor na data da troca das notas constitutivas do presente Accôrdo e substituirá o que foi concluido sobre o

et *vice versa*, en valises diplomatiques spéciales ; cet accord est conçu dans les termes suivants :

I. Le Gouvernement brésilien expédiera les valises de sa correspondance diplomatique entre Rio de Janeiro et Varsovie, et *vice versa*, par l'intermédiaire de la poste, qui les fera insérer dans les malles postales échangées entre les deux pays. Le Ministère des Relations extérieures à Rio de Janeiro et la Légation du Brésil à Varsovie seront en possession des clefs des valises respectives. Ces valises seront inviolables ; leur livraison aux personnes recommandées pour les recevoir sera effectuée au bureau de destination après le tri des malles postales.

II. Les valises diplomatiques polonaises bénéficieront de la franchise et des garanties accordées par les administrations postales brésilienne et polonaise aux courriers de cabinet. Elles seront inviolables et devront être insérées dans les malles postales destinées au transport de la correspondance ordinaire entre le bureau de Varsovie et celui de Rio de Janeiro. Les clefs de ces valises resteront en possession du Ministère des Affaires étrangères à Varsovie et de la Légation de Pologne à Rio de Janeiro.

III. Les administrations postales des deux pays fixeront, d'un commun accord, et selon les indications suggérées par l'expérience, les limites de poids et de dimension desdites valises, de façon qu'elles puissent être enfermées dans les malles postales destinées au transport de la correspondance ordinaire entre les deux pays.

IV. Jusqu'à ce que d'autres limitations soient convenues pour les valises brésiennes, elles n'exéderont pas le poids de quinze kilogrammes, et mesureront cinquante centimètres de longueur sur trente centimètres de hauteur, ou des mesures équivalentes, au maximum.

V. Le présent accord pourra être dénoncé par une note, et cette dénonciation produira ses effets un mois après la date de sa réception par le Ministère des Affaires étrangères de l'autre gouvernement. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des notes établissant le présent accord et remplacera celui qui a été conclu dans la

mesmo assumpto entre o Brasil e a Polonia, em forma de troca de notas, a 26 de Agosto de 1930.

2. Em resposta, tenho a honra de levar ao seu conhecimento que o Governo do Brasil declara acceitar o Accôrdo administrativo cujas disposições constituem o objecto da nota em apreço.

Queiro acceitar, Senhor Ministro, os protestos da minha alta consideração.

(a) Afranio DE MELLO FRANCO.

A Sua Excellencia
o Senhor Thadée Grabowski,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plenipotenciario
da Polonia.

É copia authentica :

Secretaria de Estado das Relações Exteriores
Rio de Janeiro D. F., em 6 de Fevereiro de 1937.

R. Mendes Gonçalves,

Chefe do Serviço dos Limites e Actos Internacionaes.

même matière entre le Brésil et la Pologne, sous forme d'un échange de notes, le 26 août 1930.

2. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement brésilien déclare accepter l'accord administratif dont les dispositions font l'objet de la note en question.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Afranio DE MELLO FRANCO.

A Son Excellence
Monsieur Thadée Grabowski,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Pologne.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4074. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND POLISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN ADMINISTRATIVE AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF DIPLOMATIC CORRESPONDENCE IN SPECIAL BAGS. RIO DE JANEIRO, OCTOBER 15TH, 1932.

I.

735/T/32.

RIO DE JANEIRO, *October 15th, 1932.*

YOUR EXCELLENCY,

Having been duly authorised by my Government, I have the honour to propose to Your Excellency by the present note an Administrative Agreement between the Government of Poland and the Government of Brazil for the exchange of correspondence in special diplomatic bags between the Polish Ministry of Foreign Affairs and the Polish Legation at Rio de Janeiro, and between the Brazilian Ministry of Foreign Affairs and the Brazilian Legation at Warsaw, and *vice versa*.

(1) The Polish Government shall dispatch bags containing its diplomatic correspondence between Warsaw and Rio de Janeiro and *vice versa* by the postal service, which shall enclose them in the mail bags exchanged between the two countries. The keys of the aforesaid diplomatic bags shall be kept by the Polish Ministry of Foreign Affairs and by the Polish Legation at Rio de Janeiro, respectively. These bags shall be inviolable; they shall be handed over to the persons registered as authorised to receive them at the office of consignment after the mail bags have been sorted.

(2) The Brazilian diplomatic bags shall be entitled to the customary facilities and privileges granted by Polish and Brazilian postal administrations to ministerial correspondence. They shall be inviolable and must be enclosed in the mail bags intended for transport of ordinary mails between the Rio de Janeiro office and the Warsaw office. The keys of the said diplomatic bags shall be kept by the Ministry of Foreign Affairs at Rio de Janeiro and by the Brazilian Legation at Warsaw.

(3) The postal administrations of the two countries shall fix by agreement such limits of weight and volume as experience may dictate for the said diplomatic bags in order that they may be enclosed in the mail bags provided for the conveyance of ordinary mails between the two countries.

(4) Until such time as other restrictions have been agreed upon in respect of Brazilian diplomatic bags, the weight of the latter shall not exceed 15 kg. and their dimensions shall not exceed a maximum of 50 cms. in length by 30 cms. in breadth, or equivalent measurement.

(5) The present Agreement may be denounced by note, and such denunciation shall taken effect one month after the date on which it has been received by the Ministry

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

of Foreign Affairs of the other Government. It shall come into force on the date of the exchange of notes confirming the present Agreement, and shall replace the Agreement which was concluded in respect of the same matter between Poland and Brazil in the form of an exchange of notes on August 26th, 1930.

I have the honour to be, etc.

(Signed) TH. GRABOWSKI,
Minister of Poland.

His Excellency
Dr. Afranio de Mello Franco,
Minister for Foreign Affairs of Brazil,
Rio de Janeiro.

II.

LA /52 /451.(72).

October 15th, 1932.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note No. 735/T/32 of the 15th inst., in which Your Excellency was so good as to propose to me an Administrative Agreement between the Brazilian Government and the Polish Government concerning exchange of correspondence in special diplomatic bags, between the Brazilian Ministry of Foreign Affairs and the Brazilian Legation at Warsaw, or between the Polish Ministry of Foreign Affairs and the Polish Legation at Rio de Janeiro, and *vice versa*, such Agreement to be worded as follows :

I. The Brazilian Government shall dispatch the bags containing its diplomatic correspondence between Rio de Janeiro and Warsaw and *vice versa* by the postal service, which shall enclose them in the mail bags exchanged between the two countries. The keys of the aforesaid diplomatic bags shall be kept by the Ministry of Foreign Affairs at Rio de Janeiro and by the Brazilian Legation at Warsaw, respectively. These bags shall be inviolable ; they shall be handed over to the persons registered as authorised to receive them at the office of consignment after the mail bags have been sorted.

II. The Polish diplomatic bags shall be entitled to the customary facilities and privileges granted by Brazilian and Polish postal administrations to ministerial correspondence. They shall be inviolable and must be enclosed in the mail bags intended for transport of ordinary mails between the Warsaw office and the Rio de Janeiro office. The keys of the said diplomatic bags shall be kept by the Ministry of Foreign Affairs at Warsaw and by the Polish Legation at Rio de Janeiro.

III. The postal administrations of the two countries shall fix by agreement such limits of weight and volume as experience may dictate for the said diplomatic bags in order that they may be enclosed in the mail bags provided for the conveyance of ordinary mails between the two countries.

IV. Until such time as other restrictions shall have been agreed upon in respect of Brazilian diplomatic bags, the weight of the latter shall not exceed 15 kg. and their dimensions shall not exceed a maximum of 50 cms. in length by 30 cms. in breadth, or equivalent measurement.

V. The present Agreement may be denounced by note, and such denunciation shall take effect one month after the date on which it has been received by the Ministry of Foreign Affairs of the other Government. It shall come into force on the date of the exchange of notes confirming the present Agreement and shall replace the Agreement

which was concluded in respect of the same matter between Brazil and Poland in the form of an exchange of notes on August 26th, 1930.

2. In reply, I have the honour to inform you that the Brazilian Government hereby declares that it accepts the Administrative Agreement, the provisions of which are set forth in the note in question.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Afranio DE MELLO FRANCO.

His Excellency
Monsieur Tadeus Grabowski,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Poland.

N° 4075.

**ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL
ET URUGUAY**

Traité de commerce et de navigation.
Signé à Rio de Janeiro, le 25
août 1933.

**UNITED STATES OF BRAZIL
AND URUGUAY**

Treaty of Commerce and Navigation.
Signed at Rio de Janeiro, August
25th, 1933.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 4075. — TRATADO¹ DE COMÉRCIO E NAVEGAÇÃO ENTRE A REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL E A REPÚBLICA ORIENTAL DO URUGUAI. ASSINADO NO RIO DE JANEIRO, EM 25 DE AGOSTO DE 1933.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 mars 1937.

A REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e A REPÚBLICA ORIENTAL DO URUGUAI, com o propósito de estreitar cada vez mais a sua antiga amizade, e de facilitar o desenvolvimento das relações de comércio e boa vizinhança entre os dois povos, resolveram concluir e firmar um Tratado de Comércio e Navegação, de conformidade com as recomendações da Conferência reunida na cidade de Montevidéo, de 15 de Dezembro de 1931 a 2 de Janeiro de 1932; e, para êsse fim, nomearam seus Plenipotenciários, a saber:

SUA EXCELÊNCIA O SENHOR CHEFE DO GOVÊRNO PROVISÓRIO DA REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL:

o Senhor Doutor Afranio DE MELLO FRANCO, Ministro de Estado das Relações Exteriores;
e

SUA EXCELÊNCIA O SENHOR PRESIDENTE DA REPÚBLICA ORIENTAL DO URUGUAI:

o Senhor Doutor Juan Carlos BLANCO, Embaixador Extraordinário e Plenipotenciário no Brasil;

os quais, depois de haverem trocado seus Plenos Poderes, achados em boa e devida forma, convieram nos artigos seguintes:

Artigo I.

Os nacionais de cada país contratante gozarão, no território do outro, em suas pessoas e em seus bens móveis e imóveis, ou de qualquer outra espécie, da proteção dos respectivos Governos. Ser-lhes-ão concedidos para seu comércio e indústria e para o exercício dos seus negócios e profissões, os mesmos direitos, vantagens e liberdades já concedidos ou que venham a ser concedidos, de futuro, aos nacionais de cada país, desde que se sujeitem ás leis e regulamentos aí vigentes.

Artigo II.

A qualquer artigo produzido, cultivado ou manufaturado na República dos Estados Unidos do Brasil e importado na República Oriental do Uruguai, nem a qualquer artigo produzido, cultivado ou manufaturado na República Oriental do Uruguai e importado na República dos Estados Unidos do Brasil, quer tais importações se destinem ao consumo, quer se destinem á armazenagem, reexportação ou trânsito, não serão impostos direitos diferentes ou mais elevados do que os que

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Montevideo, le 20 décembre 1933.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4075. — TRATADO ¹ DE COMERCIO Y NAVEGACIÓN ENTRE LA REPUBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL Y LA REPUBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY. FIRMADO EN RIO DE JANEIRO, EL 25 DE AGOSTO DE 1933.

Spanish and Portuguese official texts communicated by the Brazilian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Treaty took place March 13th, 1937.

LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL Y LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY en el propósito de estrechar cada vez más su antigua amistad, y de facilitar el desenvolvimiento de las relaciones de comercio y de buena vecindad entre los dos pueblos, resolvieron concluir y firmar un Tratado de Comercio y Navegación, de conformidad con las recomendaciones de la Conferencia reunida en la ciudad de Montevideo, del 15 de diciembre de 1931 al 2 de enero de 1932 ; y, para ese fin nombraron sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL SEÑOR JEFE DEL GOBIERNO PROVISORIO DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL :

al Señor Doctor Afranio DE MELLO FRANCO, Ministro de Relaciones Exteriores ; y

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY :

al Señor Doctor Juan Carlos BLANCO, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en el Brasil ;

los cuales, después de haber canjeado sus Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes :

Artículo I.

Los nacionales de cada país contratante gozarán, en el territorio del otro en sus personas y en sus bienes muebles e inmuebles, o de cualquier otra especie, de la protección de los respectivos Gobiernos. Les serán concedidos, para su comercio e industria y para el ejercicio de sus negocios y profesiones los mismos derechos, ventajas y libertades ya concedidas o que se concedieren, en el futuro, a los nacionales de cada país, sujetándose a las leyes y reglamentos vigentes.

Artículo II.

A cualquier artículo producido, cultivado o manufacturado en la República de los Estados Unidos del Brasil e importado en la República Oriental del Uruguay ni a cualquier artículo producido, cultivado o manufacturado en la República Oriental del Uruguay e importado en la República de los Estados Unidos del Brasil, ya se destinen esas importaciones al consumo, ya se destinen al almacenaje, reexportación o tránsito, no les serán aplicados derechos diferentes o más elevados

¹ The exchange of ratifications took place at Montevideo, December 20th, 1933.

se pagam ou venham a pagar-se pela importação em qualquer dos países contratantes, para idênticos fins, de artigo semelhante, produzido, cultivado ou manufaturado em qualquer outro país.

Da mesma forma, a qualquer artigo exportado do território de um dos países contratantes para o território do outro, não serão impostos direitos ou gravames diferentes ou mais elevados do que os que se pagam ou venham a pagar-se pelo mesmo artigo exportado para o território de qualquer outro país.

Não será proibida, de modo algum, a exportação de qualquer artigo do território do Brasil ou do Uruguai, para o território de um ou de outro desses países, se tal proibição não fôr igualmente extensiva à exportação do mesmo artigo para o território de qualquer outro país.

Todas as vantagens, favores, privilégios e imunidades já concedidos ou que venham a ser concedidos, por qualquer dos dois países, aos produtos naturais, originários de qualquer outro país, ou destinados ao território de qualquer outro país, serão imediatamente e sem compensação, aplicados aos produtos da mesma natureza, originários do Brasil ou do Uruguai e destinados ao território de qualquer desses países.

Artigo III.

Em tudo o que se refere ao trânsito, armazenagem, primas, facilidades, devolução, reexportação e direitos de trânsito, os indivíduos e as mercadorias do Brasil e do Uruguai deverão ser tratados, no território de um ou de outro país, no mesmo pé de igualdade que os indivíduos e as mercadorias de qualquer outra nação mais favorecida.

Artigo IV.

A República Oriental do Uruguai concederá à República dos Estados Unidos do Brasil, nos seus depósitos fiscais, para esse fim autorizados, armazenagem gratuita por um ano, para as mercadorias declaradas em trânsito para e do Brasil e lhes aplicará a sua tarifa mínima pelas operações de carga e descarga no porto de Montevidéo ; a Direção Geral das Alfândegas do Uruguai expedirá certificados para os artigos de origem brasileira, que sofram transbordo no porto de Montevidéo ou entrem em depósito fiscal em portos uruguaios, para serem reembarcados, com destino a portos brasileiros, em navios de bandeira de qualquer dos dois países contratantes.

Artigo V.

As mercadorias embarcadas em portos do Estado de Mato Grosso e destinadas, via Montevidéo, a outros portos brasileiros, serão declaradas em condições de trânsito na alfândega do porto de embarque, e inscritas, com as seguintes particularidades, no manifesto dos navios que as transportarem : número do conhecimento, marcas e numeração dos volumes, envoltórios, descrição da mercadoria, peso em quilogramas, nome do remetente, nome do consignatário ou à ordem. Uma cópia dessa parte do manifesto deverá ser apresentada, pelo exportador, à alfândega do porto de embarque afim de acompanhar a mercadoria até o seu destino, após ser devidamente referendada e firmada pelas respectivas autoridades. Esse documento deverá ainda conter a verificação do trânsito pela Direção Geral das Alfândegas no porto de Montevidéo, a qual será gratuita e efetuada sempre por funcionários designados pela Direção Geral, que registrarão por escrito e pormenorizadamente o resultado dessa diligência.

Artigo VI.

As mercadorias procedentes de portos do Estado de Mato Grosso, que passem em trânsito para os portos marítimos do Brasil, com entrada, em depósito, no porto de Montevidéo, terão tratamento igual ao concedido no artigo anterior do presente Tratado. Tais mercadorias, quando depositadas nos armazens fiscais de Montevidéo, serão consideradas *em custódia*, devendo a alfândega deste porto fazer constar as datas da entrada e saída respectivas na cópia do manifesto que acompanhar a mercadoria até o seu destino.

de los que se pagan o vinieran a pagarse por la importación en cualquiera de los dos países contratantes, para idénticos fines, del artículo semejante producido, cultivado o manufacturado en cualquier otro país.

De igual modo, a cualquier artículo exportado del territorio de uno de los países contratantes para el territorio del otro, no serán establecidos derechos o gravámenes diferentes o más elevados de los que se pagan o vinieran a pagarse por el mismo artículo exportado para el territorio de cualquier otro país.

No será prohibida, de ningún modo, la exportación de cualquier artículo del territorio del Uruguay o del Brasil para el territorio de uno o otro de estos países si tal prohibición no fuera igualmente extensiva a la exportación del mismo artículo para el territorio de cualquier otro país.

Todas las ventajas, favores, privilegios e inmunidades ya concedidas o que vinieran a ser concedidas, por cualquiera de los países, a los productos naturales, originarios de cualquier otro país, o destinados al territorio de cualquier otro país, serán, inmediatamente y sin compensación, aplicados a los productos de la misma naturaleza, originarios del Brasil o del Uruguay y destinados al territorio de cualquiera de estos países.

Artículo III.

En todo lo que se refiere al tránsito, almacenaje, primas, facilidades, devolución, reexportación y derechos de tránsito, los individuos y las mercaderías del Brasil y del Uruguay deberán ser tratados, en el territorio de uno o de otro país, en el mismo pie de igualdad que los individuos y las mercaderías de cualquier otra nación más favorecida.

Artículo IV.

La República Oriental del Uruguay concederá a la República de los Estados Unidos del Brasil, en sus depósitos fiscales, autorizados para ese fin, almacenaje gratuito por un año, para las mercaderías declaradas en tránsito para y del Brasil, y les aplicará su tarifa mínima por las operaciones de carga y descarga en el puerto de Montevideo; la Dirección General de Aduanas del Uruguay expedirá certificados para los artículos de origen brasileiro, que se transborden en el puerto de Montevideo o entren en depósito fiscal en puertos uruguayos, para ser reembarcados, con destino a puertos brasileiros, en navios de bandera de cualquiera de los dos países contratantes.

Artículo V.

Las mercaderías embarcadas en puertos del Estado de Mato Grosso y destinadas, via Montevideo, a otros puertos brasileiros, serán declaradas en condiciones de tránsito en la Aduana del puerto de embarque, e inscriptas, con las siguientes particularidades, en el manifiesto de los navios que las transporten: número de conocimiento, marcas y numeración de los bultos, envases, descripción de la mercadería, peso en kilogramos, nombre del remitente, nombre del consignatario o a la orden. Una copia de esa parte del manifiesto deberá ser presentada, por el exportador, a la Aduana del puerto de embarque a fin de acompañar la mercadería hasta su destino, después de ser debidamente refrendada y firmada por las respectivas autoridades. Ese documento deberá además contener la verificación de tránsito por la Dirección General de Aduanas en el puerto de Montevideo, la cual será gratuita y efectuada siempre por funcionarios designados por la Dirección General, que registrará por escrito y detalladamente el resultado de esa diligencia.

Artículo VI.

Las mercaderías procedentes de puertos del Estado de Mato Grosso, que pasen en tránsito para los puertos marítimos del Brasil, con entrada, en depósito, en el puerto de Montevideo, tendrán tratamiento igual al concedido en el artículo anterior del presente Tratado. Tales mercaderías, quedando depositadas en los almacenes fiscales de Montevideo, serán consideradas *en custodia*, debiendo la Aduana de este puerto hacer constar las fechas de la entrada y salida respectivas en la copia del manifiesto que acompañe a la mercadería hasta su destino.

Artigo VII.

Para o trânsito terrestre, será empergado um manifesto de carga conforme o modêlo anexo ao Convênio Administrativo Aduaneiro Brasil-Uruguai. Uma duplicata dêsse documento acompanhará a mercadoria até o seu destino em pôrto brasileiro. A Direção Geral das Alfândegas em Montevidéo intervirá, nas mesmas condições que por via fluvial, na fiscalização da operação, fazendo constar a sua intervenção no respectivo documento, que deverá ser apresentado à alfândega brasileira do pôrto de destino.

Artigo VIII.

A navegação de cabotagem ficará reservada a cada país contratante, de acôrdo com as respectivas leis internas. Os navios brasileiros e uruguaios, que efetuarem a navegação entre portos do Brasil e do Uruguai, gozarão de todas as facilidades e isenções aduaneiras e portuárias que a República dos Estados Unidos do Brasil e a República Oriental do Uruguai concederem aos navios da sua própria bandeira.

Artigo IX.

A República dos Estados Unidos do Brasil e a República Oriental do Uruguai considerarão como de bandeira nacional, para os efeitos de comércio, os navios que efetuarem a navegação entre os portos de um e de outro país, dêse do pôrto do Rio de Janeiro, inclusive, até os do Estado de Mato Grosso ou vice-versa, e, bem assim, os navios que trafegarem entre os portos brasileiros e uruguaios da Lagôa Mirim e dos rios Jaguarão, São Miguel e Cebollati, e ainda os que forem, mais tarde, empregados na navegação entre os portos dos dois países, nos rios e arrôios para êsse fim aabilitados.

Artigo X.

A República dos Estados Unidos do Brasil e a República Oriental do Uruguai terão direito de fazer passar locomotivas e vagões carregados ou vazios, do território de um para o do outro país, por todos os pontos de entroncamento das linhas ferroviárias atuais, ou por aqueles que, de futuro, se estabeleçam, de conformidade com a legislação de cada país contratante e o Convênio¹ especial de tráfego mútuo nas linhas férreas de Sant'Ana do Livramento a Rivera, entre o Brasil e a República Oriental do Uruguai, firmado no Rio de Janeiro a 15 de Maio de 1913.

Artigo XI.

Afim de promover o desenvolvimento do intercâmbio comercial entre os países contratantes, reunir-se-á numa cidade do Estado do Rio Grande do Sul ou em Montevidéo uma comissão de técnicos com o fim de estudar a criação de uma união ferroviária com tarifas especiais globais e de zona.

Artigo XII.

O comércio de trânsito entre a República dos Estados Unidos do Brasil e a República Oriental do Uruguai ficará isento, em ambos os países, de todo e qualquer imposto consular. Não obstante o seu caráter gratuito, permanecerá em vigor a intervenção consular nas operações de comércio e de navegação internacional, de conformidade com a legislação e a regulamentação de cada país contratante.

Artigo XIII.

Tornar-se-á extensivo às fronteiras Quaraí-Bella-Unión, Quaraí-Artigas e Rio Branco-Jaguarão, o Convênio Administrativo Aduaneiro vigente entre a República dos Estados Unidos do Brasil e a República Oriental do Uruguai.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 107, page 611.

Artículo VII.

Para el tránsito terrestre, será empleado un manifiesto de carga semejante al modelo anexo al Convenio Administrativo Aduanero Brasil-Uruguay. Un duplicado de ese documento acompañará a la mercadería hasta su destino en puerto brasileiro. La Dirección General de Aduanas de Montevideo intervendrá, en idénticas condiciones que por vía fluvial, en la fiscalización de la operación, haciendo constar su intervención en el respectivo documento, que deberá ser presentado a la Aduana brasileira del puerto de destino.

Artículo VIII.

La navegación de cabotaje quedará reservada a cada país contratante, de acuerdo con las respectivas leyes internas. Los navios brasileiros y uruguayos que efectuaren la navegación entre puertos del Brasil y Uruguay, gozarán de todas las facilidades y exenciones aduaneras y portuarias que la República de los Estados Unidos del Brasil y la República Oriental del Uruguay concedieren a los navios de su propia bandera.

Artículo IX.

La República de los Estados Unidos del Brasil y la República Oriental del Uruguay considerarán como de bandera nacional, para los efectos del comercio, a los navios que efectuaren la navegación entre los puertos de uno o de otro país, desde el puerto de Rio de Janeiro, inclusive, hasta los del Estado de Mato Grosso o vice-versa, así como a los navios que traficaren entre los puertos brasileiros y uruguayos de la Laguna Merín y de los ríos Yaguarón, San Miguel y Cebollati y aún los que fueren, más tarde, empleados en la navegación entre los puertos de los dos países, en los ríos y arroyos habilitados para ese fin.

Artículo X.

La República de los Estados Unidos del Brasil y la República Oriental del Uruguay tendrán derecho de hacer pasar locomotoras y vagones cargados o vacíos, del territorio de un país para el otro por todos los puntos de empalme de las líneas ferroviarias actuales, o por aquellas que, en el futuro, se establezcan de conformidad con la legislación de cada país contratante y el Convenio especial de tránsito mútuo en las líneas férreas de Santa Anna do Livramento a Rivera, entre el Brasil y la República Oriental del Uruguay firmado en Rio de Janeiro el 15 de mayo de 1913.

Artículo XI.

A fin de promover el desenvolvimiento del intercambio comercial entre los países contratantes, se reunirá en Montevideo o en una ciudad del Estado de Río Grande del Sur una comisión de técnicos con el fin de estudiar la creación de una unión ferroviaria con tarifas especiales, globales y de zona.

Artículo XII.

El comercio de tránsito entre la República de los Estados Unidos del Brasil y la República Oriental del Uruguay quedará exento, en ambos países, de todo impuesto consular. No obstante su carácter gratuito, permanecerá en vigor la intervención consular en las operaciones de comercio y de navegación internacional, de acuerdo con la legislación y la reglamentación de cada país contratante.

Artículo XIII.

Se hace extensivo a las fronteras Quarahy-Bella Unión, Quarahy-Artigas y Río Branco-Yaguarón, el Convenio Administrativo Aduanero vigente entre la República de los Estados Unidos del Brasil y la República Oriental del Uruguay.

Artigo XIV.

Será completamente livre de direitos aduaneiros, na República dos Estados Unidos do Brasil e na República Oriental do Uruguai, por suas fronteiras terrestres e por suas alfândegas autorizadas para esse fim, e situadas nas margens da Lagôa Mirim e dos rios Jaguarão, São Miguel, Cebollati e Quaraím, a importação dos seguintes produtos originários de qualquer dos dois países contratantes: farinha de mandioca, gado em pé ovino e equino, reprodutores bovinos e ovinos de cria (êstes por qualquer pôrto dos dois países), aves, forragens, verduras e legumes frescos, ovos, manteiga, banha, queijo, cremes de leite, milho, linho, avêia, cevada, sementes oleaginosas e cascas, folhas e plantas para curtir.

Artigo XV.

Será completamente livre de direitos aduaneiros, na República dos Estados Unidos do Brasil e na República Oriental do Uruguai, por suas fronteiras terrestres e por suas alfândegas autorizadas para esse fim, e situadas nas margens da Lagôa Mirim e dos rios Jaguarão, São Miguel, Cebollati e Quaraím, a importação de quotas anuais, para cada país, dos seguintes produtos originários de qualquer dêles :

- a) 10.000 (dez mil) toneladas de trigo ou seu equivalente em farinha de trigo, tomando-se por base setenta (70) quilos de farinha por cem (100) quilos de trigo, quando a legislação geral do país importador permita a entrada de farinha ;
- b) 4.000 (quatro mil) toneladas de batatas ;
- c) 8.000 (oito mil) toneladas de pinho do Brasil, serrado, em tábuas e pranchões ;
- d) 200.000 (duzentas mil) cabeças de gado bovino de corte e de invernar.

Artigo XVI.

O Governo da República dos Estados Unidos do Brasil permitirá a importação anual, livre de direitos, de 2.000 (duas mil) toneladas de xarque uruguaio transportado por navio de bandeira brasileira ou uruguaia, com destino a portos do Brasil, de Pernambuco inclusive, para o Norte, e, ainda de 4.000 (quatro mil) toneladas de carne ovina (ovelhas, cordeiros e capões), transportada em navios de qualquer bandeira para qualquer pôrto brasileiro.

Artigo XVII.

O país exportador distribuirá, entre os seus produtores e pela forma que julgar mais conveniente, as quotas a que se referem os artigos XV e XVI do presente Tratado.

Artigo XVIII.

O Governo da República Oriental do Uruguai permitirá a importação, livre de direitos, de sal procedente de portos do Brasil, de Pernambuco, inclusive, para o Norte, e destinado às xarqueadas situadas no seu território.

Artigo XIX.

O Governo da República Oriental do Uruguai suspenderá o imposto de ausentismo que grava os bens imóveis situados no seu território e pertencentes a cidadãos brasileiros que não residam no Uruguai.

Artigo XX.

Durante a vigência do presente Tratado, a lista dos produtos enumerados nos artigos XIV, XV, XVI e XVIII poderá ser revista, anualmente, por iniciativa de qualquer dos dois Governos contratantes, sem que as alterações que se lhe façam atinjam as outras disposições do mesmo Tratado.

Artículo XIV.

Será completamente libre de derechos aduaneros, en la República de los Estados Unidos del Brasil y en la República Oriental del Uruguay, por sus fronteras terrestres y por sus aduanas, autorizadas para ese fin, y situadas en las márgenes de la Laguna Merín y de los ríos Yaguarón, San Miguel, Cebollati y Cuareim, la importación de los siguientes productos originarios de cualquiera de los dos países contratantes : fariña (harina de mandioca), ganado en pie ovino y equino, reproductores bovinos y ovinos de cría (estos por cualquier puerto de los dos países), aves, forrajes, verduras y legumbres frescas, huevos, manteca, grasa de cerdo, quesos, cremas de leche, maíz, lino, avena, cebada, semillas oleaginosas y cortezas, hojas y plantas para curtir.

Artículo XV.

Será completamente libre de derechos aduaneros, en la República de los Estados Unidos del Brasil y en la República Oriental del Uruguay, por sus fronteras terrestres y por sus aduanas, autorizadas para ese fin y situadas en las márgenes de la Laguna Merín y de los ríos Yaguarón, San Miguel, Cebollati y Cuareim, la importación de cuotas anuales, para cada país, de los siguientes productos originarios de cualquiera de ellos :

- a) 10.000 (diez mil) toneladas de trigo o su equivalente en harina de trigo, tomándose por base setenta (70) kilos de harina por cien (100) kilos de trigo, cuando la legislación general del país importador permita la entrada de harina ;
- b) 4.000 (cuatro mil) toneladas de papas ;
- c) 8.000 (ocho mil) toneladas de pino del Brasil, aserrado, en tablas y tablonés ;
- d) 200.000 (doscientas mil) cabezas de ganado bovino para faena o internadas.

Artículo XVI.

El Gobierno de la República de los Estados Unidos del Brasil permitirá la importación anual, libre de derechos, de 2.000 (dos mil) toneladas de charque uruguayo, transportado por navios de bandera brasilera o uruguaya con destino a puertos del Brasil, de Pernambuco inclusive, al Norte, como también de 4.000 (cuatro mil) toneladas de carne ovina (ovejas, corderos y capones), transportada en navios de cualquier nacionalidad a cualquier puerto brasilero.

Artículo XVII.

El país exportador distribuirá, entre sus productores y en la forma que juzgare más conveniente, as cuotas a que se refieren los artículos XV y XVI del presente Tratado.

Artículo XVIII.

El Gobierno de la República Oriental del Uruguay permitirá la importación, libre de derechos, de sal procedente de puertos del Brasil, de Pernambuco, inclusive, para el Norte, y destinada a las charqueadas situadas en su territorio.

Artículo XIX.

El Gobierno de la República Oriental del Uruguay suspenderá el impuesto de ausentismo que grava los bienes inmuebles situados en su territorio y pertenecientes a ciudadanos brasileros que no residan en el Uruguay.

Artículo XX.

Durante la vigencia del presente Tratado, la lista de los productos enumerados en los artículos XIV, XV, XVI y XVIII podrá ser revisada anualmente, por iniciativa de cualquiera de los dos Gobiernos contratantes, sin que las alteraciones que se le hagan afecten las otras disposiciones del mismo Tratado.

Artigo XXI.

A origem das mercadorias será autenticada por meio de certificados, que serão expedidos pelas autoridades para esse fim designadas pelos Governos da República dos Estados Unidos do Brasil e da República Oriental do Uruguai e gratuitamente visados pelos funcionários do país importador.

Artigo XXII.

Reunir-se-á uma comissão de técnicos veterinários da República dos Estados Unidos do Brasil e da República Oriental do Uruguai afim de estudar as medidas comuns de caráter sanitário a que são submetidos os animais procedentes de um dos países contratantes e importados no outro país.

Parágrafo unico : Enquanto não se reunir a comissão a que se refere o presente artigo, serão aplicadas as disposições sanitárias vigentes em cada país contratante.

Artigo XXIII.

Serão aplicadas aos produtos agrícolas importados na República dos Estados Unidos do Brasil e na República Oriental do Uruguai as disposições contidas nas cláusulas 1, 2, 3, 4, 5 e 6 da Convenção Sanitária de Defesa Agrícola celebrada em Montevidéo, a 10 de Maio de 1913.

Artigo XXIV.

Reunir-se-á uma comissão de peritos da República dos Estados Unidos do Brasil e da República Oriental do Uruguai e, si possível, da República Argentina, afim de estudar a melhor forma de favorecer o trânsito e o intercâmbio regular de comércio entre os três países, e de reprimir o contrabando que neles se efetue.

Artigo XXV.

O Governo da República dos Estados Unidos do Brasil e o Governo da República Oriental do Uruguai se comprometem a enviar, reciprocamente, dois exemplares, devidamente autenticados, de todos os novos códigos, leis, decretos, ordenanças, regulamentos e tarifas relativas ao comércio e à navegação, dentro do mais breve prazo possível, após a respectiva publicação.

Artigo XXVI.

O presente Tratado será ratificado, e os respectivos instrumentos de ratificação serão trocados na cidade de Montevidéo, no mais breve prazo possível.

Entrará em vigor na data da troca das ratificações e permanecerá vigente durante três anos a contar dessa data.

Findo esse prazo, será prorrogado tácitamente até que qualquer dos dois Governos contratantes o denuncie, mediante notificação prévia de seis meses.

Em fé do que, os Plenipotenciários acima nomeados assinaram o presente Tratado, em dois exemplares, cada um dos quais nas línguas portuguesa e castelhana, e nele apuzeram os seus selos.

Feito no Rio de Janeiro, aos vinte e cinco dias do mês de Agôsto de 1933.

(L. S.) Afranio DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Juan Carlos BLANCO.

É copia authentica :

Secretaria de Estado das Relações Exteriores,

Rio de Janeiro D. F., 1º de Fevereiro de 1937.

R. Mendes Gonçalves,

Chefe do Serviço dos Limites e Actos Internacionaes.

Artículo XXI.

El origen de las mercaderías será autenticado por medio de certificados, que serán expedidos por las autoridades para ese fin designadas por los Gobiernos de la República de los Estados Unidos del Brasil y de la República Oriental del Uruguay y gratuitamente visados por los funcionarios del país importador.

Artículo XXII.

Se reunirá una comisión de técnicos veterinarios de la República de los Estados Unidos del Brasil y de la República Oriental del Uruguay, a fin de estudiar las medidas comunes de carácter sanitario a que son sometidos los animales procedentes de cada uno de los países contratantes e importados en el otro país.

Párrafo único. Mientras no se reuna la comisión a que se refiere el presente artículo, serán aplicadas las disposiciones sanitarias vigentes en cada país contratante.

Artículo XXIII.

Serán aplicadas a los productos agrícolas importados en la República de los Estados Unidos del Brasil y en la República Oriental del Uruguay las disposiciones contenidas en las cláusulas 1, 2, 3, 4, 5 y 6 de la Convención Sanitaria de Defensa Agrícola, celebrada en Montevideo, el 10 de mayo de 1913.

Artículo XXIV.

Se reunirá una comisión de peritos de la República de los Estados Unidos del Brasil y de la República Oriental del Uruguay y si es posible de la República Argentina, a fin de estudiar la mejor forma de favorecer el tránsito y el intercambio regular de comercio entre los tres países, y de reprimir el contrabando que en ellos se efectúe.

Artículo XXV.

El Gobierno de la República de los Estados Unidos del Brasil y el Gobierno de la República Oriental del Uruguay se comprometen a enviar, recíprocamente, dos ejemplares, debidamente autenticados, de todos los nuevos códigos, leyes, decretos, ordenanzas, reglamentos y tarifas relativas al comercio y a la navegación, dentro del más breve plazo posible, después de su promulgación.

Artículo XXVI.

El presente Tratado será ratificado, y los respectivos instrumentos de ratificación serán canjados en la ciudad de Montevideo, en el más breve plazo posible.

Entrará en vigor en la fecha del cambio de ratificaciones y permanecerá vigente durante tres años a contar desde esa fecha.

Terminado ese plazo, será prorrogado tácitamente hasta que cualquiera de los dos Gobiernos contratantes lo denuncie, mediante notificación previa de seis meses.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios arriba nombrados firmaron el presente Tratado, en dos ejemplares, cada uno de los cuales en lengua portuguesa y castellana y pusieron en cada uno sus sellos.

Hecho en Rio de Janeiro, a los veinticinco días del mes de agosto de 1933.

(L. S.) Afranio DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Juan Carlos BLANCO.

É copia authentica :

Secretaria de Estado das Relações Exteriores,
Rio de Janeiro D. F., 1º de Fevereiro de 1937.

R. Mendes Gonçalves,

Chefe do Serviço dos Limites e Actos Internacionaes.

¹ TRADUCTION.

N^o 4075. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ET LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY. SIGNÉ A RIO DE JANEIRO, LE 25 AOUT 1933.

LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL et LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY, désireuses de resserrer toujours plus étroitement les liens d'une amitié ancienne et de faciliter le développement des relations commerciales et de bon voisinage entre les deux peuples, ont résolu de conclure et de signer un traité de commerce et de navigation, conformément aux recommandations de la conférence réunie à Montevideo du 15 décembre 1931 au 2 janvier 1932, et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

SON EXCELLENCE LE CHEF DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

Le D^r Afranio DE MELLO FRANCO, ministre des Relations extérieures ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

Le D^r Juan Carlos BLANCO, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire au Brésil ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants de chaque pays contractant jouiront, sur le territoire de l'autre, tant en ce qui concerne leurs personnes que leurs biens meubles et immeubles ou de quelque autre espèce, de la protection des gouvernements respectifs. Il leur sera accordé, pour leur commerce et leur industrie, ainsi que pour l'exercice de leur métier et de leur profession, les mêmes droits, avantages et libertés déjà accordés ou qui pourraient être accordés aux ressortissants de chaque pays, sous réserve qu'ils se conformeront aux lois et règlements en vigueur.

Article II.

Les articles produits, cultivés ou manufacturés dans la République des Etats-Unis du Brésil et importés dans la République orientale de l'Uruguay, de même que les articles produits, cultivés ou manufacturés dans la République orientale de l'Uruguay et importés dans la République des Etats-Unis du Brésil, tant aux fins de consommation que d'entreposage, de réexportation ou de transit, ne seront pas assujettis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés ou pourraient être acquittés pour l'importation, à des fins identiques, dans l'un quelconque des deux pays contractants, d'articles similaires produits, cultivés ou manufacturés dans tout autre pays.

De même, les articles exportés du territoire de l'un des pays contractants à destination du territoire de l'autre ne seront pas assujettis à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés ou pourraient être acquittés pour les mêmes articles exportés à destination du territoire de tout autre pays.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4075. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL AND THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY. SIGNED AT RIO DE JANEIRO, AUGUST 25TH, 1933.

THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL and THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY, being desirous of strengthening still further their friendship of long standing and promoting the development of commercial and neighbourly relations between the two countries, have resolved to conclude and sign a Treaty of Commerce and Navigation, in accordance with the recommendations of the Conference held in the City of Montevideo from December 15th, 1931, to January 2nd, 1932, and for this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE HEAD OF THE PROVISIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. Afranio DE MELLO FRANCO, Minister for Foreign Affairs; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

Dr. Juan Carlos BLANCO, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Brazil ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The nationals of each of the contracting countries shall enjoy, in the territory of the other, in regard to their persons and their movable and immovable or any other kind of property, the protection of the respective Governments. They shall be granted, for their trade and industry and the exercise of their business or profession, the same rights, advantages and privileges as have been or may hereafter be granted to the nationals of each country, provided they comply with the laws and regulations in force.

Article II.

Articles produced, grown or manufactured in the Republic of the United States of Brazil and imported into the Oriental Republic of Uruguay, and articles produced, grown or manufactured in the Oriental Republic of Uruguay and imported into the Republic of the United States of Brazil, whether such imports are intended for consumption or for storage, re-exportation or transit, shall not be subject to duties other or higher than those which are or may hereafter be paid on imports into either of the two contracting countries, for like purposes, of similar articles produced, grown or manufactured in any other country.

Similarly, articles exported from the territory of either of the contracting countries to the territory of the other shall not be subject to duties or charges other or higher than those which are or may hereafter be paid on the same articles exported to the territory of any other country.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

L'exportation d'un article quelconque du territoire du Brésil ou de l'Uruguay à destination du territoire de l'un ou de l'autre de ces pays ne fera l'objet d'aucune prohibition, à moins que celle-ci ne soit également applicable à l'exportation du même article à destination du territoire de tout autre pays.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités déjà accordés ou qui viendraient à être accordés, par l'un quelconque des deux pays, aux produits naturels originaires de quelque autre pays ou destinés au territoire de quelque autre pays, seront immédiatement et sans compensation accordés aux produits de même nature originaires du Brésil ou de l'Uruguay et destinés au territoire de l'un quelconque de ces pays.

Article III.

Pour tout ce qui concerne le transit, l'entreposage, les primes, les facilités, l'envoi en retour, la réexportation et les droits de transit, les individus et les marchandises du Brésil et de l'Uruguay devront être traités, sur le territoire de l'un ou de l'autre pays, sur le même pied d'égalité que les individus et les marchandises de toute autre nation plus favorisée.

Article IV.

La République orientale de l'Uruguay accordera à la République des Etats-Unis du Brésil, dans ses entrepôts de douane autorisés à cet effet, l'entreposage gratuit pendant un an pour les marchandises déclarées en transit à destination et en provenance du Brésil et leur appliquera son tarif minimum pour les opérations de chargement et de déchargement dans le port de Montevideo ; la direction générale des douanes de l'Uruguay délivrera des certificats pour les articles d'origine brésilienne transbordés dans le port de Montevideo ou mis en entrepôt de douane dans des ports uruguayens pour être réembarqués à destination de ports brésiliens sur des navires battant pavillon de l'un quelconque des deux pays contractants.

Article V.

Les marchandises embarquées dans des ports de l'Etat de Mato Grosso et destinées, *via* Montevideo, à d'autres ports brésiliens, seront déclarées en transit à la douane du port d'embarquement et inscrites, avec les indications suivantes, sur le manifeste des navires qui les transportent : numéro du connaissement, marques et numéros des colis, emballages, désignation de la marchandise, poids en kilogrammes, nom de l'expéditeur, nom du consignataire ou « à ordre ». Copie de cette partie du manifeste devra être présentée par l'exportateur à la douane du port d'embarquement et accompagner la marchandise jusqu'à son point de destination, après avoir été dûment légalisée et signée par les autorités compétentes. Ce document devra en outre contenir une mention attestant que l'opération de transit a été vérifiée par la direction générale des douanes dans le port de Montevideo ; cette vérification sera gratuite et devra toujours être effectuée par des fonctionnaires désignés par la direction générale, qui enregistreront par écrit et en détail le résultat de cette opération.

Article VI.

Les marchandises provenant de ports de l'Etat de Mato Grosso, passant en transit à destination des ports maritimes du Brésil et entreposées dans le port de Montevideo, bénéficieront du même traitement que celui qui est prévu à l'article précédent du présent traité. Ces marchandises, lorsqu'elles seront déposées dans les entrepôts de douane de Montevideo, seront considérées comme étant *en garde*, et la douane de ce port devra inscrire les dates d'entrée et de sortie respectives sur la copie du manifeste qui accompagne la marchandise jusqu'à son point de destination.

Article VII.

Pour le transit terrestre, il sera fait usage d'une lettre de voiture conforme au modèle annexé à la Convention administrative douanière conclue entre le Brésil et l'Uruguay. Un duplicata de ce document accompagnera la marchandise jusqu'au port brésilien de destination. La direction

The exportation of any article whatsoever from the territory of Uruguay or Brazil to the territory of either of these countries shall in no case be prohibited unless this prohibition also applies to the exportation of the same article to the territory of any other country.

All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be accorded by either of the countries to natural products originating in or consigned to the territory of any other country shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in Brazil or Uruguay and consigned to the territory of either of those countries.

Article III.

In all matters relating to transit, storage, bounties, facilities, return of consignments, re-export and transit duties, Brazilian and Uruguayan nationals and goods shall be treated in the territory of either country on the same footing as the nationals and goods of any other more favoured nation.

Article IV.

The Oriental Republic of Uruguay shall grant to the Republic of the United States of Brazil, in its Customs warehouses authorised for this purpose, free storage for one year for goods declared to be in transit to or from Brazil and shall charge its minimum tariff for loading and unloading operations at the port of Montevideo ; the General Directorate of Customs of Uruguay shall issue certificates for articles of Brazilian origin transhipped at the port of Montevideo or stored in Customs warehouses at Uruguayan ports for reshipment to Brazilian ports by vessels flying the flag of either of the contracting countries.

Article V.

Goods shipped from ports of the State of Mato Grosso and consigned via Montevideo to other Brazilian ports shall be declared as in transit at the Customs office of the port of shipment and included in the manifest of the vessels carrying them, the following particulars being given : number of bill of lading, marks and numbers of the packages, packing, description of goods, weight in kilogrammes, name of consignor, name of consignee or the words " to order ". A copy of this part of the manifest shall be submitted by the exporter to the Customs office of the port of shipment to accompany the goods until they reach their destination, after it has been duly legalised and signed by the competent authorities. This document must also contain a statement to the effect that the transit operations have been verified by the General Directorate of Customs at the port of Montevideo. No charge shall be made for this verification, which shall in every case be effected by officials appointed by the General Directorate ; the latter shall specify the result of this proceeding in writing and in detail.

Article VI.

Goods coming from ports in the State of Mato Grosso and entering the port of Montevideo, being warehoused there in transit for Brazilian seaports, shall also be treated in the manner provided for in the previous Article of the present Treaty. Such goods, when they are stored in the Customs warehouse at Montevideo, shall be regarded as *in safe-keeping* and the Customs office of that port must note the date of their entry and departure in the copy of the manifest accompanying the goods as far as their destination.

Article VII.

In the case of land transit, a waybill similar to the model annexed to the Customs Administrative Convention between Brazil and Uruguay shall be employed. A duplicate of this document shall accompany the goods to the Brazilian port of destination. The General Directorate of Customs

générale des douanes de Montevideo interviendra, dans les mêmes conditions que pour le transit par voie fluviale, dans le contrôle de l'opération et fera mention de son intervention dans le document respectif qui devra être présenté à la douane brésilienne du port de destination.

Article VIII.

Le cabotage sera réservé à chaque pays contractant, conformément à sa législation interne. Les navires brésiliens et uruguayens naviguant entre des ports du Brésil et de l'Uruguay jouiront en matière de douanes et d'utilisation des ports de toutes les facilités et exemptions que la République des Etats-Unis du Brésil et la République orientale de l'Uruguay accordent aux navires battant leur propre pavillon.

Article IX.

La République des Etats-Unis du Brésil et la République orientale de l'Uruguay considéreront comme battant le pavillon national, aux fins d'ordre commercial, les navires circulant entre les ports de l'un ou de l'autre pays, du port de Rio de Janeiro inclus jusqu'aux ports de l'Etat de Mato Grosso ou *vice versa*, ainsi que les navires trafiquant entre les ports brésiliens et uruguayens de la lagune Mirim et des fleuves Jaguarão, São Miguel et Cebollati, enfin ceux qui seraient plus tard affectés à la navigation entre les ports des deux pays, sur les fleuves et rivières utilisés à cette fin.

Article X.

La République des Etats-Unis du Brésil et la République orientale de l'Uruguay auront le droit de faire passer des locomotives et des wagons, chargés ou vides, du territoire d'un pays dans le territoire de l'autre, par tous les points de raccordement des voies ferrées actuelles ou par celles qui seraient établies à l'avenir, conformément à la législation de chaque pays contractant et à la Convention spéciale du trafic mutuel sur les voies ferrées de Sant'Ana do Livramento à Rivera, conclue entre le Brésil et la République orientale de l'Uruguay et signée à Rio de Janeiro le 15 mai 1913.

Article XI.

Afin de favoriser le développement des échanges commerciaux entre les pays contractants, une commission de techniciens se réunira dans une ville de l'Etat de Rio Grande do Sul ou à Montevideo pour étudier la création d'une union ferroviaire avec tarifs spéciaux globaux et de zone.

Article XII.

Le commerce de transit entre la République des Etats-Unis du Brésil et la République orientale de l'Uruguay sera exempt, dans les deux pays, de toute espèce d'impôt consulaire. Nonobstant son caractère gratuit, l'intervention consulaire sera maintenue dans les opérations de commerce international et de navigation internationale, conformément à la législation et aux règlements de chaque pays contractant.

Article XIII.

La convention administrative douanière en vigueur entre la République des Etats-Unis du Brésil et la République orientale de l'Uruguay sera étendue aux frontières Quaraí-Bella-Unión, Quaraí-Artigas et Rio Branco-Jaguarão.

Article XIV.

Sera entièrement exempte de droits de douane, dans la République des Etats-Unis du Brésil et dans la République orientale de l'Uruguay, par leurs frontières terrestres et par leurs douanes autorisées à cet effet et situées sur les rives de la lagune Mirim et des fleuves Jaguarão, São Miguel, Cebollati et Quaraím, l'importation des produits suivants, originaires de l'un quelconque des deux

at Montevideo shall supervise the operation in the same manner as in the case of goods sent by river and shall state that it has done so in the document in question, which shall be submitted to the Brazilian Customs office at the port of destination.

Article VIII.

The coasting trade shall be reserved for each contracting country in accordance with its municipal law. Brazilian and Uruguayan vessels plying between Brazilian and Uruguayan ports shall enjoy, in the matter of Customs treatment and the use of ports, all the facilities and exemptions granted by the Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay to vessels flying their own flag.

Article IX.

For purposes of trade, the Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay shall regard as vessels flying the national flag those plying between the ports of either country, from the port of Rio de Janeiro inclusive as far as the ports of the State of Mato Grosso or *vice versa*, and also vessels trading between the Brazilian and Uruguayan ports on the Mirim Lagoon and the Rivers Jaguarão, São Miguel and Cebollati, and those which may hereafter ply between the ports of the two countries on the rivers and streams suited to this purpose.

Article X.

The Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay shall have the right to run locomotives and loaded or empty wagons from the territory of one country to that of the other through all the junctions of existing railway lines or lines established hereafter, in accordance with the legislation of each contracting country and the special agreement relating to mutual transit on the railway lines from Sant'Ana do Livramento to Rivera, concluded between Brazil and the Oriental Republic of Uruguay and signed at Rio de Janeiro on May 15th, 1913.

Article XI.

With a view to promoting the development of commercial exchanges between the contracting countries, a commission of experts shall meet at Montevideo or a city in the State of Rio Grande do Sul for the purpose of studying the possibility of establishing a railway union with special general and local tariffs.

Article XII.

The transit trade between the Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay shall be exempt in both countries from any consular fees. Although no charge will be made, consular intervention in operations relating to international trade and navigation shall continue, in accordance with the laws and regulations of each contracting country.

Article XIII.

The Customs Administrative Convention in force between the Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay shall be extended to the Quaraí-Bella Unión, Quaraí-Artigas and Rio Branco-Jaguarão frontiers.

Article XIV.

The following products originating in either of the two contracting countries shall be imported across their land frontiers and through their Customs offices authorised for this purpose and situated on the banks of the Mirim Lagoon and the Rivers Jaguarão, São Miguel, Cebollati and Quaraím free of all Customs duties in the Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic

pays contractants : farine de manioc, ovidés et équidés sur pied, reproducteurs bovins et ovins pour l'élevage (ceux-ci par n'importe quel port des deux pays), volaille, fourrage, herbes potagères et légumes frais, œufs, beurre, saindoux, fromage, crème de lait, maïs, lin, avoine, orge, graines oléagineuses et écorces, feuilles et plantes pour le tannage.

Article XV.

Sera entièrement exempte de droits de douane, dans la République des Etats-Unis du Brésil et dans la République orientale de l'Uruguay, par leurs frontières terrestres et par leurs douanes autorisées à cet effet et situées sur les rives de la lagune Mirim et des fleuves Jaguarão, São Miguel, Cebollati et Quaraím, l'importation de contingents annuels, pour chaque pays, des produits suivants, originaires de l'un quelconque d'entre eux :

- a) 10.000 (dix mille) tonnes de blé ou l'équivalent en farine de blé, calculé à raison de soixante-dix (70) kilos de farine pour cent (100) kilos de blé, lorsque la législation générale du pays importateur autorise l'entrée de la farine ;
- b) 4.000 (quatre mille) tonnes de pommes de terre ;
- c) 8.000 (huit mille) tonnes de bois de sapin du Brésil, scié, en planches et madriers ;
- d) 200.000 (deux cent mille) têtes de bétail bovin pour le labour et l'hivernage.

Article XVI.

Le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil autorisera l'importation annuelle, en franchise, de 2.000 (deux mille) tonnes de viande de bœuf salée et boucanée de l'Uruguay, transportées par navires battant pavillon brésilien ou uruguayen à destination de ports du Brésil, de Pernambouc inclus vers le nord, ainsi que de 4.000 (quatre mille) tonnes de viande de mouton (brebis, agneau et mouton) transportées sur des navires de quelque nationalité que ce soit à destination de n'importe quel port brésilien.

Article XVII.

Le pays exportateur répartira entre ses producteurs et de la façon qu'il jugera la plus opportune les contingents mentionnés aux articles XV et XVI du présent traité.

Article XVIII.

Le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay autorisera l'importation en franchise de sel provenant de ports du Brésil, de Pernambouc inclus vers le nord, et destiné aux établissements de boucanage situés sur son territoire.

Article XIX.

Le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay suspendra l'impôt d'absence (*impuesto de ausentismo*) qui frappe les biens immobiliers situés sur son territoire et appartenant à des citoyens brésiliens ne résidant pas en Uruguay.

Article XX.

Pendant la durée d'application du présent traité, la liste des produits énumérés aux articles XIV, XV, XVI et XVIII pourra être révisée annuellement sur l'initiative de l'un des deux gouvernements contractants, sans que les changements qui y seront éventuellement apportés affectent les autres dispositions dudit traité.

of Uruguay : manioc flour, live sheep and horses, bulls and rams for breeding purposes (the latter through any port of the two countries), poultry, fodder, fresh green vegetables and legumes, eggs, butter, lard, cheese, cream, maize, flax, oats, barley, oil seeds and barks, leaves and plants for tanning purposes.

Article XV.

Annual quotas for each country of the following products originating in either of them shall be imported across their land frontiers and through their Customs offices authorised for this purpose and situated on the banks of the Mirim Lagoon and the Rivers Jaguarão, São Miguel, Cebollati and Quaraím free of all Customs duties in the Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay :

- (a) 10,000 (ten thousand) tons of wheat or their equivalent in wheat flour, at the rate of seventy (70) kilogrammes of flour to one hundred (100) kilogrammes of wheat, when the general legislation of the importing country authorises the importation of flour ;
- (b) 4,000 (four thousand) tons of potatoes ;
- (c) 8,000 (eight thousand) tons of sawn Brazilian pine in boards and planks ;
- (d) 200,000 (two hundred thousand) head of cattle for ploughing or wintering.

Article XVI.

The Government of the Republic of the United States of Brazil shall authorise the annual importation, duty free, of 2,000 (two thousand) tons of Uruguayan jerked beef, conveyed by vessels flying the Brazilian or Uruguayan flag to Brazilian ports, from Pernambuco inclusive northwards and also of 4,000 (four thousand) tons of mutton (sheep, lambs and wethers) conveyed by vessels of any nationality to any Brazilian port.

Article XVII.

The exporting country shall distribute the quotas referred to in Articles XV and XVI of the present Treaty among its producers in such manner as it may think fit.

Article XVIII.

The Government of the Oriental Republic of Uruguay shall authorise the importation, duty free, of salt coming from Brazilian ports, from Pernambuco inclusive northwards, for the jerked beef factories situated in its territory.

Article XIX.

The Government of the Oriental Republic of Uruguay shall waive the absence tax (*impuesto de ausentismo*) on immovable property situated in its territory belonging to Brazilian citizens who are not resident in Uruguay.

Article XX.

During the period of validity of the present Treaty, the list of products enumerated in Articles XIV, XV, XVI and XVIII may be revised each year on the initiative of either of the contracting Governments ; the changes which may be made therein shall not, however, affect the other provisions of the said Treaty.

Article XXI.

L'origine des marchandises sera établie au moyen de certificats qui seront délivrés par les autorités désignées à cet effet par les Gouvernements de la République des Etats-Unis du Brésil et de la République orientale de l'Uruguay et gratuitement visés par les fonctionnaires du pays importateur.

Article XXII.

Une commission d'experts vétérinaires de la République des Etats-Unis du Brésil et de la République orientale de l'Uruguay se réunira afin d'étudier les mesures communes de caractère sanitaire auxquelles sont soumis les animaux provenant de l'un des pays contractants et importés dans l'autre pays.

Paragraphe unique : Tant que la commission visée au présent article ne se sera pas réunie, les dispositions sanitaires en vigueur dans chaque pays contractant seront appliquées.

Article XXIII.

Les produits agricoles importés dans la République des Etats-Unis du Brésil et dans la République orientale de l'Uruguay seront soumis aux dispositions des clauses 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la Convention sanitaire de défense agricole conclue à Montevideo le 10 mai 1913.

Article XXIV.

Une commission d'experts de la République des Etats-Unis du Brésil et de la République orientale de l'Uruguay, et, si possible, de la République Argentine, se réunira afin d'étudier les moyens les plus propres à favoriser le transit et les échanges commerciaux réguliers entre les trois pays et à y réprimer toute contrebande.

Article XXV.

Le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay s'engagent à s'adresser réciproquement deux exemplaires dûment certifiés de tous les nouveaux codes, lois, décrets, ordonnances, règlements et tarifs relatifs au commerce et à la navigation, dans le plus bref délai possible après leur promulgation.

Article XXVI.

Le présent traité sera ratifié et les instruments respectifs de ratification seront échangés à Montevideo dans le plus bref délai possible.

Il entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans à compter de cette date.

A l'expiration de ce délai, sa validité sera tacitement prolongée jusqu'au moment où l'un des deux gouvernements contractants l'aura dénoncé moyennant préavis de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité en deux exemplaires, chacun en langue portugaise et en langue espagnole, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rio de Janeiro, le vingt-cinq août 1933.

(L. S.) Afranio DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Juan Carlos BLANCO.

Article XXI.

The origin of the goods shall be established by means of certificates which shall be issued by the authorities appointed for this purpose by the Governments of the Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay and visaed free of charge by the officials of the importing country.

Article XXII.

A commission of veterinary experts of the Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay shall meet for the purpose of studying the joint health measures to which animals coming from either of the contracting countries and imported into the other country are subject.

Single paragraph. Pending the meeting of the commission referred to in the present Article, the health provisions in force in each of the contracting countries shall be applied.

Article XXIII.

The provisions of clauses 1, 2, 3, 4, 5 and 6 of the Sanitary Convention for the Protection of Agriculture concluded at Montevideo on May 10th, 1913, shall be applied to agricultural products imported into the Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay.

Article XXIV.

A commission of experts of the Republic of the United States of Brazil and the Oriental Republic of Uruguay and, if possible, of the Argentine Republic shall meet for the purpose of studying the best method of promoting transit and regular commercial exchanges between the three countries and suppressing any smuggling.

Article XXV.

The Government of the Republic of the United States of Brazil and the Government of the Oriental Republic of Uruguay undertake to send each other two copies, duly certified, of all new codes, laws, decrees, ordinances, regulations and tariffs relating to commerce and navigation, as soon as possible after they are promulgated.

Article XXVI.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in the city of Montevideo as soon as possible.

It shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for three years from that date.

On the expiry of that period, it shall be prolonged by tacit consent until either of the contracting Governments denounces it by giving six months' notice.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty in two copies, each in the Portuguese and Spanish languages, and have thereto affixed their seals.

Done at Rio de Janeiro, this twenty-fifth day of August, 1933.

(L. S.) Afranio DE MELLO FRANCO.

(L. S.) Juan Carlos BLANCO.

N° 4076.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET FRANCE**

Echange de notes comportant un accord relatif à la répression des fraudes douanières. Paris, les 10 et 12 décembre 1936.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND FRANCE**

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Suppression of Customs Frauds. Paris, December 10th and 12th, 1936.

N° 4076. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RÉPRESSION DES FRAUDES DOUANIÈRES. PARIS, LES 10 ET 12 DÉCEMBRE 1936.

Textes officiels français et anglais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 mars 1937.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SOUS-DIRECTION
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES UNIONS INTERNATIONALES.

PARIS, le 10 décembre 1936.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement français est disposé, sous condition de réciprocité, à appliquer, à partir du 15 décembre 1936, les dispositions suivantes en vue de la répression des fraudes douanières par l'assistance mutuelle des administrations douanières française et américaine :

« *Article premier.* — L'administration des douanes des Etats-Unis d'Amérique et l'administration française des douanes se communiqueront mutuellement sans délai tous renseignements dont elles pourraient disposer à un moment quelconque au sujet des importations et exportations et qui seraient susceptibles de faciliter la répression de la contrebande ou de la fraude dans l'autre pays.

» *Article 2.* — En ce qui concerne les expéditions directes ou indirectes de marchandises entre les Etats-Unis d'Amérique ou leurs possessions et la France ou ses possessions, chacune des administrations intéressées enverra directement à l'autre, à la demande écrite de cette dernière, tous les renseignements qui pourraient être tirés des documents en sa possession (écritures, registres d'inscription, déclarations et autres documents douaniers). Ces documents ou des copies dûment authentifiées ou certifiées de ces documents pourront servir de preuve au cours des procédures ou des poursuites devant les tribunaux.

» *Article 3.* — Les fonctionnaires compétents des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la France fourniront, respectivement, sur demande, aux fonctionnaires dûment autorisés de l'autre gouvernement, des renseignements en ce qui concerne les congés des navires ou le transport des cargaisons quand l'importation ou l'exportation d'une partie quelconque du chargement transporté sera prohibée, limitée ou soumise

¹ Entré en vigueur le 15 décembre 1936.

No. 4076. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE FRENCH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO THE SUPPRESSION OF CUSTOMS FRAUDS. PARIS, DECEMBER 10TH AND 12TH, 1936.

French and English official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 18th, 1937.

I.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
OFFICE OF
ADMINISTRATIVE AFFAIRS
AND INTERNATIONAL UNIONS.

PARIS, *December 10th, 1936.*

MR. AMBASSADOR,

I have the honor to advise Your Excellency that the French Government is disposed, on condition of reciprocity, to apply, on and after December 15th, 1936, the following provisions, with a view to the suppression of Customs frauds, through the mutual assistance of the French and American Customs Administrations.

" *Article I.* — The Customs Administration of the United States of America and the French Customs Administration shall promptly communicate to each other all information at any time in their possession concerning imports and exports which might facilitate the suppression of smuggling or fraud in the other country.

" *Article II.* — Concerning direct or indirect shipments of merchandise between the United States of America or its possessions and France or its possessions, each of the Administrations concerned shall send directly to the other, upon the latter's written request, all information which may be gathered from documents in its possession (entries, registration records, declarations, and other Customs documents). Such documents, or duly authenticated or certified copies thereof, may be used as evidence in proceedings or prosecutions in the courts.

" *Article III.* — The appropriate officers of the Governments of the United States of America and France, respectively, shall furnish upon request to duly authorized officers of the other Government information concerning clearances of vessels or the transportation of cargoes, when the importation or exportation of any of the cargo carried is prohibited, restricted, or subject to the payment of duties or other exactions, or when the requesting

¹ Came into force December 15th, 1936.

² Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

² Translation of the Government of the United States of America.

au paiement de droits ou autres redevances, ou quand les fonctionnaires requérants soupçonneront les propriétaires ou les personnes en possession d'une partie quelconque du chargement d'avoir l'intention de violer les lois du gouvernement requérant en ce qui concerne ce chargement.

» *Article 4.* — Il est entendu que les fonctionnaires de la douane et autres fonctionnaires administratifs du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et de la France respectivement seront, sur la demande des autorités compétentes de l'un des gouvernements adressée aux autorités compétentes de l'autre gouvernement, tenus de déposer en qualité de témoins et de produire tous registres et dossiers dont ils pourraient disposer, ou des copies dûment certifiées ou authentifiées de ces documents, qui pourraient être considérés comme essentiels au jugement d'affaires civiles ou criminelles devant les tribunaux de l'Etat au nom duquel la requête a été faite, pour autant que la production de ces documents soit compatible avec l'intérêt général de l'Etat auquel la requête a été adressée.

» Les frais de transcription de registres, de dépositions, certificats et commissions rogatoires dans les affaires civiles ou criminelles, et les frais de voyage aller et retour en première classe, de séjour et autres dépenses normales que pourrait comporter l'audition de ces témoins, seront payés par le gouvernement qui requiert leur audition et ce au plus tard au moment où le tribunal décidera que leur présence n'est plus nécessaire dans ce procès. Les commissions rogatoires et les requêtes seront exécutées dans le plus bref délai possible et les copies de registres ou de documents officiels seront authentifiées ou certifiées d'urgence par les fonctionnaires compétents, conformément aux dispositions des lois des Etats respectifs. »

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pr le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation :

L'Ambassadeur de France,
Secrétaire général,
Alexis LÉGER.

Son Excellence
Monsieur William Christian Bullitt,
Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique
à Paris.

II.

EMBASSY OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.
No. 106.

PARIS, *December 12th, 1936.*

EXCELLENCY,

I have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of December 10th, 1936, concerning cooperation between the Customs Services of the United States of America and France for the suppression of frauds, and, in reply, to state that the American Government agrees to the following provisions, to become effective December 15th, 1936, for this purpose :

“ *Article I.* — The Customs Administration of the United States of America and the French Customs Administration shall promptly communicate to each other all information at any time in their possession concerning imports and exports which might facilitate the suppression of smuggling or fraud in the other country.

officers suspect that the owners or persons in possession of any of the cargo intend to violate the laws of the requesting Government, in respect of such cargo.

“ *Article IV.* — It is agreed that the Customs and other administrative officials of the Government of the United States of America and France, respectively, shall upon request of the competent authorities of one Government made of the competent authorities of the other Government, be directed to attend as witnesses and to produce such available records and files, or duly authenticated or certified copies thereof, as may be considered essential to the trial of civil or criminal cases in the courts of the country on whose behalf the request was made, and as may be produced compatibly with the public interest of the country of which the request was made.

“ The cost of transcripts of records, depositions, certificates and letters rogatory in civil or criminal cases, and the cost of first-class transportation both ways, maintenance and other proper expenses involved in the attendance of such witnesses shall be paid by the Government requesting their attendance not later than at the time of their discharge by the court from further attendance at such trial. Letters rogatory and commissions shall be executed with all possible despatch and copies of official records or documents shall be authenticated or certified promptly by the appropriate officials in accordance with the provisions of the laws of the respective countries. ”

Please accept, Mr. Ambassador, the assurances of my very high consideration.

For the Minister of Foreign Affairs
and by authorization :

The Ambassador of France,
Secretary General,
Alexis LÉGER.

His Excellency
Mr. William Christian Bullitt,
Ambassador of the United States of America,
Paris.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.
N^o 106.

PARIS, le 12 décembre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 10 décembre 1936, relative à la coopération entre les services des douanes des Etats-Unis d'Amérique et de la France en vue de la répression des fraudes, et de déclarer en réponse que le Gouvernement américain accepte qu'à cette fin les dispositions ci-après prennent effet le 15 décembre 1936 :

« *Article premier.* — L'administration des douanes des Etats-Unis d'Amérique et l'administration française des douanes se communiqueront mutuellement sans délai tous renseignements dont elles pourraient disposer à un moment quelconque au sujet des importations et exportations et qui seraient susceptibles de faciliter la répression de la contrebande ou de la fraude dans l'autre pays.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

" *Article II.* — Concerning direct or indirect shipments of merchandise between the United States of America or its possessions and France or its possessions, each of the Administrations concerned shall send directly to the other, upon the latter's written request, all information which may be gathered from documents in its possession (entries, registration records, declarations, and other Customs documents). Such documents, or duly authenticated or certified copies thereof, may be used as evidence in proceedings or prosecutions in the courts.

" *Article III.* — The appropriate officers of the Governments of the United States of America and France, respectively, shall furnish upon request to duly authorized officers of the other Government information concerning clearances of vessels or the transportation of cargoes, when the importation or exportation of any of the cargo carried is prohibited, restricted, or subject to the payment of duties or other exactions, or when the requesting officers suspect that the owners or persons in possession of any of the cargo intend to violate the laws of the requesting Government, in respect of such cargo.

" *Article IV.* — It is agreed that the Customs and other administrative officials of the Government of the United States of America and France, respectively, shall upon request of the competent authorities of one Government made of the competent authorities of the other Government, be directed to attend as witnesses and to produce such available records and files, or duly authenticated or certified copies thereof, as may be considered essential to the trial of civil or criminal cases in the courts of the country on whose behalf the request was made, and as may be produced compatibly with the public interest of the country of which the request was made.

" The cost of transcripts of records, depositions, certificates and letters rogatory in civil or criminal cases, and the cost of first-class transportation both ways, maintenance and other proper expenses involved in the attendance of such witnesses shall be paid by the Government requesting their attendance not later than at the time of their discharge by the court from further attendance at such trial. Letters rogatory and commissions shall be executed with all possible despatch and copies of official records or documents shall be authenticated or certified promptly by the appropriate officials in accordance with the provisions of the laws of the respective countries. "

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

William C. BULLITT.

His Excellency
Monsieur Yvon Delbos,
Minister of Foreign Affairs,
Paris.

Certified to be true and complete textual
copies of the original Notes in all the
languages in which they were signed.

For the Secretary of State of
the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

» *Article II.* — En ce qui concerne les expéditions directes ou indirectes de marchandises entre les Etats-Unis d'Amérique ou leurs possessions et la France ou ses possessions, chacune des administrations intéressées enverra directement à l'autre, à la demande écrite de cette dernière, tous les renseignements qui pourraient être tirés des documents en sa possession (écritures, registres d'inscription, déclarations et autres documents douaniers). Ces documents ou des copies dûment authentifiées ou certifiées de ces documents pourront servir de preuve au cours des procédures ou des poursuites devant les tribunaux.

» *Article III.* — Les fonctionnaires compétents des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de la France fourniront, respectivement, sur demande, aux fonctionnaires dûment autorisés de l'autre gouvernement, des renseignements en ce qui concerne les congés des navires ou le transport des cargaisons quand l'importation ou l'exportation d'une partie quelconque du chargement transporté sera prohibée, limitée ou soumise au paiement de droits ou autres redevances, ou quand les fonctionnaires requérants soupçonneront les propriétaires ou les personnes en possession d'une partie quelconque du chargement d'avoir l'intention de violer les lois du gouvernement requérant en ce qui concerne ce chargement.

» *Article IV.* — Il est entendu que les fonctionnaires de la douane et autres fonctionnaires administratifs du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et de la France respectivement seront, sur la demande des autorités compétentes de l'un des gouvernements adressée aux autorités compétentes de l'autre gouvernement, tenus de déposer en qualité de témoins et de produire tous registres et dossiers dont ils pourraient disposer, ou des copies dûment certifiées ou authentifiées de ces documents, qui pourraient être considérés comme essentiels au jugement d'affaires civiles ou criminelles devant les tribunaux de l'Etat au nom duquel la requête a été faite, pour autant que la production de ces documents soit compatible avec l'intérêt général de l'Etat auquel la requête a été adressée.

» Les frais de transcription de registres, de dépositions, certificats et commissions rogatoires dans les affaires civiles ou criminelles, et les frais de voyage aller et retour en première classe, de séjour et autres dépenses normales que pourrait comporter l'audition de ces témoins, seront payés par le gouvernement qui requiert leur audition et ce au plus tard au moment où le tribunal décidera que leur présence n'est plus nécessaire dans ce procès. Les commissions rogatoires et les requêtes seront exécutées dans le plus bref délai possible et les copies de registres ou de documents officiels seront authentifiées ou certifiées d'urgence par les fonctionnaires compétents, conformément aux dispositions des lois des Etats respectifs. »

Je saisis cette occasion, etc.

William C. BULLITT.

Son Excellence
Monsieur Yvon Delbos,
Ministre des Affaires étrangères,
à Paris.

N° 4077.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ILES DE BAHAMA**

Arrangement relatif à l'échange des colis postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et les îles de Bahama, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Nassau, le 29 octobre 1936, et à Washington, le 21 décembre 1936.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND THE BAHAMAS**

Agreement concerning the Exchange of Parcel Post between the United States of America and the Bahamas, and Regulations of Execution annexed thereto. Signed at Nassau, October 29th, 1936, and at Washington, December 21st, 1936.

No. 4077. — AGREEMENT¹ CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE BAHAMAS. SIGNED AT NASSAU, OCTOBER 29TH, 1936, AND AT WASHINGTON, DECEMBER 21ST, 1936.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place March 18th, 1937.

The undersigned, provided with full powers by their respective Governments, have by mutual consent and subject to ratification by the competent superior authorities, drawn up the following Agreement :

Article I.

OBJECT OF THE AGREEMENT.

Between the United States of America (including Alaska, Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa and Hawaii) on one hand, and the Bahamas on the other hand, there may be exchanged, under the denomination of parcel post, parcels up to the maximum weight and the maximum dimensions indicated in the Regulations of Execution.

Article II.

TRANSIT PARCELS.

1. Each Postal Administration guarantees the right of transit through its service, to or from any country with which it has parcel post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the service of the other contracting Administration.

2. Each Postal Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary, and the amount of the charges due to it therefor, as well as other conditions.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Administrations through the service of the other Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediate Administration.

Article III.

PREPAYMENT OF POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel the postage and the fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted,

¹ Came into force November 1st, 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4077. — ARRANGEMENT ² RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES ILES DE BAHAMA. SIGNÉ A NASSAU, LE 29 OCTOBRE 1936, ET A WASHINGTON, LE 21 DÉCEMBRE 1936.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 18 mars 1937.

Les soussignés, munis des pleins pouvoirs de leurs gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord et sous réserve de la ratification des autorités supérieures compétentes, établi l'arrangement ci-dessous :

Article premier.

OBJET DE L'ARRANGEMENT.

Il peut être échangé entre les Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, Porto-Rico, les îles Vierges, Guam, Samoa et Hawaï) d'une part, et les îles de Bahama d'autre part, sous la dénomination de colis postaux, des colis dont le poids et les dimensions ne devront pas dépasser le maximum fixé dans le règlement d'exécution.

Article II.

COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration postale garantit le droit de transit, par l'intermédiaire de son service à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elle échange des colis postaux, de colis dont le lieu d'origine ou de destination est situé dans le ressort de l'autre administration contractante.

2. Chaque administration postale portera à la connaissance de l'autre les pays vers lesquels des colis peuvent être envoyés par son intermédiaire, ainsi que le montant des taxes qui lui sont, dues pour ses services et toutes autres conditions.

3. Les colis envoyés par l'une des administrations contractantes, par l'intermédiaire des services de l'autre administration, ne seront acceptés pour être acheminés vers leur destination que s'ils satisfont aux conditions que l'administration intermédiaire pourra fixer de temps à autre.

Article III.

AFFRANCHISSEMENT ET DROITS.

1. L'administration du pays d'origine a le droit de percevoir de l'expéditeur d'un colis les frais d'affranchissement, les droits relatifs à toute demande de renseignement concernant le sort

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1936.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

and also, in the case of insured parcels, the insurance fees and the fees for return receipts that may from time to time be prescribed by its regulations.

2. Except in the case of returned or redirected parcels, prepayment of the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable is compulsory.

Article IV.

PREPARATION OF PARCELS.

Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and the protection of the contents as set forth in the Regulations of Execution.

Article V.

PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless, it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, with mention of the address of the sender.

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.

(c) Any live animal, except leeches.

(d) Opium, morphine, cocaine and other narcotics.

(e) Any article the admission of which is forbidden by the Customs or other laws or regulations in force in either country.

(f) Any explosive or inflammable article, and in general any article the conveyance of which is dangerous, including articles which from their nature or packing may be a source of danger to postal employees, or may soil or damage other parcels.

(g) Obscene or immoral articles.

(h) It is, moreover, forbidden to send coin, bank notes, currency notes, or any kind of securities payable to bearer, platinum, gold or silver (whether manufactured or unmanufactured), precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels.

2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and inland regulations. Explosive or inflammable articles, as well as documents, pictures and other articles injurious to public morals may be destroyed on the spot by the Administration which has found them in the mails.

The fact that a parcel contains a letter, or a communication having the nature of a letter, may not, in any case, entail the return of the parcel to the sender. The letter is, however, marked for the collection of postage due from the addressee at the regular rate.

The two Administrations advise each other, by means of the List of Prohibited Articles published by the International Bureau of the Universal Postal Union, of all prohibited articles. However, they do not on that account assume any responsibility towards the Customs or police authorities, or the sender.

3. If parcels wrongly admitted to the post are neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Administration of origin must be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcels.

d'un colis, présentée postérieurement au dépôt, et, dans le cas de colis avec valeur déclarée, les frais d'assurance et la taxe d'avis de réception, tels qu'ils peuvent être fixés de temps à autre par ses règlements.

2. Sauf pour les colis retournés à l'expéditeur ou réexpédiés, l'acquittement préalable de la taxe de port et, le cas échéant, des droits mentionnés au paragraphe précédent sera obligatoire.

Article IV.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Les colis doivent être emballés d'une manière qui corresponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu, ainsi qu'il est spécifié dans le règlement d'exécution.

Article V.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier, par colis postaux, les articles suivants :

a) Une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre. Néanmoins, il sera permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, réduite à ses énonciations constitutives, ainsi qu'une simple copie de l'adresse qui figure sur le colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Un pli portant une autre adresse que celle qui figure sur l'emballage du colis ;

c) Des animaux vivants, à l'exception des sangsues ;

d) De l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants ;

e) Tout article dont l'admission est interdite par les règlements douaniers ou d'autres lois et règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays ;

f) Des explosifs ou matières inflammables et, d'une manière générale, tous les objets dont le transport est dangereux, y compris ceux qui par leur nature ou leur emballage peuvent être une source de danger pour les employés des postes, ou peuvent souiller ou endommager d'autres colis ;

g) Des objets obscènes ou immoraux ;

h) Il est en outre interdit d'expédier des pièces de monnaie, des billets de banque, du papier monnaie ou toutes autres valeurs payables au porteur, du platine, de l'or ou de l'argent (manufacturés ou non), des pierreries, des bijoux ou d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée.

2. Lorsque des colis tombant sous le coup des interdictions précitées seront remis par l'une des administrations à l'autre, cette dernière en disposera d'après ses lois et règlements intérieurs. Les explosifs ou articles inflammables, ainsi que les publications, gravures et autres articles contraires aux bonnes mœurs, peuvent être détruits sur place par l'administration qui en a constaté la présence.

Le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi du colis à l'expéditeur. La lettre, cependant, sera munie de la surcharge en vue de la perception, auprès du destinataire, des frais réguliers d'affranchissement.

Les deux administrations s'aviseront mutuellement, au moyen de la liste des articles prohibés publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle, de tous les articles interdits. Elles ne sauraient cependant assumer à ce titre aucune responsabilité vis-à-vis des douanes ou des autorités de police ou vis-à-vis de l'expéditeur.

3. Dans le cas où des colis admis à tort à l'expédition ne sont ni renvoyés à l'origine ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement qui a été appliqué aux colis.

Article VI.

INSURANCE.

Parcels may be insured up to the amount of 500 gold francs or its equivalent in the currency of the country of origin. However, the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries may, by mutual consent, increase or decrease this maximum amount of insurance.

A parcel cannot give rise to the right to an indemnity higher than the actual value of its contents, but it is permissible to insure it for only part of that value.

Article VII.

RESPONSIBILITY. INDEMNITY.

1. The Postal Administrations of the two contracting countries will not be responsible for the loss, abstraction or damage of an ordinary parcel.

2. Except in the cases mentioned in the Article following, the Administrations are responsible for the loss of insured parcels mailed in one of the two contracting countries for delivery in the other and for the loss, abstraction of, or damage to their contents, or a part thereof.

The sender, or other rightful claimant, is entitled to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. The amount of indemnity is calculated on the basis of the actual value (current price, or, in the absence of current price, the ordinary estimated value) at the place where and the time when the parcel was accepted for mailing, provided in any case that the indemnity may not be greater than the amount for which the parcel was insured, and on which the insurance fee has been collected, or the maximum amount of 500 gold francs.

3. No indemnity is paid for indirect damages or loss of profits resulting from the loss, rifling, damage, non-delivery, misdelivery or delay of an insured parcel dispatched in accordance with the conditions of the present Agreement.

4. In the case where indemnity is payable for the loss of a parcel or for the destruction or abstraction of the whole of the contents thereof, the sender is entitled to return of the postal charges, if claimed. However, the insurance fees are not in any case returned.

5. In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved, which agreement may be made by correspondence, no indemnity will be paid by either country for the loss, rifling or damage of transit insured parcels, that is, parcels originating in a country not participating in this Agreement and destined for one of the two contracting countries or parcels originating in one of the two contracting countries and destined for a country not participating in this Agreement.

6. When an insured parcel originating in one country and destined to be delivered in the other country is reforwarded from there to a third country or is returned to a third country at the request of the sender or of the addressee, the party entitled to the indemnity in case of loss, rifling or damage occurring subsequent to the reforwarding or return of the parcel by the original country of destination, can lay claim, in such a case, only to the indemnity which the country where the loss, rifling or damage occurred consents to pay, or which that country is obliged to pay in accordance with the agreement made between the countries directly interested in the reforwarding or return. Either of the two countries signing the present Agreement which wrongly forwards an insured parcel to a third country is responsible to the sender to the same extent as the country of origin, that is, within the limits of the present Agreement.

7. The sender is responsible for defects in the packing and insufficiency in the closing and sealing of insured parcels. Moreover, the two Administrations are released from all responsibility in case of loss, rifling or damage caused by defects not noticed at the time of mailing.

Article VI.

DÉCLARATION DE VALEUR.

Les colis postaux peuvent être envoyés en valeur déclarée jusqu'à concurrence de 500 francs-or ou de l'équivalent dans la monnaie du pays d'origine. Cependant, les chefs des administrations postales des deux pays contractants pourront, d'un commun accord, augmenter ou diminuer ce maximum.

Un colis postal ne peut donner droit à une indemnité supérieure à la valeur effective de son contenu. Toutefois, il est permis de ne l'assurer que pour une fraction seulement de cette valeur.

Article VII.

RESPONSABILITÉ. INDEMNITÉS.

1. Les administrations postales des deux pays contractants ne répondent pas de la perte, de la spoliation ou de l'avarie d'un colis ordinaire.

2. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les administrations répondent de la perte des colis avec valeur déclarée, expédiés par l'un des deux pays contractants à destination de l'autre, ainsi que de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur ou toute autre personne qualifiée a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Cette indemnité est calculée sur la base de la valeur effective du colis (prix courant ou, en l'absence de prix courant, valeur ordinaire d'estimation) à l'époque et au lieu de l'expédition et ne peut, en aucun cas, dépasser la valeur pour laquelle le colis a été assuré et les droits d'assurance payés, ou le maximum de 500 francs-or.

3. Il ne sera pas accordé d'indemnité pour les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés résultant de la perte, de la spoliation, de l'avarie, de la non-remise, de la remise à une adresse erronée ou du retard de tout colis avec valeur déclarée transmis conformément aux conditions du présent arrangement.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte d'un colis ou pour la destruction ou la spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées s'il les réclame. Cependant, les droits d'assurance ne sont en aucun cas remboursés.

5. En l'absence d'un accord contraire spécial entre les pays intéressés — accord qui peut être conclu par correspondance —, il ne sera pas versé d'indemnité par l'un ou l'autre des deux pays pour la perte, la spoliation ou l'avarie de colis avec valeur déclarée en transit, c'est-à-dire de colis dont le lieu d'expédition est situé dans un pays non partie au présent arrangement et le lieu de destination, dans l'un des deux pays contractants, ou de colis dont le lieu d'origine est situé dans l'un des deux pays contractants et le lieu de destination, dans un pays non partie au présent arrangement.

6. Dans le cas où un colis avec valeur déclarée expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre est réexpédié de ce dernier dans un troisième pays ou est renvoyé dans un troisième pays sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, la partie qui a droit à l'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie survenant après que le colis a été réexpédié ou renvoyé par le pays de la première destination, ne peut réclamer que l'indemnité que le pays où s'est produite la perte, la spoliation ou l'avarie consent à payer ou est obligé de payer en vertu d'un accord conclu entre les pays directement intéressés à la réexpédition ou au renvoi. Si l'un ou l'autre des deux pays signataires du présent arrangement expédie à tort, dans un troisième pays, un colis avec valeur déclarée, il sera responsable vis-à-vis de l'expéditeur, au même titre que le pays d'origine, c'est-à-dire dans les limites du présent arrangement.

7. L'expéditeur est responsable de tout défaut dans l'emballage des colis avec valeur déclarée ainsi que de toute insuffisance dans la manière dont ils ont été fermés et scellés. En outre, les deux administrations n'assument aucune responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie résultant de défauts qui auraient pu échapper à l'attention lors du dépôt du colis.

Article VIII.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The Administrations are relieved from all responsibility :

- (a) In case of parcels of which the addressee has accepted delivery without reservation ;
- (b) In case of loss or damage through *force majeure* (causes beyond control) although either Administration may at its option and without recourse to the other Administration pay indemnity for loss or damage due to *force majeure* even in cases where the Administration of the country in the service of which the loss or damage occurred recognizes that the damage was due to *force majeure*. The country responsible for the loss, abstraction or damage must decide, in accordance with its internal legislation, whether this loss, abstraction or damage was due to circumstances constituting a case of " *force majeure* " ;
- (c) When, their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through *force majeure* ;
- (d) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or the addressee or the representative of either, or when it is due to the nature of the article ;
- (e) For parcels which contain prohibited articles ;
- (f) In case the sender of an insured parcel, with intent to defraud, shall declare the contents to be above their real value ; this rule, however, shall not prejudice any legal proceedings necessitated by the legislation of the country of origin ;
- (g) For parcels seized by the Customs because of false declaration of contents ;
- (h) When no inquiry or application for indemnity has been made by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel ;
- (i) For parcels which contain matter of no intrinsic value or perishable matter or which did not conform to the stipulations of this Agreement or which were not posted in the manner prescribed, but the country responsible for the loss, rifling or damage may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Administration.

Article IX.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

Administrations cease to be responsible for parcels of which they have effected delivery in accordance with their internal regulations for parcels of the same nature.

Responsibility is, however, maintained when the addressee or, in case of return, the sender makes reservations in taking delivery of a parcel the contents of which have been abstracted or damaged.

Article X.

OBLIGATION TO PAY COMPENSATION.

The obligation to pay compensation, as well as the postage charges due to be refunded, rests with the Administration to which the office of origin of the parcel is subordinate. However, in cases where the compensation is paid to the addressee in accordance with Article VII, Section 2, second paragraph, the obligation shall rest with the Administration of destination.

The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article VIII.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations déclinent toute responsabilité :

a) Dans le cas de colis dont le destinataire a accepté la livraison sans formuler de réserve ;

b) Lorsqu'il y a eu perte ou avarie résultant d'un cas de force majeure (causes imprévisibles et inévitables), quoique l'une ou l'autre des deux administrations ait la faculté, et sans recourir à l'autre administration, de verser une indemnité pour toute perte ou avarie due à un cas de force majeure, même si l'administration du pays dans le service duquel s'est produite la perte ou l'avarie reconnaît que cette perte ou cette avarie était due à un cas de force majeure. C'est au pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie qu'il incombe de déterminer, conformément à sa législation intérieure, si ladite perte, spoliation ou avarie était due à des circonstances constituant un cas de force majeure ;

c) Lorsque, leur responsabilité n'ayant pas été établie d'une autre manière, elles sont dans l'impossibilité de rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;

d) Lorsque l'avarie a été causée par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou du destinataire, ou de leur représentant, ou bien lorsqu'elle est due à la nature de l'objet ;

e) Dans le cas de colis contenant des objets interdits ;

f) Dans le cas où l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée, dans une intention frauduleuse, déclare une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu, sans préjudice cependant de toutes poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine ;

g) Dans le cas de colis saisis par la douane pour fausse déclaration du contenu ;

h) Dans le cas où l'intéressé ou son représentant n'aura adressé aucune réclamation ou demande d'indemnité dans le délai d'un an à dater du lendemain du jour de l'expédition du colis avec valeur déclarée ;

i) Dans le cas de colis contenant des objets sans valeur intrinsèque ou des marchandises périssables, ou de colis non conformes aux dispositions du présent arrangement, ou de colis qui n'ont pas été déposés au bureau de poste de la manière prescrite ; toutefois, le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie pourra accorder une indemnité pour lesdits colis sans recourir à l'autre administration.

Article IX.

CÉSSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise conformément à leurs règlements intérieurs relatifs aux colis de même nature.

Elles restent, cependant, responsables lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi du colis à l'origine, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison d'un colis dont le contenu a été spolié ou avarié.

Article X.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité ainsi que le remboursement des taxes d'affranchissement incombent à l'administration dont relève le bureau d'origine du colis. Toutefois, dans les cas où l'indemnité doit être versée au destinataire, conformément à l'article VII, paragraphe 2, deuxième alinéa, le paiement incombe à l'administration de destination.

L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article XI.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. The payment of compensation for an insured parcel shall be made to the rightful claimant as soon as possible and at the latest within a period of one year counting from the day following that on which the application is made.

However, the Administration responsible for making payment may exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than that stipulated if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

2. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the second paragraph of the foregoing section, the Postal Administration which undertakes the payment of compensation is authorized to pay indemnity on behalf of the Office, which after being duly informed of the application for indemnity, has let nine months pass without settling the matter.

Article XII.

FIXING OF RESPONSIBILITY.

1. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the Administration which, having received the parcel without making any reservations and being put in possession of all the regulation means of investigation, cannot establish the disposal of the parcel.

2. When the loss, rifling or damage of an insured parcel is detected upon opening the receptacle at the receiving exchange office and has been regularly pointed out to the dispatching exchange office, the responsibility falls on the Administration to which the latter office belongs, unless it be proved that the irregularity occurred in the service of the receiving Administration.

3. If the loss, rifling or damage has taken place in the course of transportation, without its being possible to establish on the territory or in the service of which country the act took place, the offices involved bear the loss in equal shares.

4. The Administration paying compensation takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received it, in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

5. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found the person to whom compensation has been paid must be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount of compensation.

Article XIII.

REPAYMENT OF COMPENSATION.

1. The Administration responsible for the loss, rifling or damage and on whose account the payment is effected, is bound to repay the amount of the indemnity to the country which has effected payment. This reimbursement must take place without delay, and at the latest within the period of nine months after notification of payment.

2. These repayments to the creditor country must be made without expense for that Office by money order or draft, in money valid in the creditor country or in any other way to be agreed upon mutually by correspondence.

3. The reimbursement of the indemnities must be effected on the basis of gold money.

Article XI.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité due pour un colis avec valeur déclarée sera versée à l'ayant droit le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

Toutefois, l'administration responsable peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'une année si, à l'expiration de ce délai, elle n'a pas été en mesure d'établir ce qu'est devenu le colis en question, ni de déterminer la responsabilité engagée.

2. Sauf dans les cas où le paiement a été différé à titre exceptionnel, ainsi qu'il est prévu au deuxième alinéa du paragraphe précédent, l'administration postale à laquelle incombe le paiement est autorisée à verser l'indemnité pour le compte de l'administration qui, après avoir été dûment avisée de la demande d'indemnité, a laissé s'écouler neuf mois sans régler l'affaire.

Article XII.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité, pour un colis avec valeur déclarée, incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans faire de réserve et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ce qu'est devenu le colis.

2. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée est constatée par le bureau d'échange destinataire, au moment de l'ouverture des sacs postaux, et dûment notifiée au bureau d'échange expéditeur, la responsabilité incombera à l'administration dont relève le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que l'irrégularité s'est produite dans le service de l'administration qui a reçu le colis.

3. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur quel territoire ou dans quel service le fait a eu lieu, les deux administrations intéressées supporteront la perte par parties égales.

4. L'administration à laquelle incombe le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre un tiers.

5. En cas de découverte ultérieure d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article XIII.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie et pour le compte de laquelle le paiement est effectué, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité au pays qui a effectué le paiement. Ce remboursement doit avoir lieu sans délai et, au plus tard, dans les neuf mois suivant la notification du paiement.

2. Les remboursements au pays créancier sont effectués sans frais pour l'administration de ce pays, soit par mandat de poste, soit par traite, en monnaie ayant cours dans le pays créancier, soit par tout autre moyen qui aura pu être convenu par un échange de correspondance.

3. Les remboursements d'indemnités seront calculés sur la base de l'or.

Article XIV.

FEE FOR CUSTOMS CLEARANCE.

The office of delivery may collect from the addressee either in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes gold per parcel.

Article XV.

DELIVERY TO THE ADDRESSEE. FEE FOR DELIVERY AT THE PLACE OF ADDRESS.

Parcels are delivered to the addressees as quickly as possible in accordance with the conditions in force in the country of destination. This country may collect in respect of delivery of parcels to the addressee a fee not exceeding 50 centimes gold per parcel. The same fee may be charged, if the case arises, for each presentation after the first at the addressee's residence or place of business.

Article XVI.

WAREHOUSING CHARGES.

The country of destination is authorized to collect the warehousing charge fixed by its legislation for parcels addressed "General Delivery" or which are not claimed within the prescribed period. This charge may in no case exceed five francs gold.

Article XVII.

CUSTOMS CHARGES.

The parcels are subject to all Customs laws and regulations in force in the country of destination. The duties collectible on that account are collected from the addressee on delivery of the parcel in accordance with the Customs regulations of the country of destination.

Article XVIII.

CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

The Customs charges on parcels sent back to the country of origin or redirected to another country shall be cancelled both in the Bahamas and in the United States of America.

Article XIX.

RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be changed. The Postal Administration of the country of origin may collect and retain, for this service, the charge fixed by its regulations. The requests for recall or change of address of parcels to be delivered in the United States of America shall be addressed to the Central Administration at Washington; those relating to parcels for delivery in the Bahamas shall be addressed to the Parcel Post Branch, Nassau, Bahamas.

Article XX.

CERTIFICATE OF MAILING. RECEIPTS.

The sender will, on request at the time of mailing an ordinary (uninsured) parcel, receive a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a form provided for the purpose; and each country may fix a reasonable fee therefor.

Article XIV.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

Le bureau destinataire peut percevoir sur le destinataire, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant au maximum à 50 centimes-or par colis.

Article XV.

REMISE AU DESTINATAIRE. DROIT DE REMISE A DOMICILE.

Les colis sont remis au destinataire dans le plus bref délai possible, conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Ce pays peut percevoir, pour la remise des colis au destinataire, un droit fixé au maximum à 50 centimes-or par colis. Le même droit est applicable, le cas échéant, à toute présentation autre que la première faite au domicile du destinataire ou au siège de son entreprise.

Article XVI.

DROITS DE MAGASINAGE.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés « Poste restante », ou non retirés dans les délais prescrits. Ce droit ne peut, toutefois, excéder 5 francs-or.

Article XVII.

DROITS DE DOUANE.

Les colis sont soumis à tous les lois et règlements de douane en vigueur dans le pays de destination. Les droits de douane sont perçus sur les destinataires, lors de la remise des colis, conformément aux règlements douaniers du pays de destination.

Article XVIII.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les droits de douane sur les colis renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés dans un autre pays seront annulés aussi bien dans les îles de Bahama que dans les Etats-Unis d'Amérique.

Article XIX.

RETRAIT ET MODIFICATION D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'aura pas été remis au destinataire, l'expéditeur pourra le faire retirer ou en faire modifier l'adresse. L'administration postale du pays d'origine peut percevoir et conserver, pour ce service, les droits fixés par ses règlements. Les demandes de retrait ou de modification d'adresse des colis qui doivent être délivrés aux Etats-Unis d'Amérique seront adressées à l'Administration centrale, à Washington, celles qui ont trait à des colis qui doivent être délivrés dans les îles de Bahama seront adressées au « Parcel Post Branch » (Service des colis postaux), Nassau, îles de Bahama.

Article XX.

CERTIFICATS DE DÉPÔT. REÇUS.

L'expéditeur pourra se faire délivrer, sur demande, au moment du dépôt d'un colis ordinaire (sans déclaration de valeur), par le bureau où le colis a été déposé, un certificat de dépôt qui sera établi sur une formule spéciale prévue à cet effet ; chaque pays fixera un droit raisonnable pour la délivrance dudit certificat.

The sender of an insured parcel receives without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article XXI.

RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery upon payment of such additional charges, if any, as the country of origin of the parcel shall stipulate and under the conditions laid down in the Regulations.

2. A fee may be charged, at the option of the country of origin, on a request for information as to the disposal of an ordinary parcel and also for an insured parcel made after it has been posted if the sender has not already paid the special fee to obtain an advice of delivery.

3. A fee may also be charged, at the option of the country of origin, in connection with any complaint of any irregularity which *prima facie* was not due to the fault of the Postal Service.

Article XXII.

MISSENT PARCELS.

Ordinary parcels, when missent, are reforwarded to their correct destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration. They must not be charged with Customs or other charges by that Administration. Insured parcels, when missent, may not be reforwarded to their destination except as insured mail. If this is impossible, they must be returned to origin.

When the reforwarding involves return of the parcel to the office of origin, the retransmitting Administration refunds to that office the credits received and reports the error by a Bulletin of Verification.

When the reforwarding involves dispatch of a parcel to a third country and if the amount credited to the retransmitting Administration is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration allows to the Administration to which it forwards the parcel the credits due it ; it then recovers the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a Bulletin of Verification.

Article XXIII.

REFORWARDING.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination, at the request of either the sender or the addressee.

The reforwarding of a parcel within one of the contracting countries gives rise to the collection of the supplementary charges provided for by the Administration of that country. The same is true, if occasion arises, in regard to the delivery of such parcel to another person at the original place of destination. These charges shall not be cancelled even in case the parcel is returned to origin or reforwarded to another country.

2. If a parcel must be reforwarded to one of the two countries signatory to the present Agreement, it is liable to new postage charges, and, if occasion arises, new insurance fees, unless such charges and fees have been paid in advance. The new postage and fees are collected from the addressee by the Administration effecting the delivery. Insured parcels must be reforwarded as such.

3. At the request of the sender or addressee, parcels may also be reforwarded or returned to another country. Insured parcels may not, however, be reforwarded or returned except as such. The senders may mark the parcels : " Do not forward to a third country ". In that case, the

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article XXI.

AVIS DE RÉCEPTION ET RÉCLAMATIONS.

1. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra obtenir un avis de réception du colis, contre paiement, le cas échéant, des droits supplémentaires fixés par le pays d'origine et dans les conditions stipulées dans le règlement d'exécution.

2. Le pays d'origine aura la faculté de percevoir un droit pour toute réclamation relative au sort d'un colis ordinaire et d'un colis avec valeur déclarée, adressée postérieurement au dépôt du colis, à moins que l'expéditeur n'ait déjà acquitté la taxe spéciale afférente à l'avis de réception.

3. Le pays d'origine aura également la faculté de percevoir un droit, dans le cas de réclamation pour une irrégularité dont, à première vue, le service postal n'est pas responsable.

Article XXII.

COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis ordinaires acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés à leur destination par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration qui effectue la réexpédition. Ils ne doivent être grevés d'aucun droit de douane ou autre par cette administration. Les colis avec valeur déclarée, acheminés dans une fausse direction, ne peuvent être réexpédiés sur leur destination que comme valeurs déclarées. Si cela est impossible, ils seront retournés au bureau d'origine.

Lorsque la réexpédition comporte le renvoi du colis au pays d'origine, l'administration qui retransmet le colis rembourse audit bureau les bonifications reçues et signale l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Lorsque la réexpédition du colis comporte son envoi dans un tiers pays et que le montant bonifié à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle expédie le colis les sommes qui lui sont dues; elle recouvre la différence sur le bureau d'échange d'où le colis acheminé dans une fausse direction a été reçu directement. La raison de cette opération est notifiée à ce dernier au moyen d'un bulletin de vérification.

Article XXIII.

RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire dans le territoire du pays de destination, peut être faite sur la demande, soit de l'expéditeur, soit du destinataire.

La réexpédition d'un colis sur le territoire de l'un des pays contractants donne lieu à la perception des taxes supplémentaires fixées par l'administration de ce pays. Il en est de même, le cas échéant, pour la remise dudit colis à une autre personne au lieu de destination primitif. Ces taxes restent acquises même si le colis est renvoyé au pays d'origine ou réexpédié sur un autre pays.

2. Lorsqu'un colis doit être réexpédié à destination de l'un des deux pays signataires du présent arrangement, une nouvelle taxe d'affranchissement et, le cas échéant, de nouveaux droits d'assurance pourront, s'ils n'ont pas été acquittés à l'avance, être perçus. Les nouvelles taxes et droits sont perçus sur le destinataire par l'administration qui procède à la livraison du colis. Les colis avec valeur déclarée ne peuvent être réexpédiés que comme tels.

3. A la demande de l'expéditeur ou du destinataire, les colis peuvent également être réexpédiés ou renvoyés à un autre pays. Toutefois, les colis avec valeur déclarée ne pourront être réexpédiés ou renvoyés que comme tels. Les expéditeurs pourront inscrire sur les colis la mention : « Ne pas

parcels must not be reforwarded to any other country. In case of loss, rifling or damage of an insured parcel reforwarded to another country or returned by that country, the indemnity is decided upon exclusively in accordance with the provisions of Article VII, Section 6.

Article XXIV.

NON-DELIVERY.

1. Undeliverable parcels returned to the sender are liable to new postage charges as well as insurance fees if necessary, and are returned as parcels of the same class in which they were received. The charges are collectible from the sender and are collected by the Administration delivering the parcels to him.

2. At the time of mailing, the sender must state how his parcel is to be disposed of in the event of non-delivery; that is, the sender must mark the parcel and the Customs declarations with one of the following notes:

“ In case of non-delivery, the parcel should be returned immediately ”;

“ In case of non-delivery, the parcel should be considered as abandoned ”;

“ In case of non-delivery, the parcel should be delivered to ”.

No note other than those provided for above, or note of similar import, is permitted, except as provided in Article XXIII, Section 3.

3. Barring contrary instructions, undeliverable parcels are returned to origin, without previous notification, 30 days after their arrival at the office of destination. Parcels which the addressee refuses to accept shall be returned immediately. In all cases, the reason for non-delivery must be indicated on the parcel.

4. Parcels liable to deterioration or corruption may be sold immediately, even en route, on the outward or return voyage, without previous notice and without judicial formality, for the benefit of the rightful party.

If for any reason sale is impossible, the deteriorated or corrupted articles are destroyed. The sale or destruction gives rise to the making of a report which is sent to the Administration of origin.

5. Undeliverable parcels which the sender has abandoned may, at the expiration of a 30-day period, be sold for the profit of the Administration of the country of destination. However, in the case of an insured parcel, a report is made up, which must be sent to the Administration of the country of origin. Likewise, the Administration of the country of origin must be advised when an insured parcel which is undeliverable is not returned to origin.

6. The provisions of Article XXV, Section 2, shall be applied to a parcel which is returned in consequence of non-delivery.

Article XXV.

CHARGES.

1. For each parcel exchanged between the contracting countries, the despatching Office credits to the Office of destination in the parcel bills the quotas due to the latter, and indicated in the Regulations of Execution.

2. In case of reforwarding or return to origin of a parcel, if new postage and new insurance fees (in the case of insured parcels) are collected by the redispaching Office, the parcel is treated

réexpédier à destination d'un tiers pays ». Dans ce cas, les colis ne pourront être réexpédiés à destination d'aucun autre pays. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis avec valeur déclarée, réexpédié à destination d'un autre pays ou renvoyé par ce pays, l'indemnité sera déterminée exclusivement d'après les stipulations de l'article VII, paragraphe 6.

Article XXIV.

NON-REMISE.

1. Les colis qui ne peuvent être remis à l'adresse indiquée et qui sont renvoyés à l'expéditeur peuvent donner lieu à la perception de nouvelles taxes d'affranchissement et, le cas échéant, de nouveaux droits d'assurance et sont renvoyés comme colis de la même catégorie que celle dont ils faisaient partie lorsqu'ils ont été reçus. Les taxes sont perçues sur l'expéditeur par l'administration qui lui remet les colis.

2. Au moment du dépôt du colis, l'expéditeur doit indiquer de quelle manière son colis doit être traité s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée ; à cet effet, l'expéditeur doit faire figurer sur le colis et sur les déclarations en douane l'une des formules suivantes :

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à renvoyer immédiatement » ;

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut » ;

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous... »

Aucune formule autre que celles qui sont prévues ci-dessus ne sera admise, ni aucune mention analogue, sous réserve des dispositions de l'article XXIII, paragraphe 3.

3. Sauf instructions contraires, tout colis qui n'aura pu être délivré à l'adresse indiquée sera renvoyé à l'origine, sans préavis, 30 jours après son arrivée au bureau de destination. Les colis refusés par le destinataire seront renvoyés immédiatement. Dans tous les cas, le colis devra porter l'indication du motif pour lequel il n'aura pu être délivré à l'adresse spécifiée.

4. Les articles sujets à détérioration ou corruption pourront être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable ni formalité judiciaire, au profit de qui de droit.

Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits. La vente ou la destruction sera consignée dans un procès-verbal qui sera communiqué à l'administration du pays d'origine.

5. A l'expiration d'un délai de 30 jours, les colis qui n'auront pu être délivrés et sur lesquels l'expéditeur aura indiqué « mettre au rebut », pourront être vendus au bénéfice de l'administration du pays de destination. Toutefois, lorsque cette mesure sera appliquée à un colis avec valeur déclarée, il en sera dressé un procès-verbal qui sera transmis à l'administration du pays d'origine. L'administration du pays d'origine sera également avisée, lorsqu'un colis avec valeur déclarée, non délivré au destinataire, n'aura pas été renvoyé au pays d'origine.

6. Les dispositions de l'article XXV, paragraphe 2, seront applicables à tout colis renvoyé par suite de non-livraison.

Article XXV.

TAXES.

1. Pour chaque colis échangé entre les pays contractants, le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire, sur les feuilles de route, les quotes-parts dues à ce dernier, telles qu'elles sont fixées dans le règlement d'exécution.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine, si le bureau réexpéditeur perçoit de nouveaux droits d'affranchissement ou d'assurance (pour les colis avec valeur déclarée), le colis

as if it had originated in that country. Otherwise, the redispaching Office recovers from the other Office the quota due to it, namely, as the case may be :

- (a) The charges prescribed by Section 1 above ;
- (b) The charges for reforwarding or return.

In case of reforwarding or return to a third country, the accrued charges, that is, such of the charges mentioned in (a) and (b) above as are applicable, shall follow the parcel, but in the case that the third country concerned refuses to assume the charges because they cannot be collected from the addressee or sender, as the case may be, or for any other reason, they shall be charged back to the country of origin.

In the case of a parcel returned or reforwarded in transit through one of the two Administrations to or from the other, the intermediary Administration may claim also the sum due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

Article XXVI.

POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

The parcels to which this Agreement applies shall not be subject to any postal charges other than those contemplated by the different Articles hereof.

Article XXVII.

AIR PARCELS.

The Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries have the right to fix by mutual consent the air surtax and other conditions in the case where the parcels are conveyed by air routes.

Article XXVIII.

TEMPORARY SUSPENSION OF SERVICE.

In extraordinary circumstances such as will justify the measure, either Administration may temporarily suspend the parcel-post service, either entirely or partially, or restrict it to certain offices, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

Article XXIX.

MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE PRESENT AGREEMENT.

1. Unless they are provided for in the present Agreement, all questions concerning requests for recall or change of address of parcels and the obtaining and disposition of return receipts and settlement of indemnity claims in connection with insured parcels shall be treated in accordance with the provisions of the Universal Postal Convention and its Regulations of Execution, in so far as they are applicable and are not contrary to the foregoing provisions. If the case is not provided for at all, the domestic legislation of the United States of America or the Bahamas, or the decisions made by one country or the other, are applicable in the respective country.

2. The details relative to the application of the present Agreement will be fixed by the two Administrations in Regulations of Execution, the provisions of which may be modified or completed by common consent by way of correspondence. A similar agreement through correspondence may be made with a view to the exchange of collect-on-delivery parcels.

est considéré comme s'il provenait de ce pays. Autrement, le bureau réexpéditeur retient sur l'autre bureau la quote-part qui lui revient, c'est-à-dire suivant le cas :

- a) Les taxes prescrites au paragraphe 1 ci-dessus,
- b) Les taxes de réexpédition ou de renvoi.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à destination d'un tiers pays, le colis restera grevé des droits encourus, c'est-à-dire les droits mentionnés sous a) et b) ci-dessus qui sont applicables. Mais si le tiers pays refuse d'en assumer le paiement parce qu'ils ne pourraient être perçus auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, ou pour toute autre raison, ces droits retomberont à la charge du pays d'origine.

Dans le cas d'un colis retourné ou réexpédié en transit à travers le territoire de l'une des deux administrations, à destination ou en provenance de l'autre, l'administration intermédiaire pourra également réclamer le paiement de la somme qui lui sera due pour tout transport supplémentaire par terre ou par mer qu'elle aura fourni, en même temps que les sommes dues à toute autre ou toutes autres administrations intéressées.

Article XXVI.

INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUI SONT PRÉVUES PAR LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

Les colis qui font l'objet du présent arrangement ne pourront être soumis à d'autres frais postaux que ceux qui sont prévus par les différents articles dudit arrangement.

Article XXVII.

COLIS TRANSPORTÉS PAR AVION.

Les chefs des administrations postales des deux pays contractants ont le droit de fixer, par voie d'accord, une surtaxe spéciale ainsi que d'autres conditions pour le transport des colis par la voie aérienne.

Article XXVIII.

SUSPENSION TEMPORAIRE DU SERVICE.

Dans des circonstances extraordinaires justifiant cette mesure, l'une ou l'autre des deux administrations pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit en totalité, soit en partie, ou le limiter à certains bureaux, à condition d'en donner immédiatement avis, par télégraphe en cas de nécessité, à l'autre administration.

Article XXIX.

QUESTIONS NON PRÉVUES DANS LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

1. Sauf dans la mesure où elles sont réglées par le présent arrangement, toutes les questions relatives aux demandes de retrait ou de changement d'adresse des colis ainsi qu'à la délivrance et à l'expédition des avis de réception et à la liquidation des demandes d'indemnité pour colis avec valeur déclarée, seront régies par les dispositions de la Convention postale universelle et de son règlement d'exécution, pour autant que lesdites dispositions soient applicables et ne soient pas contraires aux dispositions précédentes. Si le cas n'est prévu nulle part, la législation nationale des Etats-Unis d'Amérique ou des îles de Bahama, ou les décisions prises par l'un ou l'autre des deux pays, s'appliqueront dans le pays en question.

2. Les détails relatifs à l'application du présent arrangement seront fixés par les deux administrations dans un règlement d'exécution, dont les dispositions pourront être modifiées ou complétées, d'un commun accord, par échange de lettres. Un accord analogue par échange de lettres pourra être conclu en ce qui concerne l'échange des colis contre remboursement.

3. The two Administrations notify each other mutually of their laws, ordinances and tariffs concerning the exchange of parcel post, as well as of all modifications in rates which may be subsequently made.

Article XXX.

DURATION OF THE AGREEMENT.

1. This Agreement substitutes and abrogates the Parcel Post Convention signed at Washington, December 20th, 1887, and at Nassau, January 9th, 1888.

2. It shall become effective on ratification, but pending ratification it may be put into force administratively on a date to be mutually settled between the Administrations of the two countries.

3. It shall remain in effect as long as it has not been terminated six months in advance by one or the other of the two Administrations.

Done in duplicate and signed at Washington, the 21st day of December 1936, and at Nassau, the 29th day of October 1936.

(Seal.) J. Herbert PEET,
The Colonial Postmaster, The Bahamas.

(Seal.) James A. FARLEY,
*The Postmaster-General
of the United States of America.*

REGULATIONS OF EXECUTION

FOR THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES
OF AMERICA AND THE BAHAMAS.

The following detailed Regulations for the Execution of the Parcel Post Agreement have been agreed upon by the Chiefs of the Postal Administrations of the United States of America and the Bahamas.

Article I.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. The parcels to be exchanged under the provisions of this Agreement may not exceed 22 pounds in weight nor the following dimensions :

Greatest length 4 feet, on condition that parcels over 42 inches but not over 44 inches long do not exceed 24 inches in girth ; that parcels over 44 inches but not over 46 inches long do not exceed 20 inches in girth ; that parcels over 46 inches but not over 48 inches long do not exceed 16 inches in girth ; and that parcels up to 3½ feet in length do not exceed 6 feet in length and girth combined.

The limit of weight and maximum dimensions stated above may be changed from time to time by agreement made through correspondence.

2. In regard to the exact calculation of the weight and dimensions, the indications furnished by the dispatching office will be accepted save in the case of obvious error.

3. Les deux administrations se communiqueront mutuellement leurs lois, ordonnances et tarifs relatifs à l'échange des colis postaux ainsi que toutes modifications qui pourraient être ultérieurement apportées aux tarifs.

Article XXX.

DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

1. Le présent arrangement abroge et remplace la Convention relative à l'échange de colis postaux, signée à Washington, le 20 décembre 1887, et à Nassau, le 9 janvier 1888.

2. Il prendra effet à dater de sa ratification. Toutefois, dans l'intervalle, il pourra être mis à exécution administrativement, à une date à convenir entre les administrations des deux pays.

3. Il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une ou l'autre des deux administrations ait fait connaître à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé à Washington, le 21 décembre 1936, et à Nassau, le 29 octobre 1936.

(Sceau) J. Herbert PEET,

Directeur colonial des Postes des îles de Bahama.

(Sceau) James A. FARLEY,

*Directeur général
des Postes des Etats-Unis d'Amérique.*

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT RELATIF À L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX
ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES ÎLES DE BAHAMA.

Les chefs des administrations postales des Etats-Unis d'Amérique et des îles de Bahama ont arrêté le règlement détaillé ci-dessous pour l'exécution de l'arrangement relatif aux colis postaux.

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis à échanger, aux termes des dispositions du présent arrangement, ne devront pas peser plus de 22 livres ni dépasser les dimensions suivantes :

Plus grande longueur, 4 pieds, à condition que les colis dont la longueur dépasse 42 pouces mais non 44 pouces, ne mesurent pas plus de 24 pouces de pourtour ; que les colis dont la longueur dépasse 44 pouces mais non 46 pouces, ne mesurent pas plus de 20 pouces de pourtour ; que les colis dont la longueur dépasse 46 pouces mais non 48 pouces, ne mesurent pas plus de 16 pouces de pourtour ; et que les colis jusqu'à 3 pieds $\frac{1}{2}$ de longueur ne dépassent pas 6 pieds, longueur et pourtour réunis.

Les limites de poids et les dimensions maximums fixées ci-dessus pourront être modifiées de temps à autre par un accord conclu au moyen d'un échange de lettres.

2. Pour le calcul exact du poids et des dimensions, les indications fournies par le bureau expéditeur prévaudront, sauf en cas d'erreur manifeste.

Article 2.

PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be written legibly and correctly on the parcel itself if possible or on a label or tag securely affixed to the parcel.

It is recommended that a duplicate of the address be inserted in every parcel, especially when the use of a tag for the address is rendered necessary by the packing or form of the parcel.

Parcels on which the name of the sender or of the addressee is indicated merely by initials are not admitted, unless the initials are the adopted trade name of the sender or addressee which is generally understood.

Addresses in ordinary pencil are not admitted. However, addresses written in indelible pencil on a previously dampened surface are accepted.

2. Each parcel must be packed in such a manner that the contents are protected over the whole route, and in such a way as to prevent the contents from damaging other parcels or objects or injuring postal agents. The packing must protect the contents sufficiently that, in case of rifling, the traces thereof may be easily discovered.

Insured parcels must be closed and securely sealed with wax or otherwise. Ordinary parcels may be sealed at the option of the sender, or careful tying is sufficient as a mode of closing.

As a protective measure, either Administration may require that a special imprint or mark of the sender appear on the wax or lead seals closing insured parcels mailed in its service.

The Customs Administration of the country of destination is authorized to open the parcels in order to inspect the contents. To that end, the seals or any other fastenings may be broken. Parcels opened by the Customs must be refastened and also officially resealed, except in the case of ordinary parcels which were not sealed by the senders in the first instance.

3. Each insured parcel must bear on the address side an insurance number and must bear a label with the word "Insured" or this word must be marked or stamped on the parcel.

4. For insured parcels, the amount of insured value must appear on the parcel in currency of the country of origin, in Roman letters written out in full and in Arabic figures. Also, the exact weight of each parcel in pounds and ounces must be entered by the Administration of origin (*a*) on the address side of the parcel and (*b*) on the Customs declaration in the place reserved for this purpose.

5. The labels or postage stamps affixed to insured parcels must be spaced so that they cannot serve to conceal injuries to the packing. Neither may they be folded over two faces of the wrapping so as to cover the edge.

6. Liquids and easily liquefiable substances must be sent in a double receptacle. Between the first (bottle, flask, box, etc.) and the second (box of metal, strong wood, strong corrugated cardboard or strong carton of fibre-board, or receptacle of equal strength), there must be left a space to be filled with sawdust, bran or other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid in case that the receptacle is broken.

7. Powders and dyes in powder form must be packed in strong boxes of tin or other metal, which, after soldering, must be placed in turn in substantial outer covers in such a way as to avoid all damage to other articles.

Article 2.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire devront être écrits lisiblement et correctement, autant que possible sur le colis même, ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier.

Il est recommandé d'insérer dans chaque colis copie de l'adresse, notamment lorsque l'emballage ou la forme du colis rend nécessaire, pour l'indication de l'adresse, l'emploi d'une étiquette qui n'est pas adhérente au colis.

Les colis sur lesquels le nom de l'expéditeur ou du destinataire n'est indiqué que par des initiales ne sont pas admis, à moins que ces initiales ne représentent la raison sociale reconnue de l'expéditeur ou du destinataire.

Les adresses écrites au crayon ordinaire ne sont pas admises. Toutefois, les adresses pourront être écrites au crayon-encre sur un fond préalablement mouillé.

2. Chaque colis devra être emballé de telle manière que son contenu soit préservé pendant toute la durée du transport et qu'il ne puisse endommager d'autres colis ou objets, ni blesser les agents des postes. L'emballage doit protéger suffisamment le contenu pour qu'en cas de spoliation les traces puissent en être facilement découvertes.

Les colis avec valeur déclarée seront fermés et solidement scellés par des cachets de cire ou autres. Les colis ordinaires pourront être scellés au gré de l'expéditeur, mais un nœud solide suffira comme fermeture.

Chaque administration peut exiger, comme moyen de protection, une empreinte ou une marque spéciale de l'expéditeur sur les cachets de cire ou les plombs scellant les colis avec valeur déclarée expédiés dans son service.

L'administration des douanes du pays de destination a le droit d'ouvrir les colis pour en examiner le contenu. A cet effet, elle peut rompre les cachets et autres fermetures. Les colis ouverts par la douane doivent être refermés et scellés à nouveau, officiellement, sauf dans le cas de colis ordinaires qui n'avaient pas été primitivement scellés par les expéditeurs.

3. Les colis avec valeur déclarée doivent porter du côté de la suscription un numéro d'ordre et une étiquette avec le mot « Insured » (Valeur déclarée) ou porter une marque ou un timbre avec le même mot.

4. Chaque colis avec valeur déclarée doit porter l'indication du montant de la valeur déclarée, dans la monnaie du pays d'origine, libellée en toutes lettres, en caractères latins, ainsi qu'en chiffres arabes. L'administration du pays d'origine devra également indiquer le poids exact de chaque colis en livres et en onces : *a)* sur le colis même, du côté de la suscription, et *b)* sur la déclaration en douane, à la place réservée à cet effet.

5. Les étiquettes et les timbres-poste apposés sur les colis avec valeur déclarée doivent être espacés de manière à ne pas pouvoir servir à dissimuler les détériorations de l'emballage. Les étiquettes et les timbres ne doivent pas non plus être repliés des deux côtés de l'emballage de manière à recouvrir les bords.

6. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant, en carton ondulé ou carton-fibre solide ou tout autre récipient d'égale résistance) doit être ménagé un espace destiné à être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

7. Les poudres et les teintures en poudre doivent être emballées dans des boîtes résistantes en fer blanc ou autre métal, qui, après avoir été soudées, seront elles-mêmes enfermées dans des emballages solides de manière à empêcher tout dégât aux autres objets.

Article 3.

CUSTOMS DECLARATIONS.

1. The sender shall prepare one Customs declaration for each parcel sent from either country, upon a special form provided for the purpose by the country of origin.

The Customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, gross and net weight, the sender's name and address, and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

However, as an exception to the foregoing, when more than one parcel is mailed simultaneously by the same sender in the United States of America to the same addressee at the same address in the Bahamas and *vice versa*, the sender need prepare only one Customs declaration for the entire shipment, which Customs declaration shall show, in addition to the particulars set forth in the preceding paragraph, the total number of parcels comprising the shipment, and shall be securely attached to one of the parcels. The parcels comprising the entire shipment shall be clearly marked in such case with a fractional number, the numerator of which will indicate, in Arabic figures, the number of the parcel and the denominator the number of parcels comprising the shipment; for example: If a single shipment were composed of 15 parcels each parcel would be numbered, respectively, 1/15, 2/15, 3/15, etc.

2. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the Customs declarations.

Article 4.

RETURN RECEIPTS.

1. As to a parcel for which a return receipt is asked, the office of origin places on the parcel the letters or words "A. R." or "Avis de Réception" or "Return receipt requested". The office of origin or any other office appointed by the dispatching Administration shall fill out a return receipt form and attach it to the parcel. If the form does not reach the office of destination, that office makes out a duplicate.

2. The office of destination, after having duly filled out the return receipt form, returns it free of postage to the address of the sender of the parcel.

3. When the sender applies for a return receipt after a parcel has been mailed, the office of origin duly fills out a return receipt form and attaches it to a form of inquiry which is entered with the details concerning the transmission of the parcel and then forwards it to the office of destination of the parcel. In the case of the due delivery of the parcel, the office of destination withdraws the inquiry form, and the return receipt is treated in the manner prescribed in the foregoing section.

Article 5.

RECEPTACLES.

1. The Postal Administrations of the two contracting countries shall provide the respective bags necessary for the dispatch of their parcels and each bag shall be marked to show the name of the office or country to which it belongs.

2. Bags must be returned empty to the dispatching office by the next mail. Empty bags to be returned are made up in bundles of ten, enclosing nine bags in one. The total number of bags returned shall be entered on the relative parcel bills.

3. In case ten per cent of the total number of bags used during the year have not been returned, the value of the missing bags must be repaid to the Administration of origin.

Article 3.

DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. L'expéditeur établira pour chaque colis expédié de l'un ou l'autre pays une déclaration en douane sur un formulaire spécial fourni à cet effet par le pays d'origine.

La déclaration en douane indiquera la nature du colis, la composition exacte et détaillée de son contenu, le montant de sa valeur, la date d'expédition, le poids brut et net, le nom et l'adresse de l'expéditeur, le nom et l'adresse du destinataire, et sera solidement attachée au colis.

Toutefois, par dérogation à la disposition précédente, lorsqu'un même expéditeur, aux Etats-Unis d'Amérique, envoie simultanément plus d'un colis au même destinataire et à la même adresse, dans les îles de Bahama, et *vice versa*, l'expéditeur pourra ne remplir pour la totalité de l'envoi qu'une seule déclaration en douane. Celle-ci indiquera, outre les renseignements mentionnés à l'alinéa précédent, le nombre total des colis compris dans l'envoi, et sera fixée solidement à l'un des colis. Dans ce cas, les colis constituant l'envoi seront marqués visiblement d'une fraction dont le numérateur représentera, en chiffres arabes, le numéro du colis et le dénominateur, le nombre de colis compris dans l'envoi. Ainsi pour un envoi composé de 15 colis, les colis porteront, respectivement, les fractions 1/15, 2/15, 3/15, etc.

2. Les administrations n'acceptent aucune responsabilité en ce qui concerne l'exactitude des déclarations en douane.

Article 4.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Dans le cas d'un colis pour lequel un avis de réception est demandé, le bureau d'origine doit inscrire sur le colis les initiales « A. R. » ou les mots « Avis de réception » ou « Return receipt requested ». Le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration expéditrice remplira une formule d'avis de réception et la fixera au colis. Si cette formule ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en établira un duplicata.

2. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule d'avis de réception, la renvoie en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

3. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un colis postérieurement au dépôt, le bureau d'origine remplit la formule appropriée et l'attache à une formule de réclamation où sont mentionnés les détails concernant la transmission du colis, puis l'envoie au bureau de destination. En cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe précédent.

Article 5.

SACS POSTAUX.

1. Les administrations postales des deux pays contractants fourniront les sacs nécessaires au transport de leurs colis, chaque sac portant le nom du bureau ou du pays auquel il appartient.

2. Les sacs seront retournés vides au bureau expéditeur par le courrier suivant. Les sacs vides à retourner seront expédiés par paquets de dix (neuf sacs renfermés dans le dixième) et le nombre total des sacs renvoyés sera signalé sur les feuilles de route correspondantes.

3. Dans le cas où 10% du nombre total des sacs utilisés au cours de l'année n'auraient pas été retournés, la contre-valeur des sacs manquants devra être versée à l'administration d'origine.

Article 6.

METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

1. The parcels shall be exchanged, in sacks duly fastened and sealed, by the offices appointed by agreement between the two Administrations, and shall be dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

2. Insured parcels shall be enclosed in separate sacks from those in which ordinary parcels are contained, and the labels of sacks containing insured parcels shall be marked with such distinctive symbols as may from time to time be agreed upon.

Article 7.

BILLING OF PARCELS.

1. Separate parcel bills must be prepared for the ordinary parcels on the one hand, and for the insured parcels on the other hand.

The parcel bills are prepared in duplicate. The original is sent in the regular mails, while the duplicate is inserted in one of the sacks. The sack containing the parcel bill is designated by the letter " F " traced in a conspicuous manner on the label.

2. The ordinary parcels included in each dispatch to the United States of America are to be entered on the parcel bills to show the total number of parcels and the total net weight thereof. The ordinary parcels included in each dispatch to the Bahamas are to be entered on the parcel bills to show the total number of parcels.

3. Insured parcels shall be entered individually on the parcel bills to show the insurance number and the name of the office of origin. In the case of insured parcels for the United States of America, the total net weight of the parcels must also be shown.

4. Parcels sent " *à découvert* " must be entered separately on the parcel bills.

5. Returned or redirected parcels must be entered individually on the parcel bills and be followed by the word " Returned " or " Redirected " as the case may be. A statement of the charges which may be due on these parcels should be shown in the " Observations " column.

6. The total number of sacks comprising each dispatch must also be shown on the parcel bills.

7. Each dispatching exchange office numbers the parcel bills in the upper left-hand corner in accordance with an annual series. The last number of the preceding year must be mentioned on the first bill of the following year.

8. The exact method of advising parcels or the receptacles containing them sent by one Administration in transit through the other, together with any details of procedure in connection with the advice of such parcels or receptacles for which provision is not made in this Agreement, shall be settled by mutual consent through correspondence between the two Administrations.

Article 8.

VERIFICATION BY THE EXCHANGE OFFICE.

1. Upon receipt of a dispatch, the exchange office of destination proceeds to verify it. The entries in the parcel bill must be verified exactly. Each error or omission must be brought immediately to the knowledge of the dispatching exchange office by means of a bulletin of verification. A dispatch is considered as having been found in order in all regards when no bulletin of verification is made up.

If any error or irregularity is found upon receipt of a dispatch, all objects which may serve later on for investigations, or for examination of requests for indemnity, must be kept.

Article 6.

MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. Les colis seront échangés dans des sacs dûment fermés et scellés par les bureaux désignés par voie d'accord entre les deux administrations et seront expédiés au pays de destination par le pays d'origine, à ses frais et par les moyens dont il dispose.

2. Les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts de ceux qui contiennent les colis ordinaires, et les étiquettes des sacs contenant les colis avec valeur déclarée porteront les marques distinctives qui seront de temps à autre arrêtées d'un commun accord.

Article 7.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée figureront sur des feuilles de route séparées.

Les feuilles de route seront établies en deux exemplaires. L'original sera expédié par le courrier régulier et le duplicata sera enfermé dans l'un des sacs. Le sac contenant ce duplicata portera la lettre « F » inscrite visiblement sur l'étiquette.

2. Pour les colis ordinaires compris dans un envoi à destination des Etats-Unis d'Amérique, on inscrira dans les feuilles de route le nombre total des colis et leur poids net total. Pour les colis ordinaires compris dans un envoi à destination des îles de Bahama, on inscrira dans les feuilles de route le nombre total des colis.

3. Les colis avec valeur déclarée seront inscrits séparément sur les feuilles de route. On indiquera leur numéro d'ordre et le nom du bureau d'origine. Dans le cas de colis avec valeur déclarée expédiés à destination des Etats-Unis d'Amérique, le poids net total des colis sera également indiqué.

4. Les colis envoyés à découvert seront inscrits séparément sur les feuilles de route.

5. Les colis renvoyés ou réexpédiés seront inscrits séparément sur les feuilles de route et suivis du mot « Returned » (Renvoyé) ou « Redirected » (Réexpédié) suivant le cas. Les taxes afférentes à ces colis seront indiquées dans la colonne « Observations ».

6. Le nombre total des sacs constituant chaque envoi doit également être indiqué sur les feuilles de route.

7. Chaque bureau d'échange expéditeur numérottera les feuilles de route à l'angle supérieur gauche d'après une série annuelle. Le dernier numéro de l'année précédente sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

8. La manière exacte de signaler les colis ou les sacs les contenant, expédiés par l'une des administrations en transit par l'intermédiaire de l'autre, ainsi que tous détails concernant la manière de procéder pour les avis à adresser au sujet desdits colis ou sacs et ne figurant pas dans le présent arrangement, seront fixés d'un commun accord et au moyen d'un échange de correspondance entre les deux administrations.

Article 8.

VÉRIFICATION DES COLIS PAR LE BUREAU D'ÉCHANGE.

1. Le bureau d'échange de destination qui reçoit un sac de colis procède à sa vérification. Les feuilles de route doivent être vérifiées avec exactitude. Toute erreur ou omission sera signalée immédiatement au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Un envoi sera considéré comme ayant été trouvé régulier à tous égards, lorsqu'il n'aura pas été établi de bulletin de vérification.

Lorsqu'une erreur ou une irrégularité est constatée à la réception d'un courrier, tous les objets qui pourraient servir ultérieurement aux recherches ou à l'examen des demandes d'indemnité doivent être conservés.

2. The dispatching exchange office to which a bulletin of verification is sent returns it after having examined it and entered thereon its observations, if any. That bulletin is then attached to the parcel bills of the parcels to which it relates. Corrections made on a parcel bill which are not justified by supporting papers are considered as devoid of value.

3. If necessary, the dispatching exchange office may also be advised by telegram, at the expense of the office sending such telegram.

4. In case of shortage of a parcel bill, a duplicate is prepared, a copy of which is sent to the exchange office of origin of the dispatch.

5. The office of exchange which receives from a corresponding office a parcel which is damaged or insufficiently packed must redispach such parcel after repacking, if necessary, preserving the original packing as far as possible.

If the damage is such that the contents of the parcel may have been abstracted, the office must first officially open the parcel and verify its contents.

In either case, the weight of the parcel will be verified before and after repacking, and indicated on the wrapper of the parcel itself. That indication will be followed by the note " Repacked at ", and the signature of the agents who have effected such repacking.

Article 9.

PAYMENT

1. For each parcel, ordinary or insured, sent to the Bahamas, payment shall be made at the rate of 1 gold franc per parcel.

2. For each parcel, ordinary or insured, sent to the United States of America or to its possessions, payment shall be made as follows, based on the bulk net weight of each dispatch :

0.32	gold francs per pound for parcels for the	United States of America ;
0.16	" " " " " " " " " "	Virgin Islands, Hawaii, Puerto Rico, Guam and Samoa ;

0.32	" " " " " " " " " "	Alaska.

3. In addition, there shall be paid the following transit charges for parcels, ordinary or insured, for the possessions of the United States of America, based on the bulk net weight of each dispatch :

0.32	gold francs per pound when only sea service is provided
0.52	" " " " " " " " land " " "
0.68	" " " " " " " " both land and sea services are provided.

4. The terminal quotas and transit charges above mentioned may be reduced or increased on three months' previous notice given by one country to the other. The reduction or increase shall remain in force for at least one year.

Article 10.

ACCOUNTING.

1. At the end of each quarter, each Administration makes up an account on the basis of the parcel bills.

2. These accounts accompanied by the parcel bills and, if any, copies of verification notes relating thereto shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month following the quarter to which they relate.

2. Le bureau d'échange expéditeur qui reçoit un bulletin de vérification le renvoie après l'avoir examiné et y avoir, le cas échéant, consigné ses observations. Ce bulletin est fixé aux feuilles de route des colis auxquels il se rapporte. Toutes corrections apportées à une feuille de route qui ne sont pas appuyées par des pièces justificatives sont considérées comme nulles et non avenues.

3. En cas de nécessité, le bureau d'échange expéditeur peut également être avisé par télégramme aux frais du bureau qui expédie le télégramme.

4. En cas d'absence d'une feuille de route, il sera établi un duplicata dont copie sera envoyée au bureau d'échange qui aura expédié l'envoi.

5. Le bureau d'échange qui recevra d'un bureau correspondant un colis endommagé ou dont l'emballage est insuffisant devra réexpédier le colis après l'avoir remballé, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif.

Si l'avarie est telle que le contenu du colis ait pu être spolié, le bureau doit tout d'abord ouvrir officiellement le colis et en vérifier le contenu.

Dans l'un ou l'autre cas, le poids du colis sera vérifié avant et après le remballage et indiqué sur l'enveloppe du colis même. Cette indication sera suivie de la mention « Remballé à » et de la signature des agents qui auront procédé au remballage.

Article 9.

PAIEMENTS.

1. Pour les colis ordinaires ou avec valeur déclarée expédiés à destination des îles de Bahama il sera payé 1 franc-or par colis.

2. Pour les colis ordinaires ou avec valeur déclarée expédiés à destination des Etats-Unis d'Amérique ou de leurs possessions, la taxe sera calculée d'après le poids net total de chaque envoi comme suit :

0,32	franc-or	par	livre	pour	les	colis	à	destination	des	Etats-Unis	d'Amérique ;
0,16	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	» îles Vierges, de Hawaï, de Porto-Rico, de Guam et de Samoa ;
0,32	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	de l'Alaska.

3. En outre, pour les colis ordinaires ou avec valeur déclarée, expédiés à destination des possessions des Etats-Unis d'Amérique, il sera payé une taxe de transit calculée d'après le poids net total de chaque envoi, comme suit :

0,32	franc-or	par	livre	lorsque	le	service	maritime	seul	est	assuré ;
0,52	»	»	»	»	»	»	»	»	»	terrestre » » »
0,68	»	»	»	»	»	»	»	»	»	le service terrestre et le service maritime sont tous deux assurés.

4. Les taxes terminales et taxes de transit susmentionnées pourront être réduites ou augmentées, sous réserve d'un préavis de trois mois donné par l'un des deux pays à l'autre. La réduction ou l'augmentation restera en vigueur pendant une année au moins.

Article 10.

COMPTABILITÉ.

1. A la fin de chaque trimestre, chaque administration établira un compte d'après les feuilles de route.

2. Ces comptes, accompagnés des feuilles de route et, s'il y a lieu, des copies des bulletins de vérification y afférents, seront envoyés à l'administration correspondante, pour examen, dans le courant du mois qui suivra le trimestre auquel ils se rapportent.

3. The recapitulation, transmission, examination and acceptance of these accounts must not be delayed, and the payment of the balance shall take place at the latest at the expiration of the following quarter.

4. The balance resulting from the adjustment of the accounts between the two Administrations is paid by a sight draft drawn on New York, or by some other means mutually agreed upon by correspondence. The expenses of payment are chargeable to the debtor Administration.

Article II.

MISCELLANEOUS NOTIFICATIONS.

The Administrations shall communicate to each other a summary of the provisions of their laws or regulations applicable to the parcels exchanged between the two contracting countries, and other items necessary for carrying out the exchange of parcels.

These Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate and signed at Washington, the 21st day of December 1936, and at Nassau, the 29th day of October 1936.

(Seal.) J. Herbert PEET,
The Colonial Postmaster, The Bahamas.

(Seal.) James A. FARLEY,
*Postmaster-General
of the United States of America.*

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between the Bahamas and the United States of America concerning the exchange of parcel post in the language (English) in which the original was signed at Nassau on October 29th, 1936, and at Washington, on December 21st, 1936.

W. W. HOWES,
Acting Postmaster-General.

3. L'établissement, l'envoi, la vérification et l'acceptation de ces comptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible, et le versement du solde devra avoir lieu au plus tard à l'expiration du trimestre suivant.

4. Le paiement des soldes résultant de l'ajustement des comptes entre les deux administrations s'effectuera au moyen de traites à vue sur New-York ou de toute autre manière qui pourra être convenue entre les deux administrations au moyen d'un échange de correspondance. Les frais afférents au paiement seront à la charge de l'administration débitrice.

Article II.

NOTIFICATIONS DIVERSES.

Les administrations se communiqueront l'une à l'autre un résumé des dispositions de leurs lois ou règlements applicables aux colis échangés entre les deux pays contractants, et tous autres renseignements nécessaires pour effectuer l'échange des colis.

Le présent règlement entrera en vigueur le jour où l'arrangement relatif aux colis postaux prendra lui-même effet et il aura la même durée que ledit arrangement.

Fait en double exemplaire et signé à Washington, le 21 décembre 1936, et à Nassau, le 29 octobre 1936.

(Sceau) J. Herbert PEET,
Directeur colonial des Postes des îles Bahama.

(Sceau) James A. FARLEY,
*Directeur général
des Postes des Etats-Unis d'Amérique.*

